

EDMOND TOUTAIN
MINISTRE PLÉNIPOTENTIAIRE

ALEXANDRE III
ET
LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUVENIRS D'UN TÉMOIN

1885-1888



PARIS
LIBRAIRIE PLON
LES PETITS-FILS DE PLON ET NOURRIT
IMPRIMEURS-ÉDITEURS — 8, RUE GARANCIÈRE, 6e

ALEXANDRE III

ET

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

Ce volume a été déposé à la Bibliothèque Nationale en 1929.

AVANT-PROPOS

En écrivant ce livre, je n'ai pas eu la prétention de présenter l'histoire complète des faits et des négociations qui ont précédé de quelques années la conclusion de l'alliance franco-russe. Je me suis borné à retracer les principaux événements auxquels ma situation de secrétaire de l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg m'a permis d'assister de 1885 à 1888. Je l'ai fait surtout d'après mes souvenirs personnels et mes notes rapportées de Russie, notes souvent prises au jour le jour, complétées et mises au point à l'aide des documents dont j'avais eu connaissance pendant la durée de mes fonctions.

Au moment où, de tous côtés, on étudie les origines et les responsabilités de la Grande Guerre, il m'a semblé intéressant de montrer les motifs pacifiques, — dont le premier fut le rétablissement de l'équilibre européen, — ayant, vers la fin du siècle dernier, amené la France et la Russie à s'unir par des accords diplomatiques et militaires.

Loin de vouloir la guerre, ces deux pays — comme il ressort clairement, je l'espère, de cet ouvrage — avaient, en vue, avant tout, le maintien de la paix en Europe. Devant la course aux armements menée par Bismarck et le grand état-major allemand, ils surent, sans rien sacrifier de leurs intérêts et de leur honneur, résister aux provocations de Berlin, s'appliquant seulement à prendre les mesures défensives indispensables à leur sécurité. Ce

fut l'attitude calme, digne et ferme de la France qui, dans ces circonstances critiques, contribua le plus à préserver l'Europe des calamités d'une conflagration générale.

On peut dire que ces trois années 1886, 1887 et 1888 marquent la première étape dans la marche vers l'alliance. D'un côté, la France, s'appliquant depuis le traité de Francfort à se recueillir et à se reconstituer, tient à ne pas se retrouver, le jour où se produirait une nouvelle attaque ennemie, dans l'état d'isolement militaire et diplomatique où l'avaient surprise les complications de juillet 1870. D'autre part, la Russie, ulcérée des résultats du Congrès de Berlin, impatiente de secouer l'hégémonie allemande qu'elle subissait sous le régime de l'entente des trois empires, recherche l'amitié d'une nation avec laquelle elle n'ait ni divergence ni rivalité d'intérêts. Une alliance entre elles leur apparaît donc comme la seule solution qui leur soit ouverte en face de l'accord austro-allemand, devenu « la Triplice » par suite de l'accession de l'Italie.

Mais, pour atteindre un tel but, il ne s'agit pas seulement de déjouer les manœuvres du prince de Bismarck et de vaincre les difficultés qu'il sème sur notre route. Il est, en outre, un double obstacle à surmonter en Russie : la répugnance d'Alexandre III à renoncer à l'union traditionnelle des Romanoff et des Hohenzollern et les préventions de ce souverain absolu contre un rapprochement intime avec la seule puissance républicaine existant en Europe.

Ce sont donc les efforts dont j'ai été le témoin, efforts déployés victorieusement dans ce sens avec une patiente et prudente continuité de vues par notre diplomatie et les partisans de l'alliance à Pétersbourg comme à Paris, que je me suis proposé d'exposer ici.

Edmond Toutain.

ALEXANDRE III

ET

LA RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

SOUVENIRS D'UN TÉMOIN

(1885-1888)

CHAPITRE PREMIER

Les premières années du règne d'Alexandre III. Son attitude à l'égard de la France.

Sous le coup de la mort tragique de son père (1), Alexandre III était resté de longs mois sans pouvoir se ressaisir. Les bombes de Ryssakof et de Sophia Perovskaia (2) avaient, en éclatant, jeté le trouble le plus profond dans les dispositions dont il paraissait animé jusqu'alors.

Comme grand-duc héritier, Alexandre Alexandrovitch passait aux yeux de ses futurs sujets pour un prince aux idées libérales, continuateur probable de la pensée paternelle. Mais, dès le lendemain de l'attentat, ses familiers sont déjà frappés de ses hésitations sur la direction à suivre. Il demande à réfléchir, consulte, cherche à voir clair au milieu des avis contraires qui l'entourent. Doit-il,

(1) 13 mars 1881.

(2) Deux des principaux auteurs de l'assassinat d'Alexandre II.

comme l'y engagent respectueusement les derniers ministres d'Alexandre II, persévérer dans la politique de concessions généreuses, lamentablement récompensée par l'assassinat du « tsar libérateur »? Va-t-il, au contraire, édicter des mesures violentes de répression auxquelles le poussent non seulement le général Ignatieff et son ancien précepteur Pobedonotzeff, mais encore les apôtres moscovites des traditions autocratiques? Entre ce système et le programme de réformes de Loris Melikoff, de Milioutine et d'Abazza, Alexandre III avait à faire un choix.

En appelant Ignatieff à succéder à Loris Melikoff (1), l'empereur consacrait le triomphe de la seconde de ces politiques, dont les principaux représentants, Aksakoff, Katkoff et surtout Pobedonotzeff, allaient devenir ses conseillers les plus écoutés. Un manifeste impérial, dû, selon toute apparence, à la plume de ce dernier, indiquait, à la date du 12 mai 1881, les tendances du nouveau tsar. Rédigé dans un langage mystique habilement calculé pour frapper les masses ignorantes de la Russie et relever le prestige de l'autocratie, il ne pouvait laisser aucun doute sur le changement de politique de l'empire. Aussi, devant une telle publication, un vif mécontentement et, en même temps, un découragement profond s'emparaient-ils d'une partie des classes éclairées, déçues dans leurs aspirations comme dans les espérances que leur avait fait concevoir le tsarevitch.

Pendant les premières années du règne, le souci de la sécurité de la personne du souverain et des membres de la famille impériale va, plus qu'aucune autre considération, influer sur les décisions gouvernementales. Repoussant toute mesure pouvant faire croire à un acheminement vers l'octroi d'une constitution (2), Alexandre III

(1) Mai 1881. — Le comte Ignatieff resta peu de temps au pouvoir. Le comte Tolstoï le remplaçait l'année suivante comme ministre de l'Intérieur (voir p. 61).

(2) Il ne faut pas croire que, dans l'esprit d'Alexandre III, la

s'efforcera de poursuivre à outrance la destruction du parti nihiliste (1). Et c'est cette même pensée qui inspirera ses premiers rapports avec les États étrangers.

Alexandre II, fidèle aux traditions de son père Nicolas et d'Alexandre Ier, avait, presque jusqu'à la fin de son règne, basé le système de sa politique extérieure sur une union étroite avec l'Allemagne. Gortchakoff en était resté longtemps l'artisan convaincu. Si les malentendus de 1875 et les déceptions russes de 1878 avaient fini par amener chez celui-ci un refroidissement marqué pour Bismarck, les relations affectueuses entre les deux cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin ne s'en étaient pas trouvées sérieusement atteintes.

Le nouveau tsar, au contraire, dès sa première jeunesse, avait montré peu de sympathie pour les empires du centre. Ce sentiment s'était encore accentué depuis son mariage avec la princesse Dagmar, fille du roi de Danemark, Christian IX, dépossédé d'une partie de ses États par la Prusse en 1862. A Saint-Pétersbourg on n'avait pas oublié le temps où, pendant la guerre franco-allemande, le jeune grand-duc se plaisait à faire verser par ses

pensée d'une constitution, au sens européen du mot, eût pu, avant comme après son avènement, s'unir à ses idées libérales. Il ne pouvait s'agir que de la reprise d'un projet conçu jadis par Loris Melikoff : établir entre les différents ministres de l'empereur une certaine homogénéité conduisant logiquement à une sorte de responsabilité commune devant le souverain. C'était donc substituer aux chefs de service, placés jusqu'alors à la tête des départements ministériels, des hommes ayant un programme commun concerté à l'avance et travaillant dans le même esprit à sa réalisation. Comme assemblée, celle dont il était question ne pouvait être que consultative, élue par les États provinciaux et par les doumas des grandes villes.

(1) Une société secrète, dite Sainte-Ligue, se forma donc à cet effet. Sortie, dit-on de l'imagination d'un modeste fonctionnaire, qui devait devenir plus tard un célèbre homme d'État, le futur comte Witte, protégée par le grand-duc Vladimir, approuvée par l'empereur, elle fut malheureusement mal organisée, mal comprise et fit plus de mal que de bien à la cause qu'elle voulait défendre.

familiers du palais Anitchkoff une amende de cinquante kopeks pour chaque mot prononcé dans cette langue germanique qui, disait-il, « choquait tant ses oreilles. » N'a-t-on pas aussi rappelé souvent l'impatience mal contenue qu'il avait laissé percer un jour, en écoutant la trop longue énumération des noms à consonnances tudesques portés par les officiers d'un régiment russe qu'on venait lui présenter.

C'est qu'il partageait les dispositions de son peuple, à voir dans les Allemands, autant que dans les Turcs, les ennemis traditionnels de la Russie. Les deux races germaine et slave, incapables de se comprendre, se trouvaient, suivant lui, fatalement destinées à s'entre-choquer dans un avenir plus ou moins proche. La nation russe, en effet, semblait n'attendre qu'une occasion ou un signal pour délivrer l'Europe du pesant despotisme militaire de Berlin. Aussi la surprise et la déception furent-elles grandes en Russie quand on vit les manifestations affectueuses se poursuivre entre les deux cours et le jeune souverain tromper ainsi les espérances que le parti national avait fondées sur lui.

Assurément, Alexandre III était animé du ferme désir d'entretenir avec toutes les grandes puissances les relations les meilleures. Si le traité de Berlin, dont il avait, autant que son père et les hommes d'État de son pays, déploré bien des clauses, prévoyait le règlement de nombreuses questions concernant l'Orient, c'était, à ses yeux, le maintien de la paix européenne qui devait, avant tout, être envisagé dans leur solution. Soucieux de vivre en bonne harmonie avec l'Angleterre et, pour cela, de n'éveiller ni les susceptibilités, ni la défiance du cabinet de Londres, il se montrait résolu à éviter du côté de l'Asie toute complication nouvelle. Il tenait, d'ailleurs, à ne prendre avec aucun État étranger un engagement qui le lierait ou même risquerait seulement d'entraver, en quoi que ce soit, son indépendance.

Mais, bien qu'il eût à cœur de conserver dans la paix les mains libres pour l'avenir, il attachait le plus grand prix à maintenir des liens amicaux avec ses parents de la maison de Prusse et à demeurer en bons termes avec cette Allemagne qui lui inspirait pourtant si peu de sympathie. C'est qu'il comptait trouver dans la forte organisation et la puissance de l'empire des Hohenzollern, plus que partout ailleurs en Europe, des garanties sérieuses autant contre les dangers d'une révolution — ou seulement même d'une évolution politique — dans ses États que pour la consolidation de son propre trône.

Aussi voyons-nous M. de Giers, au lendemain de l'assassinat de son souverain, charger les ambassadeurs russes auprès des grandes puissances d'affirmer la fidélité d'Alexandre III à une politique de paix comme aux traditions de ses prédécesseurs. Ces assurances préparaient le terrain à une proposition qui faisait quelques jours plus tard l'objet d'une deuxième circulaire. Le ministre des Affaires étrangères suggérait cette fois la réunion d'une conférence appelée à « examiner en commun les mesures intérieures que chaque État estimerait possible d'adopter dans un intérêt général pour combattre sérieusement un mal social dont la Russie n'était pas seule à souffrir du fait des partis anarchistes ». Devant l'indignation profonde soulevée dans l'Europe entière par le crime du 13 mars, le cabinet de Saint-Pétersbourg jugeait l'heure propice pour obtenir de certains pays, dont la France, des modifications aux principes qui jusqu'alors y avaient prévalu. Impatient de prévenir les dangers auxquels pouvait être exposée la famille impériale en Russie, il insistait sur l'urgence et la nécessité de provoquer en même temps des mesures concertées de nature à protéger la vie de tous les chefs d'État et même de l'ensemble des dirigeants à quelque nation de l'Europe qu'ils appartinssent. Mais si une communication de ce genre semblait assurée de l'adhésion des empires centraux, on pouvait se demander

quel accueil lui feraient les puissances occidentales.

Lancée simultanément et d'un commun accord par la Russie et par l'Allemagne, cette proposition, tout d'abord, ne rencontra pas partout l'accueil espéré. Le prince de Bismarck et M. de Giers essayèrent alors de la présenter sous une autre forme. Pour atteindre leur but, ils imaginèrent de négocier avec chaque État des conventions d'extradition. Ingénieuse idée, dont le succès eût été presque certain, si les cabinets de Paris et de Londres n'avaient pris à l'avance, chacun de leur côté, l'engagement de ne rien conclure à ce sujet sans l'autorisation de leurs parlements respectifs. Or, les deux parlements, suivant en cela les principes de droit public généralement admis dans les États à constitution libérale, s'étaient jusqu'ici refusés à étendre l'extradition aux crimes politiques. Bismarck et Giers, tout en se plaisant à reconnaître les dispositions favorables dont faisaient preuve à cette occasion les gouvernements de France et d'Angleterre, ne se dissimulaient, ni l'un ni l'autre, les difficultés que pouvaient entraîner ces nécessités parlementaires. Toutefois cette situation échappait complètement à Alexandre III. Imbu par ses nouveaux conseillers des principes d'absolutisme qui avaient jadis inspiré son grand-père Nicolas Ier, il se refusait à croire à notre impuissance gouvernementale

Mais ce qui inquiétait par-dessus tout le nouveau tsar, c'était la fermentation des esprits qui agitait chaque jour davantage les milieux ouvriers français, sous l'influence des détestables doctrines de plus en plus répandues par la propagande anarchiste. Les déclarations ministérielles faites à la tribune française en vue de rassurer l'opinion au dehors comme au dedans, ne suffisaient pas à calmer ses préoccupations. Là encore il ne pouvait s'expliquer que, chez nous, le pouvoir ne disposât pas de moyens plus efficaces.

« La recrudescence des menées nihilistes, écrivait notre

ambassadeur, le général Chanzy, à notre ministre des Affaires étrangères, M. Barthélemy Saint-Hilaire, prédispose l'empereur à juger sévèrement les tendances de certains partis en France qui semblent admettre le but poursuivi par les anarchistes tout en repoussant les moyens auxquels ceux-ci ont recours. Notre gouvernement pourrait cependant trouver là le meilleur terrain sur lequel se placer pour rendre à notre pays la situation que lui ont toujours assurée l'élévation et la générosité de ses idées. » Et, peu de temps après, M. de Giers, dans un entretien avec notre chargé d'affaires, M. Ternaux-Compans, précisait ainsi la pensée de son souverain : « Que votre gouvernement sache bien qu'il peut à son gré et sans soulever la moindre objection de notre part nettoyer votre territoire de tous les nihilistes qui s'y réfugient. Le mieux serait, assurément, qu'il les déportât dans ses colonies pénitentiaires. »

L'empereur devait revenir lui-même sur ce même sujet quelques mois plus tard, en décembre 1881, au cours de l'audience accordée au général Chanzy à l'occasion de la remise de ses lettres de rappel. « J'espère, dit-il alors, que votre gouvernement saura résister aux hommes à idées avancées qui, sous le prétexte de réaliser des progrès que sans doute chacun comprend et désire, dépassent trop souvent le but à atteindre et ne peuvent aboutir qu'à la perturbation. » Puis, comme il avait toujours présent à l'esprit le refus, naguère opposé par le cabinet Freycinet à son père, de livrer à la Russie le nihiliste Hartmann, — procédé dont notre ambassadeur n'avait pu qu'à force d'habileté atténuer l'effet irritant, — Alexandre III insistait à nouveau auprès de l'ami qui le quittait sur les mesures à prendre pour assurer aux détenteurs du pouvoir, en France comme ailleurs, une sécurité nécessaire.

Après avoir répondu à l'empereur, en protestant des bonnes intentions du gouvernement français, Chanzy s'était empressé d'adresser le soir même à Gambetta un

compte rendu de cet entretien : « En résumé, concluait-il, il résulte de mes conversations avec le tsar qu'on est ici tout disposé aux bonnes relations avec la France, à la confiance dans la République, et qu'il dépend de nous seuls qu'il en soit réellement ainsi. »

***

Pour bien comprendre l'évolution que vont subir au cours des années suivantes les rapports entre la Russie et la France, il est indispensable de se rendre compte de l'état d'âme dans lequel, pendant les premiers temps du règne d'Alexandre III, se trouvaient à notre égard la nation russe et son souverain.

Loin de se réjouir en secret, comme dans d'autres pays d'Europe, des difficultés intérieures de la France, les Russes — et par cette désignation nous entendons tous les esprits avertis, depuis le tsar, son entourage et ses ministres jusqu'à de plus modestes personnalités dans l'empire — s'inquiétaient, s'affligeaient même de tout ce qui pouvait diminuer notre force matérielle ou morale et notre prestige. C'est que déjà, à cette époque, pour la grande majorité de la Russie pensante, une entente avec nous, même entrevue dans un délai indéterminé, restait comme un espoir souvent encore inavoué, mais généralement inné dans les esprits.

Comment s'étonner alors de l'éloignement qu'un prince aux idées absolutistes, tel qu'Alexandre III, ressentait pour la forme républicaine de notre gouvernement? Sentiment toutefois plus intuitif que raisonné. Son aversion s'adressait surtout aux démocrates trop souvent confondus dans sa pensée avec les démagogues que, naturellement, il ne pouvait souffrir. On s'imagine facilement l'impression déplorable que lui causaient et devaient continuer de lui causer dans la suite nos trop fréquents changements ministériels, les comptes rendus de nos séances parle-

mentaires orageuses, les scrutins souvent regrettables qui en étaient la conséquence, les propos révolutionnaires tenus dans de tumultueuses réunions politiques, parfois véritables chaires d'anarchie où l'on prônait le régicide, enfin les incidents violents qui marquaient nos grèves et, disait-il avec amertume, « sentaient la révolution. »

Cet état de choses produisait le même effet sur la haute société russe et les chefs de l'armée que sur le gouvernement. Mais sachant les difficultés que tout régime nouveau rencontre forcément à ses débuts, les uns et les autres se montraient le plus souvent disposés à faire crédit à notre jeune République. Aussi, tout acte de fermeté contre les violences, toutes arrestations et condamnations de criminels politiques, toute mesure militaire de nature à renforcer notre armée, à maintenir notre prestige au dedans comme au dehors, et par suite à consolider la paix, étaient-ils accueillis par presque tous en Russie, à commencer par le souverain, avec une satisfaction réelle et non dissimulée.

Pour le gouvernement de la République, le meilleur moyen de s'affirmer dans ce sens aux yeux d'Alexandre III, eût donc été de s'entendre avec lui en vue de prendre de mutuelles garanties contre ces agitateurs trop impatients d'ébranler les bases des sociétés organisées. Malheureusement, nos hommes d'État, même les plus modérés, étaient arrêtés par cette éternelle crainte de s'aliéner les partis d'extrême gauche, en ne paraissant pas assez avancés.

Toutefois, si Alexandre III n'éprouvait naturellement aucune sympathie pour notre régime républicain, il n'était pas éloigné de s'accommoder d'une république d'allure conservatrice. L'accueil fait en Russie au manifeste du prince Napoléon, en janvier 1883, ne peut laisser aucun doute sur le peu de goût du tsar pour certains des principes napoléoniens. Celui du « césarisme » s'appuyant sur la démocratie lui semblait, comme notre ambassadeur l'écrivit alors au Quai d'Orsay, en opposition absolue avec le régime autocratique ; et de la devise « tout par le

peuple et pour le peuple », il n'admettait que la deuxième partie.

Nicolas Ier, dès le lendemain de la révolution de 1830, s'était empressé de déclarer à notre chargé d'affaires, le baron de Bourgoing : « Je ne pourrai jamais admettre ce qui vient de se passer en France. » Il devait pourtant reconnaître vingt ans plus tard l'auteur du coup d'État de 1851. Sans doute, croyait-il voir alors dans le nouvel empereur des Français un adversaire résolu de l'esprit révolutionnaire? Peut-être aussi considérait-il le retour de la dynastie des Bonaparte comme pouvant éloigner pour longtemps du trône de France cette famille d'Orléans à laquelle il ne pardonna jamais d'avoir usurpé la couronne du roi légitime? A son tour, Alexandre III, disposé généralement à s'inspirer des exemples de son grand-père, éprouvait-il un peu des mêmes sentiments à l'égard des descendants de Louis-Philippe qui, pourtant, depuis la mort du comte de Chambord, étaient devenus en France les véritables représentants de la royauté?

Quoi qu'il en fût, l'arrivée au pouvoir de Gambetta, redoutée tout d'abord de l'empereur, avait été finalement envisagée par lui avec plus de calme à la suite de l'éloge que le chargé d'affaires russe à Paris, le comte Kapnitz, avait fait « de son intelligence et de ses vues sensées ». La désignation pour de hauts postes des Chaudordy, des Miribel et des J.-J. Weiss semblait l'encourager à la confiance. Aussi, sans vouloir rompre encore avec l'alliance traditionnelle russo-allemande, paraissait-on à Saint-Pétersbourg accueillir favorablement l'avènement au pouvoir du « seul homme d'État français capable, disait-on, de faire échec au terrible chancelier de Berlin. »

Quelques mois plus tard, dans son rapport sur sa mission extraordinaire lors du couronnement d'Alexandre III, M. Waddington écrivait à M. Challemel-Lacour qui dirigeait alors la politique du Quai d'Orsay : « L'empereur m'a parlé de M. le président Grévy qu'il tient en haute

estime et dont il considère la présence à la tête de la République comme une garantie pour la paix de l'Europe. Puis, me questionnant sur l'état des esprits en France : « J'ai été heureux de constater, ajouta-t-il, l'attitude énergique de votre gouvernement lors de l'anniversaire de la Commune. Et, comme j'assurais le tsar de la sympathie qu'on éprouve chez nous pour la nation russe : les deux pays, lui ai-je fait observer, ne sont pas d'ailleurs sans avoir quelques intérêts en commun. — « Oui, oui, je le sais... répliqua-t-il ; mais ayez de la stabilité ; oui, *surtout de la stabilité!* »

De même, l'année suivante, le général Appert écrira à Jules Ferry peu de temps après son arrivée à Saint-Pétersbourg : « Si l'on était convaincu ici que le ministère en France fût assuré d'une longue durée, l'attitude de la Russie, dans ces derniers temps, eût peut-être été plus réservée à l'égard de l'Allemagne. »

C'est la stabilité souhaitée par Alexandre III que tous ceux de ses sujets capables de saisir les questions extérieures étaient avec lui unanimes à désirer pour nous. Il est évident que, tout en affectant de se désintéresser des affaires de la France qui lui paraissait, en raison de nos dissentiments intérieurs, avoir perdu de son influence à l'étranger, la presse de Pétersbourg et de Moscou avait peine à détourner son attention de notre pays. Le sentiment que, comme l'empereur, l'opinion russe éprouvait à notre endroit, était surtout une déception qui se trahissait, à chaque instant, dans son langage. La Russie nous en voulait de ne pouvoir assez compter sur nous et de devoir encore rester tournée vers l'Allemagne dont elle attendait impatiemment, au contraire, le moment de se dégager. Nos perpétuelles crises ministérielles la décourageaient et l'éloignaient de ses tendances naturelles à une sympathie et à une confiance envers nous qu'un peu de « stabilité dans notre gouvernement », suivant l'expression du tsar, eût pu suffire à lui rendre.

Aussi nos ambassadeurs successifs ne cessaient-ils d'appeler sur cet état des esprits l'attention de nos dirigeants. Chanzy, qui avait appris à le bien connaître, écrivait à la fin de son séjour : « Ce n'est pas sous l'influence d'une appréhension instinctive des idées libérales ou d'une suspicion systématique à l'égard de la forme de notre gouvernement qu'on suit ici avec autant d'intérêt que d'attention tout ce qui se passe chez nous. C'est bien réellement parce qu'on estime que les événements de France ont de l'écho partout en Europe et peuvent, selon le but poursuivi et le résultat atteint, devenir un exemple utile ou une excitation dangereuse. »

Au résumé, du point de vue de sa politique extérieure, le souverain russe montre, au milieu de ses hésitations, le désir manifeste de ménager l'avenir. Il pense que, pour sa sécurité, il doit s'éloigner des idées libérales de l'Occident et poursuivre la politique de son père en s'appuyant sur les Hohenzollern et les Habsbourg, disposés comme lui à se protéger contre les menées révolutionnaires. Afin d'y arriver, il affectera de prouver à l'Allemagne son désir de maintenir les rapports d'amitié existant depuis de longues années entre les deux familles régnantes. C'est ainsi que, pour calmer certaines susceptibilités éveillées à la cour de Berlin par les sentiments qu'on lui prêtait comme tsarevitch, il va, en septembre 1881, à Dantzig, rendre à son oncle Guillaume une visite aussi affectueuse que déférente. Mais il cherche aussitôt à prouver à la France qu'elle ne doit voir dans cet acte aucune tendance de la Russie vers une union plus étroite avec Berlin. « Les liens de parenté existant entre les deux monarques, déclare le comte Kapnitz à M. Barthélemy Saint-Hilaire, suffisent à expliquer et à définir le caractère de cette entrevue. Celle-ci témoigne uniquement de notre désir de maintenir la continuité des rapports établis entre les deux empires dans leur intérêt réciproque comme dans celui de la paix générale. »

En réalité, le nouveau tsar reconnaissait bien que dans cette entente des trois empereurs, à laquelle Alexandre II s'était montré si fermement attaché, il ne se trouvait plus désormais que « l'allié de second plan ». Ne découvrant autour de son trône, depuis la retraite du vieux Gortchakoff, aucun homme d'État d'une envergure suffisante pour être mis en face d'un Bismarck, il supportait plus péniblement que jamais, bien qu'avec une résignation apparente, l'influence politique de Berlin, d'où le redoutable chancelier continuait d'envoyer de véritables instructions à Pétersbourg comme à Vienne. Il se refusait à admettre cette hégémonie allemande qui lui paraissait chaque jour plus pesante et plus insupportable.

Ainsi, pendant les premières années de son règne, Alexandre III reste ballotté entre des avis contraires. D'une part, ses familiers, soucieux avant tout de sa sécurité personnelle et de celle de la famille impériale, le détournent de rompre avec d'anciennes traditions de famille et d'amitié. D'un autre côté, le parti vieux-russe, moscovite et slavophile, le pousse à faire reprendre à la Russie son indépendance. Il sent déjà qu'il ne pourra la retrouver qu'en évoluant peu à peu vers la France.

***

Devant le lit de mort d'Alexandre II le nouvel empereur s'était tourné tout ému vers le général Chanzy, debout à son côté. Rappelant alors l'amitié que lui porta toujours son père, il avait solennellement affirmé sa volonté de la lui continuer à son tour. Aussi fut-il profondément impressionné en apprenant moins d'une année plus tard la démission d'un ambassadeur qu'il tenait en si haute estime et dont il appréciait tout particulièrement le tact et l'esprit conciliant.

Les excellentes relations que le général Chanzy, par ses qualités personnelles et le crédit dont il jouissait auprès

du tsar russe, était parvenu à développer entre la France et la Russie, auraient pu se consolider davantage encore si le comte de Chaudordy, choisi par Gambetta, pour lui succéder à Saint-Pétersbourg, avait eu le temps, avant la chute de ce dernier, de s'installer dans son poste. Mais, une fois le « grand ministère » tombé, Chaudordy renonçait à ces hautes fonctions avant même d'en avoir pris possession.

Certes, l'amiral Jaurès, alors désigné par Freycinet pour représenter la France auprès d'Alexandre III, comptait de brillants états de service comme officier général, aussi bien dans la marine où s'était écoulée presque toute sa carrière, que dans l'armée, au cours de la guerre franco-allemande. Sa situation de sénateur inamovible, la correction avec laquelle il venait de diriger l'ambassade de France à Madrid, avaient, récemment encore, appelé sur lui l'attention du nouveau cabinet. Mais chaque poste diplomatique réclame certaines aptitudes spéciales, et l'amiral ne tarda pas à donner l'impression qu'il n'était peut-être pas doué de toutes les qualités nécessaires pour rendre auprès d'une cour comme celle de Pétersbourg tous les services qu'on attendait de lui.

Lorsque Jaurès fut, sur sa demande, relevé de ses fonctions, Jules Ferry eut la main particulièrement heureuse dans la désignation de son successeur. Peu d'hommes étaient aussi bien faits que le général Appert pour trouver auprès d'un souverain comme Alexandre III un accueil digne du représentant de la France.

Précédé de sa réputation de brave et loyal soldat, Appert sut, aussitôt son arrivée en Russie, gagner la confiance du tsar. Sa belle prestance, sa distinction naturelle, ses manières affables, la franchise de son regard et de son langage lui attirèrent de suite les sympathies de tous, aussi bien à la cour qu'auprès des membres du gouvernement et de ses collègues du corps diplomatique, comme des chefs de l'armée russe. A ces sympathies vinrent

bientôt s'ajouter celles dont la haute société entoura Mme Appert et ses deux charmantes filles et qui furent précieuses au général dans l'accomplissement de sa mission.

Tels ont été les ambassadeurs successifs auxquels, durant les cinq premières années du règne d'Alexandre III, fut confié le soin de développer la cordialité de nos rapports avec la Russie. Mais il serait injuste de ne pas rappeler combien ils se trouvèrent secondés par un collaborateur de haute valeur. J'aurai, en effet, l'occasion d'insister plus loin sur le rôle que, comme conseiller de notre ambassade et comme chargé d'affaires, M. Ternaux-Compans fut appelé à jouer à Saint-Pétersbourg.

Au milieu des difficultés et des hésitations de notre politique intérieure, la partie la plus lourde de la tâche de nos représentants était sans doute d'assurer à la France à la fois un appui et un contrepoids solides en face des appétits de la puissante Allemagne et des alliances que celle-ci formait autour d'elle.

Comme nous l'avons indiqué en insistant sur les dispositions de l'empereur pour notre pays, il s'agissait d'abord de détruire les regrettables préventions contre la forme de notre gouvernement enracinées dans l'esprit d'Alexandre III, puis de lui faire justement apprécier la valeur de notre amitié et les avantages d'un rapprochement éventuel avec nous. Afin d'éviter tout malentendu, il fallait donc s'appliquer à atténuer la portée de tout acte ou de toute démarche qui parût de nature à froisser le sentiment impérial. Le général Appert, continuateur en cela des efforts déployés par le général Chanzy et auparavant par le général Le Flô, sut, grâce à la droiture de son caractère, retrouver le crédit dont ceux-ci jouissaient personnellement auprès du tsar. C'est ainsi qu'il put réussir à préparer le terrain pour la grande œuvre que Laboulaye était appelé à accomplir et à laquelle le marquis de Montebello devait donner la dernière main.

***

Un événement capital sur lequel nous aurons à revenir plus longuement dans la suite de ce récit, et qui s'était produit au cours de la deuxième année du nouveau règne, allait déterminer des changements profonds dans la politique extérieure de la Russie.

Aussi est-il indispensable de le signaler dès maintenant pour bien faire comprendre l'évolution de la politique russe au cours des années qui vont suivre. Néanmoins, je parlerai seulement ici d'après mes notes et mes souvenirs de ce que les diplomates accrédités à Saint-Pétersbourg ont pu savoir à cette époque concernant les traités auxquels je vais faire allusion. Plus loin, dans un chapitre spécial, j'essaierai de tracer un résumé de l'ensemble de ces conventions, la plupart secrètes, de leur genèse et de leur objet. Je tâcherai de compléter alors les seuls renseignements connus dans les dix dernières années du dix-neuvième siècle, en me servant des révélations qu'à la suite de la Grande Guerre de 1914-1918 apporta l'ouverture des archives impériales de Vienne et de Berlin.

En 1882, les cercles diplomatiques et politiques de Saint-Pétersbourg apprenaient avec un certain émoi par une divulgation de la *Gazette de Cologne* l'accession de l'Italie à un traité d'alliance que l'Allemagne et l'Autriche avaient, disait-on, signé entre elles en 1879 (1) et dont alors la teneur exacte demeurait encore ignorée.

Sans doute Bismarck, se rendant compte de l'humiliation ressentie par la Russie à la suite du traité de 1878 et des conséquences qui pouvaient en résulter, avait-il voulu donner par ces pactes une garantie de plus à l'œuvre du Congrès de Berlin. Certain de l'appui de l'Autriche, il

(1) Voir au chapitre XII le texte de ce traité du 7 octobre 1879 qui ne fut publié que le 30 octobre 1888 simultanément à Vienne et à Berlin par les journaux officiels des deux pays.

voulait en outre, en cas d'une guerre avec nous, s'assurer tout au moins la neutralité bienveillante de l'Italie. Quant au cabinet de Rome, en liant sa cause à celle des empires centraux, il pensait peut-être moins à se garantir contre une attaque imaginaire de la France qu'à se donner une satisfaction d'amour-propre : celle de prendre place d'égal à égal dans l'alliance des grandes puissances du centre de l'Europe.

La curiosité qu'avait éveillée dans les chancelleries la révélation de ces deux traités était d'autant plus vive que le secret restait gardé sur les clauses comme sur la durée de cette nouvelle Triple alliance dont les représentants les plus autorisés n'essayaient même plus de nier l'existence.

« La Triple alliance, écrivait alors M. Tissot, notre ambassadeur à Londres (1), n'est pas seulement un fait accompli, c'est un acte avoué. Mes collègues d'Allemagne, d'Autriche-Hongrie et d'Italie n'en font pas mystère. La seule nuance qui caractérise le langage de chacun se rapporte au but que vise l'entente intervenue. Tandis que l'ambassadeur d'Autriche ne parle que du maintien de la paix européenne, le commandeur Nigra affecte de représenter la Triple alliance comme la réponse victorieuse de l'Italie à l'affaire tunisienne, surtout en ce qui concerne les questions des capitulations. Le représentant du roi Humbert n'a pas même la modestie qui sied au triomphe. »

Tout en se montrant plus réservé dans ses paroles, l'ambassadeur d'Allemagne à Londres, le comte Münster, « ne dissimulait guère, de son côté, que la Triple alliance était une riposte aux regrettables polémiques de la presse française... Il insistait sur l'entière liberté d'action qu'elle laissait à l'Angleterre. » M. Tissot, achevait sa dépêche par cette réflexion qui pourrait s'appliquer, pour ainsi dire, à tous les temps : « Le premier mouvement de

(1) 15 avril 1883.

l'Anglais est d'applaudir à tout affaiblissement moral ou matériel de ses voisins d'outre-Manche. La réflexion lui apprend plus tard — trop tard le plus souvent — que les intérêts généraux des deux pays sont beaucoup plus étroitement liés qu'il ne le suppose, et que l'Angleterre a rarement à se fécliciter, au point de vue de la politique européenne, d'un coup sérieux porté à l'influence de la France. »

A Rome, le roi Humbert s'efforçait, au cours de ses entretiens avec notre ambassadeur, d'atténuer l'importance des arrangements passés entre les trois puissances. Et M. Depretis, en lui assurant une fois de plus que la paix ne courait aucun danger du côté de la France, insistait « pour qu'il n'y eût sur les intentions de l'Italie aucune incertitude ».

Ainsi le cabinet de Saint-Pétersbourg, à côté d'une convention de neutralité conclue en 1881 entre les trois empires du Nord, allait voir coexister, sans qu'il en connût exactement les clauses, une alliance à trois dirigée contre lui.

Si, dans les années suivantes, la Triplice doit trouver peu à peu des détracteurs en Autriche et en Italie en raison des charges militaires sans cesse croissantes qu'elle impose, elle obtiendra par contre, en Allemagne, un assentiment général. C'est que Bismarck, pour la faire accepter, arrivera finalement à persuader au peuple allemand qu'il y trouvera les conditions essentielles au maintien de la paix européenne et la seule garantie possible contre une agression combinée de la Russie et de la France. Sachant habilement exploiter l'orgueil des masses teutonnes, il leur présentera le chef de la maison de Hohenzollern comme une sorte d'arbitre suprême, capable d'imposer sa volonté aux deux autres souverains et présidant même aux destinées du monde. Et ce sentiment deviendra, chez les catholiques de l'empire, assez populaire pour triompher de leurs répugnances à un rapprochement avec le Quirinal, spoliateur du Saint-Siège. Il ne trouvera plus guère d'opposition que dans le

vieux parti russophile qui comptait alors bien des adeptes encore à la cour de Berlin et considérait la force de l'Allemagne comme dépendant surtout d'une union étroite avec l'empire des Romanoff.

On était frappé à Saint-Pétersbourg comme à Moscou de « l'impudence » avec laquelle la *Gazette de Cologne* avait osé prêter à la Russie des intentions hostiles à l'Allemagne, lorsque — par une indiscrétion calculée et certainement à l'instigation du chancelier — elle avait révélé le traité d'alliance. « Le jeu de Bismarck, déclaraient plusieurs importants organes de la presse russe, consiste à lier les mains à l'Autriche dont la fortune se trouvera désormais attachée à celle de l'Allemagne et à l'obliger alors d'accomplir de sérieuses réformes militaires. »

Certains journaux de Moscou saisissaient cette occasion pour déclarer bien haut que jamais leur pays ne consentirait à entrer dans l'alliance austro-allemande, pas plus qu'à conclure une entente à part avec l'Allemagne. « Une alliance serait évidemment désirable pour nous, disaient-ils, mais jusqu'à présent les alliés nous ont coûté trop cher. Nous préférons ne compter que sur nos propres forces. » C'est qu'on se rendait bien compte que la Triplice n'était pas dirigée seulement contre la France. En toute éventualité, n'atteignait-elle pas indirectement la Russie en consolidant cette prépondérance de l'Allemagne que la nation russe se montrait bien résolue à ne plus subir?

***

Quoi qu'il en fût, nos différents représentants, aussi bien à Berlin qu'à Saint-Pétersbourg et à Vienne, ne considéraient, en dépit des excitations de quelques journaux russes et surtout de la presse allemande, aucun des trois empires, notamment la Russie, comme disposé pour le moment à la guerre. Il paraît intéressant de citer, à ce propos, les impressions consignées dès mars 1882 dans un

rapport de notre attaché militaire en Russie qui se trouvait être le futur chef d'état-major général et réorganisateur de l'armée française.

« Mon impression est absolument pacifique, » écrivait de Saint-Pétersbourg le colonel de Boisdeffre. « Aucun préparatif n'a été fait en vue d'une éventualité belliqueuse. L'empereur Alexandre III et son gouvernement veulent la paix. Ils comprennent le besoin qu'en a le pays. L'armée, pas plus que la nation, tout en envisageant sans peur la situation, ne désire la guerre. Si le sentiment national se laissait entraîner, surexcité par une presse que l'empereur, appuyé sur le parti moscovite, est parfois impuissant à réprimer, sans doute réclamerait-on notre concours. » Mais le colonel fait observer que dans cette éventualité nous serions tenus à une extrême prudence. D'après lui, l'armée russe subissait à ce moment le trouble inhérent à toutes les réorganisations. Ses conditions de mobilisation et de concentration étaient particulièrement gênées. « Si la guerre se déclarait au printemps, écrivait-il, bien des routes russes devenant impraticables avec le dégel, la réunion des hommes et surtout les moyens de transport seraient très difficiles en un pays si pauvre relativement en chemins de fer. On a dû forcément établir des plans de mobilisation différents pour l'hiver et pour l'été. » Boisdeffre estimait que cette mobilisation ne pourrait s'opérer en moins de cinq ou six semaines pour la mise en ligne de six cent mille hommes sur la frontière occidentale. « Vis-à-vis de l'Allemagne », ajoutait-il, « la Russie est une puissance bien plus susceptible de préparer une défensive qu'une offensive. »

D'après cet observateur averti, il était donc nécessaire que, d'une façon générale, la Russie, le jour où elle se trouverait entraînée dans un conflit armé, lançât, autant que possible avant le printemps, la déclaration de guerre, puisque l'hiver qui entrave les mouvements de ses adversaires facilite au contraire les siens, grâce au traînage à

l'époque des neiges. Ce serait même, à ses yeux, la « condition *sine qua non* » d'une alliance avec la Russie. Il faudrait en outre, poursuivait-il, « que celle-ci pût entrer en lutte deux mois au moins avant nous. Sans quoi, la querelle se trouverait vidée sur notre territoire avant que la Russie en ait senti les premières atteintes ».

Mais, tout en faisant part au gouvernement français de ces judicieuses observations, Boisdeffre maintenait ses appréciations optimistes. « Si réellement l'Allemagne, répétait-il, n'a pas envie de faire la guerre à la Russie, celle-ci, je le crois, le désire moins encore. Toutefois, ces réserves faites, j'ajoute qu'on pourrait somme toute compter sur l'armée russe. Si ses officiers et ses cadres ne sont pas complètement à hauteur en nombre et en instruction, ses ressources en hommes et en chevaux sont inépuisables, son courage et sa valeur absolument indiscutables. »

D'ailleurs ces réflexions seront encore vraies deux ans plus tard. « L'armée russe, écrira le général Appert, le 3 avril 1884, n'est pas en mesure de mobiliser promptement. Elle a le nombre d'hommes suffisant, mais ces hommes sont disséminés à des distances énormes sur les frontières de l'Ouest. Pas d'approvisionnements, pas de réserves de matériel de transport et d'équipement. Les chemins de fer ne sont pas installés en vue de la mobilisation et la plupart n'ont qu'une seule voie. Rien n'indique une préparation analogue à celle existant en Allemagne ou chez nous. Conditions déplorables pour entreprendre une campagne. »

Aussi notre ambassadeur juge-t-il, à la suite de toutes les indications par lui recueillies depuis son arrivée en Russie, que la première chose à faire pour les Russes est de s'expliquer franchement et amicalement avec Berlin. C'est ainsi qu'a procédé le ministre des Affaires étrangères au cours de ses deux voyages en Allemagne, en s'abstenant de stipuler quoi que ce fût par un traité. « Dans notre attitude, déclarait M. de Giers dès son retour

à Saint-Pétersbourg, la France ne doit voir aucun acte d'hostilité contre elle. Quant aux manifestations que vous avez pu dernièrement observer, elles ont existé de tous temps. Beaucoup d'entre nous et la plupart des membres de la famille impériale ont épousé des femmes en Allemagne. Nos grands-ducs sont colonels de régiments allemands, de même que des princes allemands sont chefs honoraires de plusieurs des nôtres. Voilà qui explique suffisamment que nous ayons, les uns pour les autres, des attentions dont la parenté et la courtoisie nous font en quelque sorte une obligation. »

Le colonel de Boisdeffre avait rédigé le rapport cité plus haut quelques semaines à peine après un incident qui venait de faire grand bruit. Le général Skobeleff, le vainqueur si populaire de la guerre turco-russe, s'était laissé entraîner à prononcer à Paris, devant des étudiants serbes, puis dans une réunion tenue à Varsovie, des paroles imprudentes dont l'Allemagne s'était émue, ayant quelque raison d'y voir une sorte de provocation. « Restez fidèles à la patrie russe, recommandait-il aux Polonais rassemblés autour de lui. Si vous n'aviez pas ici une garnison russe, vous auriez une garnison allemande. » S'entretenant ensuite de son voyage avec Ternaux-Compans et Boisdeffre : « J'ai vu, leur disait-il, vos soldats dans leur vie de tous les jours. Votre armée est admirable et je m'en réjouis. Nous avons assez longtemps supporté les rodomontades allemandes. Il est temps qu'elles cessent. » Et il priait notre attaché militaire d'obtenir pour lui l'autorisation d'aller assister aux prochaines grandes manœuvres en France, demandant en même temps l'envoi en Russie, au cours de l'été, d'une mission d'officiers français. Il voudrait, ajoutait-il, profiter de leur présence pour organiser une manifestation française devant le monument élevé aux soldats de la division Friant morts en 1812.

Les incartades de Skobeleff n'étaient guère du goût du tsar qui s'était pourtant contenté d'infliger à leur auteur

quelques douces remontrances. C'est qu'Alexandre III désirait, comme l'écrivait l'amiral Jaurès, calmer les susceptibilités de Berlin, tout en évitant de frapper durement un chef qui « personnifiait aux yeux des masses populaires l'héroïsme de l'armée et le patriotisme de la race slave ». L'empereur Guillaume n'avait pas caché, en effet, au baron de Courcel un certain mécontentement. « De telles paroles, disait-il, sont évidemment la conséquence d'un relâchement dans la discipline de l'armée russe. » Pendant ce temps, son ambassadeur à Saint-Pétersbourg ne s'était pas borné à relever les propos en question, soufflés, pensait-on généralement, par Aksakoff le « vieux de la montagne » ; il s'était plaint en même temps de certains discours hostiles à l'Allemagne, prononcés à la Douma de Saint-Pétersbourg et à Moscou, et aussi de quelques violents articles parus dans plusieurs journaux russes. Sous le sentiment d'irritation causé à l'ambassade allemande par l'indulgence du tsar à l'égard de ces manifestations, l'attaché militaire, le major Lignitz, s'était même cru autorisé à dire à des officiers russes : « Si c'est la guerre que vous voulez, nous ne demandons pas mieux et nous sommes prêts. »

Il faut d'ailleurs ajouter que le ton agressif de la presse allemande dépassait celui de la presse slavophile. Il atteignait même sa plus grande violence au moment où le bruit fait autour de ces incidents commençait déjà à se calmer en Russie (1).

Nous avions alors une double raison de nous rassurer. D'une part, Alexandre III était considéré comme assez fermement attaché à la paix pour ne pas se laisser entraîner

(1) Skobeleff mourut peu après à Moscou, dans la nuit du 6 au 7 juillet 1884, de la rupture d'un anévrisme.

Cette mort causa un deuil profond en Russie. Plusieurs grands-ducs et un assez grand nombre de généraux allèrent lui rendre les derniers devoirs. Les grands-ducs tinrent même à porter eux-mêmes le cercueil de ce héros national. La France perdait en lui un ami véritable.

par ce parti moscovite, dont pourtant il approuvait souvent les tendances et vis-à-vis duquel il paraissait toujours si tolérant. En ce qui concerne l'Allemagne, l'empereur Guillaume, se sentant au déclin de sa vie, se montrait disposé à faire appel à la conciliation au nom des intérêts respectifs des deux pays. Il tenait à empêcher qu'une nouvelle guerre ne vînt ensanglanter la fin de son règne. Toutefois ses recommandations pacifiques, les visites de famille, les protestations d'attachement et d'amitié qu'échangeaient les souverains ne pouvaient sans doute suffire à prévenir une rupture entre les empires du Nord si l'Allemagne ne renonçait pas à prêter son appui aux efforts faits par l'Autriche-Hongrie pour développer sa suprématie dans la péninsule des Balkans.

***

Aussitôt qu'il était question d'une rencontre entre le tsar et les empereurs voisins, Giers s'efforçait toujours de donner à la France des assurances tranquillisantes. Ainsi, en 1884, lorsque Alexandre III projeta son déplacement en Pologne, qui devait se terminer par l'entrevue de Skierniewicz : « Il ne faut voir là, disait-il au général Appert, qu'une visite de pure courtoisie et de tradition entre les trois monarques, sans qu'il soit nécessaire d'y attacher une importance politique quelconque. » Et il expliquait le double objet du voyage de l'empereur : se montrer dans les provinces polonaises où il n'avait pas encore paru comme souverain, et se rencontrer avec François-Joseph qu'il n'avait pas vu depuis son avènement au trône. « Dans un désir d'apaisement, ajoutait-il, je voudrais qu'en venant saluer son neveu, Guillaume Ier se fasse accompagner de Bismarck. Celui-ci pourrait entrer ainsi en relations avec notre impératrice dont la bonne grâce dissiperait certainement les préventions que sa nationalité et les souvenirs du passé ont créées entre elle

et le chancelier allemand. » M. de Giers voulait montrer à cette occasion l'action pacificatrice que cherchait à exercer la Russie sur les relations européennes, même sur celles de l'Allemagne avec la France. Il tenait à rappeler en même temps l'inquiétude que, naguère, avait causée « bien à tort » au gouvernement français l'envoi du prince Orloff de Paris à Berlin. « C'est en grande partie à ses efforts, assurait-il à notre représentant, que vous devez les meilleures dispositions dont Bismarck fait en ce moment preuve envers vous. J'avais trouvé, récemment encore à Varzin, le chancelier fort irrité contre la France et convaincu que la pensée d'une revanche viendrait toujours paralyser ses tractations faites pour ramener la bonne harmonie entre vos deux pays. Je m'étais alors vivement élevé contre cette idée, qui me paraissait controuvée. Orloff a travaillé, de son côté, à la déraciner. »

M. de Giers allait peut-être un peu vite en envisageant déjà une amélioration notable de nos relations avec l'Allemagne. En tout cas, son grand désir de paix s'accordait bien avec la politique de conciliation suivie par Jules Ferry vis-à-vis de nos voisins de l'Est.

Ce fut au château de Skierniewicz, près de Varsovie, que dans le courant du mois de septembre eut lieu la rencontre des empereurs. Le tsar Alexandre, comme l'avait fait prévoir son ministre, était accompagné de l'impératrice et du grand-duc héritier. C'est dire les mesures formidables de précaution qui, sur tout le parcours, durent être prises en vue de protéger la vie de la famille impériale. Que fut-il dit exactement au cours de l'entrevue? Giers obtint-il, au moins en partie, ce qu'il en espérait? La satisfaction qu'il ne dissimula pas devant Ternaux-Compans, dès son retour à son cabinet du Pont-des-Chantres, donnait tout lieu de le penser.

A en croire d'ailleurs un article d'allure officieuse du

Journal de Saint-Pétersbourg, dû sans doute à la plume de M. de Jomini, adjoint de M. de Giers, il n'y aurait été question ni d'alliance formelle, ni même d'accords spéciaux en vue de buts déterminés. Il se serait agi principalement de l'entente existant déjà entre les trois cours impériales et visant à sauvegarder solidairement l'intérêt supérieur de l'ordre, du droit et de la paix. C'était, selon toute vraisemblance, des menées anarchistes et des communs efforts à combiner pour en arrêter le développement, dont les chefs d'État et leurs ministres se seraient avant tout préoccupés dans leurs conversations. Notre ambassadeur ne devait donc pas se tromper lorsque, quelques jours après, il écrivait à Paris : « La France n'a guère à s'inquiéter d'un simple rapprochement sur un point donné, n'ayant aucun rapport avec la résurrection complète de l'ancienne alliance. En réalité Bismarck, inquiet de la possibilité d'une entente franco-russe, songerait tout d'abord à détourner de nous l'amitié de la Russie. » A Saint-Pétersbourg, comme à Berlin, le général Appert et le baron de Courcel tombaient d'accord pour estimer, chacun de leur côté, qu'en allant voir le tsar dans ses États le souverain et le chancelier allemands avaient eu pour principal objectif de ramener la Russie dans l'orbite de l'Allemagne. Mais tout nous donnait à penser que, malgré son désir de demeurer dans les meilleurs termes avec son oncle, Alexandre III n'était pas disposé à aller plus loin. Être Russe, rester Russe et indépendant au point de vue des alliances, telle semblait bien être la ligne politique dont, quant à présent du moins, le tsar était résolu à ne pas s'écarter (1).

(1) Notons, en passant, que ce qui avait le plus frappé Giers dans ses rapides entretiens avec Bismarck, c'était l'animosité de celui-ci contre Gladstone. Le ministre russe était loin de partager ce sentiment du chancelier, trouvant au contraire dans le chef du cabinet libéral anglais une bonne volonté dont il avait grand besoin pour résoudre la question afghane. Il redoutait en outre avec raison les

***

Malheureusement, un incident que successivement Challemel-Lacour et Jules Ferry avaient réussi jusqu'alors à ajourner, allait amener un refroidissement regrettable dans les dispositions d'Alexandre III à notre égard, contrariant ainsi les efforts des Appert, des Boisdeffre et des Ternaux-Compans.

En janvier 1885, de hauts personnages appartenant à la cour étaient venus signaler au général Appert un bruit rapporté par un journal danois, prêtant au cabinet français l'intention de gracier un fameux conspirateur, actuellement détenu à la prison de Clairvaux, pour avoir pris part à Lyon à un complot anarchiste. Ils espéraient, disaient-ils, que la nouvelle ne reposait sur aucun fondement sérieux, car « il ne pouvait être, suivant eux, dans la pensée du gouvernement de la République d'user d'un procédé tellement inamical à l'égard de la Russie. » C'est que le prince Krapotkine, dont il était ainsi question, passait pour le chef le plus actif et le plus dangereux du parti nihiliste. Il était d'autant plus odieux à l'empereur qu'appartenant à une famille bien connue en Russie, il avait été jadis à l'École impériale des Pages sous Alexandre II. Son arrestation, puis sa condamnation par les tribunaux français au maximum de la peine, avaient, au temps où Challemel-Lacour était au Quai d'Orsay, produit à Saint-Pétersbourg le meilleur effet. Aussi Jules Ferry, observant la même attitude, avait-il fait déclarer récemment par le général Appert au gouvernement russe qu'il n'entrait en aucune façon, dans les vues du cabinet de Paris, de comprendre ce sujet du tsar dans une mesure générale de pardon. »

difficultés que le retour au pouvoir des tories ne manquerait pas de susciter à la Russie avec leur vaste programme impérialiste d'expansion en Asie.

Mais M. de Freycinet venait à peine de succéder à M. Jules Ferry qu'en mai 1885 il demandait à notre ambassadeur « de préparer les esprits à envisager avec calme l'éventualité d'un acte de clémence du gouvernement de la République à l'égard de Krapotkine ». Celui-ci n'étant pas détenu à Clairvaux pour des méfaits commis en Russie, le ministre des Affaires étrangères ne jugeait pas possible de faire mettre en liberté des condamnés français tout en retenant en prison leur complice de nationalité russe. Un pays, dirigé par l'opinion comme le nôtre et où se produisent des courants irrésistibles d'indulgence pour les crimes politiques, peut-il agir, disait-il, « comme un État autocratique où le souverain fait grâce à son gré. Le complot de Lyon ne présente-t-il pas, en outre, beaucoup moins de gravité que la Commune de Paris, sur laquelle est passée l'amnistie »?

Appert avait bien fourni à Giers tous les arguments destinés à faire comprendre cette situation à l'empereur. « Si vous n'aviez pas eu la maladresse de le laisser échapper, faisait-il observer avec son bon sens habituel, Krapotkine ne serait pas venu chez nous apporter le désordre et, actuellement, ce fâcheux incident n'aurait pas été soulevé. » Mais ces raisonnements avaient peu de prise sur l'esprit d'Alexandre III.

Il faut bien dire que le baron de Mohrenheim, successeur du prince Orloff comme ambassadeur de Russie à Paris, ne nous avait pas facilité la tâche. En cette occasion, et ensuite dans d'autres plus délicates encore, il évita, sans doute par crainte de déplaire au Quai d'Orsay, de mettre celui-ci exactement au courant du véritable état d'âme de son souverain. Devant M. Herbette, alors directeur du cabinet de M. de Freycinet, envoyé par le ministre pour faire part de sa décision et en atténuer l'effet, Mohrenheim n'avait paru ni surpris, ni mécontent. « C'est une mesure d'ordre intérieur, avait-il répondu, et nous n'avons pas à nous en mêler. Du reste, la grâce n'a pas les

mêmes effets que l'amnistie qui aurait effacé la *culpe (sic)*. » « Il m'a vivement remercié, notait Herbette, de la courtoisie de ma démarche. »

En vain le général Appert insista-t-il auprès de notre ministre des Affaires étrangères sur la responsabilité qui viendrait à incomber à la France si le prince nihiliste, une fois de retour en Russie, dirigeait un attentat contre la personne de l'empereur. Rien n'empêcha M. de Freycinet, devenu président du Conseil, de soumettre à la signature de M. Jules Grévy, à l'occasion de sa réélection à la présidence de la République, la grâce de tous les condamnés pour crimes et délits politiques, qu'ils fussent français ou bien étrangers.

Sans doute, entre les sages avertissements de l'ambassadeur de France à Saint-Pétersbourg, qui venaient à l'encontre des vues du cabinet de Paris, et le langage presque encourageant du représentant russe mal informé, il n'était pas étonnant que l'opinion de ce dernier prévalût au Conseil des ministres. Toutefois, en avisant le général Appert de la décision prise, M. de Freycinet l'invitait à bien insister sur l'importance de cette atténuation : que les faits antérieurs à 1870 n'étant pas compris dans les mesures de clémence, Berezowski, auteur de l'attentat contre Alexandre II à Paris en 1867, ne serait pas remis en liberté.

L'empereur fut loin de se déclarer satisfait de ces explications. Profondément offensé par une mesure prise en dépit de tous ses avertissements, il envoya à Mohrenheim l'ordre de faire connaître ses sentiments au gouvernement français. Mais la dépêche contenant ces instructions était conçue, paraît-il, dans des termes tels que l'ambassadeur russe n'osa ni en donner lecture, ni même en remettre une analyse à M. de Freycinet. Aussi celui-ci demeura-t-il persuadé que notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg avait grossi l'incident, alors qu'au contraire il s'était efforcé de l'atténuer afin d'éviter toute rupture et même tout

froissement. Après le tsar, la presse russe à son tour exhala son indignation, insistant sur le trouble apporté dans les relations entre les deux pays. Un grand journal de Saint-Pétersbourg terminait par cette phrase un long article de récrimination contre nous : « En fin de compte, la France radicale fait nettement le jeu de l'Allemagne. Ce n'est pas ainsi qu'elle pourra rétablir le prestige de l'influence internationale exercée par elle, alors qu'elle était véritablement grande puissance. »

CHAPITRE II

Alexandre III et les événements de Bulgarie. — Conformité de vues de la politique russe et de la politique française dans les Balkans.

Ce fut à la fin de septembre 1885, que de Londres, où j'étais depuis deux ans attaché à notre ambassade, j'arrivai à Saint-Pétersbourg en qualité de secrétaire. Deux événements tout récents occupaient alors l'attention et défrayaient les conversations des diplomates : l'entrevue d'Alexandre III et de François-Joseph à Kremsier et surtout la révolution qui venait quelques jours auparavant d'éclater à Philippopoli.

Les rencontres entre souverains et hommes d'État devenaient depuis quelques années de plus en plus à la mode. La dernière, sur le résultat de laquelle des renseignements précis faisaient encore défaut, succédait à un an d'intervalle à celle du château de Skierniewicz. C'était là, en Pologne russe, que les trois empereurs, venus en 1884 célébrer une fois de plus « les bienfaits de leur amitié héréditaire », s'étaient concertés en vue du maintien de la paix au dehors et de la sécurité au dedans de leurs États. Si cette fois, la rencontre ayant lieu en Moravie sur le territoire de la double monarchie, l'empereur d'Allemagne avait cru pouvoir s'abstenir d'un déplacement trop fatigant pour son grand âge, rien n'avait dû se passer à son insu, et nul ne doutait « qu'il n'y eût été présent par l'influence comme par la pensée ». Le monarque autrichien ne s'était-il pas rendu d'abord à Gastein pour voir le vieux

Guillaume, tandis que le comte Kalnoky était allé prendre à Varzin les avis, pour ne pas dire les instructions du redoutable chancelier? Quelqu'un eût-il pu, d'ailleurs, dans l'un des trois empires, ne pas trouver naturel que le tsar rendît à François-Joseph sa visite de l'année précédente?

L'entrevue de Kremsier avait eu lieu le 24 août, et l'on se demandait encore à Saint-Pétersbourg, au bout de trois ou quatre semaines, sur quelles questions avaient porté les entretiens des chefs d'État. M. Vlangali qui, pendant l'absence de M. de Giers, dirigeait le ministère des Affaires étrangères, affirmait à notre chargé d'affaires, mais toujours avec sa réserve habituelle, être dans l'ignorance de ce qui s'était passé. Au cours de ses conversations avec les uns ou avec les autres d'entre nous, l'ambassadeur d'Autriche, le comte de Wolkenstein, s'étendait complaisamment sur le récit des somptuosités déployées à Kremsier, par la cour de Vienne, dans le vieux palais des évêques d'Olmütz, où lui-même venait d'être convié. Mais, tout en insistant sur la cordialité des rapports entre les souverains, sur les démonstrations de sympathie échangées entre les princes des deux familles, il évitait avec soin toute allusion aux questions qui pouvaient avoir été traitées.

Fallait-il conclure de ce mystère que les résultats des entretiens n'avaient pas répondu à toutes les espérances? En se rendant en Moravie, Alexandre III était en droit d'y chercher la confirmation de la politique concertée à Skierniewicz, politique qui, depuis un an, avait contribué à l'affermissement de la paix européenne. Il n'apparaissait pas, en effet, que les trois empires eussent songé à contrarier mutuellement leurs desseins. Dans le conflit pacifique anglo-russe, le cabinet de Berlin, désireux de donner à celui de Saint-Pétersbourg des gages de sa bonne volonté, ne s'était-il pas, à diverses reprises, montré favorable aux vues du tsar? N'était-ce pas, d'autre part, sans déplaisir

que l'Autriche, tenant à éviter avec la Russie des contacts toujours dangereux dans les Balkans, avait vu l'activité russe se porter vers les régions afghanes et le Turkestan?

Malgré ces satisfaisants indices, quelques nuages apparaissaient à l'horizon, menaçant d'amener une tension dans les bons rapports de la Russie avec ses deux puissantes voisines. C'était d'abord du côté de l'Allemagne. Était-il surprenant que le cabinet de Saint-Pétersbourg pût prendre ombrage des dispositions meilleures marquées à l'Angleterre par le cabinet de Berlin et inspirées sans doute par le désir qu'éprouvait Bismarck de se rapprocher du ministère tory. On observait en même temps quelques préoccupants symptômes en Pologne où les mesures d'extrême rigueur dont les Polonais, sujets d'Alexandre III, étaient l'objet dans la Prusse orientale, contrastaient singulièrement avec la situation avantageuse faite jusqu'ici aux Allemands résidant en Pologne russe. Il semblait inadmissible que des considérations politiques, même des plus sérieuses, eussent rendu les dirigeants de Saint-Pétersbourg assez dociles aux exigences de Berlin pour leur faire donner un assentiment préalable à l'expulsion de trente mille sujets russes hors du territoire de la Pologne allemande. Tout permettait de penser au contraire qu'à de tels actes le gouvernement du tsar ne pouvait répondre que par des procédés sévères vis-à-vis des nombreux Allemands installés dans les provinces polonaises ; et ces procédés devraient forcément s'étendre aux provinces baltiques où, depuis 1874, la germanisation avait fait des progrès si marqués. On comprenait donc difficilement comment le cabinet de Berlin s'était, au lendemain même des conversations de Kremsier, exposé à de pareilles représailles. La riposte, en effet, ne se fit pas attendre.

En quelques semaines une série d'oukases indiquaient nettement l'intention de substituer la langue et la religion russes à des coutumes allemandes restées encore en

usage dans ces provinces. Mais certaines de ces décisions, exécutées parfois d'une main trop lourde par les agents du comte Tolstoï, ministre de l'Intérieur, semblaient à notre ambassadeur à Pétersbourg, comme à notre consul général à Varsovie, de nature à surexciter à nouveau les passions qui s'assoupissaient dans les districts polonais de l'empire.

Ces explications, comme le récit des événements qui vont suivre, sont nécessaires pour faire comprendre les différentes phases de l'évolution prête à se produire dans les groupements des puissances et capable d'entraîner des modifications profondes dans l'équilibre européen.

Certes, l'entrevue de Kremsier, comme d'ailleurs celle qui l'avait précédée, ne constituait pas seulement une démarche de courtoisie ; elle avait surtout pour objet de calmer des agitations et des ambitions dangereuses en affirmant devant les États balkaniques la résolution bien arrêtée des trois empereurs de veiller au maintien de la paix. Affirmation à répéter sans cesse dans cette péninsule où la question d'Orient mettait à tout instant en conflit les intérêts russes et autrichiens. La Russie n'avait-elle pas considéré toujours l'Autriche-Hongrie comme la rivale séculaire lui barrant la route de Constantinople, de même que l'Autriche la trouvait sur son chemin dans son avance vers le port de Salonique? Au fond c'était ce sentiment de rivalité politique qui l'emportait encore dans l'âme moscovite sur celui de communauté de race et de religion avec certaines populations des Balkans. Aussi, dès le lendemain de la rencontre des empereurs, le parti slavophile, représenté naguère par Skobeleff, maintenant par Katkoff nouvelle manière, manquait-il de confiance dans la continuation d'une alliance réduite, disait-il, à une « alliance négative, limitée au maintien du *statu quo* ». C'est qu'il considérait l'Europe à la merci de tout incident pouvant subitement surgir malgré les efforts déployés de part et d'autre pour conserver la paix. L'un des trois empires ne

risquait-il pas alors d'être entraîné à une intervention dont la conséquence immédiate serait la rupture de l'entente ?

***

Telle était la situation lorsqu'à Pétersbourg éclata la nouvelle d'un événement particulièrement dangereux pour l'accord des trois empires. Le 18 septembre, les Bulgares de la Roumélie orientale s'étaient soulevés contre l'autorité du gouverneur turc, Gabril Pacha, aussitôt expédié, sous bonne escorte, à la frontière. En quelques heures, sous l'impulsion du major Panitza, un gouvernement provisoire avait été formé, l'union de la Roumélie à la Bulgarie décrétée et proclamée. Quant au prince Alexandre, il avait accepté, sans hésiter, la couronne qu'une députation rouméliote lui offrait, et s'était fait acclamer comme prince des deux Bulgaries du Nord et du Sud.

C'était là sans doute un coup grave porté au traité de Berlin. La diplomatie européenne avait constitué en 1878, au nord des Balkans, une principauté bulgare à peu près indépendante avec un régime constitutionnel et parlementaire. Placée sous le sceptre d'un prince étranger librement élu par la population, elle devait toutefois conserver, vis-à-vis de la Turquie, un lien de vassalité. Mais le Congrès avait tenu par le même acte à former au sud une province dite « Roumélie orientale », qui, douée d'une large autonomie, demeurait attachée à l'empire ottoman, sous un gouverneur nommé par le sultan. C'est cet état de choses qui venait, en peu d'instants, d'être détruit par une révolution.

Si l'événement prenait l'Europe à l'improviste, le gouvernement russe ne pouvait en être particulièrement surpris. Dès 1883, Giers avait bien déclaré devant Ternaux-Compans ne douter ni de l'affection ni de la reconnaissance des populations slaves des Balkans à l'égard de la Russie libératrice. « Mais je crains fort, s'était-il empressé

d'ajouter, que les rois de Roumanie et de Serbie ayant déjà trahi la cause russe pour se rapprocher, le premier de l'Allemagne et le second de l'Autriche, le prince Alexandre n'attende plus qu'une occasion pour suivre leur exemple. » Et il avait conclu par ces mots : « Je ne sais vraiment plus que penser de ce Battenberg. La question devient un tel gâchis que je n'y comprends plus rien. »

Dès le lendemain du coup d'État, M. Vlangali saisissait toute occasion de répéter qu'un tel acte, dont l'initiative, assurait-il, venait de Karavelof, président du Conseil bulgare, agissant de concert avec son prince, n'avait été prévu d'aucune manière par le gouvernement russe. Cette assurance était d'ailleurs confirmée par Giers au général Appert dès son retour à Saint-Pétersbourg. « Eh bien », avait-il dit, « ces maudits événements bulgares m'ont empêché de terminer ma cure. J'étais bien tranquille et plein de confiance dans l'avenir quand sont venues me surprendre les nouvelles de Philippopoli. » Le prince Alexandre était allé quelques jours auparavant lui rendre visite à Franzensbad pour tâcher de rentrer dans ses bonnes grâces. Mais il s'était alors borné à lui parler des difficultés de sa tâche et de son désir d'être reçu par Alexandre III, tenant, prétendait-il, « à dissiper dans son esprit toute trace d'un mécontentement dont il avait peine à s'expliquer les causes. »

Au cours de ses entretiens suivants avec l'ambassadeur de France, le ministre des Affaires étrangères revenait sans cesse sur l'impression fâcheuse que lui avait laissée cette dernière entrevue. « Le prince est resté avec moi quatre heures », racontait-il, « me demandant d'oublier le passé, me suppliant de le réconcilier avec l'empereur, m'embrassant à plusieurs reprises. Devant tous ces épanchements j'étais loin de me douter que nous nous trouvions à la veille d'une semblable équipée. » Et pourtant, « connaissant la fourberie du personnage », Giers n'avait rendu compte de cette visite qu'avec de prudentes réserves,

dans un télégramme à l'empereur alors à Copenhague. « J'ai trouvé mon interlocuteur tellement affirmatif que je ne devrais concevoir quant à présent aucune inquiétude, à la condition toutefois que ces grandes protestations n'aient pas pour but de me donner le change et de masquer un coup de théâtre. »

C'est seulement quelques jours plus tard que ce coup de théâtre éclatait. Presque en même temps que la nouvelle en parvenait à Giers à Marienbad, arrivait un télégramme du prince Alexandre qui, jouant toujours le bon apôtre, assurait avoir été profondément surpris par des événements auxquels il était loin de s'attendre lors de sa récente visite. « Je n'ai pas le droit de douter de votre affirmation », répondait Giers aussitôt. Et, en achevant ce récit devant le général Appert, le ministre russe ne se gênait pas, dans son indignation, pour traiter Battenberg « d'effronté menteur ».

Ce coup d'État mettait le tsar dans une situation d'autant plus délicate que l'armée bulgare était depuis quelque temps déjà commandée par des officiers russes restés sous les ordres du ministre de la Guerre de Pétersbourg. Qu'allait, en cette occurrence, faire Alexandre III? Rappellerait-il ces officiers au risque de perdre toute influence sur l'esprit des Bulgares et de froisser les sentiments du parti slavophile? Couvrirait-il au contraire de son appui le prince de Bulgarie, s'exposant ainsi à jeter la Turquie dans les bras d'une autre puissance, l'Angleterre par exemple?

Alexandre de Battenberg conjurait l'empereur d'écarter la première de ces solutions. Les sentiments de ses sujets pour la Russie ne résisteraient pas, disait-il, à un semblable abandon de la part de leur puissant protecteur. Celui-ci crut alors devoir s'arrêter à un parti intermédiaire : ses officiers resteraient temporairement en fonctions pour éviter de laisser les troupes du prince abandonnées à elles-mêmes, mais ils seraient peu à peu remplacés

par des officiers bulgares. Quant au souverain de la Bulgarie, le tsar le rayait purement et simplement des cadres de son armée et ordonnait que le 13e bataillon de chasseurs dont il l'avait fait commandant honoraire, cessât désormais de porter son nom.

L'irritation d'Alexandre III croissait à mesure que de nouveaux griefs venaient s'ajouter aux anciens. Récemment encore, des propos désobligeants tenus par Battenberg et par son entourage à l'égard des officiers russes, au moment de leur rappel dans leur pays, avaient été rapportés à la cour de Saint-Pétersbourg. Mais ce qui par-dessus tout exaspérait l'empereur et l'avait déterminé à frapper Battenberg, en fermant la porte à tout rapprochement ultérieur, c'était l'accueil réservé par ce prince à des nihilistes arrivés de Genève à Sofia. Des fautes de ce genre ne trouvaient jamais grâce devant le souverain russe. Aussi, celui-ci arrêta-t-il son attitude en conséquence. Les marques de protection que, dans la suite, il pourrait donner à la Bulgarie ne s'adresseraient plus qu'aux populations slaves sur lesquelles il tenait à maintenir son influence. Elles n'iraient plus au chef d'État qui, mis à leur tête avec son assentiment, ne l'avait jamais payé que d'ingratitude. « L'empereur », écrivait à Paris le général Appert », répond aux personnes de son entourage désireuses de pallier les fautes de Battenberg, qu'il ne peut avoir confiance en un prince qui, avant trois mois, aura sans doute recommencé ses menées révolutionnaires et rallumé la guerre dans les Balkans. »

Le prince Alexandre ne pouvait s'y tromper. En vain s'efforçait-il de fléchir les dispositions de la cour et de l'opinion russes. Le tsar restait immuable dans ses résolutions. S'il recevait sans aménité une délégation bulgare, alors envoyée auprès de lui à Copenhague, c'est qu'il considérait le coup d'État du 18 septembre à la fois comme une grave atteinte portée à l'influence de son empire et comme une violation flagrante du traité de Berlin.

Les deux complices, Alexandre de Battenberg et son ministre Karavelof, qui avaient le plus contribué à fomenter la révolution rouméliote, s'étaient donc étrangement trompés sur l'opportunité du moment. Leur erreur ne portait pas seulement sur l'impression qu'en éprouveraient la nation russe et son souverain ; elle n'était pas moins grave en ce qui concernait l'espoir de trouver un appui auprès de l'une ou l'autre des puissances de l'Europe, et celui de les diviser. Pas plus que le cabinet de Saint-Pétersbourg, ceux de Vienne et de Berlin, malgré l'opposition des intérêts autrichiens et russes dans les Balkans, n'avaient envie de compromettre la paix européenne pour la cause de la Bulgarie. Ils s'étaient accoutumés à voir Battenberg, dans son désir de se soustraire à l'influence exclusive de la Russie, se tourner fréquemment vers eux et surtout du côté de l'Allemagne. Ils savaient que, depuis quelques mois, il avait volontiers laissé courir le bruit de son mariage probable avec une des filles du prince impérial Frédéric, n'ignorant pourtant pas qu'en dehors de la princesse Victoria de Prusse, dont il deviendrait ainsi le gendre, il ne jouissait pas à la cour de Berlin d'une estime marquée. « L'empereur Guillaume, pas plus que le kronprinz », disait le général de Schweinitz lorsqu'à Saint-Pétersbourg on lui parlait de ce projet, « ne consentiraient à une alliance si compromettante pour le maintien de la bonne harmonie entre les trois empires et offrant à leur petite-fille et fille de si minces garanties de bonheur. »

C'est qu'Alexandre de Bulgarie avait pu trouver quelque encouragement auprès de la reine d'Angleterre « en ce moment toute Battenberg », suivant l'expression même de l'ambassadeur d'Allemagne en Russie. La vieille souveraine ne venait-elle pas, en effet, de donner à cette famille qu'elle aimait particulièrement un témoignage précieux de son estime et de son affection en accordant au prince Henri, le frère cadet d'Alexandre, la main de sa dernière fille, la princesse Béatrice, et en mettant dans sa corbeille un

brevet de lieutenant-colonel dans l'armée britannique? Ces dispositions de la reine Victoria n'étaient d'ailleurs pas en contradiction avec les vues politiques du gouvernement anglais. Par un étrange revirement, l'Angleterre, naguère si respectueuse des droits du sultan comme de l'intégrité de l'empire ottoman, si convaincue au Congrès de Berlin de l'utilité de la création de la Roumélie orientale, se montrait maintenant le pays le plus favorable à l'union bulgare. On pouvait dire avec raison qu'il y avait là un véritable chassé-croisé entre les dispositions de Londres et celles de Saint-Pétersbourg.

En s'attendant à voir les différentes petites nationalités des Balkans faire de la cause bulgare leur cause propre, les auteurs de la révolution de Philippopoli s'étaient même lancés dans une erreur de plus. Ils n'avaient pas compris qu'au contraire, ils allaient soulever leurs convoitises.

Saisissant, en effet, le prétexte du coup ainsi porté au traité de Berlin, prenant ombrage de la formation d'une grande Bulgarie, la Grèce, la Serbie, la Roumanie, le Monténégro s'agitent et s'arment. En réalité ces jeunes États pensent surtout aux compensations qu'ils pourraient trouver en Épire ou en Macédoine. c'est-à-dire dans les territoires dépendant encore de la Turquie ; ils ne seraient même pas éloignés de les chercher les uns chez les autres en vue de rétablir un équilibre qu'ils déclarent déjà rompu. Peut-être chacun d'eux espère-t-il en outre profiter des divisions entre les grandes puissances pour s'attirer la complicité de l'une d'elles. Aussi voit-on la Grèce mobiliser et le roi Milan se mettre ouvertement en quête des fonds nécessaires à une campagne.

Ces dangers devaient forcément attirer l'attention des chancelleries. Dès le 13 octobre, une déclaration commune signée de tous les ambassadeurs réunis à Constantinople avait été notifiée à la Porte en même temps qu'au prince Alexandre. Par cet acte diplomatique, dont l'Autriche avait été l'inspiratrice, les puissances, s'appuyant sur la

légalité, c'est-à-dire sur les traités et sur la reconnaissance des droits du sultan, condamnaient la révolution rouméliote et signifiaient leur volonté de ne pas voir troubler la paix. Si, parmi elles, certaines peuvent être disposées à faire quelques concessions aux aspirations bulgares, du moins s'efforcent-elles de calmer et de réduire leurs prétentions excessives, tenant, avant tout, à enlever aux États balkaniques toute idée de revendication. Mais aux yeux du gouvernement russe la teneur de la note ne paraissait pas assez accentuée. C'est pourquoi M. de Giers demandait aux autres chancelleries d'éviter des atermoiements « qui pourraient », disait-il au général Appert, « laisser naître l'occasion d'une collision armée mettant le feu à toute la péninsule. »

Quoi qu'il en fût, la Porte ne pouvait faire autrement que de se rendre à des conseils si favorables à la reconnaisnaissance de ses droits. Aussi s'empressa-t-elle de demander la réunion d'une conférence dans les conditions prévues par la note du 13 octobre. Quant au prince Alexandre, le trouble était tel dans son esprit, qu'après s'être déclaré prêt à se soumettre, il faisait presque une tentative — infructueuse d'ailleurs — de rapprochement avec la Serbie, précisément au moment où celle-ci se préparait à précipiter les choses.

Ces avertissements de l'Europe allaient-ils être vains? Les événements étaient appelés à les justifier.

***

Dès les premiers jours de cette crise, la gravité de la situation n'avait échappé ni à notre ambassade à Saint-Pétersbourg ni à nos dirigeants du Quai d'Orsay. Tout en considérant que les intérêts de la France ne se trouvaient pas directement en jeu, M. de Freycinet reconnaissait, d'accord avec le général Appert, l'utilité d'engager les puissances à se concerter sans retard sur les moyens de

préparer une solution acceptable et d'écarter des périls menaçants pour la paix de l'Europe.

Le 23 septembre, cinq jours seulement après les événements bulgares, notre ministre des Affaires étrangères, recevant la visite de l'ambassadeur d'Autriche, se déclarait devant lui « tout disposé à joindre ses démarches à celles que feraient à Sofia les puissances pour détourner le prince Alexandre de laisser le mouvement se propager au delà de la Bulgarie et de la Roumélie. » En même temps il faisait spontanément entendre des conseils de prudence au ministre de Serbie, qui ne lui avait pas caché les préoccupations de son gouvernement. Et, deux jours plus tard, le 25 du même mois, prenant une nouvelle initiative, il adressait une circulaire à nos ambassadeurs à Saint-Pétersbourg, Vienne, Berlin, Londres, Rome et Constantinople, les invitant à insister auprès des puissances pour qu'il fût recommandé d'urgence aux États voisins de la Bulgarie de s'abstenir de « toute manifestation » de nature à avoir des contre-coups dans d'autres parties de l'Empire ottoman. « Nous nous déclarons prêts, disait-il, à participer à toutes les délibérations qui s'ouvriraient dans ce but. » Sûr de la réponse favorable des grands États, il faisait tenir des instructions dans le même sens à nos représentants à Belgrade, Athènes et Bucarest.

Dans la plupart des circonstances difficiles, la France a su parler à l'Europe un langage clair, précis et suggérer des solutions nettes et équitables. Cette fois nos suggestions avaient en outre l'avantage d'émaner d'une puissance n'ayant dans la question bulgare d'autre intérêt que l'intérêt général du maintien de la paix. Aussi, loin de paraître suspectes, ne pouvaient-elles que recevoir l'approbation des différents cabinets. En effet, dès le lendemain, c'est-à-dire le 26 septembre, le gouvernement russe s'empressait de nous répondre en proposant la réunion à Constantinople d'une conférence des ambassadeurs appelée à arrêter d'un commun accord le langage identique

qu'il conviendrait de tenir à la Porte et au prince de Bulgarie. M. de Giers adressait à cette occasion au représentant de la France ses remerciements qu'il allait renouveler quelques jours plus tard, se louant de l'attitude si nette et d'une correction si parfaite prise par le chef du gouvernement français.

Maintenir l'intégrité de l'Empire ottoman en même temps que le respect des clauses du traité de Berlin, éviter dans les Balkans des complications menaçantes afin d'y conserver la paix et d'assurer ainsi celle de l'Europe, rappeler le prince de Bulgarie et les populations de la Roumélie orientale aux sentiments de leurs devoirs envers le sultan, telles étaient, dans les grandes lignes, les instructions adressées, dès le mois d'octobre, par le Quai d'Orsay, au représentant de la France à Constantinople, en vue de l'ouverture prochaine d'une conférence des ambassadeurs.

Le marquis de Noailles était autorisé à se rallier à la majorité de ses collègues au cas où cette majorité se prononcerait dans le sens d'une satisfaction à accorder aux populations rouméliotes. Mais il restait bien entendu « que les amendements à introduire alors dans le régime établi par l'acte diplomatique de 1878 ne devraient porter aucun préjudice aux intérêts vitaux et aux droits de la Turquie » dont nous désirions, au contraire, l'affermissement.

A la vérité, les puissances étaient, pour la plupart, favorables au rétablissement du *statu quo ante*. Quant à la France, il n'entrait pas dans ses vues d'assumer une part quelconque de responsabilité en dehors de celle découlant du traité de Berlin, au bas duquel elle avait apposé sa signature. Elle n'entendait donc participer, en quoi que ce fût, au rétablissement de l'ordre en Roumélie, considérant toute mesure de ce genre comme relevant de l'autorité souveraine du sultan. Le gouvernement de la République pensait avec raison que le mandat de la conférence devait demeurer enfermé dans la limite de

ses pouvoirs purement législatifs, mais en aucune façon exécutifs. Les réserves formulées à ce sujet par notre ambassadeur, dès la première réunion, avaient été appréciées de la grande majorité de ses collègues. Ceux-ci connaissaient d'autre part notre désir de ne pas entraver l'accord auquel chacun tendait et nous savaient gré de ne pas nous refuser en principe à certaines épreuves qu'ils se montraient disposés à tenter. Aussi, dès le lendemain de la déclaration du 13 octobre, Giers rendait-il de nouveau, devant le général Appert, hommage à la droiture de nos procédés.

Cette attitude conciliante n'était pas seulement de nature à produire sur les travaux de la conférence les effets les plus apaisants. Elle devait en outre exercer une influence d'autant plus salutaire que les vues de la diplomatie de Downing Street différaient sensiblement alors de celles du ministère du Pont-des-Chantres. L'Angleterre, en faisant son possible pour neutraliser, dans les négociations en cours, l'action de la Russie, risquait même d'encourir une forte responsabilité en cas d'impuissance des délibérations. C'était donc un précieux appui que le cabinet de Paris apportait à celui de Saint-Pétersbourg. Quant à la Porte, elle hésitait encore à intervenir militairement en Roumélie, lorsque, vers le milieu de novembre, des événements plus subits qu'inattendus éclatèrent dans la péninsule des Balkans.

Le roi Milan, sous de fallacieux et vains prétextes, franchissait soudain sa frontière à la tête de ses troupes. S'avançant à travers les défilés de Dragoman dans la direction de Sofia, il se vantait déjà d'entrer en vainqueur dans cette capitale, lorsque se produisait encore un coup de théâtre. Au moment où les ambassadeurs, réunis à Constantinople, le croyaient à la veille de faire sa soumission au sultan, Alexandre de Battenberg s'élançait avec son armée au-devant de Milan et de ses Serbes et remportait sur eux à Slivnitza une éclatante victoire. Poussant plus

loin ses avantages, il poursuivait le roi de Serbie dans sa retraite jusqu'à Pirot et, là, réclamait pour prix de ses succès une cession de territoire en même temps qu'une importante indemnité de guerre.

Ayant abattu son adversaire, refusant l'armistice que celui-ci sollicitait, il allait continuer vers Nitch sa marche triomphale, quand se présentait à son camp un envoyé de l'empereur François-Joseph. C'était le comte de Kevenhuller-Metch, ministre d'Autriche en Serbie, qui venait placer sous ses yeux un télégramme reçu de Vienne et signé de Kalnoky. Celui-ci le chargeait d'annoncer au vainqueur que s'il refusait au roi Milan l'armistice sollicité, ce serait maintenant l'armée autrichienne qu'il trouverait en face de lui dès son arrivée devant Belgrade. Cet intermédiaire officieux, dont le dévouement à la personne de la reine Nathalie était connu de tous, mettait une ardeur particulière à éviter à la Serbie de nouveaux désastres. En outre, sachant les convoitises du cabinet de Vienne, il ne voulait pas laisser ce petit pays échapper à l'Autriche au profit des Bulgares (1).

Devant une telle injonction, Alexandre n'avait plus le choix. Il lui fallait d'autant plus obéir que la conférence se montrait prête à soutenir la démarche de l'Autriche. Un armistice fut donc conclu. Mais la paix allait se faire attendre quelques mois encore, puisque les signatures définitives devaient être échangées seulement le 3 mars 1886 dans la capitale roumaine.

En favorisant la Bulgarie, la fortune des armes venait de changer la face des choses. Malgré son mécontentement contre Battenberg, le tsar se sentait flatté dans son amour-

(1) Le tome IV des documents officiels publiés récemment par le ministère allemand des Affaires étrangères sous le titre *la Politique extérieure de l'Allemagne*, 1870-1914, contient une série de dépêches très intéressantes sur la phase des négociations entre Vienne et Berlin ayant précédé et suivi les événements en question (p. 196 à 239 de la traduction française). Costes, éditeur.

propre des succès militaires d'une armée formée par des officiers russes. Aussi, en faisait-il la constatation publique dans un ordre du jour adressé le 1er décembre à son ministre de la Guerre (1).

En présence d'une telle situation, les puissances, obligées de compter avec les faits accomplis, se voyaient forcément amenées à modifier leur attitude. Les décisions prises jusqu'alors par la conférence ne pouvaient plus être que des délibérations préliminaires tant qu'elles n'auraient pas réuni l'unanimité des suffrages. Giers avait donc raison de répéter que c'était toujours « le gâchis ». Pour lui, toute recherche d'une solution par les puissances resterait vaine tant que la Serbie, la Bulgarie et la Grèce maintiendraient leurs armements actuels. Aussi fut-ce de Saint-Pétersbourg que partit la proposition d'une démarche collective énergique auprès de ces trois États en vue d'une démobilisation simultanée, mesure que la Turquie elle-même, dont plus de deux cent mille hommes étaient déjà sous les armes, ne se refusait pas à adopter. « Si l'on ne les y amène promptement, disait Giers au général Appert, il est impossible de prévoir ce qui peut arriver au prin-

(1) Mais ces officiers, de retour à Saint-Pétersbourg ne manifestaient pour leurs élèves qu'une admiration fort tempérée. Ils se plaisaient à déclarer que le triomphe du prince Alexandre n'avait pas été si éclatant qu'on l'avait annoncé et publié. « Il a surtout été heureux, » disaient-ils. « C'est ainsi que le soir de la bataille de Slivnitza, » racontait au général Appert le prince Cantacuzène, dernier ministre russe de la Guerre en Bulgarie, « chacune des deux parties se considérait déjà comme battue. Aussi, la nuit, en toute hâte, Alexandre quittait-il le combat pour courir à Sofia afin de mettre ses papiers en sûreté, tant il s'attendait à voir les Serbes entrer le lendemain dans sa capitale. Mais vers trois heures du matin arrivait à bride abattue un officier de son camp, chargé de le prévenir qu'un mouvement de retraite était observé sur la ligne des Serbes. Quand le prince revint sur le champ de bataille, l'aile gauche de son armée avait déjà fait un important mouvement en avant, précipitant la retraite de l'armée ennemie dont il apercevait les longues colonnes s'éloignant par la route de Pirot. De vaincu qu'il se croyait, il se trouvait maintenant le vainqueur ». Ce fut de cette nuit-là que data la série de ses succès.

temps prochain. » Et il était d'avis de signifier nettement à Belgrade, à Athènes et à Sofia que le pays qui ne voudrait pas s'y soumettre se trouverait seul en face de l'Europe prête à lui imposer sa volonté, par la force même, si cela devenait nécessaire.

Le gouvernement français, toujours favorable à ce qui pouvait sauvegarder la paix générale, consentait volontiers à adresser à ses représentants dans les Balkans des instructions en conséquence. Les cabinets de Vienne, de Rome et de Berlin suivaient notre exemple. Mais nous restions bien convaincus — et le général Appert tout le premier — que cette louable invite ne saurait être bien accueillie de ceux à qui elle s'adressait, tant que la double question de la paix serbo-bulgare et de l'organisation de la Roumélie orientale n'aurait pas été définitivement résolue.

Quant au gouvernement russe, il appréciait de plus en plus notre conduite si conforme à ses vues. « Dites bien à M. de Freycinet », écrivait Giers à Mohrenheim, « combien nous rendons justice à l'attitude loyale du cabinet de Paris dans toute la phase parcourue et à l'empressement avec lequel il s'est associé à tout ce qui pouvait contribuer à un apaisement de la crise. Veuillez lui exprimer nos remerciements pour les assurances qu'il s'est plu à nous donner, quant à ses sentiments envers la Russie. Notre point de vue sur la solution possible est complètement d'accord avec celui dont le général Appert a été chargé de nous faire part. Le cabinet impérial a rempli son devoir en se maintenant sur le terrain du traité de Berlin. Ce qu'il faut, c'est chercher à concilier les besoins des populations et les intérêts généraux.

« Nous sommes charmés de cette conformité de vues entre nous et le gouvernement français, et nous aimons à espérer que nous continuerons à marcher d'accord. »

CHAPITRE III

L'Empereur, l'Impératrice, la famille Impériale, M. de Giers et le Corps diplomatique.

La crainte du nihilisme qui hantait sans cesse la pensée d'Alexandre III se révéla tout d'abord dans la façon dont fut organisée sa vie. Dès le mois d'août 1881, il s'était confiné avec sa famille dans la résidence impériale de Gatchina, séparée de la capitale par quarante verstes à peine, et offrant par sa situation au milieu d'un parc et ses dispositions intérieures des facilités particulières de surveillance. Éprouvant généralement une défiance exagérée à l'égard des personnages qui pouvaient demander à l'approcher, parfois même de ceux auxquels il aurait pu se confier, il sortait rarement de son palais et ne recevait, pour ainsi dire, personne en dehors de ses ministres et de quelques familiers toujours les mêmes : son vieil ami, le comte Woronzoff-Daschkoff, qu'il avait fait ministre de la maison de l'empereur, le fidèle et dévoué général Tchérévine, les généraux de Richter et Obolensky et surtout son ancien professeur de droit Pobedonotzeff, procureur du Saint-Synode. De ceux-là seulement, il écoutait volontiers les avis. Il a, dès son avènement, interrompu les réceptions diplomatiques. Parmi les étrangers, un seul est admis parfois à s'entretenir avec lui, le général de Werder, aide de camp de Guillaume Ier, officiellement détaché auprès du nouveau tsar comme il l'était déjà près d'Alexandre II. Comment, dans de telles conditions, l'esprit du souverain pouvait-il être tenu au courant des

dispositions de l'Europe, des vœux, des craintes et du véritable état d'âme du peuple russe?

De là, le mécontentement qui régnait un peu partout. Les représentants des puissances accrédités à Saint-Pétersbourg pouvaient se demander avec raison quel rôle ils y remplissaient et pourquoi leurs gouvernements respectifs les maintenaient auprès d'un prince inabordable et même invisible dans ce pays où le monarque est tout. Les fêtes devenaient de moins en moins fréquentes à la cour et, par suite, dans la société; une grande partie du commerce souffrait et gémissait. La masse du peuple se plaignait, elle aussi, de ne plus apercevoir son *Gospodar*. Il faut, pour que celui-ci se montre sur les bords de la Néva, des circonstances exceptionnelles, telles que le mariage de son frère Serge avec la princesse Élisabeth de Hesse. Si, par hasard, il se rend dans sa capitale, c'est au palais Anischkoff, naguère occupé par lui comme grand-duc héritier qu'il conserve l'habitude de descendre. Cette habitation, de dimensions relativement restreintes, lui semble, en effet, comme Gatchina, plus facile à garder contre un attentat que le Palais d'hiver dans lequel il ne veut paraître que pour les grandes réceptions. Et quand, par hasard, il consent à donner dans cette immense demeure un bal ou bien un dîner de gala, il y fait tenir prêtes à l'avance plusieurs salles situées dans des ailes différentes, se réservant de désigner lui-même à la dernière heure celles où devront être convoqués ses invités.

Il avait poussé ce genre d'existence à un point tel qu'en janvier 1882, au premier renouvellement d'année qui suivit son accession au trône, comme à la fête traditionnelle de l'Épiphanie, il s'était dispensé d'apparaître au Palais d'hiver. Abstention difficilement explicable une fois la durée du deuil terminée et risquant de porter atteinte au prestige impérial! Comment dès lors s'étonner des critiques de la société, du découragement qui commençait à se manifester dans l'ensemble de la population?

Si, de temps à autre, comme en octobre 1882, l'empereur consentait à se montrer pour quelques heures à Moscou, tout aussi délaissée par lui que sa première capitale, la bonne impression causée par ce déplacement plus lointain ne tardait pas à s'évanouir. C'est qu'elle était compromise par les précautions exagérées dont on s'acharnait à entourer la personne du monarque et qui témoignaient d'une méfiance injuste vis-à-vis d'un peuple impatient d'approcher son tsar et de l'acclamer.

Dans de pareilles conditions ne devait-on pas s'attendre à ce que ces mesures maladroites fussent portées à leur comble à l'occasion des fêtes du couronnement préparées à Moscou au mois de juin 1883. Malgré un déploiement imposant de forces militaires et l'embrigadement des dvorniks (1), la police crut alors accomplir un coup de maître en mettant Alexandre III sous la protection des Raskolniks qui constituèrent sa véritable garde pendant le séjour de la cour à Moscou. Les membres de cette secte religieuse appartenant en majorité à la classe marchande étaient remarquables par l'aspect uniforme de leurs costumes. « Se connaissant tous entre eux, rangés sur tout le parcours du cortège impérial, ils formaient », disait un rapport de notre ambassade, « une masse compacte à travers laquelle nul étranger ne pouvait se glisser, sans inspirer aussitôt des soupçons. »

En réalité, c'était une barrière de plus dressée entre le tsar et ses sujets et bien faite pour enlever toute spontanéité à l'enthousiasme de la foule. Aussi le peuple s'affligeait-il de ces excès de prudence qui « empêchaient l'empereur, père de la nation russe, de se mêler à ses enfants ». Après cette déception infligée à la population de Moscou, celle des habitants de Pétersbourg devait être plus complète encore. Quand, une fois terminées les

(1) Ces dvorniks (ou portiers des maisons) dépendaient pour la plupart de la police.

éclatantes cérémonies du sacre, le couple impérial rentra dans sa résidence de Gatchina, il commit l'erreur de traverser, sans s'y arrêter, la capitale où chacun se préparait pourtant à fêter son entrée.

Cet isolement volontaire de Leurs Majestés, quoique bien atténué déjà vers la fin de 1885, était encore assez ancré dans les usages de la nouvelle cour pour qu'à cette époque, c'est-à-dire trois mois après mon arrivée à Saint-Pétersbourg, aucune occasion ne se fût offerte à moi d'apercevoir les souverains. En revanche, bien que ne pouvant être officiellement reçu par aucun membre de la famille impériale avant de l'avoir été par l'empereur, il m'avait été possible, au Yacht Club, dans certains salons, ou dans de restreintes réunions sportives, telles que le cercle du « Tir aux pigeons », de faire la connaissance de la plupart des grands-ducs et de plusieurs grandes-duchesses. Les fêtes du 1er janvier allaient me permettre enfin d'être présenté au tsar et à la tsarine, en même temps que quelques collègues des autres ambassades arrivés en Russie avant moi. Suivant les règles du protocole, cette réception marquant notre admission à la cour, nous nous trouvions, dès lors, régulièrement autorisés à obtenir audience de chacune des Altesses.

Ce fut donc au cercle diplomatique, tenu par les souverains au Palais d'hiver le premier jour de l'année russe 1886, que j'eus l'honneur d'être présenté par notre ambassadeur à Leurs Majestés. Je fus frappé tout d'abord du contraste, au moral comme au physique, entre le géant à l'aspect olympien qu'était Alexandre III et la petite impératrice Dagmar au sourire doux et bienveillant, toujours désireuse, semblait-il, de laisser son interlocuteur sous l'impression de sa grâce et de sa bonté. Mais si les questions posées en cette circonstance par le tsar et la tsarine aux jeunes diplomates et même à leurs chefs, ne sortaient généralement pas de l'habituelle banalité, il était impossible de ne pas remarquer l'affabilité toute par-

ticulière qu'ils témoignaient au général et à Mme Appert.

Une solennité, à laquelle, suivant l'usage de la cour, nous fûmes conviés quelques jours plus tard, me laissa, par son caractère national et local, une impression beaucoup plus forte. Je veux parler de la cérémonie religieuse et militaire de la bénédiction des eaux et des drapeaux qui, le 6 janvier, jour de l'Épiphanie, avait lieu chaque année devant ce même Palais d'hiver. Les membres des missions étrangères installés par les hauts fonctionnaires de la cour aux fenêtres de plusieurs des salons donnant sur la Néva se trouvaient ainsi aux premières places pour assister à cet inoubliable spectacle, disparu depuis lors avec l'ancien régime et les grandes traditions de la vieille Russie. C'était d'abord une procession religieuse qui, défilant sur le quai, se dirigeait vers la Néva. A sa tête, le métropolite de Moscou portant la croix. Après lui, les membres du Saint-Synode, les évêques, le clergé de la cour et de la capitale, sous leurs riches ornements sacerdotaux tout éclatants d'argent. Enfin, derrière ce nombreux et éblouissant cortège, s'avançaient lentement Leurs Majestés accompagnées de la famille impériale.

Alors, tandis que seuls le tsar et les grands-ducs allaient atteindre l'estrade élevée sur la glace du fleuve, nous voyions bientôt passer devant nous à l'intérieur du palais un défilé plus pittoresque encore. C'était le retour de l'impératrice et des grandes-duchesses qui, traversant les salles où nous nous trouvions réunis, se rendaient solennellement dans celle des Malachites, afin de pouvoir, comme nous-mêmes, assister des fenêtres aux différentes phases de la cérémonie. Coiffées des traditionnels cacochniks qui seyaient si bien à la plupart d'entre elles, revêtues des somptueuses toilettes de l'ancienne cour de Russie, elles nous apparaissaient, pendant que nous nous inclinions devant elles, comme des visions du temps passé. Et, à la suite de la séduisante tsarine, se distinguaient, entre toutes, les grandes-duchesses Vladimir et Serge, la

première par son port imposant, la seconde par son éclatante beauté.

Cette fête se terminait par un déjeuner au palais. Mais, comme elle ne comportait pas de cercle diplomatique, tous les chefs de mission, ainsi que les membres de leurs ambassades et légations, étaient servis à part dans la salle dite « des concerts » sous la présidence de la grande maîtresse de la cour, la princesse Kotchoubey. Pendant ce temps, la famille impériale, qui n'avait pas quitté la salle des Malachites, y prenait son repas dans l'intimité autour de l'empereur et de l'impératrice.

***

« L'empereur Alexandre, vous le constaterez comme moi », m'avait dit le général Appert dès mon arrivée à Saint-Pétersbourg, « est l'homme le plus honnête de la Russie. »

Homme d'honneur, franc et loyal, il donnait, en effet, dans son empire comme dans toute l'Europe, l'impression d'un souverain à la parole duquel on pouvait entièrement se fier. Estimant que l'exemple des vertus morales devait venir de la famille impériale, il ne cessa de se montrer irréprochable dans sa vie privée. Le mariage morganatique de son père l'avait jadis profondément ulcéré. Une fois monté sur le trône, il ne dissimula jamais son mécontentement à ceux des grands-ducs dont les écarts de conduite à l'étranger, et à plus forte raison en Russie, parvenaient à sa connaissance. Abhorrant également l'intrigue et les compromissions, il éprouvait pour tout ce qui lui paraissait corrompu une invincible répulsion. Ce sentiment s'était même exaspéré chez lui devant le spectacle des malversations auxquelles il avait assisté pendant le précédent règne, surtout depuis qu'il avait vu son père tomber sous l'influence de la coterie de la princesse Yourievski. Aussi le sentait-on résolu à écarter du pouvoir,

comme de son entourage, tout personnage suspect à cet égard, sans vouloir prendre en considération la valeur ou l'étendue des services qu'il pouvait en attendre.

Convaincu — peut-être plus encore qu'aucun de ses prédécesseurs — de la grandeur de sa mission, il se montrait aussi sévère pour lui-même que pour les autres. Profondément patriote et religieux, il se livrait avec la plus haute conscience à un examen laborieux de toutes les questions qu'on lui soumettait. Son mérite était d'autant plus grand que son éducation et son instruction, insuffisamment poussées du vivant de son frère aîné le grand-duc Georges, n'avaient été développées qu'à partir du jour où il était à son tour devenu l'héritier présomptif. Toutefois, son ferme bon sens l'aidait à combler cette lacune ; ce fut même grâce à cette qualité qu'il sut le plus souvent apporter dans ses jugements sur les hommes et les choses une clairvoyance que généralement on n'attendait pas de lui. Si, au début de son règne, il ne s'était pas complètement corrigé de la timidité et de la brusquerie observées pendant sa première jeunesse, et s'il avait alors paru trop souvent hésitant, il semblait, quelques années plus tard, se tenir à ses décisions prises avec une persévérance égale à sa ténacité.

Ennemi du luxe et plus encore du gaspillage, Alexandre III était très économe dans ses dépenses personnelles, aussi bien pour la table impériale que pour sa toilette, et, qualité précieuse chez un monarque absolu, il le fut tout autant des deniers de l'État. M. de Witte, plusieurs fois ministre sous son règne et sous celui de son successeur, cite à ce sujet dans ses *Souvenirs* des traits particulièrement caractéristiques. Tant qu'Alexandre III vécut, dit-il, le budget du ministère de la Cour demeura le même. Ce fut seulement après l'avènement de Nicolas II, que le comte Voronzoff-Daschkoff, chargé de ce portefeuille, crut pouvoir entrer dans la voie des larges accroissements de dépenses. « On peut, » ajoutait-il, « dire que l'empereur Alexandre, tout

en s'afforçant de prévenir les agitations intérieures, se consacra principalement à cette triple tâche : consolider ses finances, fortifier le pouvoir militaire et restaurer le prestige international de la Russie ». Et plus loin, dans ce même ouvrage si attachant, Witte développe ces observations dans des termes particulièrement intéressants pour nous. « Alexandre III, écrit-il, ne voulait pas seulement secouer l'hégémonie allemande. Il tenait aussi à s'affranchir de la dépendance financière de Berlin, ce qu'il ne pouvait faire qu'en trouvant un appui du côté de la France. »

« Malgré sa grande timidité naturelle », disait un jour de lui M. de Giers, « il sait, quand il le faut, parler avec une netteté et une fermeté dont nous sommes parfois effrayés nous-mêmes. Le langage qu'il tint à Battenberg lors de l'affaire rouméliote n'en a-t-il pas donné la preuve? » Il eût été juste d'ajouter que si, dans cette circonstance et d'autres encore, il se montrait susceptible et rancunier, il était sujet, en revanche, avec ses familiers à des emportements qui n'étaient que passagers et n'excluaient pas chez lui la bonté.

Tsar absolu, conscient et même jaloux de son autorité, opposé à toute concession au libéralisme, il semblait, comme déjà nous l'avons indiqué, avoir rompu avec les tendances politiques de son père pour s'inspirer plutôt de celles de Nicolas Ier.

Mais, bien différent en cela de son grand-père, Alexandre III avait le tort de laisser à l'écart les avis, les rapports éclairés, les renseignements utiles qui pouvaient lui être apportés sur les questions intérieures ou extérieures, du moment qu'ils n'émanaient pas des quelques personnages de sa cour plus haut cités. L'empereur Nicolas, en effet, ainsi qu'en témoignent les archives de notre ambassade, ne redoutait pas, provoquait même parfois les occasions de manifester ses sentiments politiques devant les représentants étrangers et d'amener ceux-ci à exposer les leurs. Souvent il aimait — les mémoires du baron de Bour-

going en font foi — à s'entretenir lui-même des questions diplomatiques les plus importantes avec de simples chargés d'affaires. Le général Appert, comme la plupart de ses collègues, était frappé de « l'éloignement invincible » qu'éprouvait au contraire Alexandre III à aborder avec les chefs de mission un sujet politique quelconque. Cette réserve, à la rigueur explicable au commencement d'un règne, étonnait à juste titre après quatre années de pouvoir. Notre ambassadeur, dans sa correspondance avec le Quai d'Orsay, insistait sur les inconvénients d'une semblable méthode. « Elle rend, disait-il, la tâche des diplomates accrédités en Russie d'autant plus difficile que, depuis la disparition du prince Gortchakoff, il n'existe plus à Saint-Pétersbourg de chancelier centralisant les affaires et assumant la responsabilité d'une décision. »

Il fallut toute la gravité de la crise bulgare et la fâcheuse attitude de Battenberg à l'égard d'Alexandre III pour amener celui-ci à déployer une énergie, une fermeté qu'on ne lui connaissait pas. C'est à partir de cette époque qu'il prendra une part chaque jour plus personnelle et plus active à la politique extérieure de son empire, lui donnant même une direction différente de celle suivie par ses prédécesseurs.

***

On a discuté souvent au sujet de l'influence que l'impératrice pouvait avoir sur l'empereur. Ceux qui approchaient le plus le ménage impérial estimaient généralement que Marie Féodorovna n'avait pas plus le désir de donner des avis sur les affaires de l'État qu'Alexandre Alexandrovitch celui de les provoquer. Elle évitait même, dit-on, d'intervenir lorsqu'il s'agissait de pourvoir aux postes les plus importants de l'empire. Si ses recommandations s'exerçaient parfois en faveur de certains personnages, c'était en vue de réparer une injustice, de protéger un établissement charitable ou d'utilité publique auquel elle

s'intéressait plus particulièrement, en un mot de prodiguer son inépuisable bienveillance. Mais elle se gardait toujours d'abuser de sa situstion de souveraine.

Tandis qu'Alexandre III, imposant par sa haute stature et sa massive corpulence, paraissait incarner en lui la puissance de son immense empire, la tsarine, gracieuse et mignonne sans être jolie, exerçait sur tous ceux qui l'approchaient un charme particulier. Souvent on lui reprochait un peu de futilité, un goût trop prononcé pour la toilette et aussi pour la danse à laquelle elle aimait à se livrer surtout dans les réunions restreintes de Gatchina ou du palais Anitchkoff dont les diplomates étaient, par principe, écartés. Mais ce ne fut là, chez elle, que bien léger défaut largement racheté par de hautes vertus et de sérieuses qualités d'esprit et de cœur. Remplissant avec conscience et intelligence ses devoirs de mère de famille, elle vivait en ménage dans une union parfaite que n'altéraient même pas les brusqueries passagères de son auguste époux. Naturellement leur commune attention se portait principalement sur l'éducation à donner au jeune tsarevitch. A l'âge de seize à dix-neuf ans, celui-ci tenait surtout de sa mère. Au moral, esprit vif et caractère aimable, au physique, de taille moyenne, ne ressemblant en rien aux véritables géants qui composaient la famille Romanoff.

Avec sa voix tonitruante, son ton tranchant, Vladimir Alexandrovitch, le plus âgé des frères de l'empereur, cherchait plus que tous les autres grands-ducs à en imposer par ses manières décidées et autoritaires et à laisser croire à sa grande action sur les affaires de l'État. En réalité, en dehors de ce qui concernait le commandement des troupes de la garnison de Saint-Pétersbourg, son influence ne dépassait guère celle de ses frères. Peut-être même Alexandre III aurait-il eu plutôt un faible pour celui d'entre eux qui physiquement offrait avec lui-même le plus de ressemblance, le grand-duc Alexis, devenu, depuis le nouveau règne, le successeur de son oncle Constantin Nicolaïevitch à la tête de la

marine russe. Ses avis auraient donc pu peser sur l'esprit du souverain, si, comme le grand-duc Vladimir — et peut être plus encore que celui-ci — il n'avait, en manifestant un goût excessif pour les jouissances matérielles de l'existence, affaibli lui-même sa propre autorité. Des bruits répandus sur les aventures galantes de ces Altesses Impériales, à Paris et dans d'autres villes de plaisir de l'Europe, sur leurs excursions nocturnes, appelées depuis lors chez nous « les tournées des grands-ducs », il faut certes faire la part de l'exagération et de la médisance. Quoi qu'il en soit, leur attitude et celle parfois fâcheuse de leur entourage, portent dans une certaine mesure la responsabilité des critiques qui ne les épargnèrent pas et furent exploitées contre eux par les adversaires de la monarchie.

Mais il serait injuste de juger l'ensemble des membres de la famille impériale sur les écarts de conduite de quelques-uns d'entre eux. Par la correction, par la dignité même de leur vie, la plupart méritaient l'estime dont ils jouissaient.

Les deux plus jeunes frères du tsar, Serge et Paul Alexandrovitch, ne tiraient qu'une faible autorité de leurs titres d'aides de camp généraux de Sa Majesté, dus à leur si proche parenté.

Le dernier, veuf d'une princesse de Grèce et résidant le plus souvent à l'étranger, était encore peu connu dans son propre pays. La charmante femme appelée à devenir son épouse morganatique sous les titres successifs de comtesse Hohenfelsen, puis de princesse Paley, et à tenir quelque temps une place en vue dans la société de Paris, n'était pas jusqu'alors apparue dans sa vie. Fille d'un fonctionnaire du ministère de la Marine, elle n'avait même pas encore épousé l'officier attaché à la personne du grand-duc Vladimir, Pistolkors, d'avec qui Paul Alexandrovitch devait la faire divorcer plus tard pour l'élever jusqu'à lui. Quant à Serge Alexandrovitch, il était aussi peu apprécié de la société de Saint-Pétersbourg, généralement prodigue de propos malveillants sur son compte, que sa femme en était

aimée. Fille du grand-duc de Hesse, c'est-à-dire mi-Anglaise et mi-Allemande, la grande-duchesse Élisabeth Féodorovna, dont la distinction égalait la beauté, faisait, en effet, par son affable bienveillance, la conquête de tous ceux qui pouvaient l'approcher. Son visage reflétait à la fois la douceur et la grâce.

Cette exquise personne était certainement préférée, dans la famille impériale comme dans la société russe, à la femme du grand-duc Vladimir, Maria Paulovna. A celle-ci l'on reprochait de n'avoir pas su, comme sa belle-sœur Elisabeth, renoncer à sa religion et à son pays d'origine pour devenir résolument Russe et orthodoxe. Aussi l'accusait-on, bien à tort sans doute, d'avoir parfois fait passer les intérêts allemands avant ceux de sa nouvelle patrie. Intelligente, elle cherchait, disait-on, à jouer un rôle important dans l'État. Souvent on lui fit aussi, comme à son époux, un grief plus ou moins fondé de son goût prononcé pour des parties de plaisir auxquelles elle aimait à prendre part autant à l'étranger qu'en Russie et que ses détracteurs déclaraient peu conciliables avec la dignité d'une princesse du sang. En réalité — et il n'y avait pas là de place pour la critique, — elle aimait, si elle se trouvait à Paris ou dans une autre grande capitale, à se mêler à la vie mondaine, et quand elle résidait à Pétersbourg ou bien à Tsarskoé-Sélo, à réunir chez elle les étrangers de distinction de passage en Russie. Invité plusieurs fois à sa table, même dans l'intimité de sa famille et des personnnes de sa cour, il m'a été donné d'apprécier son esprit et les qualités qui faisaient d'elle non seulement une femme du monde accomplie, mais ce qu'au dix-huitième siècle on appelait une Européenne.

En somme, ce fut surtout sa situation de princesse allemande insuffisamment russifiée qui lui nuisit quelque peu dans le monde russe, dont les sympathies allaient davantage, en dehors de la vertueuse grande-duchesse Serge, à une autre femme, celle-là incontestablement patriote, touchant

elle aussi, à la famille impériale et portant de naissance un des noms les plus chers à la Russie. Je veux parler de la sœur du général Skobeleff, devenue comtesse de Beauharnais par suite de son mariage morganatique avec le prince Eugène de Leuchtenberg, cousin de l'empereur. D'une beauté majestueuse, elle avait su grouper autour d'elle, par ses dons de séduction, une coterie de fervents admirateurs dont le plus puissant et le plus assidu était le grand-duc Alexis.

Aussi l'influence politique de Maria Paulovna, — si jamais elle s'exerça réellement et de façon efficace, — fut-elle souvent contre-balancée dans la famille impériale par celle de Zina Beauharnais, à qui ses traditions de famille interdisaient toute sympathie à l'égard de ce qui était allemand. Il y avait là, non loin du trône, une force morale capable de s'exercer utilement en faveur de la France.

Mais si la plupart des grands-ducs qui fréquentaient Paris se sentaient attirés chez nous autant par la facilité des plaisirs que par les jouissances intellectuelles que leur offrait notre pays, il en était un dont les goûts français et la connaissance approfondie de notre histoire et de notre littérature avaient fait un véritable Parisien. On peut dire que Nicolas Michaïlovith, appelé à devenir plus tard membre correspondant de notre Institut, fut parmi les parents de l'empereur un de ceux dont les tendances francophiles eurent, à l'époque dont nous nous occupons, le plus d'occasions de se manifester.

Enfin, quelle était alors la pensée intime d'un autre grand-duc appelé à jouer trente années plus tard un des premiers rôles dans la guerre mondiale? Il était difficile de le dire encore. En effet, Nicolas Nicolaïévitch, âgé seulement de vingt-neuf ans, aide de camp de l'empereur et colonel d'un régiment de la Garde, n'avait pu se trouver à même de montrer sa mesure comme chef militaire. Mais on pouvait distinguer déjà chez ce futur commandant en chef des armées russes de précieuses qualités qui

devaient chaque jour se développer davantage. Ce que nous savions de lui, en ce qui concerne la France, c'est que, sans être cosmopolite ni parisien comme ses cousins, il ne se montrait pas moins aimable qu'eux pour les Français. On l'admirait surtout pour sa taille à la fois gigantesque et svelte, pour son physique d'une élégance et d'une distinction extraordinaires, qui faisaient de lui le plus remarqué parmi toutes les Altesses Impériales. Au milieu des siens, dans un défilé ou une fête de cour, il apparaissait toujours comme le plus beau des princes de cette superbe famille des Romanoff.

***

Le général Ignatieff n'avait fait que passer au pouvoir. Sa récente disgrâce n'était pas due seulement à l'absence chez lui des qualités d'organisateur que réclamait impérieusement l'état troublé de la Russie au lendemain du changement de règne. Ce qui peut-être avait contribué plus encore à sa perte, c'était à la fois sa trop grande confiance en lui, son manque de parole et de franchise, les complications de son esprit toujours en quête de multiples combinaisons dans l'écheveau desquelles il finissait par se trouver pris lui-même. Il eut surtout la mauvaise fortune de s'attirer l'hostilité marquée d'un des hommes les plus écoutés de l'empereur, car ce fut, dit-on le général Tchérévine qui, en le démasquant, précipita sa chute déjà préparée par ses dissentiments avec M. de Giers.

Mais à la stupeur du premier moment succéda la consternation dès qu'on apprit le remplacement d'Ignatieff par le comte Tolstoï au ministère de l'Intérieur. On se rappelait encore le violent mécontentement que celui-ci, durant son passage à l'Instruction publique, avait soulevé par un système d'enseignement et des procédés d'administration si contraires aux aspirations de la jeunesse russe. Cette exaspération n'avait-elle pas contribué au développement dans la génération nouvelle des idées nihilistes dont l'assas-

sinat d'Alexandre II avait été le lamentable aboutissement. Quoique conscient de son immense impopularité et de l'accueil fait à sa nomination, Tolstoï avait accepté sans hésiter la nouvelle mission que lui confiait le tsar. Et pourtant sa tâche était rude. Une administration entièrement désorganisée par son prédécesseur, des désordres se manifestant de tous côtés dans l'Empire, notamment par des massacres de Juifs dans certains gouvernements du Sud, tel était l'héritage qu'on lui avait laissé, tels étaient les maux qu'il avait à soigner et, si possible, à guérir.

Il comprit de suite que le premier remède était dans le retour d'une confiance perdue. Aussi, abandonnant le système des répressions violentes employé par Ignatieff pour combattre les progrès du nihilisme, préféra-t-il trouver un appui auprès d'une partie de la nation. Ce fut dans la classe la plus élevée, dans l'aristocratie, qu'il alla le chercher. Alors, bien que sa main se fît parfois trop rudement sentir, il réussit à ramener peu à peu le calme dans les esprits et à faciliter dans la suite un revirement en sa faveur. C'est que, malgré son antilibéralisme, il avait manifesté toujours une tendance qui faisait apprécier par le plus grand nombre, et aussi par nous-mêmes, sa présence au gouvernement à côté de M. de Giers ; je veux parler de ses sentiments purement russes, de son opposition à l'influence allemande et des préférences qu'il n'avait pas cachées pour les avantages d'un rapprochement politique, voire même d'une alliance avec la France.

***

M. de Giers qui, depuis la retraite du prince Gortchakoff, dont il était l'adjoint, se trouvait à la tête de la diplomatie russe, avait été appelé quelques mois après le changement de règne aux fonctions de ministre des Affaires étrangères. Si Alexandre III ne lui avait pas donné, comme à son prédécesseur, un titre plus éclatant, c'est qu'il ne lui trouvait, pensait-on, ni l'envergure, ni l'autorité nécessaire pour

occuper de si hautes fonctions. Peut-être aussi tenait-il trop à conserver la haute main sur la politique extérieure de son empire pour créer, à côté de sa puissance suprême, un nouveau chancelier. Il était certain, d'ailleurs, de trouver en Giers un collaborateur irréprochable, un conseiller sûr, un premier commis consciencieux, probe, et d'un dévouement absolu. On peut ajouter que si presque jusqu'à sa mort, aussi bien lors des événements balkaniques que dans des circonstances plus graves encore, notamment quand il s'agit pour la Russie de conclure une alliance, sa volonté s'imposa, ce fut toujours dans un accord complet avec son ministre, dont parfois il discuta, mais le plus souvent finit par suivre les avis expérimentés.

Les principales qualités de Giers, auxquelles il ne fut pas toujours rendu pleine justice, étaient sa prudence, la fine souplesse de son esprit, son habileté à temporiser et en même temps son calme et son sang-froid, même quand les circonstances exigeaient une rapide décision.

Trop souvent méconnu de ceux qui ne l'approchaient que rarement, il laissa, pendant les premières années du nouveau règne, prendre pour des tendances allemandes ce qui, en réalité, était plutôt chez lui le désir de tenir la balance égale dans les rapports de la Russie avec les diverses grandes puissances. De là le reproche qu'on lui fit souvent dans le monde russe de tout sacrifier au maintien de la paix. C'est qu'en appréciant à sa mesure la politique de recueillement convenant à la Russie, tant que, militairement, celle-ci ne serait pas prête, il s'efforçait d'aplanir, sans qu'il en résultât de dommage pour son pays, les difficultés qui pouvaient surgir avec ses voisins de l'Ouest. Il lui fallait pour cela mettre un frein à la propagation des idées de l'école de Moscou et en même temps modérer l'action du parti allemand désireux de maintenir auprès d'Alexandre III l'influence qu'il exerçait à la cour de l'empereur défunt.

Ulcéré, comme son souverain, d'avoir vu les coups portés par le traité de Berlin aux résultats de la campagne victo-

rieuse de l'armée russe en Orient, il ne pensait avec lui qu'à relever le prestige de son pays. Il était donc injuste de le traiter de germanophile comme s'obstinaient à le faire ses adversaires ou de lui reprocher l'origine suédoise de sa famille qui n'altérait en rien la sincérité de ses sentiments vraiment russes. « Profondément patriote, au contraire, a dit de lui un de ses contemporains, il se montrait plus que personne soucieux de l'honneur de la Russie dont, avec la sûreté de son jugement, il percevait les intérêts véritables. » Rien n'était plus vrai. C'est bien ce sentiment, en effet, qui devait l'amener peu à peu aux vues nouvelles d'Alexandre III : renonciation à l'entente des trois empires et rapprochement avec la France.

Telles furent les impressions confirmées dans la suite que, dès les premiers mois de mon séjour à Pétersbourg, je recueillis sur la personne du ministre des Affaires étrangères de la bouche même des hommes les mieux placés pour le connaître, surtout du général Appert et de Ternaux-Compans. Ces appréciations favorables n'étaient d'ailleurs pas propres à nos seuls diplomates. Le comte Kalnoky, naguère ambassadeur d'Autriche en Russie, s'exprimait dans des termes analogues sur M. de Giers, au cours d'un entretien qu'il avait en avril 1882, à Vienne, avec notre représentant.

« S'il ne dispose pas », disait-il, « d'une influence personnelle qui puisse s'étendre sur l'ensemble des affaires de la Russie, Giers entendra du moins rester le maître dans les limites de son département... N'ayant de comptes à rendre qu'à son souverain, il saura dans les affaires extérieures maintenir la même ligne de conduite prudente et modérée. Sa nomination est une garantie de plus de la consolidation de la paix européenne. Tous les gouvernements doivent en être satisfaits (1). »

En dehors des réceptions officielles et des audiences qu'il

(1) Comte Duchâtel à Freycinet.

donnait à la maison du Pont-des-Chantres, les occasions de rencontrer M. de Giers étaient pour les diplomates assez rares. Son peu de goût pour les salons mondains, auxquels il préférait à toute heure son cabinet de travail, le faisait parfois traiter de timide et de sauvage et n'était pas sans lui valoir quelques critiques.

Tout différents sous ce rapport étaient ses adjoints que la société de Saint-Pétersbourg se plaisait à fréquenter et à recevoir, bien qu'au physique comme au moral ces deux hauts fonctionnaires, MM. Vlangali et de Jomini, n'eussent entre eux aucune ressemblance.

Sous une apparence plutôt épaisse, le premier cachait un esprit pénétrant et délié, parfois prêt à se révéler si l'on abordait avec lui quelque sujet de nature à l'intéresser particulièrement. Le cas était pourtant rare et sa légendaire réputation de taciturne se trouvait le plus souvent assez justifiée. Sa réserve, je dirais presque sa crainte de se compromettre, notamment quand il s'agissait de parler politique, était telle que la plupart des chefs de mission accrédités à Saint-Pétersbourg ne se décidaient en général à se rendre auprès de lui que contraints par les circonstances, ou s'il s'agissait seulement de traiter des affaires courantes pour lesquelles aucun secret ne paraissait de rigueur. Aussi, sauf dans les cas où M. de Giers les renvoyait à lui, déléguaient-ils volontiers à leur place, sachant qu'eux-mêmes ne pourraient tirer de lui davantage, de jeunes secrétaires, comme je l'étais alors. Je dois déclarer qu'en ce qui me concerne j'ai toujours trouvé auprès de M. Vlangali l'accueil le plus bienveillant. Il m'a souvent été donné d'observer que sa susceptibilité naturelle et sa timidité apparente supportaient beaucoup mieux l'entretien avec un jeune agent qu'avec un représentant diplomatique plus gradé.

Grâce à ses manières affables, sa conversation vive, intéressante et spirituelle, le baron de Jomini, à l'inverse de son collègue, représentait le type accompli du diplomate

homme du monde. Qu'il fût dans son cabinet ou bien dans un salon, il aimait à déployer toutes les ressources de son esprit. Qu'il parlât d'affaires ou de mondanités, on trouvait toujours en lui le plus fin des causeurs. Je dois ajouter que son talent d'écrivain était universellement apprécié aussi bien dans sa correspondance diplomatique que dans les journaux et les revues, où tant de fois est apparue sous sa plume la pensée impériale ou, tout au moins, celle du ministre des Affaires étrangères.

En ce qui concerne notre pays, quelles étaient à cette époque les dispositions personnelles du chef de la diplomatie russe? Si la France se trouvait isolée en Europe, la Russie l'était autant que nous et se voyait, en outre, plus menacée encore. Giers s'en rendait compte mieux que personne et savait que des situations analogues peuvent rapprocher les nations comme les individus. Aussi s'appliquait-il à éviter à la France toute difficulté risquant d'entraîner quelque complication européenne et à ne laisser paraître aucun mauvais vouloir à son égard. Il semblait même que ce fût sa préoccupation constante. Sans doute se disait-il, comme nous, qu'en face de la coalition de l'Europe centrale, rien ne serait plus naturel, le moment venu, qu'une entente entre deux puissances dont la position respective vis-à-vis de cette même coalition présentait tant d'analogie. N'ayant l'une avec l'autre aucun point de contact, nulle ambition commune qui les divisât, chacune d'elles voyait le même intérêt à ce qu'aucune des deux ne fût amoindrie.

Toutefois, si l'on se disait à Saint-Pétersbourg comme à Paris qu'il arriverait sans doute un jour où une telle entente viendrait à s'imposer, il eût été téméraire alors, étant donné l'état de l'Europe, d'en envisager la réalisation dans un avenir très prochain. Ce qu'on nous demandait pour le moment c'était avant tout de la prudence et de la réserve, et nous nous attachions fermement à observer l'une et

l'autre. Le gouvernement impérial le reconnaissait et nous en savait gré.

***

Dès que j'eus été présenté à M. de Giers et à ses adjoints, mes premières visites furent, suivant l'usage, pour les chefs de mission et les autres membres du corps diplomatique. Ces démarches n'étaient pas seulement des marques obligatoires de courtoisie; elles facilitaient nos rapports immédiats.

A Londres, mon précédent poste, nous avions de nombreuses occasions de nous rencontrer entre collègues. Certains cercles, tels le Saint-James Club, le Malborough et le Travellers Club, les plus fréquentés par les diplomates, les réceptions et les dîners officiels nous réunissaient souvent, sans parler des salons mondains où, grâce à l'accueil si hospitalier de la société anglaise, se retrouvaient ceux d'entre nous qu'attiraient les mêmes coteries ou les mêmes milieux. Mais à Saint-Pétersbourg il en allait autrement. La société ne recherchait pas particulièrement les membres des ambassades comme le faisait celle de Londres. Heureux d'être reçus chez les étrangers, une fois sortis de leurs frontières, les Russes, chez eux, n'admettaient ceux-ci dans leur intimité qu'à la longue et non sans quelques difficultés. Et ce n'était pas en raison de leurs fonctions, mais bien de leurs personnalités plus ou moins sympathiques, que les diplomates étaient accueillis dans les milieux mondains. Chercher à se faire connaître d'abord et apprécier ensuite, telle était la façon simple et rationnelle d'y arriver. Mais combien j'ai vu de collègues de tous pays, habitués dans d'autres capitales à voir, dès leur arrivée, les salons s'ouvrir tout naturellement devant eux, se montrer déçus, puis se dérober peu à peu devant l'effort à accomplir à Saint-Pétersbourg, et finalement bouder, se plaignant du peu d'agrément du poste et

n'attendant plus que la première occasion qui s'offrirait de se faire nommer ailleurs.

J'avais trop entendu parler de ces habitudes des coteries mondaines russes pour m'en étonner et par suite éprouver quelque déception. Introduit dans cette société par les Appert et par mes excellents amis Ternaux-Compans qui, les uns et les autres, s'étaient fait à Pétersbourg une situation exceptionnelle, la tâche m'était rendue plus facile. C'est à eux surtout — et je leur en ai gardé ma reconnaissance — que j'ai dû le principal agrément de mes relations pendant les trois années de mon premier séjour en Russie.

Le doyen du Corps diplomatique se trouvait être alors l'ambassadeur d'Allemagne, le général de Schweinitz, aide de camp général de l'empereur Guillaume. C'était, disait-on, à l'amitié du kronprinz Frédéric et à la haute protection de Bismarck qu'il avait dû le poste qu'il occupait. Type du vieil officier de cour, aussi décoratif que décoré, il cachait, sous un aspect un peu rude, une intelligence suffisante pour rendre, quand il voulait bien s'en donner la peine, sa conversation intéressante et même agréable. Mais son esprit manquait de souplesse et ses brusques changements d'humeur nuisaient parfois à l'agrément de ses relations. Je le préférais pourtant au général de Werder dont la mission auprès du tsar était faite pour lui porter tant soit peu d'ombrage. Ce dernier, également aide de camp général de Guillaume, avait été détaché par son souverain auprès d'Alexandre II avec le titre de « plénipotentiaire militaire ». C'était en réalité une sorte d'agent de liaison entre les deux empereurs en vue de leurs rapports personnels. Très apprécié de l'ancien tsar, il avait certainement perdu de son influence sous le nouveau règne. Sa raideur toute prussienne et sa suffisance qui, disait-on, n'égalait que son insuffisance, le rendaient généralement assez peu sympathique.

Mais un autre personnage de la même ambassade n'était pas fait pour y jouer un rôle effacé. Je veux parler du

premier secrétaire, remplissant les fonctions de conseiller, Bernard de Bülow. Très remuant, celui que Guillaume II devait faire un jour chancelier de l'empire d'Allemagne remplissait déjà les salons de sa personne. Plein d'intelligence et d'ambition, impatient de jouer les premiers rôles partout où il se trouvait, il eût pu passer avec raison pour un homme d'esprit, si la finesse chez lui n'avait été masquée par une sorte de brusquerie autoritaire. Il avait ramené récemment d'Italie, après en avoir fait sa femme, une aimable Romaine appartenant à la famille Minghetti.

Une des maisons diplomatiques que je fréquentais le plus volontiers était l'ambassade d'Angleterre. J'ai toujours trouvé auprès de sir Robert et de lady Morier un accueil d'autant plus gracieux que j'arrivais de Londres après avoir passé deux ans à notre ambassade et que, dès mon installation à Saint-Pétersbourg, j'avais entamé d'amicales relations avec leur fils Victor, souvent mon compagnon de chasse et de tir aux pigeons. Les honneurs des salons hospitaliers des Morier étaient faits par leur aimable fille, miss Victoria Morier, la future lady Wemyss dont le mari, comme amiral et premier lord de l'amirauté, devait apposer sa signature à côté de celle du maréchal Foch au bas de la convention d'armistice du 11 novembre 1918.

Deux célibataires, ou plutôt un veuf et un vieux garçon, représentaient comme ambassadeurs l'Autriche et l'Italie. Mais autant le comte de Wolkenstein-Trotsburg, gentilhomme autrichien, courtois, impassible et correct, semblait indifférent aux grandes joies de ce monde, autant le comte Greppi, quoiqu'alors septuagénaire, était resté jeune dans ses allures et son genre de vie. Mince, élégant, la moustache aussi longue que brillamment cirée, la tête émergeant d'un col démesurément haut, le représentant du roi Humbert savait garder, le soir comme le jour, la plus impeccable des tenues. Fidèle habitué des représentations de gala qui se renouvelaient chaque semaine à l'Opéra, au ballet et au théâtre Michel, il ne craignait pas de se montrer

aussi dans les théâtres de genre et les restaurants à la mode en compagnie de celles qu'il appelait « des petites femmes aimables ». Nul d'ailleurs ne songeait à s'en choquer, tant on se plaisait à admirer en lui cette apparente verdeur.

Il fallait reconnaître qu'une telle existence, loin de nuire au comte Greppi, lui réussissait à merveille, si bien même qu'il la prolongea plus de trente années encore, puisqu'il la termina plus que centenaire, peu de temps après la fin de la guerre mondiale. On a même raconté qu'à Rome, la veille de sa mort, il dînait encore au restaurant, correctement sanglé dans son habit noir et son gilet blanc. Comme, vers 1908, à Paris, je me retrouvais avec lui certain soir à la table d'une maison amie, alors qu'il comptait environ quatre-vingt-dix printemps, et le félicitais de son éternelle jeunesse : « Voulez-vous la recette, mon cher, me dit-il sérieusement, elle est bien simple : à partir de quatre-vingt-cinq ans j'ai pris pour règle de conduite de ne connaître les femmes qu'en tout bien tout honneur. »

Peut-être, dans les dernières années de sa vie, fut-il plus délaissé par les jeunes. Quoi qu'il en soit, à l'époque où je l'ai connu à Saint-Pétersbourg, il préférait certainement leur société à celle de ses contemporains, qui d'ailleurs auraient eu, pour la plupart, quelque peine à le suivre. C'est ainsi qu'il m'est arrivé souvent de passer d'agréables soirées avec lui, comme avec un de ses compagnons de plaisir favoris, le ministre d'Espagne. Aimable et avenant autant que le comte Greppi, aussi puissamment taillé que celui-ci était fluet, le marquis de Campo-Sagrado avait sur l'ambassadeur d'Italie l'avantage de compter sensiblement moins d'années d'âge. Toujours prodigue d'esprit, car il en avait beaucoup, et d'argent, même quand il en avait peu, il aimait tout à la fois les femmes, le jeu, les spectacles et la bonne chère. Ses allures de grand seigneur et sa parenté avec la cour d'Espagne, par suite de son mariage avec une sœur de la reine Isabelle, — qu'il n'amena d'ailleurs jamais à son poste, — contribuaient à le faire apprécier de

l'empereur, toujours plein de prévenances à son égard, des grandes-duchesses et des plus élégantes coteries de la société. Il ne l'était pas moins des Bohémiennes de Samarcande et des autres îles de la Néva voisines de Saint-Pétersbourg. Je dois dire que j'ai rarement rencontré, dans le cours de ma carrière, un homme plus aimable et joyeux que cet excellent marquis.

Parmi les autres membres du Corps diplomatique, dans lequel j'ai compté de fort agréables relations, se détachait une figure particulièrement intéressante, celle du conseiller de l'ambassade d'Autriche-Hongrie, le baron d'Æhrenthal, avec qui j'ai passé la dernière année de mon séjour en Russie. Esprit cultivé, dont l'originalité contrastait avec la banalité parfois inhérente aux diplomates de son pays, il avait réussi dans ce poste, où les Autrichiens ne furent jamais très en faveur, à se créer une situation privilégiée. Son assurance, — presque égale à celle de Bernard de Bülow, — quand il portait dans la conversation un jugement sur les gens ou les choses, révélait sa nature autoritaire ; elle laissait ainsi prévoir le rôle important que plus tard, ministre des Affaires étrangères de la double monarchie, il devait jouer dans la politique européenne. C'est avec lui, comme avec plusieurs de mes collègues anglais, Harding, Elliott, Grosvenor, que j'éprouvais le plus de plaisir à me rencontrer pour échanger nos idées et même les discuter.

Mais j'ai gardé pour la fin les noms de ceux auxquels va ma plus cordiale et fidèle pensée. Je veux parler des amis et collègues qui furent, en même temps que moi, les collaborateurs du général Appert et de M. de Laboulaye. A plusieurs reprises j'ai déjà rappelé l'œuvre accomplie par Ternaux-Compans pendant ses fréquentes gérances. J'aurai l'occasion de citer encore ses signalés services jusqu'au jour de sa retraite prématurée et aussi ceux rendus par d'Ormesson qui lui succéda comme conseiller d'ambassade et chargé d'affaires. Quand je pris mes fonctions à Saint-Pétersbourg,

le personnel comprenait, outre Ternaux, ce charmant Albert de Voize, aux goûts raffinés, dont l'esprit ouvert et chercheur se sentait plus attiré vers tout ce qui touche à l'art sous ses différentes formes que vers les questions politiques et la vie mondaine. Que d'heures agréables j'ai passées à explorer avec lui et notre ami René Charlier, consul de Belgique, lui aussi collectionneur érudit et averti, les magasins d'antiquités de la ville et les boutiques des revendeurs du Schoukine-Dvor. Dans ces excursions, dont nous ne nous lassions jamais, nous accompagnait souvent notre compatriote, le peintre Georges Becker qui terminait en ce temps plusieurs toiles représentant le couronnement d'Alexandre III, œuvre dont l'empereur devait dans la suite se rendre acquéreur. Édouard Watin, camarade apprécié de tous, doué de qualités d'observation qu'égalait son dévouement à ses fonctions, complétait le personnel civil de l'ambassade. Quelques mois après, M. Pierre Deschamps et le comte de Vauvineux étaient choisis par le Quai d'Orsay pour renforcer notre effectif réduit par suite des démissions de Ternaux-Compans et d'Albert de Voize.

De ces chers compagnons, combien hélas de disparus, auxquels j'adresse un souvenir de gratitude ému pour leur constante amitié. Leurs noms devront toujours être évoqués en rappelant le revirement favorable qui déjà s'opérait dans les sentiments des Russes à notre égard. La mutuelle confiance que nous nous accordions, l'esprit de solidarité qui ne nous abandonnait jamais chaque fois qu'il s'agissait des affaires de l'ambassade, c'est-à-dire de la France, ont contribué dans une large mesure au succès complet et incontestable avec lequel nos chefs surent, à travers des difficultés nombreuses, mener à heureuse fin leurs délicates missions.

CHAPITRE IV

Le Rappel du Général Appert.

Malgré quelques imprudences commises par notre gouvernement (1), le crédit dont jouissait notre ambassadeur à Saint-Pétersbourg s'affirmait chaque jour devantage.

Après deux années de séjour en Russie, le général Appert était, en effet, parvenu, grâce à ses qualités personnelles, à se créer auprès du souverain, du gouvernement impérial et de la société une situation hors pair. Pendant l'hiver de 1885, Alexandre III lui avait donné même une marque de bienveillance telle que ni le défunt empereur ni lui-même n'en avaient accordé à un représentant de la France depuis que nous étions en République. En se rendant alors, ainsi que l'impératrice et les membres de la famille impériale, à un bal offert par l'ambassadeur en son honneur, — fête des plus brillantes qui obtint un éclatant succès, — l'empereur, pour ceux qui connaissaient les habitudes des monarques russes, ne pouvait mieux montrer la haute estime dans laquelle il tenait le général.

Mme Appert, Danoise de naissance, se voyait particulièrement recherchée par l'impératrice, d'autant plus heureuse de s'entretenir avec elle dans sa langue maternelle que, parmi ses dames d'honneur et les personnes attachées à son service ne se trouvait aucune de ses compatriotes. N'était-ce pas, étant donné notre régime républicain, une chance inespérée pour la France d'avoir un ambassadeur

(1) Notamment au sujet de l'affaire Krapotkine.

aussi *persona grata* à la cour de Russie? Si, avant d'être envoyé à Saint-Pétersbourg, le général n'avait pas encore occupé de poste à l'étranger, son tact parfait et la sûreté de son jugement, qualités les plus indispensables à un diplomate, contre-balançaient largement un manque d'expérience des questions extérieures qui jusqu'ici ne s'était, d'ailleurs, révélé en aucune circonstance. Et puis, n'avait-il pas auprès de lui, dans le conseiller de l'ambassade M. Ternaux-Compans, un collaborateur actif, parfaitement au courant des affaires du poste?

Le 14 février 1886, les Appert donnaient à l'ambassade, en l'honneur de la grande-duchesse Catherine, un des bals les plus élégants de la saison mondaine. La présence à cette fête de plusieurs grands-ducs et grandes-duchesses ainsi que des personnalités les plus en vue de la haute société prouvait cette fois encore le désir qu'avait la famille impériale d'en rehausser l'éclat. Vers dix heures du soir, c'est-à-dire au moment où allaient arriver les premiers invités, et comme l'ambassadeur causait avec un de mes collègues et avec moi, le chasseur de l'ambassade vint lui remettre quelques lettres apportées de Paris par un courrier de cabinet. Jetant un rapide coup d'œil sur les enveloppes, il n'en garda dans la main qu'une seule dont l'adresse, nous fit-il observer, était de l'écriture de M. de Freycinet. Mais à peine en avait-il lu quelques lignes, que je vis ses traits se contracter. « Vous n'avez pas reçu, j'espère, de nouvelles ennuyeuses, mon général, lui demandais-je. — Non, » dit-il en se reprenant, après une courte hésitation. « Il sera bien temps d'ailleurs d'y penser demain, car cette lettre ne concerne que moi-même. Quant à présent, soyons entièrement à nos convives. » Et, sans plus d'explication, il m'entraîna vers la porte d'entrée où l'on annonçait déjà les premiers arrivants.

Cette lettre particulière, dont le général ne parla que le lendemain à sa femme et à ses filles, puis à Ternaux-

Compans, et le surlendemain seulement aux autres secrétaires, annonçait, sans préparation et avec des explications vraiment sommaires, une décision qui, pendant de longs mois, allait peser sur les rapports franco-russes. Se retranchant derrière les « cruelles exigences de la politique », le ministre déclarait que des « considérations d'ordre général le mettaient dans la pénible nécessité de se séparer d'un collaborateur dont il connaissait les mérites et la valeur des services rendus ». Il engageait celui-ci à se préparer à quitter son poste dans quelques semaines, lui faisant toutefois part, en terminant, de son intention de le « proposer, dès son retour à Paris, pour la dignité de Grand'Croix de la Légion d'honneur ».

« J'ai reçu », lui télégraphia immédiatement le général, « votre lettre particulière qui m'a troublé et affligé profondément et à laquelle je répondrai par le prochain courrier. Je suis certainement très reconnaissant de la haute distinction que vous voulez bien me faire accorder ». Quelques jours après, en effet, il faisait suivre ce télégramme d'une lettre personnelle au ton à la fois très militaire et très digne, « se soumettant aux ordres donnés, mais regrettant d'autant plus la décision prise qu'il se croyait en situation de rendre encore à son pays d'utiles services en Russie ».

Dans l'intervalle, les événements avaient trop rapidement marché. Si, à Saint Pétersbourg, la nouvelle connue des seuls membres de l'ambassade ne s'était pas ébruitée durant les premiers jours, le Quai d'Orsay n'avait pas observé la même discrétion à l'égard des agences et des journalistes. Ceux-ci s'étaient empressés d'annoncer, avant qu'Alexandre III en fût officiellement avisé, le prochain départ du général Appert et même son remplacement par le général Billot. C'était, ajoutaient-ils, sur sa propre demande et pour des raisons de santé, que notre représentant allait rentrer en France.

Ces informations données par la presse, reproduites dans les dépêches du baron de Mohrenheim, n'avaient pas tardé

à parvenir jusqu'à l'empereur. Celui-ci abordant l'ambassadeur à la parade du dimanche suivant : « Est-il vrai, mon cher général », lui dit-il avec vivacité, « que vous demandez à vous séparer de nous et que l'état de votre santé en soit la cause? — Votre Majesté peut être assurée, répliquait Appert, que si j'ai la douleur de La quitter, ce n'est nullement sur ma demande et c'est contrairement à mes désirs ». Protestant alors de toute son amitié pour lui, l'empereur lui exprimait dans des termes aussi tristes que chaleureux les profonds regrets que lui causait une telle mesure.

Il ne pouvait convenir à Alexandre III de laisser subsister ce grave malentendu : « Nous espérons dénuée de fondement la nouvelle du rappel d'Appert, » télégraphiait aussitôt sur son ordre M. de Giers à Mohrenheim. « Le général possède la haute estime et la complète confiance de l'empereur qui verrait son remplacement avec beaucoup de peine. Sa Majesté vous charge d'obtenir un sursis, après avoir donné connaissance de ce télégramme à M. de Freycinet. » En satisfaisant à ce désir, celui-ci pouvait tout réparer. Mais engagé sans doute à fond envers Billot et ses amis parlementaires, il passait outre à la démarche impériale. Se retranchant toujours derrière le même prétexte, celui de la santé du général, sans même en avoir prévenu ce dernier, il se déclarait, devant Mohrenheim, forcé de maintenir la décision prise.

La récente mise en liberté du prince Krapotkine, qu'Appert s'était en vain efforcé d'empêcher, avait déjà profondément irrité le tsar contre le gouvernement français. Cette fois, le souverain russe ne cachait pas son exaspération, causée par un acte politique désobligeant pour sa personne et, disait-il, par les « motifs contraires à la vérité » invoqués par M. de Freycinet. Aussi chargeait-il Mohrenheim, prié par notre ministre de soumettre à l'agrément impérial la nomination du général Billot, de déclarer qu'il n'accepterait aucun nouvel ambassadeur. « Ni Billot, ni un autre », disait-il, « personne ! »

Cependant Freycinet se refusait à reconnaître l'erreur qu'il venait de commettre. Après avoir gardé le silence vis-à-vis du général depuis sa première lettre, il cherchait maintenant à se tourner contre lui. « J'ai trop de confiance », lui télégraphiait-il, » dans votre patriotisme, votre esprit de discipline et votre respect des convenances, pour croire que vous soyez pour quelque chose dans l'opposition faite à la nomination de votre successeur. Je vous signale cette situation dans le cas où elle vous aurait échappé. » Le général répond que « toute sa vie proteste contre une pareille insinuation, et qu'il n'a nul besoin d'être rappelé aux sentiments de discipline et de patriotisme qui ont été les règles constantes de sa conduite, pour être éclairé sur ses devoirs ».

Alors, commençant à se rendre compte, sans doute, de la position fausse dans laquelle il s'est placé, le ministre affecte de vouloir prendre la défense de l'ambassadeur contre les attaques possibles de la presse. Puis, voulant éviter, dit-il, la mauvaise impression que pourrait causer en Russie un rappel précipité, il recommande au général de partir en congé après les fêtes qui doivent avoir lieu à Pétersbourg le 14 mars, anniversaire de l'avènement, ajoutant que la nomination de son successeur n'aurait lieu qu'une fois cette date passée.

Mais, en dépit de ce changement de tactique, Appert répondant se soucier fort peu de l'opinion de la presse, Freycinet lui télégraphie de nouveau que s'il a désigné la date du 14 mars, c'est qu'il juge plus convenable de maintenir au moins jusqu'à cette époque le général à son poste. Toutefois, ajoute-t-il, si celui-ci tenait à hâter son retour en France, « il devrait faire comprendre à l'empereur que c'est contre le vœu du gouvernement français ». Mais Appert n'accepte pas volontiers d'être rappelé à ses devoirs envers le tsar. « Ce n'est pas pour moi, » s'empresse-t-il de répliquer, « que je crains les conséquences d'un départ précipité. Je ne veux que vous aider à sortir de la situation difficile que vous vous êtes créée. Je préférerais recevoir

mes lettres de rappel, mais si vous m'ordonnez de partir en congé, je m'inclinerai devant votre décision. En tout cas, je ne quitterai pas Saint-Pétersbourg sans avoir sollicité une audience de l'empereur. Indiquez-moi ce que je devrai lui dire de votre part. Quant à ce qui me concerne, je ne pourrai pas lui cacher la vérité : que je pars contre mon gré ».

Ce fut donc sur la demande du général que M. de Freycinet, en lui annonçant la signature du décret mettant fin à sa mission, lui dicta les paroles dont il devait accompagner la remise de ses lettres au souverain : « Mon gouvernement, en me rappelant, » devra-t-il dire, « n'a été guidé par aucune raison politique. Il est heureux des bonnes relations qu'il a entretenues ces dernières années avec le gouvernement impérial et auxquelles je me félicite d'avoir été associé. Il espère les consolider davantage, s'il est possible, à l'avenir. »

C'est avec une émotion profonde que, le 26 mars, le général remit à l'empereur ses lettres de rappel qu'il lui tendit sans proférer un mot. Alexandre III les parcourut du regard tandis qu'il faisait asseoir l'ambassadeur auprès de lui. Après avoir laissé celui-ci prononcer d'abord les phrases dictées par M. de Freycinet, puis celles inspirées par ses sentiments personnels d'attachement et de gratitude, il lui exprimait, à son tour, dans les termes les plus affectueux, les regrets que lui causait son départ. « C'est avec peine, lui dit-il, que je vois tout ce qui se passe en France et la marche que suit votre République vers l'extrême gauche. C'est pourquoi, vous parti, je trouve absolument inutile que votre pays se fasse représenter auprès de moi et moi auprès de lui. Quant à présent, des chargés d'affaires suffiront bien à assurer les rapports entre les deux gouvernements. » Alors, après une pause : « Il paraît, général, que vous allez être envoyé à Rome, du moins le bruit en court ? » Le général répliqua qu'il rentrait à Paris. « Mais, reprit encore le tsar, vous serez chargé d'une

fonction ou d'une mission quelconque, soit dans l'armée, soit autre part? ». Appert se contenta de répondre qu'il se retirait dans la vie privée. Enfin, après quelques questions concernant sa famille, l'empereur l'interrogea avec une nouvelle insistance sur les causes d'un rappel qu'il attribuait, concluait-il, à la fermeté observée jadis par le général à l'égard de la Commune et des « communards ».

Pendant cet entretien Mme Appert et ses deux filles étaient chez l'Impératrice. Celle-ci, comme toujours, se montrait pleine de délicates attentions pour elles, les invitant à venir la rencontrer l'année suivante en Danemark. Et ce jour-là, ainsi qu'elle ne manquait jamais de le faire chaque fois qu'elle les voyait, la tsarine insistait sur la haine que lui inspiraient les Allemands : « Je n'oublierai jamais, disait-elle, le mal qu'ils ont fait à mon pays. »

***

Tandis que, dans l'entourage des souverains, s'indignaient et s'agitaient en faveur du général de hauts fonctionnaires de la cour et notamment la puissante grande maîtresse, cette princesse Hélène Kotchoubey dont l'influence sur l'impératrice était considérable, M. de Giers s'affligeait de la tournure qu'avait prise ce déplorable incident. S'il en entrevoyait déjà, non sans amertume, les suites regrettables, il n'en conservait pas moins l'espoir de voir les esprits se calmer lorsque le général aurait quitté Saint-Pétersbourg.

Quelques jours plus tard, M. Ternaux-Compans devenait chargé d'affaires non seulement du fait de la remise par Appert de ses lettres de rappel, mais encore en raison des lettres de créance spéciales que venait de lui envoyer le Quai d'Orsay pour le temps où l'ambassade resterait sans titulaire. Une communication urgente relative aux affaires d'Orient l'amenant alors au Pont-des-Chantres, l'occasion était pour lui toute trouvée de parler de la question Appert

avec le ministre russe. Mais ce fut celui-ci qui prit les devants.

Au moment où Ternaux se levait pour partir, M. de Giers lui demanda : « Quand part le général? — A la fin de la semaine prochaine. — Je comprends qu'il ait de la peine à quitter ses amis », reprit-il en souriant. Alors, retenant un instant notre chargé d'affaires pour lui développer sa pensée, il déplorait, disait-il, la légèreté avec laquelle M. de Freycinet avait emmanché la question. — « Avant tout, faisait-il observer, il aurait dû s'entendre avec l'ambassadeur sur les motifs et les conditions du retour de celui-ci en France, au lieu de laisser la presse propager à ce sujet les fables qui ont produit à tous points de vue une si malheureuse impression. » Il regrettait aussi les difficultés opposées par l'empereur à la nomination du général Billot dont il se plaisait à louer les qualités et les mérites.

Évidemment, tout en reconnaissant l'inopportunité de l'initiative prise par le cabinet de Paris, Giers cherchait à ménager Freycinet. Tenant à s'assurer son appui dans les questions balkaniques, il rendait hommage à l'habileté que, pour le réglement de plusieurs affaires extérieures, il avait su déployer pendant ces derniers temps. « Je sais bien », poursuivait-il, « ce que sont les exigences parlementaires et je voudrais pouvoir le faire comprendre à l'empereur. Celui-ci a naturellement peu de goût pour la forme républicaine et surtout pour la tournure que prend actuellement votre République, mais je tiens à lui expliquer que la faute en incombe moins au cabinet français qu'à la Chambre incapable de former une majorité de gouvernement. » Et le ministre russe profitait de cette occasion pour reconnaître devant notre chargé d'affaires l'utilité pour nos deux pays de resserrer les liens d'amitié qui les unissaient, amitié basée sur la conscience des intérêts communs à la France et à la Russie.

En revenant sur ce sujet quelques jours plus tard, il montrait ce sentiment comme étant au fond celui de

l'empereur. « On se méprendrait », faisait-il observer, « sur ses véritables intentions en ne les considérant pas comme très favorables à la France. » Il prévoyait toutefois le mal qu'il aurait sans doute, à la suite du dernier incident, à combattre des préventions invétérées chez Alexandre III. « Mais, quoi qu'il en soit, concluait-il, j'espère bien arriver à lui faire saisir toutes les difficultés de votre situation. »

En transmettant ces confidences à M. de Freycinet, M. Ternaux-Compans ajoutait : « L'accent que M. de Giers a mis dans ces paroles m'a donné l'impression qu'il redouterait beaucoup pour sa politique tout refroidissement, fût-ce momentané, qui viendrait à se produire entre nos deux pays et dont l'Allemagne pourrait profiter. Il semble qu'il comprenne à cet égard combien le moment serait mal choisi pour la Russie de commettre la moindre maladresse. La question bulgare, en effet, traverse une phase particulièrement délicate qui oblige le gouvernement impérial à se montrer très circonspect pour ne pas s'aliéner les sympathies dont il peut avoir besoin. Il est incontestable qu'à l'heure présente notre appui peut lui être doublement avantageux, soit pour le règlement immédiat d'une question qui lui tient fort à cœur, soit en vue des complications qui peuvent surgir et le laisser dans l'isolement si les intérêts de l'Allemagne et de l'Autriche ne s'accordaient plus avec les siens. J'imagine que sa confiance dans les anciens alliés de la Russie n'est pas assez complète pour qu'il ne considère pas comme d'une bonne politique de les tenir en éveil par la possibilité d'un rapprochement avec nous ».

Giers, avec sa réserve habituelle, n'avait pas été jusqu'à parler encore de l'éventualité d'une alliance. Mais il semblait au chargé d'affaires de France que si telle était vraisemblablement sa pensée, nous ne devions songer à un rapprochement qu'à la condition de bien nous garder à carreau. La Russie, en effet, pouvait d'un moment à l'autre avoir besoin de se servir de nous pour donner à réfléchir

à l'Allemagne, à l'Autriche, et même à l'Angleterre. En résumé, Ternaux rapportait de ses derniers entretiens cette double impression bien nette : d'un côté, l'empereur avec son esprit souvent entêté et même parfois insensible à tout raisonnement, restait irrité contre la France. Il ne déplorait pas seulement la tournure que prenait notre politique intérieure ; il nous en voulait particulièrement de notre attitude dans l'affaire Krapotkine et dans l'incident du rappel du général Appert. D'autre part, Giers sentant, avec son esprit plus politique, les dangers pour la Russie d'un refroidissement avec la France, voulait s'appliquer à faire partager ses idées à son maître. La question était donc de savoir si, pendant les trois semaines qu'il allait passer en Crimée dans le palais impérial de Yalta, il réussirait à venir à bout de l'obstination du tsar.

Mais Alexandre III n'était pas encore près de céder. Après le départ de Giers, Ternaux-Compans devait s'appliquer avec une conscience qu'égalaient son habileté, son tact et sa vue claire de la situation, à travailler au rétablissement de nos relations diplomatiques. Le long intérim qui paraissait s'ouvrir devant lui, loin de lui sourire, comme généralement aux chargés d'affaires, pesait au contraire à son patriotisme. Ses collaborateurs de l'ambassade, animés des mêmes sentiments, entraînés par son exemple, ne cessèrent, pendant les mois qui suivirent, de lui prêter — comme ensuite au comte d'Ormesson — un concours des plus actifs et de tous les instants. Tous, en effet, n'avions qu'une pensée, qu'un désir et qu'un but : réparer les erreurs de notre gouvernement et voir revenir un ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

Les différents organes de la presse russe commentaient l'événement, considérant la situation suivant la mentalité et les tendances de chacun. Ceux publiés en langue allemande et recevant leurs inspirations de Berlin, tel le *Petersburger Zeitung*, comme ceux dirigés, ce qui revenait au même, par des publicistes du parti anti-français, se

livraient à des appréciations déplacées, parfois même injurieuses pour la France. C'est ainsi que dans la *Grajdanine* (le Citoyen), dont il était le directeur, le prince Metchersky, bien connu pour ses sentiments hostiles à notre égard, allait jusqu'à conseiller ironiquement au gouvernement de la République de prendre pour ambassadeur un coiffeur de la Perspective Newski qui mettrait simplement comme enseigne sur sa boutique « Agence française ».

Nous ne pouvions tolérer de pareilles inconvenances. M. Vlangali, remplaçant momentanément M. de Giers, était le premier à s'en rendre compte. Aussi s'empressa-t-il, dès les premières observations de Ternaux, d'informer celui-ci, et par son entremise, M. de Freycinet, des sanctions prises par les autorités russes contre les journaux coupables. Il se montrait aussi désireux que M. de Giers lui-même d'éviter tout ce qui pouvait froisser le gouvernement français. Au reste, le ton désobligeant d'une partie de la presse constituait l'exception. La plupart des feuilles de Saint-Pétersbourg et de Moscou, surtout parmi celles les plus répandues en Russie, demeuraient favorables à notre pays. Pour elles, de tels malentendus entre les deux cabinets ne pouvaient être que passagers. Le *Nouveau Temps*, notamment, ne cessait de nous soutenir, publiant même, au sujet de l'effet produit en Allemagne par cet incident diplomatique, des réflexions de son correspondant de Berlin qui n'étaient pas dénuées de saveur.

« On se figurait bien à tort en Allemagne, écrivait-il en substance, que la France ne pouvait espérer d'alliance avec aucune des grandes puissances. Le mécontentement causé en Russie par le rappel du général Appert montre combien cet ambassadeur était devenu le favori du souverain qui tenait à son maintien en vue de la cordialité des rapports entre les deux pays. On voit une preuve des préoccupations qu'en éprouve la cour de Berlin dans la récente venue du général de Schweinitz. Sa visite à Bismarck, en descendant du train, sans prendre même le temps de

s'habiller, avait pour objet un entretien qui dura plus de deux heures, portant sur l'état des rapports du cabinet de Paris avec celui de Saint-Pétersbourg ».

Quoi qu'il en fût de ces commentaires, Vlangali, pendant les quelques semaines que dura son intérim, ne se montra pas rassuré sur les intentions de l'empereur. Comme Ternaux, lui rappelant les promesses de Giers avant son départ, demandait si l'heure semblait venue de tenter une ouverture nouvelle : « Rien, répondit-il, ne m'indique jusqu'ici quelque changement dans les dispositions peu favorables de Sa Majesté. Le ministre ne m'a même pas écrit un mot à ce sujet. » Ternaux-Compans insistait pourtant sur les graves conséquences que risquerait d'entraîner pour les deux pays la prolongation d'une pareille situation : « Les Chambres françaises vont rentrer le 25 mai, » faisait-il observer, « une interpellation ne peut manquer de se produire alors, et le chef de notre gouvernement ne sera guère embarrassé pour expliquer sa conduite, ni pour prouver qu'il n'a jamais eu l'intention de froisser le tsar. Invoquant plusieurs précédents, notamment celui du transfert, récent encore, du prince Orloff de Paris à Berlin, malgré les vives sympathies dont celui-ci était l'objet en France, M. de Freycinet saura démontrer sans peine que le départ du général Appert fut motivé seulement par des considérations dont un ministre des Affaires étrangères est et doit rester seul juge. Quelle raison acceptable l'empereur, de son côté, pourrait-il faire valoir alors? Un tel débat, concluait notre chargé d'affaires, profiterait donc à l'Allemagne seule, qui se félicite déjà du désaccord intervenu. Et puis, si les choses devaient en arriver là, ne serait-il pas beaucoup plus difficile à l'empereur, le jour prochain, je l'espère, où l'avenir lui ouvrirait les yeux, de revenir sur sa décision, sans donner à la reprise régulière des relations une importance assez grande pour fournir à l'Allemagne une occasion de s'alarmer. »

Frappé de la justesse de ces observations, M. Vlangali,

à qui naturellement Ternaux laissait le soin d'apprécier l'opportunité du moment, mettait aussitôt M. de Giers au courant de ces démarches. Mais, à quelques jours de là, M. de Jomini faisait part à notre chargé d'affaires d'assez mauvais symptômes. L'ambassadeur de Russie à Paris, alors en déplacement à Nice, aurait reçu de Livadia l'ordre de ne pas prolonger son séjour en France et même de quitter notre territoire pour se trouver à Saint-Pétersbourg au moment du retour de l'empereur. Et pourtant Mohrenheim secondait d'autant plus activement nos efforts qu'il était personnellement désireux de conserver son poste à Paris. Peut-être se rendait-il enfin compte de son manque de perspicacité lors du rappel d'Appert et cherchait-il à réparer ses erreurs?

Malheureusement, tous ces arguments exposés dans les rapports adressés à Giers par Vlangali pour être soumis à l'empereur, n'arrivaient pas plus que les dépêches politiques de Mohrenheim à convaincre Alexandre III. Celui-ci, après en avoir pris connaissance, s'était, paraît-il, borné à les annoter en marge par cette simple phrase : « De telles appréhensions semblent exagérées. J'ai décidé de ne pas transiger avec mes principes. »

Pour qui connaissait bien le caractère de cet autocrate, opposé, comme son grand-père Nicolas, à toute concession à l'esprit de son temps, et chez qui les hésitations premières avaient maintenant, nous l'avons dit, fait place à la ténacité, la crainte d'une obstination prolongée de sa part pouvait évidemment se justifier. Giers n'avait ni l'autorité d'un chancelier, ni le franc-parler d'un Gortchakoff. Ses conseils sages, mais souvent trop timidement présentés, ne pouvaient qu'à la longue venir à bout de l'absolutisme de son maître.

Pour faciliter une solution, Ternaux-Compans, dans sa correspondance officielle ou particulière avec le Quai d'Orsay, conseillait tout d'abord d'abandonner la candidature Billot. Mais lié à celui-ci par une ancienne amitié, peut-

être aussi par d'imprudentes promesses, Freycinet continuait à demeurer sourd aux avertissements venant de Russie. Persistant dans son attitude, il s'inquiète seulement de savoir s'il convient de soumettre dès maintenant cette désignation à l'agrément impérial ou bien s'il est préférable d'attendre le retour de l'empereur de Livadia.

Ternaux-Compans avait trop le sentiment de son devoir pour ne pas dire la vérité au ministre qui l'interrogeait. Sans nul doute, le choix en question n'avait pas eu dès le début les sympathies du tsar induit en erreur par certaines personnes de son entourage qui représentaient, à ses yeux, Billot comme un général politicien appartenant au parti le plus avancé. Le grand-duc Vladimir, habitué des salons de Mme Adam, le général Annenkoff et d'autres notabilités russes au courant de la société parisienne, tenaient en assez haute estime le successeur proposé du général Appert pour s'efforcer de rectifier, dans la mesure du possible, des appréciations injustifiées. Ils venaient appuyer ainsi ce que tous à l'ambassade ne cessions de faire entendre en ce sens à nos amis de Saint-Pétersbourg. Mais malheureusement pour Billot (1) son nom avait été le premier mis en avant par la presse, comme par la rumeur publique, au moment où le rappel d'Appert excitait l'indignation de l'empereur. Dans ces conditions, c'était lui qui devait faire les frais de la campagne. Aussi semblait-il que l'abandon de sa candidature faciliterait à Alexandre III une porte de sortie et l'empêcherait en tout cas d'abriter le maintien de son refus derrière une question de personne. N'était-ce pas enfin un terrain de transaction sur lequel on devait chercher à l'attirer? Telle était la thèse dictée par la raison que Ternaux s'appliquait à soutenir devant le gouvernement français.

Comment notre ministre des Affaires étrangères, malgré sa clairvoyance et son expérience, avait-il pu se tromper

(1) Appréciation de M. de Jomini.

au point de nous placer sans motif sérieux, vis-à-vis d'un pays dont l'amitié nous était si précieuse, dans une de ces situations auxquelles généralement amènent seuls de graves conflits politiques? Ici rien de semblable ; au contraire, des difficultés imprévues venaient-elles à surgir entre la France et la Russie, que la faveur dont notre ambassadeur jouissait auprès du tsar le mettait à même de les aplanir. Peut-être devait-on chercher une des causes du rappel d'Appert dans le langage franc et loyal tenu par celui-ci à propos de l'affaire Krapotkine? Les avertissements adressés alors au Quai d'Orsay pouvaient avoir d'autant plus irrité M. de Freycinet qu'ils s'accordaient difficilement avec les assurances inexactes données par le baron de Mohrenheim, en vue, sans doute, de ne pas contrarier les desseins du cabinet de Paris. Quoi qu'il en soit, si le ministre s'était rappelé ou fait représenter la correspondance du poste de Pétesbourg au cours de ces dernières années, les dépêches de Chanzy, de Ternaux-Compans et d'Appert lui-même, où était analysé avec tant de vérité et de précision le caractère d'Alexandre III, il aurait évité de tomber dans une erreur si préjudiciable aux intérêts de la France.

***

Une demi-rupture entre Paris et Saint-Pétersbourg apparaissait comme un événement d'autant plus sérieux que, dans les cercles politiques européens, s'établissait la conviction — entretenue par la presse russe — qu'il existait, depuis quelque temps, dans les relations entre l'Allemagne et la France, une sorte de trouble de nature à porter atteinte à la paix générale.

En signalant à l'attention publique les dangers d'une semblable éventualité, le *Nouveau Temps* envisageait l'attitude qu'aurait alors à observer la Russie : « Nous n'avons, en aucune manière, écrivait l'auteur de l'ar-

ticle (1), à prêter notre appui à l'un quelconque des deux pays au détriment du second. Ce serait toutefois un tort de croire que la Russie doive demeurer indifférente au cas où l'une des deux puissances en question chercherait à affaiblir l'autre. Cette indifférence constituerait assurément une lourde faute politique. Si, d'une part, en effet, nous devons nous opposer à la ruine de la France, il est important pour nous de maintenir et de fortifier nos rapports sincèrement amicaux avec l'Allemagne, leur consolidation se trouvant actuellement liée aux intérêts de la Russie. Sans doute, en ce qui concerne la forme gouvernementale, l'Allemagne monarchique se rapproche plus de la Russie que la France républicaine. Mais maintenant, ne l'oublions pas, les sympathies du peuple russe se portent plutôt vers la nation française dont les intérêts ne se heurtent nulle part avec les nôtres. Aussi est-il naturel que ce point de vue ait à nos yeux une importance capitale... En somme, nous pouvons dire que l'Allemagne représente pour nous le présent, la France l'avenir probable. Or, comme il nous est nécessaire de ménager l'avenir aussi bien que le présent, veillons attentivement à ce que l'un des deux pays n'engloutisse ni même affaiblisse seulement l'autre. »

Si j'ai cru devoir citer un aussi long passage de l'article en question, c'est que cet exposé représentait alors assez exactement l'opinion moyenne russe qui peut-être ne s'écartait guère des vues du cabinet impérial. Atténuer les malentendus qui nous séparent de la Russie dans le présent, en cherchant tout d'abord à effacer les erreurs commises par notre gouvernement ; éviter, à plus forte raison, tout ce qui pourrait l'éloigner de nous ; nous appliquer avec tact et mesure à la confirmer dans l'idée que son avenir est lié à celui de la France : tels étaient les objectifs vers lesquels ne cessaient de tendre les efforts de notre ambassade à Saint-Pétersbourg. Malheureusement, une décision inat-

(1) *Nouveau Temps* du 7/19 mai.

tendue, nouvelle faute amenée par des considérations bien vaines de la politique de parti, allait discréditer encore aux yeux de l'Europe monarchique notre République et ceux qui la dirigeaient : l'expulsion hors du territoire français des princes, membres des familles ayant régné sur la France.

CHAPITRE V

Interruption des relations diplomatiques normales entre la cour de Russie et le Gouvernement de la République. — Déroulède en Russie.

« La Chambre des députés de France, annonçait le 16/28 mai 1886 l'officieux *Journal de Saint-Pétersbourg*, a été saisie hier soir par le Président du Conseil d'un projet de loi ayant trait à l'expulsion des Princes. Le Garde des Sceaux est venu expliquer à la tribune la nécessité de ce projet, en affirmant que les prétendants profitaient de toutes les circonstances pour ébranler la République. On sait que le point de départ d'une telle résolution a été la réception donnée à l'hôtel Galliera par M. le Comte de Paris à l'occasion du mariage de sa fille avec l'héritier du trône de Portugal. »

Considérée au point de vue monarchique en général, cette nouvelle ne pouvait manquer de produire en Russie, et notamment dans la famille impériale, une compréhensible émotion. Nous avons, en effet, rappelé déjà, dans la première partie de ces *Souvenirs*, les dispositions d'esprit d'Alexandre III vis-à-vis de la famille d'Orléans et de celle des Bonaparte. Peu connus personnellement à Saint-Pétersbourg où le régime de la royauté constitutionnelle ne comptait pas plus de partisans que le principe de l'appel au peuple, nos princes étaient loin d'y inspirer le même intérêt que dans d'autres cours auxquelles ils étaient apparentés. En réalité, ce que souhaitait avant tout le tsar, d'accord avec les hommes au pouvoir en Russie, c'était, comme le remarquait une fois de plus notre chargé d'affaires,

que le gouvernement français, république ou monarchie parlementaire, arrivât à assurer à la France la stabilité intérieure dont elle avait tant besoin et à la Russie « le point d'appui qui lui manquait pour pouvoir se dérober aux nécessités d'une alliance austro-allemande ».

Mais, dans les mesures ainsi prises contre les anciennes familles régnantes, l'empereur voyait tout d'abord une capitulation de plus du gouvernement de la République devant le parti radical. Renseigné par Mohrenheim, il savait que le président Grévy, peu enclin, en ce qui le concernait, à prendre un sommaire décret d'expulsion insuffisamment justifié par la raison d'État, avait préféré dégager sa responsabilité personnelle en laissant le parlement discuter et voter la loi. Il ne pouvait comprendre comment Freycinet, malgré les conseils sensés donnés du haut de la tribune par des républicains éprouvés comme Jules Simon et Béranger, n'avait pas craint d'engager la sienne en faisant une concession nouvelle et particulièrement grave aux partis avancés. « Si les étrangers, avait dit en substance Jules Simon, n'ont pas à se mêler de nos affaires intérieures, on pourrait considérer comme des fous ceux de nos dirigeants qui ne voudraient tenir aucun compte de l'impression produite sur les gouvernements monarchiques de l'Europe. » A Saint-Pétersbourg, renchérissant sur ces paroles, on traitait couramment la loi « d'impardonnable bévue ». « Comment peut-on oublier en France, disait-on, que les princes d'Orléans sont parents de la plupart des familles régnantes en Europe et que le prince Napoléon a épousé la fille du roi Victor-Emmanuel ? » Une autre observation ne venait-elle pas en même temps à l'esprit de nos amis russes : « Connaissant le caractère de l'empereur Alexandre III, le prince de Bismarck peut-il ne pas se réjouir d'un événement de nature à diviser davantage les Français et à rendre peut-être définitif le refroidissement passager survenu récemment entre Paris et Saint-Pétersbourg ? »

Pendant que notre représentant, considérant accomplir

un devoir, faisait part de ces réflexions au Quai d'Orsay, des avertissements répétés et conçus dans le même sens venaient de certains organes de la presse russe connus pour prendre leurs inspirations auprès de la chancellerie. « Le départ de Paris du baron de Mohrenheim », lisait-on dans le *Nouveau Temps*, « émeut fortement le sentiment français. Quant à nous, aussi peu disposés à nous mêler des affaires de la France qu'à souffrir une immixtion étrangère dans les nôtres, nous ne pouvons cacher combien la question de la reprise des relations normales entre les deux pays devient plus difficile encore à régler au moment où le gouvernement de la République se prépare à exiler les princes. Si, par le vote du projet de loi, les partisans de l'expulsion atteignent leur but, ne voient-ils pas qu'ils mettent par cela même un sérieux obstacle à l'acceptation d'un nouvel ambassadeur à Saint-Pétersbourg? »

Ce conseil était dicté par un sentiment raisonné d'amitié pour notre pays. La mesure en question paraissait, en effet, d'autant plus malencontreuse qu'elle venait neutraliser les efforts que, pour calmer l'irritation causée à l'empereur par l'incident Appert, M. de Giers, suivant sa promesse, avait multipliés à Livadia. C'est ce que celui-ci devait expliquer à notre chargé d'affaires quelques semaines plus tard : Ses arguments, inspirés en partie des nôtres, paraissaient, disait-il, exercer à ce moment un effet assez heureux pour lui laisser la conviction que son souverain, satisfait d'avoir marqué son déplaisir, ne persisterait pas plus longtemps dans sa fâcheuse résolution. Les projets concernant les princes menaçaient malheureusement de modifier les dispositions meilleures d'Alexandre III.

M. de Giers se déclarait donc plus que jamais dans l'impossibilité de prévoir le moment où pourraient être reprises entre les deux gouvernements les négociations relatives au choix du successeur du général.

Aussi notre découragement fut-il grand, à l'ambassade, lorsque à l'heure où nous pensions toucher au port, nous

sentions nos efforts brisés de nouveau par les actes de nos dirigeants. De nous tous le plus atteint se trouvait être naturellement Ternaux-Compans. Ce n'était pas seulement du fait de la déception qu'il éprouvait comme chef de mission ; ses relations, ou plutôt celles de sa famille, avec les princes d'Orléans le plaçaient dans une position particulièrement délicate. S'il agissait suivant sa conscience en ne dissimulant pas à son gouvernement la vérité, même au risque de lui déplaire, il apportait dans ses avis une modération et une correction auxquelles le ministre qui les recevait aurait dû se montrer plus sensible.

C'est ainsi que se passa la plus grande partie du mois de juin en un échange de lettres et de télégrammes entre le Quai de la Cour (1) et le Quai d'Orsay, correspondances officielles et particulières, démarches dont Ternaux chargeait des amis personnels auprès de M. de Freycinet et des directeurs du ministère des Affaires étrangères, en vue de les éclairer sur le véritable état des choses. Pour ceux qui, jour par jour, ont pu suivre les phases de cette période pénible, il est impossible de ne pas constater d'un côté l'accumulation d'erreurs commises à Paris, malgré tous les avertissements venus de notre part et d'ailleurs, et, de l'autre, le dévouement et l'ardeur avec lesquels tous les membres de notre ambassade s'appliquaient à mettre fin à une situation pleine d'inconvénients pour le présent et de périls pour l'avenir. Comment ne pas rendre complète justice à l'intelligence et au patriotisme éclairé dont Ternaux-Compans faisait preuve, alors qu'il se démenait au milieu de tant de pénibles complications !

Il est facile de comprendre le sentiment de lassitude qui, dans ces conditions, finit par amener cet agent si conscient de ses devoirs professionnels, à demander au ministre, resté sourd à ses avis, de le relever de ses fonctions. Là encore, il s'attache à ne pas compliquer les difficultés.

(1) L'ambassade de France occupait alors l'hôtel Radziwill, quai de la Cour.

Sans doute Freycinet se rendait-il compte au fond de lui-même des faux pas que, depuis plusieurs mois, lui avait fait faire, au point de vue diplomatique, son désir de donner à certains groupes parlementaires d'imprudentes satisfactions qu'il appelait « les nécessités de la politique intérieure ». Mais il n'était pas dans son caractère de le reconnaître. Alors, flattant d'une main, menaçant de l'autre, il proteste d'abord, dans sa correspondance avec notre chargé d'affaires, de sa gratitude pour les services rendus par lui dans le passé, de sa confiance dans ceux qu'il en attend encore, de son intention de les récompenser par l'octroi d'un brillant avancement ; mais il termine par des menaces pour le cas où la demande motivée de mise en disponibilité ne serait pas retirée : « Si vous la maintenez, » finissait-il par télégraphier, « j'aurai le regret, étant donné des lettres du même genre que m'ont adressées d'autres agents, de vous considérer comme démissionnaire. » Ternaux-Compans ne pouvait accepter ce marché. Sa réponse fut celle que lui dictait l'indépendance de son caractère. Il envoya sa démission.

A peu de jours de là suivait celle du second secrétaire de l'ambassade, Albert de Voize, qui, mû par un sentiment de découragement, se décidait à conformer son attitude à celle d'un collègue auquel le liait une ancienne et vive amitié, en abandonnant à son tour une carrière où ses services étaient si justement appréciés.

Quoique profondément affligé de la détermination de ces deux excellents amis dont le départ allait me faire momentanément le plus ancien des secrétaires de l'ambassade, j'étais trop attaché à ma carrière et me sentais, dans mon grade de troisième, un personnage trop modeste pour suivre leur exemple. Mon devoir n'était-il pas d'ailleurs de demeurer à mon poste. Les relations que je m'étais créées à Saint-Pétersbourg, la connaissance que j'avais pu acquérir des choses de la Russie et des affaires de l'ambassade pouvaient m'inspirer l'espoir de rendre quelques utiles services au successeur non encore désigné de Ternaux-Compans.

Celui-ci, dont j'appréciais tant la sûreté de jugement et les conseils amicaux, était le premier à m'encourager dans cette voie.

Une semaine s'était à peine écoulée depuis la démission de Ternaux-Compans et la mise en retrait d'emploi d'Albert de Voize, qu'un télégramme du Quai d'Orsay nous annonçait la nomination et la prochaine arrivée de leurs successeurs, le comte d'Ormesson et M. Pierre Deschamps.

Les choix auxquels s'était arrêté ainsi M. de Freycinet pouvaient atténuer les regrets que nous causait le départ d'un excellent chef et de deux amis sûrs. J'avais plusieurs fois rencontré notre nouveau conseiller à Paris, au cours de ces dernières années et, à défaut d'une amitié qui ne s'établit entre nous que dans les mois suivants, j'éprouvais déjà à son endroit une vive sympathie. Toutefois, pour bien des gens, sa désignation, à première vue, semblait assez risquée, son passé laissant voir quelque indécision dans ses dispositions comme dans ses goûts. Mais, empressons-nous d'ajouter qu'Olivier Lefebvre d'Ormesson sut prouver en peu de temps combien les fonctions qu'on venait de lui confier répondaient bien à ses véritables aptitudes.

En 1868, à l'âge de dix-neuf ans, il avait débuté comme attaché à la légation de France à Bruxelles sous les ordres de M. de la Guéronière dont il devait plus tard épouser la nièce. La guerre de 1870 ayant arrêté ses premiers pas dans la diplomatie, c'est dans la carrière administrative qu'il allait rentrer sous le nouveau régime. Successivement sous-préfet, puis préfet, démissionnaire au 16 mai 1877, réintégré peu de temps après par Gambetta et mis alors à la tête du département des Basses-Pyrénées, il se trouvait dans cette situation quand, en 1880, il reçut l'ordre de faire exécuter les décrets de Jules Ferry relatifs aux congrégations. Mais ses convictions républicaines n'ayant porté aucune atteinte à ses sentiments catholiques, il s'empressait — sans s'insurger, d'ailleurs, contre des ins-

tructions si peu conformes à ses idées libérales et religieuses — d'envoyer de nouveau sa démission au ministre. Apprécié du gouvernement français pour ses opinions politiques, il devait d'autre part, pensait-on à Paris, ne pas déplaire à la cour de Saint-Pétersbourg en raison de ses origines aristocratiques et de son nom illustré sous l'ancien régime. Un tel choix pouvait donc paraître habilement calculé.

En somme, sa nomination fut accueillie aussi favorablement que pouvait l'être celle d'un successeur de Ternaux-Compans dont chacun en Russie déplorait le départ. Celui-ci d'ailleurs avait trop le sentiment de son devoir patriotique pour ne pas s'efforcer personnellement de faciliter la tâche du nouveau représentant de la France. Ainsi en témoigne la dépêche adressée par d'Ormesson à Freycinet le 14 juillet, c'est-à-dire quelques jours après sa prise de service. « Je sors », écrivait-il, « de chez M. de Giers auquel M. Ternaux-Compans a bien voulu me présenter. Je n'ai eu qu'à me louer de l'accueil courtois du ministre qui m'a surtout entretenu de ma situation personnelle en maintenant la conversation sur un ton de réserve dont je n'ai pas cru devoir, dans une première entrevue, chercher à la faire dévier. Il n'a donc été question ni de la politique générale du gouvernement de la République, ni des princes, ni de la situation actuelle de l'ambassade. M. de Giers s'est borné à manifester ses sympathies pour la personne de M. Ternaux-Compans. Le ministre a terminé en me disant qu'en ce moment les relations de l'empire avec le gouvernement français ne donnaient lieu à aucune question. »

Les instructions remises à notre nouveau conseiller lors de son départ de Paris pouvant se résumer dans ces deux mots : « observez et patientez », étaient brièvement développées au bout de quelques jours dans une courte dépêche : « Abstenez-vous avec M. de Giers et ses suppléants », disait le ministre, « de toute démarche et même de toute allusion relatives à la nomination d'un ambassadeur. Si M. de Giers aborde le sujet, vous suivrez votre interlocuteur, dans la

stricte mesure où il se tiendra lui-même. Invitez notre attaché militaire, le colonel de Sermet, à observer une attitude semblable à la vôtre. Nous laisserons au temps le soin de changer des dispositions dans lesquelles nous n'avons aucune responsabilité. Conservez d'ailleurs à vos relations le caractère de courtoisie et de cordialité que permettent les circonstances. Pour le moment, votre principale tâche doit être de vous faire bien venir personnellement. »

Notre chargé d'affaires s'était déjà conformé à ces indications avant même de les avoir reçues quand parvint au Quai d'Orsay la dernière dépêche de Ternaux-Compans, datée du 7 juillet, et rendant compte des impressions de M. de Giers au sujet de notre politique. Ainsi qu'il fallait s'y attendre et comme en témoigne la réponse suivante qui mérite d'être entièrement citée, elle était loin d'avoir été agréable à M. de Freycinet.

« Tout en rendant hommage », écrivait celui-ci à d'Ormesson, « aux efforts cordiaux faits par M. de Giers pendant son séjour à Livadia pour ramener cette représentation sur le pied où elle n'aurait jamais dû cesser d'être, et tout en étant fort sensibles à la sympathie qu'il a de nouveau manifestée pour notre pays, nous ne pouvons accepter le point de vue auquel paraît se placer le gouvernement impérial pour déterminer ses rapports avec la République française. Les griefs allégués dans la conversation par le ministre russe sont des faits d'ordre purement intérieur qui ne concernent que le gouvernement français et qui ne sauraient donner à aucun gouvernement étranger le droit de modifier son attitude vis-à-vis de nous...

« Quant aux mesures prises par les Chambres françaises vis-à-vis des princes d'Orléans, c'est un point de vue sur lequel je ne puis même accepter la conversation. Nous ne nous sommes jamais enquis des démêlés qui ont pu surgir entre les membres des familles régnantes dans les divers États du continent, et nous ne devons compte à personne

des précautions que la République française croit devoir prendre pour assurer sa sécurité intérieure.

« Nous n'avons pas cessé et nous ne cesserons pas de professer pour la Russie les sentiments de la plus vive amitié. Nous sommes toujours prêts à rendre à nos rapports l'intimité qui leur convient et que désire, croyons-nous, la population des deux pays ; mais notre dignité nous interdit — M. de Giers sera le premier à le comprendre — de renouveler des démarches qui ont été jusqu'ici si peu couronnées de succès. Nous attendrons patiemment que le gouvernement russe mieux éclairé revienne à une appréciation plus exacte des hommes et des choses de notre pays. Ce retour, que nous désirons, nous paraît inévitable, car il est commandé par la logique et la vérité, en même temps que par l'intérêt bien entendu des deux nations. »

Ce langage ne pouvait être autre sous la plume d'un ministre des Affaires étrangères français. Malheureusement la suite de la dépêche nuisait au bon effet du début. S'étant jeté, en rappelant notre ambassadeur, dans une aventure dont il n'avait pas su peser les conséquences et de laquelle il n'arrivait plus à sortir, M. de Freycinet, désireux de justifier sa conduite, émettait des appréciations désobligeantes et imméritées sur les capacités diplomatiques du général Appert. N'ayant donné à celui-ci aucune explication préalable, ne lui ayant jamais laissé prévoir son rappel, il en venait à lui reprocher maintenant de n'avoir pas su, plusieurs semaines à l'avance, préparer les esprits à l'idée de son départ ; il le rendait ainsi responsable des difficultés qu'il avait comme ministre créées et compliquées.

« Les explications que j'ai moi-même données au baron de Mohrenheim comme au grand-duc Vladimir, lors du passage de celui-ci à Paris, ajoutait-il, n'ont pu laisser subsister dans leur esprit un doute à cet égard. »

A la vérité, s'il n'avait pas semblé opportun à ces deux interlocuteurs de rouvrir avec le président du Conseil français une discussion de nature à envenimer de nouveau

les choses, ni l'un, ni l'autre ne pouvaient avoir dissimulé le mécontentement causé à l'empereur par le rappel d'un ambassadeur dont Sa Majesté tenait en si haute estime le tact et le caractère.

***

Le rapprochement désiré, qui semblait n'être ainsi qu'une question de temps et de circonstances, allait rencontrer un obstacle de plus dans une nouvelle mesure d'expulsion décidée par le gouvernement de la République. Cette mesure était prise, cette fois, non contre un héritier direct du trône, mais à l'égard d'un général français appartenant à une ancienne famille régnante et, à ce titre, récemment rayé des cadres de notre armée en vertu de la loi concernant les princes. Pas plus que le chef de sa famille, le duc d'Aumale n'était lié avec le souverain ou les grands-ducs de Russie. Mais son rôle militaire dans le passé, sa situation de membre de l'Académie française et la considération universelle dont il était entouré avaient suffi à marquer sa place dans l'estime de la cour et de la haute société de Saint-Pétersbourg.

La presse russe ne pouvait donc manquer de critiquer un acte dans lequel elle voyait une concession nouvelle faite aux hommes et aux doctrines du parti radical avancé : « Le duc d'Aumale, s'écriait le *Nouveau Temps* (1), vient d'être expulsé de France dans le brusque délai de vingt-quatre heures. Pour y mettre une telle hâte, les républicains voient-ils les dangers d'un réel revirement orléaniste? » Et la *Gazette russe de Saint-Pétersbourg* disait de son côté : « Les radicaux viennent de remporter encore une victoire par l'expulsion de ce brave militaire qui s'est sans doute attiré cette violence pour avoir protesté contre sa radiation des cadres de l'armée française. » Cet acte arbitraire provoquait donc les mêmes blâmes à l'étranger que chez nous

(1) *Novoié Vrémia* du 3/15 juillet 1886.

dans les partis modérés. Presque unanimement la presse reconnaissait que cette politique était « affaire intérieure de la France », mais elle la déplorait amèrement comme faisant le jeu de nos communs adversaires, puisqu'elle ne pouvait que retarder le rapprochement entre nous et la Russie.

***

On regrettait également que le général Boulanger, dont le nom symbolisait déjà pour bien des gens l'espoir d'un prochain relèvement militaire de la France, ait été le signataire de cette fâcheuse décision. Depuis un certain temps, la personnalité du turbulent ministre de la Guerre occupait l'attention de la presse à Saint-Pétersbourg et à Moscou. Celle-ci va maintenant lui consacrer une série d'articles le glorifiant ou le critiquant tour à tour. « Boulanger, écrit-on, est actuellement l'homme le plus populaire de Paris. Sénateurs, députés, généraux, tous s'inclinent devant lui. Il est devenu l'espoir des républicains, la terreur des monarchistes et inspire des craintes sérieuses aux ennemis de la France. Ce général dans lequel nul, il y a quelques semaines, n'avait songé à voir autre chose qu'un novateur remuant, avide de popularité, absorbe aujourd'hui l'attention du monde entier. La presse allemande notamment s'émeut de ses projets de réformes de l'armée. Le prince de Bismarck trouve cet homme dangereux pour l'Allemagne et s'empare de certains passages de ses discours pour engager le parlement allemand à veiller. »

Tandis qu'en Russie, en effet, on voyait avec complaisance la foule française se tourner vers la cocarde, on s'efforçait à Berlin d'appeler et d'entretenir sur ce soi-disant danger l'attention de l'opinion publique. Qui peut prédire, disait-on, ce qui se prépare actuellement en France? Est-ce le renversement de la République, la restauration de la monarchie ou bien la guerre avec un dictateur militaire? Alors, signalant ces préoccupations germaniques et

en même temps l'activité apportée aux réformes de notre armée, certaines feuilles russes se demandaient « ce qui pourrait advenir si l'Allemagne profitait de ce moment de transition pour déclarer la guerre à la France comme en 1870? »

C'est également dans le courant de ce même mois de juillet qu'un léger incident — dont, cette fois, M. de Freycinet ne fut en rien responsable — donna momentanément à l'empereur un nouveau sujet de mécontentement. A l'occasion de l'inauguration à Nouart (1) d'un monument élevé à la mémoire du général Chanzy, le maire de cette localité, sans recourir à l'intervention du gouvernement, fit demander au souverain russe que l'attaché militaire de son ambassade à Paris, convoqué à cette cérémonie, reçût l'autorisation de s'y rendre. Alexandre III avait gardé un trop affectueux souvenir de notre ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg pour vouloir s'y refuser. Mais s'il y consentit ce fut à la condition expresse que cette mission n'aurait en aucune manière un caractère politique.

Malheureusement, comme il arrive parfois en France, quelques trop zélés reporters grossirent la portée de la solennité. En voulant reproduire un passage du discours prononcé par le représentant du gouvernement français, le général Mathelin, ils en dénaturèrent le texte au point de soulever une vive émotion à Pétersbourg et une plus grande encore à Berlin et même d'éveiller un instant dans les deux cours une compréhensible susceptibilité. La phrase prêtée au général français : « Les jours de lutte reviendront, tous les cœurs français l'espèrent, » se réduisait textuellement à celle-ci : « Les jours de lutte pourront venir, et avec eux, tous les cœurs français l'espèrent, le retour de la fortune. » Aussi, sur l'ordre de la chancellerie, le *Journal de Saint-Pétersbourg* ne tarda-t-il pas à remettre les choses au point,

(1) Localité du département des Ardennes dans laquelle naquit le général Chanzy.

qualifiant de « déplacés » certains commentaires auxquels la presse de la capitale russe s'était déjà livrée. A cette rectification, cet organe ajoutait : « La politique d'un grand empire n'est pas à la merci d'incidents comme celui de Nouart. »

Freycinet s'empressait, d'ailleurs, de faire savoir à Saint-Pétersbourg que le gouvernement de la République était resté étranger aussi bien à l'invitation adressée à l'empereur qu'à tout ce qui avait pu se dire à la cérémonie ; les paroles du général Mathelin, assura-t-il, se trouvaient inexactement reproduites et « son allocution n'avait nullement le caractère semi-provocateur qu'on avait pu y attribuer ». Ce léger malentendu, qu'une telle déclaration suffit à dissiper, n'était pas de nature à entraîner par lui-même de sérieuses complications. Mais, venant après ceux plus graves qui l'avaient précédé, il accentuait le mécontentement déjà croissant du souverain russe. Aussi fut-ce avec quelque inquiétude et un redoublement de précautions que nous eûmes quelques jours plus tard à traverser une nouvelle épreuve.

En présence du mouvement à la fois hostile à l'Allemagne et favorable à la France qui s'accentuait chaque jour davantage, le gouvernement impérial devait éprouver quelque appréhension en apprenant, à la fin de juillet, l'arrivée de Paul Déroulède en Russie. Sous le motif apparent de rendre visite à plusieurs chefs du parti slavophile, notamment au célèbre romancier Alexis Tolstoï, le président de la Ligue des patriotes débarquait d'abord à Moscou. En réalité, toujours hanté par l'idée de revanche, il venait s'enquérir sur place des véritables dispositions politiques de l'opinion et entreprendre une propagande en vue d'une future alliance entre nos deux pays.

Ce voyage qu'il accomplissait de sa propre initiative et que le ministère à Paris, comme notre ambassade à Pétersbourg, affectait d'ignorer, pouvait sans doute être de nature

à exercer une influence heureuse sur le développement de l'amitié franco-russe. C'était pourtant à la condition expresse que le fougueux patriote ne provoquât pas, par une parole trop vibrante ou des imprudences de langage, de tapageuses manifestations. N'était-il pas à craindre que, dans l'animation des banquets et le feu des discours, il n'échappât à l'un des orateurs des paroles blessantes à l'égard d'un grand empire voisin avec lequel on vivait en paix? Il eut été d'autre part profondément regrettable qu'une mesure d'expulsion ou bien un désaveu du cabinet de Saint-Pétersbourg, toujours désireux d'éviter un malentendu avec l'Allemagne, vînt retarder encore, et peut-être pour une période illimitée, l'œuvre de rapprochement à laquelle nous consacrions tous nos efforts. Quelle serait cette fois l'irritation de l'empereur si quelque incident provoqué par un Français l'amenait à faire présenter à Berlin des explications et, à plus forte raison, des regrets? L'effet en eût été désastreux pour notre cause. C'était là ce que nous devions éviter à tout prix. La façon dont, à l'ambassade, nous envisagions cette situation s'accordait avec les recommandations adressées à d'Ormesson par le Quai d'Orsay et les vœux exprimés par la chancellerie russe.

Tant que Déroulède se trouverait à Moscou, les réceptions données dans cette ville en son honneur par des résidents français ou des comités slavophiles, quelque mouvementées qu'elles pussent être, n'entraîneraient pas les mêmes conséquences que si elles avaient lieu dans la capitale de l'empire. Ce qui s'y passait risquait moins d'être livré à la publicité. Notre consul, M. Neuville, conformément à ses instructions, s'abstenait d'y assister. Mais pouvait-il en être de même à Saint-Pétersbourg où l'on parlait déjà de certaines manifestations publiques, promettant d'être bruyantes, préparées sur l'initiative de littérateurs et d'hommes politiques qu'animaient des sentiments anti-allemands des plus prononcés. Aussi près de la cour, du

siège du gouvernement et des ambassades étrangères, ce qui pourrait être dit dans ces réunions, notamment contre l'Allemagne, n'eût pas manqué d'être commenté, discuté, grossi et de prendre par suite une importance exagérée. « Si Déroulède organise quelque manifestation, avait recommandé M. de Freycinet à d'Ormesson, veillez à ce qu'aucun Français n'y prenne part. Observez tous à l'ambassade la plus grande réserve... Vous n'auriez même pas, en effet, à dégager la responsabilité du gouvernement français qui ne saurait être mise en cause par des actes purement individuels échappant à son action. Si des incidents regrettables venaient à se produire, dites, à l'occasion, à M. de Giers que votre gouvernement, qui les verrait avec peine, s'était efforcé de les prévenir. Leurs auteurs agiraient, d'ailleurs, à leurs risques et périls. »

Grâce à toutes les précautions prises et aux avis donnés par notre consul à Moscou, auxquels Déroulède ne pouvait rester sourd, celui-ci retarda sa venue à Saint-Pétersbourg. Entre temps, il était allé visiter Tolstoï à Toula, puis s'était rendu à Saint-Serge pour déposer une couronne aux rubans tricolores sur la tombe d'Aksakoff, l'ami de Skobeleff et le grand patriote dont la Russie pleurait encore la mort. C'était laisser le temps de la réflexion aux organisateurs des réceptions des bords de la Néva. Se rendant aux sages raisons qu'on leur fit valoir, ceux-ci jugèrent peut-être aussi peu favorables à des démonstrations exagérées ces mois d'été où tant d'habitants ont quitté la ville pour la campagne. Aussi renoncèrent-ils à leur programme. La réception de Déroulède à la gare Nicolas se fit sans bruit, et, au lieu des grandes agapes projetées, ce fut dans un banquet privé qu'on fêta le poète des *Chants du soldat*. Le second secrétaire de l'ambassade, Pierre Deschamps, qui connaissait celui-ci depuis plusieurs années, se chargea d'aller le trouver à l'hôtel de France où il était descendu. Il put sans peine, en s'adressant à ses sentiments patriotiques, lui faire accepter à son tour les conseils de prudence

et de modération que d'Ormesson l'avait prié de lui faire entendre.

Au cours d'une série d'interviews publiées alors par les principaux organes de la presse de Pétersbourg, Déroulède s'efforça, selon sa promesse, de modérer autant que possible l'expression de sa pensée. Il lui était pourtant assez difficile de ne pas exposer avec toute l'ardeur de son caractère et son tempérament d'apôtre, ses idées sur « l'alliance désirée entre la France et la Russie, en prévision d'une guerre éventuelle contre l'empire allemand, notre commun ennemi » : — « Il faut agir sans retard, disait-il à un rédacteur du *Novoié Vrémia*. Qui vous a pris la Bulgarie? Qui pousse l'Autriche vers Salonique? Qui paralyse votre politique traditionnelle en Orient, sinon Berlin? Car Berlin vous a infligé une défaite morale, comme à nous une défaite matérielle. Nous devons, nous Français, reprendre ce qui nous a été ravi en 1871. Vos intérêts et les nôtres sont communs ; il nous faut les défendre ensemble. Pouvez-vous donc croire que si l'Allemagne nous bat, elle ne se jettera pas ensuite sur la Russie? Et, même vaincue sur le Rhin, n'essaierait-elle pas de se rattraper du côté de la Vistule? Ne tardons pas, car maintenant, militairement et moralement, nous sommes prêts à la guerre contre l'Allemagne. La nouvelle génération grandit, et qui sait si la pensée de la revanche ne s'éteindra pas avec elle. N'ai-je pas réuni récemment, à Paris, 105 000 voix d'électeurs, moi qui incarne cette idée comme celle de la reprise de nos provinces de l'Est? »

« En tout cas, exposait-il ensuite à un reporter de la *Gazette de Saint-Pétersbourg*, il est nécessaire que la Russie recouvre dès maintenant sa liberté d'action sur le terrain international ». Et comme, d'autre part, un représentant du *Novoié Vrémia* l'interrogeait sur la possibilité d'un coup d'État de Boulanger : « La revanche, répondait-il, n'a pas besoin de dictateur. » Il s'appliquait en même temps à mettre ses interlocuteurs en garde contre les menées de

l'espionnage, s'étonnant que les Russes pussent vivre à Saint-Pétersbourg entourés de tant d'Allemands.

La presse germanique qui, dès l'arrivée de Déroulède en Russie, s'était efforcée d'y entretenir une certaine agitation, en avait été pour ses frais. Elle semblait même avoir atteint un but diamétralement opposé à celui qu'elle se proposait. « Voulant », écrivait d'Ormesson, « jeter la défaveur sur Déroulède, en le représentant comme un infracteur des lois de l'honneur qu'il aurait violées en s'évadant de Breslau en 1870, elle s'était attirée cette verte réplique du journal russe *le Svet :* « M. Déroulède est reçu par tous et partout en Russie de la façon la plus flatteuse et la plus cordiale, ce qui est fort compréhensible puisqu'il s'agit d'un brave militaire et d'un brillant poète. »

Ainsi, grâce aux efforts combinés des membres de notre ambassade et de quelques résidents français chapitrés par nous, ce voyage, qui n'avait pas été sans nous inspirer une certaine inquiétude, s'était terminé sans incident ; le dernier banquet de Saint-Pétersbourg présenta même plutôt le caractère d'une réunion littéraire. Le 14 septembre, dès le retour à Paris du président de la Ligue des Patriotes, Freycinet se plaisait à constater ce résultat dans un télégramme au chargé d'affaires de France. Quant au gouvernement russe, il n'avait pas attendu ce moment pour nous en exprimer sa satisfaction. Nous avions été d'ailleurs aidés par certaines circonstances : les événements qui venaient de se produire en Bulgarie avaient, en accaparant l'attention publique, relégué au second plan l'intérêt présenté par un déplacement qui, malgré tout, ne fut pas sans porter des fruits.

CHAPITRE VI

Services rendus par la France à la politique russe en Orient.

Au cours de sa première visite à M. de Giers, d'Ormesson, suivant l'usage, lui avait exprimé le désir d'obtenir une audience de Leurs Majestés. « En général, lui avait répondu le ministre, les chargés d'affaires, conseillers ou premiers sécrétaires sont présentés dès qu'en survient l'occasion. L'arrivée prochaine de la reine de Grèce et de plusieurs personnages princiers ne tardera pas sans doute à la faire naître. » Dès les premiers jours d'août, en effet, le corps diplomatique fut invité à des réceptions données à Péterhof en l'honneur de quelques augustes visiteurs.

« L'empereur a été froid, sans affectation ni raideur », relatait d'Ormesson au retour de sa présentation aux souverains, « m'entretenant uniquement de mes antécédents de carrière et de la composition actuelle de l'ambassade, sans aucune allusion, d'ailleurs, au passé, sans un mot gracieux ni désobligeant. L'impératrice s'est montrée beaucoup plus aimable ; les hauts dignitaires de la cour ont été très prévenants, mais très réservés également dans leur langage. »

Sans doute, ce n'était généralement pas dans les cercles de cour que l'empereur faisait entendre à ses interlocuteurs autre chose que des paroles courtoises et surtout abordait un sujet politique plus ou moins brûlant. Mais si l'entourage impérial, suivant l'exemple du monarque, avait observé, ce jour-là, vis-à-vis du nouveau chargé d'af-

faires français une réserve bien naturelle, celui-ci trouvait souvent, comme les autres membres de l'ambassade, l'occasion de recueillir auprès de Giers et de hauts fonctionnaires de la cour ou du gouvernement, des indications intéressantes ou des avis amicaux. Nous savions de la sorte que si l'empereur tenait à laisser voir à la France son mécontentement et ses regrets causés par des incidents récents et par l'accentuation vers la gauche de notre politique intérieure, tout autres semblaient être les dispositions de son ministre des Affaires étrangères. Ce que M. de Giers souhaitait avant tout, c'était l'apaisement des difficultés en cours, et aussi bien avec la France qu'avec l'Allemagne. Différentes encore étaient les tendances d'une partie considérable de la nation, surtout dans les milieux panslavistes, qui voyant dans l'importance prise par la personnalité de notre ministre de la Guerre, le général Boulanger, la pensée chez nous d'une prochaine revanche, cherchait à prodiguer à la France les avances et les encouragements. On en retrouvait d'autant mieux le reflet dans les nombreux organes de la presse russe que celle-ci, soumise à une censure sévère quant aux questions de politique intérieure, jouissait, on le sait, d'une liberté presque complète chaque fois qu'il s'agissait d'apprécier les rapports de la Russie avec l'étranger.

Toutes les indications recueillies de part et d'autre amenaient avec raison d'Ormesson, en ce qui concerne plus particulièrement la nomination d'un ambassadeur, à résumer ainsi ses impressions et celles de ses collaborateurs :

« Si les événements se compliquaient en Orient, si quelque nouvel incident surgissait du côté de la Bulgarie, si des difficultés nouvelles se présentaient soit avec l'Allemagne, soit avec l'Angleterre, la raison d'État l'emporterait et le besoin d'un rapprochement se ferait sentir, rapprochement qui se manifesterait par une reprise des relations diplomatiques normales. En tout état de cause il était à espérer qu'après un certain temps les conseillers

de l'empereur pourraient l'amener doucement au même résultat ; mais, pour le moment, toute invitation, toute ouverture semblait *prématurée*, sans chance de réussir, et préjudiciable aux intérêts de la France. »

Notre chargé d'affaires n'avait donc qu'à se maintenir dans la ligne de conduite jusqu'alors adoptée conformément aux instructions de Paris.

Il ne se trompait pas, en effet, quand dans sa correspondance il faisait, quoique timidement encore, pressentir un revirement possible dans les dispositions du souverain russe. Jusqu'ici, Alexandre III, froissé à plusieurs reprises dans ses principes absolutistes et ses sentiments personnels, avait surtout envisagé ses griefs contre le gouvernement français. Mais il paraissait probable que le jour où il mettrait dans l'autre plateau de la balance les services appréciables que nous venions de lui rendre et ceux, plus importants encore, qu'il pouvait espérer de nous, un mouvement en notre faveur se produirait fatalement.

Un des premiers symptômes favorables apparut au début des manœuvres de Krasnoié-Sélo, quelques jours seulement après les réceptions de Péterhof. Pendant toute la durée de ces exercices, auxquels les missions militaires des grandes puissances avaient été spécialement invitées par ordre de l'empereur, nos officiers n'eurent qu'à se louer de l'accueil des grands-ducs, de l'état-major et des chefs de régiments. L'attaché militaire de notre ambassade, le colonel de Sermet, mieux placé qu'aucun autre pour en juger, se plaisait alors à constater un retour de prévenances de la part des personnes tenant du plus près à la cour. Le chef de la mission française, le général de La Hayrie, plus particulièrement l'objet de gracieuses attentions, ne manqua pas d'en être frappé et d'en faire la remarque aux membres de l'ambassade. Sans doute, en raison de ses brillants états de services bien connus de l'armée russe, de la tournure pittoresque et toute militaire qu'il donnait

aux récits de certaines anecdotes de ses campagnes, La Hayrie avait obtenu un véritable succès auprès des souverains. Ceux-ci prirent même plaisir à le convier plusieurs fois à leur table. Mais Alexandre III se gardait devant lui de toute allusion aux questions politiques. En revanche il insistait avec affectation sur son amitié pour le général Appert, dont il aimait toujours, disait-il, à recevoir des nouvelles. Aussi chargeait-il son hôte de porter, aussitôt rentré en France, son plus affectueux souvenir à notre ancien ambassadeur.

***

Était-il possible au tsar de garder plus longtemps rancune au cabinet de Paris et de tenir encore les yeux fermés devant les témoignages de cordialité que dans différentes manifestations de la politique européenne la France donnait depuis quelque temps à son pays? Il suffit de rappeler ici notre attitude et certains de nos bons offices pour expliquer comment le gouvernement impérial s'est trouvé fatalement amené à se détacher peu à peu des empires centraux en se rapprochant de la puissance occidentale qu'aucune ambition rivale n'agitait et avec laquelle, au contraire, la Russie se trouvait sur tant de points en communauté d'intérêts.

Les remerciements chaleureux, qu'au mois de janvier précédent Mohrenheim avait exprimés à Freycinet de la part de Giers, témoignaient des heureux résultats dus à l'appui prêté par nous à la diplomatie russe. Cette politique, que la France, par une sage continuité de vues, poursuivait dans la question d'Orient, était d'autant plus opportune qu'elle tendait à nous ménager, au milieu de circonstances délicates, une amitié dont nous avions tant besoin. Les avis donnés jadis par Chanzy, renouvelés depuis lors par Appert et Ternaux-Compans, avaient fortement contribué à éclairer le gouvernement français. Aussi devait-on féliciter notre ministre des Affaires étrangères d'avoir, en s'en inspirant, su montrer une clairvoyance digne d'un

véritable homme d'État. Mais, en même temps, ne pouvait-on avec raison s'étonner de le voir juger en mauvais psychologue le caractère de l'empereur, quand il considérait les choses de Russie et d'Orient avec ses yeux et sa mentalité de chef d'un parti démocratique. Malgré les avertissements qui lui venaient de Saint-Pétersbourg, il n'a su, ni même peut-être voulu, se rendre compte que, rien dans l'empire ne pouvant se faire à l'encontre de la volonté du souverain, la plus élémentaire prudence commandait de ne pas le froisser. Or, en politique extérieure, c'est au gouvernement mieux informé qu'il appartient de tenir bon dans les directions à donner au parlement forcément moins au courant des situations diplomatiques. Un langage net et ferme peut suffire à maintenir dans le droit chemin le pouvoir législatif. Malheureusement, l'intelligence, l'expérience et l'habileté de Freycinet dans les questions étrangères furent trop souvent annihilées par les tendances de son esprit parlementaire, par les sacrifices le plus souvent inutiles qu'il se crut obligé de faire à sa majorité.

Quoi qu'il en soit, pendant les premiers mois de l'année 1886 M. de Giers ne cessera de se louer de la conformité de vues et d'action de nos deux gouvernements à l'égard des pays balkaniques. Il aura même parfois, notamment lors des manifestations navales en Grèce, l'occasion de nous adresser ses remerciements pour avoir appuyé le langage tenu par lui aux puissances. Qu'il s'agisse de la paix entre Belgrade et Sofia, de la menace d'une attaque grecque contre la Turquie, d'une démobilisation réclamée par la Conférence de Constantinople, de la forme à donner au renouvellement des pouvoirs du prince de Bulgarie en Roumélie orientale, ou bien encore des modifications à apporter au statut de cette province, la Russie nous trouvera toujours disposés, tant que nos intérêts ne s'y opposeront pas, à seconder ses démarches et à joindre nos conseils aux siens.

C'est ainsi que Giers nous savait gré de l'envoi au repré-

sentant français d'instructions conformes aux siennes lors des travaux de la Commission réunie à Bucarest pour préparer la paix signée dans cette ville le 3 mars entre la Bulgarie et la Serbie.

Ce traité satisfaisait la Russie et les États de l'Europe désireux avant tout de prévenir une reprise prochaine des hostilités. Mais il était loin de contenter les deux partis intéressés. Comprenant un seul article, il se bornait à constater le rétablissement de la paix et la remise des choses dans l'état où elles existaient avant l'entrée en campagne. Les questions d'intérêts et de frontières qui divisaient les deux États balkaniques avaient été passées sous silence, tant il semblait important de ne rien envenimer à nouveau. Une commission de délimitation était seulement prévue pour l'avenir.

Du côté du roi Milan, rien pour le moment n'était à craindre. Battu militairement et diplomatiquement, sentant son trône ébranlé par l'impopularité qui l'entourait et par les agitateurs partisans des Karageorgevitch, pouvait-il faire autrement que de se résigner à son sort ?

Il n'en était pas de même en Bulgarie. L'octroi provisoire au prince régnant à Sofia du gouvernement de la Roumélie orientale, en vertu d'un second arrangement signé, celui-là, avec la Turquie, constituait un trop mince avantage pour l'orgueil national. L'armée, indignée de cette paix boiteuse, ne cachait pas son animosité contre son prince. Celui-ci ne pouvait, par suite, que considérer avec amertume l'hostilité de ses ministres, de ses officiers et de ses sujets. Sentant tout le poids de sa couronne, il aurait peut-être pris alors la résolution d'abdiquer s'il n'avait été retenu par un sentiment d'amour-propre vis-à-vis des puissances, et surtout par l'espoir du brillant mariage auquel il continuait de rêver. Sans doute, se croyait-il soutenu par les sympathies que ses services comme officier de la garde prussienne lui avaient jadis gagnées dans l'opinion allemande? Il devait pourtant se rendre compte

de ce qui n'était un mystère pour aucun diplomate, c'est-à-dire de l'opposition du prince de Bismarck. Le chancelier, connaissant les idées personnelles d'Alexandre III, se refusait plus que jamais à admettre qu'une princesse allemande risquât, pour les beaux yeux d'un Battenberg, d'amener un froissement sérieux entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin.

Dans les dernières semaines du printemps de 1886 et pendant celles qui suivirent, les efforts du prince de Bulgarie en vue d'obtenir sa nomination définitive comme gouverneur général de la Roumélie orientale, viendront se heurter à l'opposition de la Russie. Celle-ci, lasse d'une telle insistance, devait en effet se tourner vers la Turquie et les puissances pour assurer le maintien de ses décisions. L'appui que nous prêtâmes alors au gouvernement russe contribua certainement à faire céder le prince Alexandre. Soumission toutefois plus apparente que réelle, puisque les ambitions de ce prince restaient les mêmes et que les sentiments de méfiance et même d'animosité du tsar étaient loin de s'apaiser.

Également à cette époque, le cabinet de Paris chargeait son représentant, M. de Mouy, de faire entendre à Athènes des conseils sages et amicaux, en vue d'amener par la persuasion la Grèce à cesser ses armements. C'est qu'il la voyait s'obstiner dans ses revendications tout en poursuivant des préparatifs belliqueux contre la Turquie, tandis que l'Europe, sous la pression de l'Angleterre, se montrait résolue à appuyer par des moyens coercitifs, avec les différentes forces navales venues croiser dans les eaux helléniques, une sommation de désarmement. La France, qui ne s'était pas considérée assez directement intéressée dans la question pour prendre part à la démonstration des puissances, ne craignait donc pas de risquer une action diplomatique isolée en sa qualité de nation protectrice de la Grèce; elle tenait à éviter à celle-ci une catastrophe ou une humiliation. Si l'ulti-

matum fut remis quand même par les représentants des trois empires, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, ce fut bien en réalité à la demande amicale de la France, que, sous quelques réserves seulement, la Grèce céda.

C'était-là un nouveau service que notre diplomatie rendait à la Russie. Alexandre III n'éprouvait-il pas le ferme désir de ne froisser la Grèce ni dans les sentiments de sa population orthodoxe, ni dans la personne du roi Georges, son beau-frère? N'avait-il pas en outre intérêt à ménager du même coup la Turquie, dont il tenait à se faire une alliée contre Alexandre de Bulgarie?

Dans chacune de ces occasions, Giers se plaisait à rendre une fois de plus hommage à la netteté et à la loyauté de notre politique. Il voyait, en effet, pour son pays, un sérieux avantage à sentir en nous un soutien moral.

***

Ce n'était pas seulement à l'occasion des affaires de Bulgarie et de Grèce que la Russie avait à se féliciter de l'amitié de la France. Dans une autre question qui venait de surgir, elle avait eu raison d'espérer que notre attitude bienveillante entraînerait celle des autres puissances.

Considérant « les difficultés causées au commerce et aux intérêts locaux par l'existence d'un port franc à Batoum», sur la mer Noire, le tsar venait, après une expérience de huit années, de se décider à mettre fin à un régime contre lequel protestaient les habitants du pays. Giers avait eu naturellement soin de présenter aux puissances cette mesure comme nullement attentatoire aux clauses du traité de Berlin. L'article 59 n'avait fait, selon lui, qu'enregistrer une déclaration spontanée d'Alexandre II sans lui donner la portée d'une stipulation. Si Batoum cesse d'être port franc, faisait-il dire à Freycinet par le représentant russe à Paris, ce port n'en conservera pas moins un caractère

essentiellement commercial. Telle n'était guère, cependant, l'opinion générale dans les chancelleries européennes auxquelles cette décision apparaissait comme une violation des conventions de 1878. Mais, tandis qu'à Paris et à Berlin le commerce français et le commerce allemand semblaient n'attacher à la question qu'un intérêt secondaire, les cabinets de Rome et de Londres prenaient la chose avec moins de facilité. Le gouvernement britannique considérait, non sans raison, que la déclaration d'Alexandre II avait pris force d'engagement international du jour où elle avait été insérée par le congrès dans l'acte diplomatique de Berlin. Surtout, il ne voulait pas laisser oublier que son consentement à la cession de Batoum à la Russie avait été donné à la condition expresse que cette ville fût et restât port franc. A ses yeux, le gouvernement impérial prenait maintenant occasion de l'atteinte portée par la Bulgarie au traité de Berlin pour tâcher, à son tour, contrairement aux intentions du Congrès, d'assurer sa propre domination dans la mer Noire. C'était donc pour lui, disait-on à Londres, comme une revanche de ses récents mécomptes dans les Balkans.

Cette fois encore, notre attitude fut toute à la conciliation ; et quand, au bout de quelques semaines, on verra se calmer l'émotion soulevée par cette question, M. de Giers aura la satisfaction de constater devant le représentant de la France que notre pays ayant été le premier à lui apporter une réponse amicale, son heureux exemple avait fini par entraîner presque tous les gouvernements.

Mais, en rappelant la teneur de certains articles du traité de Berlin, cette affaire venait réveiller dans le sentiment russe les froissements éprouvés en 1878. Elle fournissait aussitôt à la presse l'occasion d'une campagne violente et menaçant d'autant plus de compliquer les choses qu'un mouvement marqué de chauvinisme dirigé surtout contre l'Allemagne et l'Autriche semblait se développer chaque jour davantage à Saint-Pétersbourg comme à Moscou.

Le ton arrogant et provocateur de plusieurs grandes feuilles moscovites à l'égard des deux empires voisins, même aussi de la Grande-Bretagne, allait parfois jusqu'à prendre une allure belliqueuse. « Il vit toujours, s'écriait le *Nouveau Temps*, ce mauvais esprit du traité de Berlin qui cherche à attenter, même à travers le sol turc, à l'indépendance et aux intérêts de la Russie. Il vit toujours, l'esprit d'immixtion dans la vie de la Russie et des peuples slaves... Ce n'est ni à Batoum, ni sur un autre point du territoire russe que l'Europe doit voir la violation des arrangements conclus ; c'est bien plutôt dans la péninsule des Balkans à laquelle s'applique plus particulièrement le traité. La tutelle impardonnable qu'on prétend exercer à notre égard doit prendre fin. Il en est temps ! »

Usant de la liberté dont ils jouissaient alors dans leurs critiques concernant la politique extérieure de l'empire, les journaux russes ne se privaient pas de récriminer violemment contre la direction donnée à celle-ci depuis le coup d'État de Philippopoli. C'est ainsi que la *Gazette de Moscou* blâmait la diplomatie impériale d'être restée dans l'expectative et de tenir la Bulgarie, « toujours si sympathique à la Russie », dans l'ignorance de ce qu'elle voulait : « Si nous laissons ainsi s'évanouir notre influence en Bulgarie, nous la verrons bientôt remplacée par une autre qui nous sera nettement hostile. » Pour assurer à la Russie un point d'appui dans les Balkans, la presse est presque unanime à pousser à un rapprochement entre l'empire et la Roumanie, où se développe également un mouvement de chauvinisme. « A Bucarest, dit de son côté la *Gazette de Saint-Pétersbourg*, on arrive à la conviction que c'est par l'alliance russe seulement que la Roumanie pourra parvenir à la réalisation de son idéal national et politique. »

Ce n'est pas seulement à propos des Balkans que ce chauvinisme se révèle. Les discours prononcés par le grand-duc Vladimir pendant une tournée d'inspection dans la

région de la Baltique reflètent le même esprit : le frère d'Alexandre III y affirme l'intention formelle du gouvernement impérial de ne pas se laisser arrêter dans son œuvre de russification de ces provinces. C'est donc bien à la reprise de l'indépendance de la politique russe vis-à-vis des deux empires centraux que tend ouvertement tout ce qui constitue l'opinion en Russie. Tel est d'ailleurs le but réel, quoique encore inavoué, du cabinet de Saint-Pétersbourg. N'en voit-on pas une nouvelle preuve dans l'absence d'Alexandre III et de Giers aux rencontres qui se succèdent depuis le début du mois d'août entre François-Joseph et Guillaume Ier en même temps qu'entre le prince de Bismarck et le comte Kalnoky. Tandis qu'en effet ceux-ci se retrouvaient à Kissingen où le chancelier de fer prenait les eaux, le souverain allemand, venu demander une fois de plus un réconfort aux bains de Gastein, y recevait la visite de l'empereur d'Autriche alors en villégiature à Ischl. Sans doute, les deux ministres comme les deux monarques parlèrent, au cours de ces entretiens intimes, de l'intérêt que trouveraient leurs deux pays à resserrer encore leur alliance. Évidemment, ils y agitèrent la grosse question du jour, celle des Balkans et particulièrement de la Bulgarie. Mais, tout en ménageant l'Autriche alliée, Bismarck s'appliquait à éviter une brouille avec la Russie. Il savait que s'il voulait, comme en 1870, s'assurer la neutralité de celle-ci en cas d'une guerre franco-allemande, il avait d'abord à se faire pardonner par elle le traité de Berlin. A plus forte raison, son principal effort devait-il tendre à empêcher entre Saint-Pétersbourg et Paris un rapprochement pouvant plus tard se transformer en alliance.

Il était d'ailleurs un autre grief sans cesse invoqué à Saint-Pétersbourg contre l'Allemagne : le coup porté à l'influence russe par l'appui que les adversaires de la Russie dans les Balkans auraient, paraît-il, trouvé à Berlin. « Encore une épreuve de ce genre, lisait-on dans le *Novoié Vrémia*, et c'en est fait de l'amitié russo-allemande, car,

au delà de la Bulgarie, s'étend un territoire touchant aux détroits et nous ne saurions jamais permettre à nos rivaux de s'emparer des clefs de la mer Noire. » Telle était évidemment l'éventualité qui plus que toute autre pouvait jeter le trouble dans l'esprit des Russes dont la politique n'avait guère cessé de converger dans ce sens pendant la plus grande partie du dix-neuvième siècle. Certains articles de presse allaient même, à cette occasion, jusqu'à nous faire des avances directes : puisqu'un parti puissant en Allemagne, disaient-ils en substance, a toujours en vue l'alliance anglaise, ne devons-nous pas en envisager de notre côté une autre entre la France et la Russie, comme le seul contrepoids possible à une coalition anglo-allemande?

Dans ces conditions, le premier de nos devoirs était d'observer avec une attention de tous les instants les progrès de ce mouvement, chaque jour plus favorable à nos vues, afin de saisir l'heure propice pour tirer parti de la situation et des événements qui viendraient à se produire.

***

L'Europe avait de plus en plus les yeux fixés sur la Bulgarie où une curieuse aventure venait de faire entrer dans une phase nouvelle la crise un instant apaisée. Dans la nuit du 20 au 21 août, des conspirateurs, pour la plupart officiers de l'armée, dont le mécontentement ne s'était pas calmé depuis la paix de Bucarest, pénétraient à Sofia et cernaient le palais. Ayant à leur tête un ancien ministre, M. Zankoff, ils arrêtaient le prince encore couché ; puis, après avoir tenté vainement d'obtenir la signature de son abdication, le faisaient transporter en voiture à quatre lieues de la capitale dans un couvent voisin du Danube.

A Pétersbourg, personne ne savait exactement, pendant les premiers jours, ce que Battenberg était devenu. Le 25 août seulement, l'adjoint du ministre des Affaires étrangères annonçait au chargé d'affaires de France qu'Alexandre,

escorté d'un officier bulgare, venait d'accoster la veille à bord d'un yacht au petit port de Remi, situé en territoire russe à l'embouchure du fleuve.

M. Vlangali, remplaçant M. de Giers encore aux eaux de Franzensbad où Bismarck était allé s'entretenir avec lui, tenait ainsi chaque jour d'Ormesson au courant des graves incidents qui se succédaient et des intentions du gouvernement impérial. Suivant les instructions de l'empereur, il avait donné aux autorités russes, auxquelles les conspirateurs bulgares venaient de livrer leur prince, l'ordre de remettre en liberté celui-ci contre la promesse formelle de ne pas rentrer directement dans ses États. Mais bientôt Alexandre, qu'à Saint-Pétersbourg on croyait en route pour rejoindre ses amis en Allemagne ou en Angleterre, apprend, dès son arrivée à Lemberg, les graves changements survenus subitement dans la situation à Sofia. Une contre-révolution vient d'y éclater ; le président du Sobranié, Stambouloff, qui la dirige, est accouru à la nouvelle du premier coup d'État. Avec l'aide de plusieurs régiments stationnés en province, il a réussi à renverser le gouvernement que les révolutionnaires avaient formé en hâte. Dans une proclamation affichée sur les murs de la ville, il a supplié le peuple bulgare de défendre la couronne, déclarant rebelles et traîtres ceux qui tenteraient de détrôner « ce prince bien aimé, élu de la Nation ».

C'est ainsi que le 3 septembre, sur l'initiative de Stambouloff, le prince de Battenberg faisait sa rentrée dans sa capitale aux acclamations de ses sujets. Il n'ignorait pourtant pas que du retour de la paix dans les esprits dépendait son maintien sur le trône, et que cette pacification resterait précaire tant qu'il n'aurait pas obtenu l'approbation et la protection du tsar. C'était, d'ailleurs, paraît-il, le conseil que naguère Bismarck lui aurait fait parvenir (1). Aussi implore-t-il maintenant Alexandre III, espérant le toucher

(1) D'Ormesson à Freycinet, 4 septembre.

par un acte de soumission spontanée. « La défense du principe monarchique, lui télégraphie-t-il, m'a forcé de rétablir la légalité en Bulgarie et en Roumélie. La Russie m'ayant donné ma couronne, c'est entre les mains de son souverain que je suis prêt à la remettre. » La riposte impériale ne se fit pas attendre, hautaine et cinglante : « Je ne peux approuver votre rentrée en Bulgarie dont les conséquences risquent d'être funestes pour ce pays. Je m'abstiendrai de toute immixtion dans le triste état de choses auquel la principauté sera réduite tant que vous y resterez. Votre Altesse appréciera ce qui lui reste à faire. Quant à moi, je me réserve de juger ce que me commandent la mémoire vénérée de mon père, l'intérêt de la Russie et la paix de l'Orient. » Battenberg comprit — et Stambouloff avec lui — qu'il ne lui restait plus qu'à abdiquer.

Cette réponse d'Alexandre III, sinon écrite, tout au moins retouchée, modifiée et accentuée par lui-même — d'après ce que nous confièrent alors des personnalités de son entourage — portait bien l'empreinte du tempérament susceptible et rancunier du souverain russe. Comment celui-ci, d'ailleurs, pouvait-il ne pas voir d'un œil favorable la déposition d'un prince contre lequel il comptait tant de griefs, à commencer par ses velléités d'indépendance qu'il se refusait toujours à admettre? Que les agents russes soient ou non restés étrangers au coup d'État du 21 août, ne trouvait-il pas, dans cet acte pour lui comme pour la Russie, un commencement de revanche? D'où, quelques jours plus tard, son indignation violente en apprenant la contre-révolution, et sa volonté nettement exprimée de poursuivre plus que jamais en Orient la même politique, d'avoir le dernier mot. Dans sa pensée, l'abdication ne devait être considérée que comme une satisfaction due à sa personne et, par conséquent, comme un parti auquel Battenberg ne pouvait se soustraire. Cette manière de voir de l'empereur correspondait d'ailleurs à celle de la majorité de ses sujets.

Tout ce qui se rattache à la question d'Orient présentant

un caractère et un intérêt européen, le silence et la réserve observés par les puissances au cours de ces événements successifs ne s'expliquaient que par une entente tacite entre elles. Peu de temps après les entrevues des deux empereurs du Centre et de leurs ministres à Gastein et à Kissingen, Bismarck, dans la semaine précédant la déposition du prince Alexandre, s'était rendu à son tour à Franzensbad, où M. de Giers faisait sa cure et y avait donné rendez-vous à Kalnoky. Une telle démarche de courtoisie n'étant guère dans les habitudes du chancelier de fer, il semblait vraisemblable que des échanges de vues politiques eussent eu lieu cette fois entre les trois hommes d'État et que la question bulgare y eût été envisagée de nouveau. En ce cas, le ministre russe avait dû s'assurer auprès de Bismarck de ses bienveillantes dispositions, et son collègue autrichien, n'osant plus opposer de résistance, s'était sans doute trouvé réduit à une connivence passive.

Alexandre de Battenberg comptait en Europe plus d'amis que de soutiens véritables. A Londres, à Vienne, à Berlin, dès que son abdication fut connue, on se plut à répéter que « s'il avait dû tomber, il avait su bien tomber ». Par un sacrifice volontairement accompli, il pouvait sembler s'être immolé lui-même à la cause de la paix européenne. L'Autriche, tout en réprouvant la révolution de Sofia, se montrait désireuse de ne pas troubler cette paix. Sans doute était-elle tenue aussi par de récentes promesses. Il ne fallait pourtant pas conclure de son apparente résignation qu'elle voyait sans inquiétude la Russie reprendre dans les Balkans une situation prépondérante. Le dernier discours du comte Apponyi devant le parlement hongrois eût suffi pour détruire toute illusion à cet égard. A la cour de Saint-James, ce n'était que récriminations contre les procédés du gouvernement russe vis-àvis du beau-frère de la princesse Béatrice. La prédilection de la reine Victoria pour la famille de Battenberg s'accordait du reste avec certaines vues du Foreign Office où l'on

conservait le secret espoir de trouver en Bulgarie un appréciable appui dans l'éventualité d'un conflit avec la Russie dans les Balkans. Mais de ces dispositions bienveillantes à une intervention sérieuse, même purement diplomatique, en faveur du jeune prince, il y avait encore loin. Ce n'était que par des moyens détournés, des paroles lancées au cours d'un discours et surtout des intrigues politiques que l'Angleterre songeait à exercer son action.

Bismarck le savait. Il reconnaissait là un de ses systèmes favoris. Sur le fond de la question, ses idées personnelles n'étaient pas éloignées de celles de son souverain que le poids des ans rendait maintenant de plus en plus pacifique. Guillaume Ier venait en effet de le prouver tout récemment encore. N'avait-il pas insisté auprès de l'ambassadeur de France, le jour où celui-ci lui remettait ses lettres de rappel (1), sur les résolutions prises par François-Joseph et par lui-même à Gastein, en vue du maintien de la paix que ni l'un ni l'autre ne voulait laisser troubler par les événements bulgares : « Il en est de même, ajoutait-il, de l'empereur Alexandre qui m'écrivait dans une lettre reçue ce matin : « Je n'engagerai ni un seul de mes régiments ni une « seule de mes caisses (*sic*) dans les affaires des Balkans. »

Quant au prince de Bismarck, il cherchait à jouer au plus fin, rôle encore tout à fait dans ses goûts : s'attacher la Russie en se montrant disposé à soutenir ses vues ; mais en même temps chercher à limiter ses prétentions pour apaiser dans une certaine mesure les inquiétudes de l'Autriche. A ses yeux, le point important restait toujours le même : retenir Alexandre III dans la vieille entente des trois empereurs et empêcher tout rapprochement entre lui et la France. Voulant compter comme en 1870 sur la neutralité bienveillante de la Russie en cas de guerre contre nous, il affectait de ne vouloir entendre parler ni de la Bulgarie, ni de son prince et de donner à la Russie carte blanche

(1) 24 août 1886. Baron de Courcel.

dans la péninsule des Balkans. « Laissez-nous régler nos comptes avec les Français, lisait-on dans une feuille officieuse allemande, et nous ne vous empêcherons pas de régler les vôtres. » Le journal russe les *Novosti*, en reproduisant ces lignes (1), s'empressait de déclarer qu'en France rien ne s'était passé qui fût de nature à justifier une pareille sortie. « Mais Bismarck, ajoutait-il, pense que le meilleur moyen de rendre inoffensives les idées de revanche des Français est de concourir, pour sa part, à la satisfaction des intérêts russes en Orient. »

Pourtant, cette politique n'était guère conforme au sentiment le plus répandu en Allemagne. A Berlin notamment, dans le public et même dans une partie du monde de la cour, on ne ménageait pas les marques de bienveillance pour ce prince d'origine germanique, ancien officier de la garde prussienne, qui devait, disait-on avec fierté, ses victoires sur les Serbes à ce qu'il avait appris l'art de la guerre à Potsdam. Son penchant — payé de retour, semblait-il — pour la petite-fille de Guillaume Ier n'était plus un secret pour personne et ajoutait ancore aux sympathies dont il était l'objet.

***

M. de Giers, à son retour de Franzensbad, exposait la situation à d'Ormesson, lui confirmant ce que Vlangali lui avait déjà confié :

Lorsque la contre-révolution avait éclaté à Sofia, un vif mécontentement s'était emparé du cabinet impérial en voyant se former un gouvernement provisoire, composé de Karaveloff, Stamboulof et Rodoslavof, animés tous trois de sentiments tout au moins suspects à l'égard de la Russie. Aussi avait-on songé tout d'abord à Saint-Pétersbourg à envoyer en Bulgarie le prince Dolgorouki avec le titre de haut-commissaire. Mais quelques jours avant

(1) *Novosti*, 3 septembre 1886.

son départ, on s'était rendu compte des graves inconvénients que pouvait présenter, dans le cas d'un échec, le choix d'un personnage de cette importance. N'y avait-il pas à craindre aussi d'exciter, par ce véritable acte de souveraineté, la défiance d'autres États de l'Europe? Ce fut alors le général Kaulbars, déjà chargé d'une mission en 1883, que l'empereur désigna de nouveau pour aller, avec le titre d'agent diplomatique, remettre sur un pied normal les relations avec Sofia. En réalité, ayant pour instructions d'aider par ses conseils les Bulgares à sortir de la crise actuelle, il s'appliqua surtout à surveiller et même, autant que possible, à diriger les événements. Ses interventions intempestives de toutes sortes, notamment ses discours aux populations pendant ses tournées dans les provinces, ne pouvaient laisser de doute à ce sujet. Quoi qu'il en fût, ni ses protestations réitérées, ni ses efforts n'empêchèrent les élections à l'Assemblée appelée à désigner le successeur de Battenberg de s'accomplir et d'être favorables au cabinet bulgare actuel.

Ainsi, depuis le jour où s'était rouverte la dernière crise balkanique, la Russie, qui jusqu'alors s'était appliquée à ne pas laisser trop apparaître son action, n'avait plus caché ses véritables desseins. Il était pourtant évident que, contrairement aux appréhensions de certaines puissances, une intervention armée, voire même une occupation purement pacifique, n'entrait pas dans ses vues. Une offense faite à la personne de son représentant, le retour, peu probable d'ailleurs, du prince Alexandre, des mesures sommaires et violentes dont on parlait souvent sans aller jusqu'à les réaliser, telles étaient les seules éventualités capables de l'amener à une occupation qu'elle désirait éviter. Ce fut plus tard seulement que le gouvernement russe se résolut simplement à envoyer des cuirassés dans les eaux de Varna. Leur seule présence suffit alors à mettre un terme aux mauvais traitements dont les sujets et protégés du tsar avaient depuis quelque

temps à se plaindre de la part des partisans de la régence.

Mais cette attitude n'était pas faite pour calmer toutes les préoccupations. C'était surtout à Londres que celles-ci se manifestaient. L'Autriche, quoique toujours inquiète de voir se développer une action si contraire à ses intérêts, tenait à ne pas trop se compromettre vis-à-vis de Saint-Pétersbourg. Aussi se bornait-elle à élever quelques protestations contre toute parole ou tout acte qui tendrait à une violation du traité de Berlin. Dans ces conditions, c'était sans doute Bismarck, « l'universel médiateur, » qui, le cas échéant, restait le plus à même de dénouer cet imbroglio en modérant la Russie et en rassurant l'Autriche.

Cependant, sur les bords de la Néva, le vent soufflait toujours à la paix. Si des circonstances pour le moment imprévues devaient, dans un avenir prochain, ramener le monde slave à des tendances belliqueuses, il semblait bien que ce mouvement ne trouverait pas d'encouragement chez les dirigeants du Pont-des-Chantres. « La ligne de conduite pacifique adoptée par le gouvernement impérial, » avait fait observer notre chargé d'affaires à M. de Freycinet dès les premiers jours de septembre, « répond bien au tempérament du chef de l'empire. » Elle correspondait également au langage qu'en l'absence du baron de Mohrenheim, M. de Kotzebüe était invité à tenir au Quai d'Orsay : « Jusqu'au départ du prince Alexandre, disait pendant ce temps Giers à d'Ormesson, nous n'avions pas à intervenir. C'est pour cela qu'il nous semblait inutile de procéder à un échange de vues entre Pétersbourg et Paris. Notre politique a pour principal objectif la conservation de l'ordre et de la paix. Nous serons heureux si vous nous secondez. » La réponse de M. de Freycinet au chargé d'affaires russe était telle qu'on devait l'attendre : « La France est toute prête à se mettre d'accord avec la Russie pour contribuer au maintien de la tranquillité intérieure dans la région des Balkans ». A Rome, d'ailleurs, à une semblable démarche

du représentant russe, M. de Robilant, avait répondu par des assurances identiques aux nôtres.

***

Nous avons vu comment Battenberg, rentré dans ses États aussitôt la révolution maîtrisée, avait dû céder à la force des circonstances en signant son abdication. C'est donc au gouvernement de la régence, provisoirement en possession du pouvoir, qu'il appartiendra de procéder à l'élection de son successeur. Si la Russie doit alors rencontrer des difficultés nouvelles, c'est encore dans la diplomatie française qu'elle pourra trouver éventuellement un appui.

En réalité, le tsar et son ministre n'étaient guère impatients de voir arriver le jour où le Sobranié aurait à faire connaître son choix. L'attitude versatile de cette assemblée inquiétait à juste titre le cabinet de Saint-Pétersbourg. On se demandait où elle voulait en venir. N'adressait-elle pas à Alexandre III, à l'occasion de sa fête, de respectueuses félicitations et les assurances d'un entier dévouement à sa personne, au moment même où, en réponse à un message des trois régents, elle protestait de son attachement et de celui de la nation bulgare à son souverain déchu. Bien plus, elle n'hésitait pas à affirmer sa ferme intention de châtier les fauteurs de la révolution du 9 août, c'est-à-dire les clients et les amis de la Russie. Irait-elle à présent jusqu'à braver l'empereur en proclamant à nouveau le nom de Battenberg? C'est ce que voulait éviter Giers qui s'en ouvrait volontiers à notre chargé d'affaires, sans manifester d'ailleurs à ce sujet de réelles préoccupations. « En n'insistant pas pour la réunion prochaine d'une assemblée élisante, nous risquerons moins, disait-il, de faire le jeu des régents que leur opposition à l'influence russe rend favorables à une telle solution. »

Ces craintes transpiraient forcément dans le public.

C'est ainsi que circulaient déjà des bruits alarmants relatifs à la mobilisation d'un corps d'armée en prévision d'une occupation imminente de la Bulgarie, bruits d'autant moins fondés que le gouvernement impérial, persistant dans sa ligne de conduite, continuait à repousser l'idée de pénétrer dans la principauté. Et cependant les encouragements ne lui manquaient pas, surtout de la part de l'Allemagne toujours désireuse de voir la Rusie se placer dans une situation fausse et par conséquent de nature à lui aliéner les sympathies d'une importante partie des populations slaves.

Quoi qu'il en fût, ces rumeurs avaient eu forcément une fâcheuse répercussion sur la situation économique. Partout le commerce souffrait ; le crédit de l'empire se trouvait atteint à ce point qu'en pleine paix nous assistions à la baisse progressive de la valeur du rouble. L'inquiétude gagnait les industriels et les financiers. Aussi, désireux de trouver une solution, se mettait-on depuis quelque temps, à Saint-Pétersbourg, en quête d'un nouveau prince. Certes, les candidats ne font pas défaut. Mais il s'agit de trouver, ce qui ne semble pas chose facile, un personnage doué des qualités requises et remplissant avant tout les conditions inscrites au traité de Berlin, dont la première est de n'appartenir à aucune des familles régnant sur les grands États d'Europe.

Timidement d'abord, la presse s'en mêle ; mais c'est surtout dans les cercles diplomatiques et mondains, à commencer par ceux de la cour, que des noms sont mis en avant, discutés, prônés ou rejetés par des amis zélés ou des informateurs trop pressés. Parmi les candidatures, celle du prince de Monténégro paraît la plus sympathique à la Russie ; mais aurait-elle des chances, que l'opposition violente de l'Autriche et de la Serbie la rendrait à peu près impossible. Quant au prince Waldemar, troisième fils du roi de Danemark, dont le nom est souvent prononcé, serait-il disposé à poser officiellement une candidature à laquelle son père se montre tout à fait contraire? Au fond,

Alexandre III se soucierait-il de se lier les mains dans l'éventualité d'une action contre la Bulgarie, en plaçant sur ce trône le frère de l'impératrice? A ceux qui proposaient un des Leuchtenberg on s'empressait de répondre qu'étant en même temps Romanoff, tout candidat de cette famille, qu'il s'agisse de Nicolas, d'Eugène, ou de Georges, se verrait opposer l'article 3 du traité de Berlin. Peut-être Alexandre d'Oldenbourg aurait-il plus de chances s'il appartenait à la religion orthodoxe? Mais, quoique Russe, il est resté protestant, et, comme tel, serait mal vu du peuple bulgare qui, d'autre part, ne saurait sans doute s'accommoder d'un prince connu pour son caractère nerveux, violent et emporté.

Il était une autre solution dont sir Robert Morier avait parlé à d'Ormesson. Elle consistait à renoncer momentanément à toute candidature princière et à recommander soit comme prince élu, soit comme lieutenant-général haut-commissaire, un officier général ou un haut fonctionnaire russe. Tels pourraient être, le nom de Dolgorouki restant écarté, le prince Cantacuzène, ancien ministre de la Guerre, ou le prince Dondoukoff-Korsakoff, gouverneur général de la Bulgarie après la guerre des Balkans, actuellement gouverneur général du Caucase, ou bien encore le général Gourko, gouverneur général de la Pologne. La Russie verrait, disait-on, dans un de ces choix un double avantage : d'une part, elle éviterait de placer un prince appartenant à une famille souveraine ou à une famille alliée aux Romanoff dans une situation de vassalité vis-à-vis du sultan ; en outre, elle pourrait mieux faire sentir au nouvel élu son action et ses directions sans avoir à garder les mêmes ménagements qu'à l'égard d'un prince de sang royal. Mais les Bulgares qui désiraient un souverain comptant de grandes alliances, et par conséquent de puissants appuis en Europe, se prêteraient-ils à cette combinaison? L'Europe d'ailleurs l'accepterait-elle?

Il semblait donc probable que les Bulgares n'accueil-

leraient pas avec une ferveur plus marquée la candidature du prince de Mingrélie, qui avait également ses partisans. Descendant d'une vieille famille caucasienne qui régna jadis sur la région constituant sous Alexandre III la province de Koutaïs, Nicolas de Mingrélie, beau-frère par sa sœur du prince Achille Murat, devait surtout ses relations dans la société de Saint-Pétersbourg à son mariage avec une fille du comte Adlerberg, l'ancien ministre de la cour et l'un des grands favoris de l'empereur Alexandre II. Aucun des liens de parenté interdit par le traité de Berlin ne pouvant lui être opposé, il n'aurait peut-être pas été dépourvu de chances s'il avait occupé précédemment une situation ou joué un rôle politique qui l'eût fait connaître autrement que par sa réputation d'homme de plaisir. Aussi d'Ormesson, dans sa correspondance avec Paris, ne citait-il son nom que pour mémoire. Ce qui n'empêchait pourtant pas le prince de Mingrélie d'avoir pris un instant sa candidature au sérieux. Je me souviens qu'un soir, au Yacht-Club, comme j'assistais à sa partie de cartes avec le marquis de Campo-Sagrado, celui-ci s'interrompit pour lui dire avec son fin sourire : « Mais j'y pense, dans peu de temps j'aurai sans doute à vous traiter d'Altesse...? » — « Je ne le crois plus maintenant, mon cher marquis, répondit-il, car j'ai récemment écrit à Battenberg pour lui demander des renseignements sur ses anciens États comme sur ses ci-devant sujets. Or, il vient de m'en envoyer de déplorables. »

Quant à la France, son rôle en cette affaire semblait bien indiqué. Ne pouvant éprouver un réel éloignement que pour un prince de sang allemand ou pour un candidat aux tendances germanophiles, elle n'avait qu'à se rallier à toute proposition susceptible d'être admise à la fois par Saint-Pétersbourg et par Sofia sans être repoussée par aucune des grandes puissances. En attendant une solution acceptable, il nous paraissait donc préférable que la Russie laissât le général Kaulbars poursuivre son action à travers les deux Bulgaries.

CHAPITRE VII

Le revirement en faveur de la France.
M. de Laboulaye ambassadeur à Saint-Pétersbourg.

A la fin d'août 1886, M. de Freycinet recevait au Quai d'Orsay la visite d'un diplomate russe de passage à Paris, M. Alexandre de Coumany, ministre de Russie en Chine et chambellan d'Alexandre III. Affirmant, au cours d'un cordial entretien, ses chaudes sympathies pour notre pays, M. de Coumany déclarait spontanément que le moment lui paraissait venu où un ambassadeur de France serait certainement agréé par le gouvernement impérial. Sans avoir mission, disait-il, d'entrer en conversation sur ce point, il tenait à exprimer une conviction rapportée de ses entrevues récentes avec plusieurs personnages politiques russes, notamment avec M. Vlangali. Le comte d'Ormesson, ajoutait-il, est à même d'en avoir facilement la confirmation.

Rapprochée des circonstances que traversaient alors les affaires d'Orient, cette suggestion paraissait répondre à la réalité. Le chef du cabinet français invita donc aussitôt notre chargé d'affaires en Russie à avoir à ce sujet, si telle était également son impression personnelle, une franche explication avec M. de Giers. Avant même de proposer un nom au tsar, il s'agissait de tâter le terrain et d'obtenir sans retard la confirmation des dires de Coumany, afin de ne pas laisser échapper l'occasion de rétablir la situation normale dans les deux ambassades de Paris et de Saint-Pétersbourg. Mais pourquoi celui qu'on surnommait « la petite

souris blanche », tout en demandant, ainsi qu'il convenait, l'avis sincère et réfléchi du représentant français à Saint-Pétersbourg, terminait-il sa lettre par cette recommandation superflue et même blessante quand elle s'adressait à un homme tel que d'Ormesson : « Vous saurez mettre de côté le point de vue de votre situation personnelle pour n'envisager que le bien de notre politique et la dignité de notre pays? »

« Je n'ai cessé », riposta du tac au tac, notre chargé d'affaires, « de considérer le rétablissement sur un pied normal de nos relations diplomatiques avec la Russie comme le principal objectif de ma mission essentiellement temporaire. J'ai toujours indiqué que les circonstances extérieures intéressant spécialement la Russie du côté de la Bulgarie seraient à un moment donné notre meilleur auxiliaire. Aussi bien que dans le langage de M. de Coumany qui s'accorde avec celui de MM. de Giers et Vlangali, je trouve dans les récents événements d'Orient une indication favorable et un encouragement. Je ne peux croire que votre interlocuteur vous ait apporté de telles assurances sans y avoir été préalablement autorisé ici en haut lieu. » La nécessité d'entamer d'urgence la conversation apparaissait donc à d'Ormesson autant qu'à notre ministre des Affaires étrangères.

Ce fut le 8 septembre, aussitôt M. de Giers réinstallé dans son poste, que d'Ormesson put aborder la question et faire part ensuite à Paris de l'excellente impression laissée par ce premier entretien. Mais, avant de conférer avec l'empereur dont le retour des manœuvres de Brest-Litovsk s'annonçait prochain, Giers désirait avoir une entrevue avec Mohrenheim. Il lui avait donc demandé par le télégraphe d'interrompre sa villégiature actuelle en Bavière de manière à se trouver à Pétersbourg dans le courant du mois. « Giers et Vlangali, notait d'Ormesson, sont animés d'un bon vouloir sur lequel nous pouvons. compter. Quant à l'ambassadeur russe à Paris, son vif

désir de rentrer dans l'hôtel de la rue de Grenelle ne peut laisser aucun doute sur les efforts qu'il déploiera en vue de mettre fin à une situation qui ne saurait se prolonger sans de graves inconvénients pour son pays comme pour lui-même ». En réalité — on ne pouvait trop le répéter — tout dépendait des dispositions et même du caprice de l'empereur. Or rien ne devait plus fortement peser sur la décision impériale que la façon dont les événements tourneraient en Bulgarie et dont se manifesteraient à cette occasion les dispositions des empires du centre à son égard. C'est de là que nous pouvions attendre l'aide la plus efficace, si Alexandre III voyait un intérêt puissant à assurer à sa politique l'appui de la France.

Instruit par l'expérience, Freycinet comprenait cette fois les ménagements qu'il importait de garder vis-à-vis du tsar. Il le prouvait par les conseils de prudence qu'il faisait entendre à d'Ormesson et que, d'ailleurs, celui-ci avait déjà observés avant même de les recevoir. Quant à Giers, il connaissait trop bien le caractère et les partis-pris de son souverain pour se tromper sur l'heure et les moyens d'agir. Les deux ministres se trouvaient également d'accord pour éviter que la reprise régulière des rapports diplomatiques franco-russes coïncidât avec la rentrée du parlement français. Il importait de la devancer. N'était-il pas à craindre en effet, que certains membres de la Chambre ou du Sénat profitassent de ces circonstances pour poser au gouvernement quelques questions délicates et embarrassantes? De fâcheux incidents de tribune eussent ainsi risqué d'ébranler par leur retentissement les heureuses dispositions de l'empereur. Il était, en outre, d'autant plus utile d'en finir sans retard qu'un autre danger pouvait naître des fâcheux racontars dont différents organes de la presse européenne, notamment en Allemagne, commençaient à se faire l'écho : les uns ne représentaient-ils pas Alexandre III comme repoussant avec obstination les tentatives de Giers en vue de l'acceptation d'un ambassadeur de France,

tandis que d'autres allaient jusqu'à prétendre qu'ordre était donné à Mohrenheim de ne pas retourner à son poste.

Nous trouvions heureusement comme compensation une aide efficace dans plusieurs des feuilles russes les plus répandues. La *Gazette de Moscou*, dirigée par Katkoff, et surtout le *Nouveau Temps*, reflet véritable de l'opinion slave, concluaient catégoriquement l'une et l'autre au rétablissement, pour le plus grand bien de l'empire, des relations cordiales entre les deux pays. C'est que maintenant, à Pétersbourg comme à Paris, on se rendait bien compte des sympathies réciproques des deux peuples fondées sur une communauté d'intérêts aussi importants que durables. Dans la Méditerranée et en Extrême-Orient notamment, ces intérêts n'étaient-ils pas identiques? Les défendre contre des ambitions insatiables, assurer ainsi la paix de l'Europe et du monde, telle était la politique qui s'imposait à la France et à la Russie.

Enfin, le 20 octobre, après de longues conférences avec Mohrenheim, puis avec l'empereur, Giers proposait officiellement à d'Ormesson « de reprendre sur la question de l'ambassade la conversation au point où elle était restée avec Ternaux-Compans lors du départ du général Appert ». A la même date, le gérant de l'ambassade de Russie à Paris, M. de Kotzebüe, recevait de Saint-Pétersbourg l'ordre de se prêter à toutes les ouvertures qui lui seraient faites parallèlement par M. de Freycinet. C'était, pour le gouvernement russe, l'occasion, qu'il devait se garder de laisser échapper, de revenir sur un sujet qui depuis longtemps lui tenait à cœur. Giers fit donc insister en même temps auprès du cabinet de Paris sur le gré que nous saurait celui de Saint-Pétersbourg de faire désormais « tout ce que nous permettent nos institutions et les exigences du régime parlementaire en vue de la surveillance des réfugiés russes en France ».

Le choix de notre nouvel ambassadeur présentait, dans les circonstances actuelles, une importance toute particu-

lière. Giers s'empressait de reconnaître — et l'empereur avec lui — que cette désignation regardait exclusivement le gouvernement français. « Diplomate de carrière ou bien officier général, déclarait-il, le futur représentant de la France peut être certain de trouver partout ici le meilleur accueil ». C'était là surtout paroles courtoises, mais il importait évidemment pour notre gouvernement d'arrêter un choix à la fois utile à notre pays et agréable à la cour. Or, de ces entretiens comme des indications que nous pouvions avoir recueillies sur les dispositions de l'empereur, il ressortait qu'un général ou un amiral connus en Russie, soit personnellement, soit même seulement de réputation, aurait *a priori* plus de chances qu'un ambassadeur civil d'être en haut lieu *persona grata*. C'est ainsi que M. de Jomini avait confié à d'Ormesson qu'une personnalité telle que l'amiral Jauréguiberry ou, à son défaut, le général Gaillard, dont certains journaux avaient mis déjà les noms en avant, serait sans nul doute accueillie à la cour avec la plus grande faveur. Tel était le point de vue russe. Mais pour nous, en considérant avant tout les intérêts de la France, la question se posait immédiatement de savoir dans quels cadres, militaires ou bien civils, devait être cherché le successeur du général Appert. Aussi d'Ormesson, dans une lettre adressée à Freycinet, crut-il de son devoir de développer les divers arguments plaidant en faveur de l'un ou l'autre système.

« Il est indubitable, exposait-il, que les rapports sont plus directs et plus fréquents entre l'empereur et un ambassadeur militaire. A tout instant, des parades, des revues, d'autres solennités du même genre donnent à un général l'occasion d'approcher le monarque et d'être invité à la table impériale, privilèges rarement accordés à un civil. Depuis le départ du général Appert, l'ambassadeur d'Allemagne, le général de Schweinitz, et le général de Kioer, ministre de Danemark, sont les seuls chefs de mission ainsi favorisés. Il y a donc, en principe et à cet égard,

un avantage certain pour tout gouvernement à envoyer un officier général à Saint-Pétersbourg. Toutefois, poursuivait notre chargé d'affaires, étant donné le tempérament bien connu d'Alexandre III et ses brusques manifestations de mauvaise humeur, on doit se demander si les occasions trop fréquentes de rapprochement sont toujours à désirer? Évidemment, si l'ambassadeur réussit à plaire comme Appert et, avant lui, Le Flô et Chanzy, s'il ne se produit aucun incident dans les rapports internationaux, ce sera tout profit pour la France. Mais, comme il faut admettre aussi le cas contraire, n'aurait-on pas intérêt au cours de circonstances difficiles, à éviter des contacts trop répétés entre notre représentant et lui. Dans ces conditions, un ministre des Affaires étrangères prudent, temporisateur et conciliant, comme celui qui dirige actuellement la politique extérieure de la Russie, ne serait il pas d'autant mieux l'intermédiaire souhaité que son désir sera toujours d'éviter ou tout au moins d'adoucir dans la forme les sorties parfois violentes de l'empereur? »

Pour conclure, d'Ormesson résumait ainsi sa pensée : Un militaire sera sans doute accueilli avec une faveur plus marquée qu'un représentant civil, si l'on considère surtout le milieu de la cour. Il s'y trouvera placé, en effet, sur un pied d'égalité avec ses collègues d'Allemagne et de Turquie, tout en occupant, en réalité, une position privilégiée par rapport à ses collègues d'Angleterre et d'Italie. « Il ne faut pas oublier, toutefois, ajoutait-il, que vis-à-vis du tsar sa situation dépendra tout à la fois de sa personne et des événements futurs. » D'Ormesson laissait bien entendre qu'au fond si les préférences de l'empereur — étant donné son caractère — étaient pour un militaire, celles de M. de Giers le portaient plutôt vers un civil.

La réponse de Paris ne se fit pas attendre :

« Vous voudrez bien exprimer à M. de Giers », disait-elle dès le 26 octobre, « notre satisfaction de voir nos relations diplomatiques rétablies sur un pied normal et en

harmonie avec les sympathies existant entre les deux pays... Nous avons cru préférable, dans les circonstances présentes, de choisir notre futur ambassadeur dans la carrière, et, après avoir pressenti le cabinet de Saint-Pétersbourg par l'entremise de M. de Kotzebüe, nous avons proposé M. de Laboulaye, actuellement ambassadeur à Madrid. »

Les considérations exposées par d'Ormesson à M. de Freycinet avaient donc hâté cette détermination. Des renseignements confidentiels, parvenus quelques jours auparavant à notre ambassade, n'avaient d'ailleurs laissé aucun doute sur le bon accueil que, — dans le cas où les préférences du gouvernement français se porteraient sur une personnalité diplomatique, — l'empereur réserverait à la candidature de M. de Laboulaye. Le souvenir gardé de lui par Alexandre III montrait qu'il avait dû, sous le précédent règne, au temps où il occupait à l'ambassade les fonctions de premier secrétaire, se faire apprécier du grand-duc héritier. Ce choix répondait également aux idées personnelles de M. de Giers qui s'empressa de le déclarer à d'Ormesson : « Par ses antécédents, son caractère, son séjour antérieur à Saint-Pétersbourg, sa connaissance du pays où il revient sans s'y être fait oublier, votre nouvel ambassadeur inspire ici toute confiance et toute sécurité. »

***

Ainsi, nous étions arrivés au but que, depuis le mois de mars, nous nous efforcions d'atteindre. Avec raison notre ambassade et le Quai d'Orsay se félicitaient mutuellement des conditions si favorables dans lesquelles s'opérait cette reprise de relations, puisque toute trace des regrettables incidents du printemps dernier paraissait à présent effacée. L'attitude digne et réservée, observée par notre diplomatie à Paris comme à Saint-Pétersbourg, avait contribué largement à amener chez l'empereur le

revirement espéré, plus que ne l'eussent fait sans aucun doute des démarches inconsidérées et un empressement trop marqué. Mais nous avions trouvé surtout de puissants concours dans les conseils et les interventions de M. de Giers auprès de son maître, en même temps que dans les événements extérieurs qui avaient fait éclater à tous les yeux les points sur lesquels les deux pays avaient communauté d'intérêts. Et puis, Alexandre III n'avait-il pas fini par reconnaître au fond de lui-même combien son obstination prolongée risquait d'être préjudiciable à la situation politique de la Russie en Europe? Mais, étant donné ses dispositions d'esprit, il en eût fait d'autant moins l'aveu à qui que ce fût, même parmi les siens, qu'il restait toujours chez lui des préventions intimes et tenaces contre notre régime et notre gouvernement.

Le rétablissement de nos relations normales se produisait au moment opportun. Aux prises avec de graves difficultés en Bulgarie, consciente de la méfiance que sa politique balkanique inspirait à l'Autriche et à l'Angleterre, peu rassurée sur les véritables intentions du cabinet de Berlin, la Russie comprenait que, de toutes les grandes puissances, la France était la seule dont elle pouvait recevoir, en cas de besoin, une aide effective et désintéressée. La position géographique respective des deux pays ne les mettait-elle pas à l'abri de toute rivalité de nature à faire naître des conflits? Ni frontières communes, ni intérêts économiques contraires. On en avait fini avec cette question polonaise qui constituait entre nous, vers le milieu du dix-neuvième siècle, le seul sujet sérieux de dissentiment. Enfin, l'intervention d'Alexandre II auprès de Guillaume Ier en 1875, alors que l'Allemagne manifestait des velléités de nous attaquer, semblait avoir effacé dans l'esprit des Français le souvenir de l'indifférence de la Russie à leur égard pendant la guerre franco-allemande.

Certes, si l'on ne jugeait pas encore à Saint-Pétersbourg le jour venu de contracter avec la France une alliance

formelle, on se plaisait du moins à en envisager la réalisation dans l'avenir. Pour le moment, on voulait, dans les sphères gouvernementales, éviter ce qui pouvait prendre l'apparence d'une rupture avec l'Allemagne. Mais la Russie sentait déjà le besoin d'un rapprochement d'où pourrait résulter, par une conformité de vues avec le cabinet de Paris, une action commune, ou tout au moins une influence combinée des deux pays sur la marche des événements européens. A ce point de vue également, la nomination d'un ambassadeur militaire, quelque bien accueillie qu'elle eût été à la cour, aurait risqué, dans les circonstances présentes, d'alarmer — bien à tort il est vrai — les susceptibilités de certains milieux. Aussi, le choix d'un personnage appartenant à la politique n'étant pas de nature à plaire à Alexandre III, celui d'un diplomate de carrière venait à point pour rassurer les esprits. Ce fut donc avec une véritable faveur que les journaux russes accueillaient les décisions prises ; la désignation de M. de Laboulaye paraissait le 28 octobre au *Journal officiel* (1).

***

En même temps que le baron de Mohrenheim reprenait à Paris la direction de son ambassade, M. de Laboulaye arrivait à Saint-Pétersbourg, le 19 novembre, accompagné de sa femme et de sa fille. Le comte de Vauvineux, qu'il

(1) Il est intéressant de comparer cet exposé rigoureusement exact des conditions dans lesquelles furent rétablies les relations normales franco-russes avec les appréciations communiquées quelques semaines plus tard à Bismarck, de Pétersbourg et de Paris, par Bernard de Bülow et le comte Münster. Il est certain que la façon dont alors ces deux diplomates jugeaient le présent et envisageaient l'avenir devait être peu après démentie par les faits. Le prince de Bismarck avait pour sa part une vue plus claire de la situation (Voir Recueil des *Documents officiels* publiés par le ministère allemand des Affaires étrangères, t. V de la traduction Camille Jordan (Costes, éditeur à Paris, 1928). Lire notamment : documents numéros 891, 939, 940, 945, 946, 949.

venait de faire nommer premier secrétaire, devait le suivre à quelques jours de là (1).

Le gouvernement russe avait à cœur de hâter autant que possible la solennité de la remise des lettres de créance. L'empereur, devant passer dans sa capitale la journée du 26 afin d'y célébrer l'anniversaire de la naissance de l'impératrice, avait fixé pour ce même jour l'audience qui aurait lieu au palais Annitchkoff. Aussi Giers, en s'empressant de venir en informer lui-même notre ambassadeur, avait-il fait ressortir la pensée délicate du monarque « désireux de fournir au représentant de la France l'occasion de présenter en même temps à la souveraine ses hommages et ses vœux ». Laboulaye ne pouvait que se montrer sensible à ce gracieux procédé.

Contrairement à ce qui se passe à Paris au palais de l'Élysée et dans plusieurs capitales de l'Europe, l'échange de discours entre les ambassadeurs et le chef de l'État n'était pas en usage à la cour de Russie. Notre représentant, quoique reçu selon l'étiquette des audiences solennelles, n'avait par conséquent aucune allocution à rédiger à l'avance, les paroles prononcées de part et d'autre ne devant l'être qu'en tête-à-tête, sous la forme d'une conversation intime et improvisée.

Le 26 novembre le nouvel ambassadeur de la République était donc conduit au palais avec le personnel diplomatique et militaire de son ambassade. Pour laisser à la relation de cette entrevue son caractère et sa couleur, il semble

(1) M. de Laboulaye avait tenu à compléter la composition du personnel de son ambassade par la nomination d'un premier secrétaire. M. de Vauvineux ayant fait jadis avec lui partie de la mission du général Le Flô de 1875 à 1877, il escomptait avec raison les avantages à retirer de la collaboration d'un agent à la fois renseigné déjà sur les choses du poste et apprécié de la société russe. Durant son premier séjour à Pétersbourg, M. de Vauvineux s'était en effet créé d'utiles relations dans certaines coteries touchant à la cour sous le précédent règne, notamment dans celle de la princesse Bielosselski, sœur du général Skobeleff.

intéressant de la reproduire ici telle que la nota M. de Laboulaye en sortant de chez le tsar...

« Introduit par le grand maître des cérémonies dans le cabinet de l'empereur, j'ai, après les paroles de bienvenue prononcées par Sa Majesté, dit en quelques mots combien le souvenir reconnaissant de l'accueil qui m'avait été fait autrefois à Saint-Pétersbourg m'encourageait à nourrir la confiance que je pourrais contribuer à entretenir et à resserrer les bonnes relations entre les deux pays. J'ai ajouté que si la bienveillance de Sa Majesté soutenait mes efforts, le succès me serait à la fois plus facile et plus précieux. L'empereur m'a répondu que son désir était également d'avoir les meilleurs rapports avec la France ; et, développant avec brusquerie sa pensée, il m'a donné à entendre que les temps étaient durs, que des épreuves se préparaient peut-être, et qu'il serait bien nécessaire que dans le cours de ces épreuves, *la Russie pût compter sur la France*, comme la *France sur la Russie.*

« Malheureusement, a-t-il ajouté, vous traversez vous-mêmes des épreuves qui vous empêchent d'avoir de l'esprit de suite dans votre politique et qui ne permettent guère de marcher d'accord avec vous. Cela est bien regrettable, car *il nous faudrait une France forte. Nous avons besoin de vous et vous avez besoin de nous.* J'espère que la France le comprendra. »

« Ce langage, auquel on ne peut refuser le mérite d'une franchise aujourd'hui bien rare, était, je m'en suis rendu compte, à la fois agréable et désagréable. Il témoignait chez l'empereur d'une vue très claire des intérêts de la Russie et en même temps d'une certaine prévention à l'égard de la République. En manœuvrant entre divers écueils que je tenais à éviter, celui d'inspirer dès le début de la défiance, à mon interlocuteur, ou celui de ne pas défendre nos institutions, j'ai dit à Sa Majesté que la France était une vieille nation, qu'elle avait à résoudre à l'intérieur des problèmes difficiles, qu'elle le faisait au mi-

lieu du plus grand ordre depuis bientôt seize ans, mais que le travail de reconstitution, tout pénible qu'il ait paru à certains moments, ne changeait rien à l'âme française qui était toujours la même, celle dont le souffle généreux avait constamment animé depuis douze siècles le cours de l'histoire. « Il ne nous appartient pas », ai-je ajouté, « de précipiter ses destins. C'est une tâche qu'il faut laisser à la Providence. Il m'est toutefois permis d'assurer à Votre Majesté que nulle nation étrangère ne rencontre à l'heure actuelle en France plus de sympathie que la nation russe. »

« L'empereur m'a laissé dire et a fait cette réflexion qu'il savait que la France n'avait sombré dans aucune épreuve et qu'elle avait toujours fini par se relever.

« Sa Majesté m'a ensuite parlé du général Le Flô dont Elle a gardé le meilleur souvenir. Le nom du général Appert a été également prononcé avec sympathie ; mais sans qu'il fût fait allusion aux incidents qui ont accompagné et suivi son départ.

« Avant de me donner congé, l'empereur m'a invité, suivant l'usage, à lui présenter le personnel de l'ambassade. Sa Majesté s'est montrée particulièrement aimable à l'égard de nos attachés militaires et naval.

« Avec le même cérémonial j'eus ensuite l'honneur d'être reçu par Sa Majesté l'impératrice qui, quelques instants auparavant, avait donné audience à Mme de Laboulaye. La souveraine a admis également que les secrétaires et les attachés lui fussent présentés. J'ajouterai que, de la part de tous les hauts fonctionnaires réunis au palais pour la fête de l'impératrice, l'ambassadeur de France a reçu le meilleur accueil. Leurs Majestés sont retournées le soir même à Gatchina. »

C'est avec juste raison que Laboulaye se félicitait de la franchise de l'empereur. Si celui-ci avait fait une allusion directe aux appréhensions que lui causait, nous le savions, notre politique intérieure, il venait — ce qui pour nous

était le point important — d'indiquer lui-même et pour la première fois l'orientation nouvelle donnée à la politique étrangère de l'empire. Parlant nettement du besoin que la France et la Russie avaient de s'appuyer l'une sur l'autre, il tenait un langage que, depuis la fondation de notre République, nous n'avions pas encore entendu de la bouche d'un tsar. Certains motifs, succinctement indiqués déjà, nous donnaient tout lieu d'espérer un changement dans les dispositions impériales à notre égard. Si ce revirement devenait de plus en plus marqué, c'est que pendant les deux dernières semaines les événements avaient considérablement marché en notre faveur.

***

Depuis la fin d'octobre, un malaise général planait sur l'Europe. Partout il était question de renforcement d'effectifs, d'armements nouveaux et de réorganisations militaires. De toutes les chancelleries les yeux se tournaient vers ces Balkans dont l'état de trouble toujours croissant risquait à tout moment de faire jaillir d'une étincelle le feu qui pouvait s'étendre rapidement de l'Orient à l'Europe entière.

Pour un vigilant observateur comme le prince de Bismarck, c'était, nous écrivait-on de Berlin, la politique suivie à Saint-Pétersbourg qui attirait particulièrement son attention. La Russie lui apparaissait comme d'autant moins disposée à laisser mettre en doute ses privilèges et son traditionnel protectorat sur les peuples de la péninsule qu'elle avait à compter dans cette région avec l'action rivale de l'Angleterre. Le marquis de Salisbury tenait, en effet, à Londres les discours les plus véhéments contre ce qu'il appelait « des actes de pression étrangère dans les Balkans ». Fulminant contre la violation du traité de Berlin, il oubliait peut-être un peu trop que le gouvernement britannique n'avait guère poussé, pour sa part, à ce que,

même en Bulgarie, on en respectât les clauses. Était-ce parce qu'à présent du moins, disait-il, « il éprouvait peu de craintes pour la tranquillité de l'Europe, » que son indignation se manifestait simplement en paroles? Quoi qu'il en fût, les intrigues du cabinet de Londres, venant à chaque instant contrecarrer les desseins du gouvernement impérial, ne faisaient qu'exciter l'animosité du tsar contre Alexandre de Battenberg. Et, certes, ces intrigues avaient beau jeu. Les Bulgares n'étaient-ils pas exaspérés par l'abdication forcée d'un prince qui leur avait apporté avec l'indépendance d'importants accroissements de territoire et la gloire de succès militaires sur les Serbes, leurs traditionnels rivaux? « Si la principauté souffre actuellement d'une complète désorganisation, ne manquaient de répéter les adversaires de l'influence russe, si, dans l'attente de l'élection d'un nouveau prince, elle supporte avec peine la lamentable direction d'une régence dont l'un des trois membres, Stambouloff, s'efforce de se débarrasser des deux autres, c'est à l'attitude de l'empereur Alexandre qu'en doit remonter la responsabilité. »

Le général Kaulbars, un des héros de la guerre russo-turque, venait, nous l'avons vu, d'être envoyé par le tsar en Bulgarie, soi-disant pour améliorer les relations diplomatiques entre les deux pays. Bien qu'en réalité il eût été chargé d'abord d'y rétablir l'influence russe, en faisant sentir au besoin « une main de fer sous un gant de velours », il semblait n'avoir réussi qu'à créer de l'agitation. Sa mission pouvait-elle d'ailleurs avoir des chances de succès, les Bulgares sachant l'opinion russe aussi peu partisan que le gouvernement impérial d'une occupation militaire? Mais le départ du général pour Sofia coïncidant par un simple hasard avec la reprise des relations normales entre la Russie et la France, certains journaux russes profitaient de l'occasion pour engager l'Allemagne à ouvrir les yeux et à se rendre compte que désormais son concours devenait moins nécessaire au cabinet de Saint-Pétersbourg. Certes, on

ouvrait bien les yeux à Berlin, mais c'était dans l'espoir d'assister à une occupation russe des provinces bulgares. On n'ignorait pas plus à la Wilhelmstrasse qu'au Pont-des-Chantres combien une semblable mesure risquerait de placer la Russie dans une position aussi fausse que fâcheuse. Ne lui aliénerait-elle pas pour longtemps les sympathies slaves en Orient et ne serait-elle pas pour elle une entrave dans le cas d'un conflit européen? « Ce qui nous importe au contraire » écrivait alors le journal le *Svet* en s'élevant contre toute idée d'occupation, « c'est de conserver nos forces fraîches et intactes pour l'heure où viendrait à éclater une nouvelle guerre franco-allemande. » C'était exprimer un sentiment déjà répandu dans le public russe : la croyance à une lutte prochaine entre la France et l'Allemagne. La *Gazette de Moscou*, organe de Katkoff, examinant à son tour les rapports actuels de la France et de la Russie, se félicitait de leur cordialité « si essentielle dans les circonstances présentes pour les intérêts de l'empire ».

Ainsi s'atténuait à Saint-Pétersbourg, en même temps que dans différentes cours, l'impression fâcheuse laissée par les mesures prises au printemps à l'égard des princes français. La récente visite du roi de Grèce à Paris, l'accueil aimable réservé par l'empereur Guillaume au successeur du comte de Saint-Vallier, dont la démission avait été, non sans raison, interprétée comme un geste de protestation contre l'expulsion du comte de Paris, la brillante réception dont un simple contre-amiral français venait d'être l'objet au palais du sultan, ces manifestations et d'autres encore semblaient les indices caractéristiques d'un revirement général en notre faveur. Et, comme les témoignages de considération accordés à une nation entraînent souvent, par opposition, des effets contraires à l'égard d'une autre, c'était contre l'Angleterre que paraissait se soulever à la même heure le sentiment d'une partie de l'Europe. Nos amis de Saint-Pétersbourg nous félicitaient du bénéfice qu'en pouvait tirer la France, en puisant,

notamment dans ses bons rapports avec la Porte, une aide sérieuse contre les usurpations britanniques en Afrique. « Dans vos contestations avec l'Angleterre au sujet de l'Égypte, vous pouvez, en effet, être assurés, disaient-ils, non seulement de notre sympathie mais encore de notre appui (1). La Russie a expérimenté pour son compte les regrettables résultats de sa politique germanophile de 1870-71. Nous, Russes, désirant aujourd'hui trouver dans la France un contrepoids aux attaques de nos ennemis, souhaitons vivement qu'elle sache profiter des circonstances pour jouer son rôle de grande puissance européenne. C'est la fin de votre isolement. »

Tels étaient les impressions et les vœux des milieux nationalistes et d'une grande partie de la presse en Russie. Ces encouragements semblaient à notre ambassadeur d'autant plus précieux que, lors de son récent passage en France, il n'en avait guère recueilli de semblables en prenant congé du président de la République. Peu familiarisé avec les questions de politique extérieure, M. Grévy n'y portait qu'un intérêt secondaire. Resté sans doute sous l'impression de nos défaites et de l'abandon dans lequel l'Europe avait alors laissé la France, il ne voyait pas encore son pays près de réoccuper la place qui lui était due dans la famille des nations. Il est vrai que, depuis son arrivée à l'Élysée, peu de souverains étrangers avaient repris ce chemin de Paris qu'ils connaissaient si bien sous le second Empire. Laboulaye, dès son arrivée, ne nous avait pas caché combien l'avait frappé le langage décevant que lui avait tenu le président. Déclarant n'avoir rien à attendre de la Russie ni de son souverain, pas plus d'ailleurs, ajoutait-il, que des autres puissances, il avait jugé inutile de charger le nouveau représentant de la France d'une commission amicale quelconque pour Alexandre III. Ainsi, Jules Grévy montrait, en ce qui concerne notre futur allié,

(1) *Nouveau Temps.*

un manque absolu de confiance dans l'avenir. Si nous n'avions pas trouvé par la suite de meilleurs animateurs dans ses successeurs et dans ceux de Freycinet, l'alliance dont nous voyions alors, de notre poste de Saint-Pétersbourg, apparaître à l'horizon les premières lueurs, serait-elle jamais devenue une réalité?

Le pays, dont la politique intérieure avait causé à l'empereur le plus d'appréhensions, semblait donc main tenant, au point de vue extérieur, celui qui le rassurait davantage. Le déplacement des intérêts propres à chacune des grandes puissances allait amener dans leurs affinités des modifications d'où résulterait un renversement des alliances. En même temps, les multiples petits services que nous rendions au cabinet de Pétersbourg dans la poursuite de ses objectifs nous attiraient peu à peu ses dispositions meilleures. Les vieilles sympathies de la société russe pour la France s'étaient réveillées, commençant même à gagner les milieux populaires. Le voyage de Déroulède quelques semaines auparavant en avait été la première manifestation. C'était maintenant une allocution du général Saussier prononcée en France devant le cercueil du général Pittié qui venait d'avoir en Russie le plus heureux retentissement. Rappelant que le défunt avait jadis reçu le baptême du feu sous les murs de Sébastopol, le gouverneur de Paris s'écriait : « Alors du côté des assiégeants comme de celui des assiégés il n'y eut que des vainqueurs et pas de vaincus ! » — « C'est bien là, déclarait le lendemain le *Novoié Vrémia*, reconnaître sincèrement les actions d'éclat accomplies par notre armée pendant ce siège prolongé qu'elle a soutenu en se couvrant de gloire. C'est là le plus beau compliment qui puisse être adressé de braves à braves. » Il est certain qu'aucune parole française n'eût pu flatter davantage l'amour-propre national des Russes.

A côté de ces indices impondérables, un fait, dont l'importance ne pouvait échapper aux observateurs avertis,

venait d'indiquer une modification sensible dans les rapports existant entre les cours de Saint-Pétersbourg et de Berlin. « On ne pouvait en effet », faisait observer avec raison d'Ormesson, « prendre pour de simples mutations les rappels simultanés du général de Werder et du prince Dolgorouki. » Les situations que ces deux personnages occupaient depuis plusieurs années (1), le premier successivement auprès d'Alexandre II et du tsar actuel, le second auprès de Guillaume Ier, symbolisaient pour ainsi dire la cordialité des relations étroites unissant les deux empereurs. Envoyés l'un comme l'autre à la cour voisine avec le titre d'aide de camp général, ils étaient, en fait, appelés surtout à transmettre de monarque à monarque les commissions jugées trop intimes pour passer par l'entremise de la diplomatie officielle. Aussi comptaient-ils dans chacune des deux capitales parmi les personnalités les plus haut placées de la suite impériale. Il fallait donc que les liens se fussent sensiblement détendus entre les chefs des maisons Romanof et Hohenzollern pour que ces fonctions ne semblassent plus répondre à une réelle nécessité.

Peut-être eût-on pu trouver le véritable motif de ce changement dans le mécontentement causé au chancelier allemand par une manière de correspondre considérée toujours par lui comme contraire aux habitudes diplomatiques. Bismarck voyait en outre une anomalie des plus fâcheuses dans le retard que subissaient, avant de parvenir sous ses yeux, lettres et télégrammes lus d'abord par son souverain. Son esprit autoritaire avait grand'peine à l'admettre (2).

Si le double rappel en question n'avait pas été combattu par l'ambassadeur russe à Berlin, c'est que, de son côté, celui-ci n'était pas sans prendre ombrage de la situation trop en vue, à son gré, du prince Dolgorouki. Il causait

(1) Le général de Werder était depuis 1879 à la cour de Russie.
(2) *Souvenirs de Bismarck*, chap. « Congrès de Berlin », vol. IV, p. 250 à 253 de la traduction française.

en outre une vraie satisfaction à un certain nombre d'officiers généraux russes, notamment à ceux du grand état-major ; Werder, par sa présence à toutes les parades, revues et manœuvres, ayant fini par leur apparaître comme un surveillant indiscret, incommode et dangereux. Quoi qu'il en fût, on s'employait à la cour d'Alexandre III à sauver toutes les apparences. Une fois résolu le départ de ce personnage, l'empereur et son entourage n'avaient négligé aucune occasion de le combler de prévenances, de présents et de protestations des plus affectueuses.

Le colonel Vuillaume qui, pour le remplacer, arrivait de l'ambassade allemande à Paris, devait se trouver dans une situation singulièrement diminuée. Comme son collègue autrichien, le colonel Klepsch, il allait dépendre surtout de son ambassade en qualité d'attaché militaire, n'appartenant plus que par un titre purement honorifique à la maison de l'empereur de Russie.

CHAPITRE VIII

M. Flourens, ministre des Affaires étrangères. Accentuation des bons rapports de la France et de la Russie.

Les appréhensions inspirées à Alexandre III par l'instabilité des ministères qui se succédaient en France allaient malheureusement se trouver justifiées. Peu de jours après l'audience donnée à notre ambassadeur, le cabinet Freycinet tombait. La question secondaire de la suppression des sous-préfets qui le mettait en minorité n'en était que le prétexte.

En réalité, ni la Chambre issue des élections d'octobre 1885, ni les ministres depuis lors au pouvoir ne s'étaient conformés au programme sur lequel on leur avait fait confiance. Toujours poursuivis par la crainte d'être traités de réactionnaires, les républicains du centre s'étaient jetés dans des réformes mal étudiées qui dégénéraient en gâchis. Modéré par tradition, par éducation et par tournure d'esprit, Freycinet eût évité sa chute en tenant dans sa main sa majorité et en maintenant celle-ci dans la voie qu'elle s'était tracée. Mais, agissant comme trop de chefs de gouvernement parmi ceux qui l'avaient précédé ou qui lui succédèrent, renouvelant lui-même ce qu'il avait déjà fait au cours de ses premiers ministères, il venait de voir cette majorité s'effriter. Ne sachant attirer ou retenir les hésitants, ni même se concilier des adversaires, il s'était surtout appliqué à ménager les radicaux en leur distribuant des portefeuilles ou à les flatter en leur concédant des gages : expulsion des princes, conti-

nuation des vexations religieuses, atteintes portées aux libertés scolaires. C'est ainsi qu'il avait laissé se fortifier l'opposition devant laquelle il devait succomber.

Dans le désarroi des partis, la formation d'un nouveau cabinet n'était pas besogne aisée pour le président de la République. La majorité restait indécise. Appartenait-elle aux opportunistes avec Jules Ferry, à l'union des gauches avec Brisson, aux radicaux avec Clemenceau, ou bien encore au groupe de concentration qui s'organisait sous la direction de l'élu de la Chambre, le président Floquet?

Pour M. René Goblet, chargé finalement du soin de former le ministère, le portefeuille auquel il était le plus difficile de pourvoir se trouvait être sans contredit, dans les circonstances actuelles, celui des Affaires étrangères. Plusieurs hommes politiques et quelques diplomates de carrière s'étant récusés (1), ce fut, après bien des hésitations, M. Flourens qui se le vit offrir et qui l'accepta. N'ayant jamais appartenu au Parlement, il avait su montrer, comme président de section au Conseil d'État, de véritables qualités d'administrateur et de législateur. Bien que frère d'un ancien membre de la Commune. il était connu de tous ceux qui l'approchaient pour ses opinions sages et modérées. Et cependant, malgré l'estime dont on l'entourait, il ne fut pas considéré tout d'abord par le grand public comme particulièrement préparé et désigné pour assumer la direction de notre diplomatie. Les embarras au milieu desquels le nouveau président du Conseil venait de se débattre avant de découvrir un ministre des Affaires étrangères laissaient prévoir les difficultés que celui-ci pourrait avoir à vaincre. L'affaire de Bulgarie tendait à devenir un problème international. La question égyptienne, sans envenimer encore les rapports franco-anglais, ne paraissait pas à la veille de recevoir une solution. A Berlin, en dépit des déclarations pacifiques renouvelées fréquem-

(1) Notamment MM. Duclerc, de Courcel, Decrais et Billot.

ment par l'empereur Guillaume, l'attention restait fixée sur ces fameux projets que, sous l'inspiration et avec l'appui de Moltke et de Bismarck, le ministre de la Guerre allait présenter au Reichstag, prétextant les armements d'autres puissances, notamment de la France et de la Russie : lois tendant au renouvellement du septennat militaire et à l'augmentation des effectifs de l'armée ; impôts qui en seraient la conséquence. De tout cela résultait ce malaise général que nous avons déjà signalé plutôt qu'un trouble réel dans les relations entre les États.

En France, la situation se présentait donc particulièrement ardue devant un secrétaire d'État à qui manquait encore l'expérience de ses hautes fonctions. Il lui fallait compter surtout sur la vigilance des hommes placés à la tête de nos principaux postes diplomatiques.

C'est ce que pouvait, en toute confiance, faire Flourens et, par bonheur, c'est ce qu'il fit. Doué d'un solide bon sens, étranger aux intrigues et aux concessions parlementaires, sincèrement patriote, conscient de l'honneur national et des grands intérêts du pays, il allait chercher auprès des directeurs de ses services et de nos ambassadeurs à l'étranger les avis dont, avec un choix judicieux, il savait s'inspirer. Ainsi, pendant les longs mois qu'il put rester au ministère, il se montra l'un des plus avisés parmi les hommes d'État qui présidèrent aux travaux du Quai d'Orsay sous la seconde République.

***

A Saint-Pétersbourg, la nouvelle de la crise ministérielle en France, puis celle des difficultés rencontrées lors de la formation du nouveau cabinet, n'avaient pas été sans causer d'abord une certaine inquiétude. On se demandait si la direction donnée à notre politique étrangère n'allait pas subir quelque changement, alors qu'elle avait un si grand besoin de cet esprit de suite que nos amis de l'Est

appelaient de tous leurs vœux. Plusieurs jours avant sa chute, M. de Freycinet venait de prononcer un discours auquel on avait applaudi sans réserve en Russie. « Certes, le gouvernement de la République ne veut pas la guerre », avait-il déclaré, « mais il est résolu à ne pas laisser amoindrir l'influence légitime de la France dans toutes les questions internationales où ses intérêts vitaux sont en jeu. Si, dans la plupart de ces questions, et notamment en ce qui concerne la Bulgarie, il n'a pas l'intention d'intervenir, il n'en est pas de même pour l'Égypte. » Freycinet avait ajouté que, ne voulant pas laisser cette région de l'Afrique entre les mains d'une puissance étrangère, il insistait auprès de l'Angleterre pour qu'un règlement intervînt le plus tôt possible. Quant au Canal de Suez, dans le cas de non-entente entre Paris et Londres, son intention était de soumettre la question au tribunal des puissances. C'était bien indiquer que la France n'était pas plus disposée à s'allier à la politique anglaise en Orient qu'à laisser prendre à l'Angleterre une influence prépondérante en Égypte. Ce langage, net et fier, avait attiré à l'ambassadeur de la République, en pleine lune de miel avec la cour et la société de Saint-Pétersbourg, un redoublement de compliments et d'égards. Bientôt, d'ailleurs, le gouvernement et le public russes furent complètement rassurés par les premières déclarations du nouveau ministre à M. de Mohrenheim et l'assurance en même temps donnée à M. de Giers par M. de Laboulaye que rien ne serait changé dans la ligne de conduite précédemment adoptée par M. de Freycinet vis-à-vis de la Russie. L'accueil chaleureux fait par les Chambres au passage de la déclaration de M. Goblet relatif à notre politique extérieure montrait le Parlement français en complet accord avec le nouveau cabinet.

Il n'est pas sans intérêt de relater ici un entretien qu'eut alors notre représentant avec M. de Giers au cours de la réception diplomatique hebdomadaire à propos d'un incident survenu tout récemment entre Berlin et Pétersbourg.

La reprise des relations franco-russes avait fourni à plusieurs feuilles slavophiles, qui ne manquaient pas de se féliciter de cet heureux événement, l'occasion de s'exprimer au sujet de l'Allemagne dans des termes assez amers pour amener le général de Schweinitz à s'en plaindre au gouvernement russe. Cette plainte était fondée sur la raison que, la presse n'étant pas libre en Russie, les autorités de ce pays pouvaient difficilement décliner toute responsabilité dans les attaques de certains journaux. D'abord M. de Giers, puis le comte Tolstoï, ministre de l'Intérieur, avaient eu soin de faire observer au représentant de l'empereur Guillaume que le ton des feuilles allemandes était loin de dénoter plus d'égard envers la Russie. Cependant, pour ne pas refuser toute satisfaction au cabinet de Berlin, une note insérée au *Messager officiel* par ordre du ministre des Affaires étrangères rappelait le bon état actuel des rapports russo-allemands et les liens d'amitié et d'intérêt qui unissaient les deux pays. Mais la rédaction de ce communiqué amenait M. de Laboulaye à demander amicalement certaines explications au ministre russe. Ce membre de phrase : « Le gouvernement impérial fermement résolu à prêter comme par le passé aux intérêts propres de l'Allemagne l'attention qui leur était due..., ne peut-il pas, observait l'ambassadeur, donner lieu à double entente? » « Vous ne devez nullement en prendre ombrage », s'était empressé de répondre Giers. « Ces mots n'ont qu'une valeur toute momentanée ; nous pouvons d'autant mieux consentir cette légère satisfaction à l'Allemagne que celle-ci, sur des renseignements erronés, prétendait avoir en mains la preuve qu'un accord était intervenu entre Paris et Pétersbourg... Je ne manque d'ailleurs, ajoutait-il, aucune occasion de déclarer que nos relations avec la France ne peuvent être sur un meilleur pied et que je m'applaudis chaque jour d'avoir décidé l'empereur à faire cesser un malentendu préjudiciable aux deux pays qui ont tant d'intérêts communs. Les esprits ardents (vous en avez chez vous comme

nous en avons nous-mêmes) ne se bornent pas à me reprocher des tendances allemandes que je n'ai pas ; ils vont jusqu'à souhaiter que je rompe tout de suite avec l'Allemagne pour conclure une alliance avec la France... Eh bien, monsieur l'ambassadeur », reprit Giers après une pause, « si je vous proposais aujourd'hui cette alliance, que répondriez-vous ?... Vous me diriez sans doute que la France ne pense pas plus que la Russie à tenter les hasards de la guerre, qu'elle a moins qu'elle, mais qu'elle a, elle aussi, ses embarras financiers et ses difficultés intérieures. » — « Je me bornerais à répondre », repartit simplement M. de Laboulaye, « que je n'ai pas d'instructions. »

La conversation prenant alors un tour plus intime, notre ambassadeur reconnut volontiers que, pour souscrire des engagements réciproques, il pourrait se présenter des moments plus opportuns. « D'ailleurs, fit-il observer, point n'est besoin d'une alliance signée pour que, dès à présent, les gouvernements se rendent de mutuels services. Il n'y a pas que les baïonnettes pour faire pencher les plateaux d'une balance. » Giers crut devoir profiter de la circonstance pour rassurer son interlocuteur sur les intentions de l'Allemagne à l'endroit de la France. D'après lui, le prince de Bismarck redoutait la guerre plus qu'il ne la recherchait. Ne lui avait-il pas déclaré nettement à Franzensbad qu'il ne prendrait pas l'initiative d'une agression contre notre pays ?

Assurément, l'explosion des manifestations francophiles et anti-allemandes qui s'étaient produites ces dernières semaines en Russie, notamment dans la presse, dépassait la portée d'un événement aussi naturel que l'arrivée d'un nouvel ambassadeur. Toutefois elle devait, en ce qui nous concerne, flatter notre amour-propre et nous donner pour l'avenir l'espoir d'un puissant appui destiné à contre-balancer les forces de nos adversaires. Elle coïncidait d'ailleurs avec la campagne alarmiste menée à Berlin et les discours des nationalistes qui, en vue d'enlever le

vote du septennat, reprenaient toujours le vieux thème de l' « ennemi héréditaire ». Il s'agissait en effet pour Bismarck de réveiller le chauvinisme en Allemagne, afin obtenir du Reichstag et de faire accepter à la nation les nouvelles charges militaires.

En France même, quelques journaux plus désireux d'exciter l'opinion contre notre ministre de la Guerre que de calmer l'effet produit par la campagne de la presse allemande, se faisaient les échos de rumeurs plus ou moins fantaisistes ou tendancieuses. De là les bruits qu'un peu partout, dans les différents pays d'Europe, répandaient certains publicistes. Les feuilles anglaises, notamment, excitées contre nous par la question d'Égypte et défavorables à la politique russe en Bulgarie, lançaient les articles les moins amicaux à notre égard.

Seul le *Times*, sous la plume de son correspondant de Saint-Pétersbourg, cherchait à remettre les choses au point. Il s'en prenait surtout à la presse russe. « Les expressions flatteuses vis-à-vis de M. de Laboulaye et de la nation française », écrivait-il, « paraissent calculées pour développer la ferme croyance que l'empire de Russie est sur le point de conclure une alliance avec la République. Elles font naître en même temps des idées erronées en France, et de la défiance chez les Allemands que les journalistes moscovites ont d'autant plus tort d'indisposer qu'au fond aucune pensée de rupture n'existe dans l'esprit du cabinet de Saint-Pétersbourg. Entre la France et la Russie la véritable situation est la suivante : la Russie reconnaît pleinement les droits que, par son attitude dans la question bulgare, le gouvernement de la République s'est acquis à sa sympathie. Mais n'ayant pas l'intention de modifier déjà sa politique extérieure, elle peut regarder la France, non encore comme l'alliée de demain, mais plutôt comme une précieuse réserve pour le jour où elle aurait besoin de neutraliser les forces de ses ennemis. » En parlant de la sorte, en indiquant que l'intention de la Russie n'était

pas alors de dénouer les liens qui, depuis si longtemps, unissaient les deux cours du Nord, mais « de se dégager du tête-à-tête de la Triple-Alliance », le journal de la Cité résumait exactement la situation et la véritable pensée du tsar.

***

Le concours que le cabinet de Paris se montrait disposé à prêter à celui de Saint-Pétersbourg dans les affaires bulgares allait trouver bientôt l'occasion de se manifester. L'attitude franche et l'habile politique de M. Flourens, en plein accord avec les vues de M. de Laboulaye, étaient d'autant mieux faites pour nous attirer les bonnes grâces de la Russie qu'il s'agissait là d'une question tenant particulièrement à cœur à Alexandre III.

Le mois de novembre n'était pas encore terminé que, de toute évidence et selon nos prévisions, le général Kaulbars avait échoué dans sa mission. Ni les sentiments de bienveillance du tsar dont il venait transmettre l'expression au gouvernement bulgare, ni les « conseils loyaux » qu'il lui apportait n'avaient produit le moindre effet. Des actes injurieux et même des attentats criminels s'accomplissaient dans la principauté contre les sujets et les protégés russes sans que les autorités locales y portassent la plus faible attention. Toutefois ni les régents, ni la Grande Assemblée, quoique peu disposés à élire un prince choisi par le tsar, tel que le prince de Mingrélie, ne seraient allés, sans doute, jusqu'à rappeler sur le trône Alexandre de Battenberg. Ils savaient qu'une décision de cette nature eût été considérée par l'Europe comme une provocation.

Bien que ferme dans ses idées et décidé à tenir tranquillement, mais jusqu'au bout, tête aux Bulgares, Alexandre III, nous l'avons dit, restait opposé à toute intervention directe et même à une occupation militaire de la principauté. Ne reconnaissant ni la régence, ni l'Assemblée sortie d'élections qu'il considérait comme illé-

gales, il continuait à se heurter à la mauvaise volonté de la minorité radicale qui détenait à Sofia le pouvoir contre la majorité de la population, celle-ci demeurant désireuse au contraire de ne pas perdre la puissante protection de l'empereur. Dans ces conditions, il ne restait à Kaulbars qu'un seul parti à prendre : faire savoir aux régents que sa mission se trouvait maintenant terminée, son souverain renonçant à entretenir plus longtemps des relations avec eux.

Le dictateur Stambouloff, à qui les représentants des puissances ne cessaient de prodiguer des conseils de modération, dut finir par comprendre l'impossibilité de laisser se prolonger le régime de terreur instauré par Karaveloff et caractérisé par les actes de cruauté farouche auxquels se livrait le major Panitza. Ne pouvant oublier que l'indépendance de son pays était l'œuvre du congrès de Berlin, c'est-à-dire de l'Europe, il prit le parti de charger une délégation composée de plusieurs des hommes les plus en vue de la Bulgarie (1), de se rendre successivement dans les différentes capitales. Elle avait pour mission d'expliquer les raisons de la conduite des dirigeants bulgares, d'exposer leurs *desiderata*, de demander des conseils et un appui moral. En réalité, Stambouloff l'envoyait à la recherche d'un successeur de Battenberg, espérant peut-être au fond que le retour de celui-ci finirait par s'imposer, dans le cas où le trône de la principauté ne tenterait aucun candidat.

C'était là pour la France une occasion toute trouvée de faire entendre un langage agréable aux oreilles du tsar. Ce rôle paraissait d'autant plus indiqué que M. de Giers venait d'insister à plusieurs reprises devant M. de Laboulaye sur « la vive satisfaction » qu'il avait éprouvée en prenant connaissance des récents entretiens de M. de Mohrenheim avec M. Flourens : « Je ne peux, disait-il à notre ambassadeur, que rendre hommage à la correction qui marque votre con-

(1) MM. Grékow, Stoïlow, Kaltschiff.

duite. Elle m'a d'autant plus frappé que je ne l'ai pas rencontrée au même degré, ces derniers temps, chez d'autres gouvernements de qui, je l'avoue, j'attendais davantage. »

C'est à Vienne que s'arrêtèrent d'abord les membres de la délégation bulgare. Arrivés dans cette ville le 7 décembre, ils furent reçus dès le lendemain par le comte Kalnoky. Mais, malgré cet empressement courtois, l'accueil réservé du ministre autrichien ne fut pas sans leur causer une véritable désillusion. Le langage que leur tint à son tour le prince Lobanoff, ambassadeur de Russie, au cours d'une audience de vingt minutes attendue pendant deux jours, fut, d'autre part, si peu encourageant qu'ils renoncèrent à poursuivre leur route jusqu'à Saint-Pétersbourg où, suivant les instructions reçues, ils devaient aller voir M. de Giers. Celui-ci s'était d'ailleurs empressé, comme il l'avait déclaré, dès le 4 décembre, à M. de Laboulaye, de faire savoir télégraphiquement à tous les ambassadeurs russes que l'empereur ne recevrait pas la délégation, et de leur prescrire en même temps d'éviter eux-mêmes tout rapport avec elle.

A Berlin, où ils se rendirent alors, les envoyés de Sofia éprouvèrent une nouvelle déception. Ils ne tardèrent pas, en effet, à s'apercevoir qu'en dépit des récentes rumeurs répandues par certains organes de la presse européenne, le chancelier, tout désireux qu'il fût de faire voter sa loi de septennat militaire, ne se montrait pas plus impatient qu'on ne l'était en France de chercher les motifs d'un conflit. Tenant particulièrement à rester en bons termes avec Pétersbourg, le prince de Bismarck ne prêtait qu'une médiocre attention aux articles des journaux de l'opposition qui poussaient l'Allemagne à s'engager contre la Russie en faveur des Bulgares. Aussi bien devant le Reichstag qu'au cours de ses entretiens avec les ambassadeurs des grandes puissances, il laissait voir sa ferme intention de « ne pas se brouiller avec ses voisins de l'Est pour une principauté des Balkans ». « La même presse qui combat la nouvelle

loi, devait-il s'écrier quelques jours après le départ de Berlin de la délégation bulgare, met tout en jeu pour nous impliquer dans une nouvelle guerre avec la Russie. On aurait été fondé sans doute à m'accuser de haute trahison, si j'avais même un instant eu l'idée de m'associer à de pareilles sottises. En quoi la Bulgarie peut-elle nous préoccuper? L'amitié de la Russie ne nous est-elle pas autrement précieuse que celle de ce petit pays? » Le chancelier ne jugea pas utile de voir lui-même les délégués. Son fils, le comte Herbert, qui les reçut, se contenta de les engager à conclure directement un arrangement avec Pétersbourg.

A Londres, au contraire, l'espoir caressé par les envoyés de Stambouloff d'y trouver des paroles d'encouragement, ne fut en rien trompé. Ils y reçurent même l'assurance que pour sauvegarder son indépendance et sa liberté, leur pays pouvait compter sur l'appui de l'Angleterre.

Restait la France. Dès son arrivée à Paris, le 8 janvier, la mission s'empressa de solliciter une audience de M. Flourens. Mais celui-ci, tout en la fixant au lendemain, stipula qu'elle ne pourrait avoir qu'un caractère privé. C'est ainsi qu'en présence du directeur politique, M. Francis Charmes, le chef de la délégation, M. Grékow, protestant de son respect pour les traités, exposa au ministre l'état politique actuel de la Bulgarie. « La régence comprend fort bien sa situation vis-à-vis de l'Europe, déclara-t-il. Elle fera pour en sortir toutes les concessions compatibles avec son indépendance. Ce qu'elle vient demander à la France, c'est d'intervenir auprès de la Russie pour l'amener à proposer un candidat autre que le prince de Mingrélie, incapable, semble-t-il, d'assurer à la Bulgarie la stabilité et la liberté auxquelles elle a droit. Nous avons déjà fait beaucoup pour ménager la Russie et éviter la guerre à l'Europe en n'insistant pas sur la réélection du prince de Battenberg. Or, cette requête que nous vous soumettons aujourd'hui, nous ne l'avons introduite ni à Vienne ni à Londres. Notre délégation ne l'a présentée jusqu'ici qu'à Berlin, où l'on

nous a conseillé de nous adresser à Paris. La France et l'Allemagne sont d'ailleurs les seules puissances assez désintéressées dans la question pour intervenir utilement auprès d'Alexandre III. »

— « Si je ne vous reçois qu'à titre privé, commença par leur faire observer M. Flourens, c'est que je ne puis considérer comme officielle une mission sans mandat régulier. La Bulgarie, quant à son administration intérieure, jouit évidemment d'une complète indépendance ; mais il n'en va pas de même de ses relations internationales. A ce point de vue, elle relève de la Porte qui peut seule parler en son nom. Or la France tient essentiellement au maintien de l'intégrité de l'Empire ottoman et, avant tout, à celui de la paix européenne. Personnellement, je ne peux donc que vous engager à vous entendre avec la Russie, puisqu'elle a déjà tant fait pour votre pays et que c'est à elle que celui-ci doit son existence. » L'audience s'étant terminée sur cette déclaration et sur ces conseils de notre ministre des Affaires étrangères, les délégués prirent congé de lui dans les termes les plus courtois.

La réponse de M. Flourens, connue dès le lendemain par une note communiquée à la presse, reçut l'approbation unanime des journaux français. « Il est difficile de ne pas sourire, écrivait le *Journal des Débats*, quand les Bulgares viennent solliciter la bienveillance de l'Europe en parlant de leur respect des traités. N'ont-ils pas, au contraire, violé par une série d'actes les engagements les plus formels : refus de payer tribut à la Turquie, conservation des forteresses du Danube qu'ils devaient démolir, annexion de la Roumélie orientale? La Bulgarie est actuellement dirigée par un gouvernement révolutionnaire, illégalement constitué et ne devant sa durée qu'à la force brutale actuellement en honneur à Sofia. La Russie, comme libératrice, est en droit d'exercer sur elle une sorte de tutelle. Comme suzeraine, la Turquie peut intervenir dans ses affaires. A quel titre d'autres États viendraient-ils soutenir le gouver-

nement dictateur et brouillon établi dans la principauté? »

A Saint-Pétersbourg, plus encore qu'à Paris, la réponse de M. Flourens aux délégués bulgares devait être accueillie avec la plus complète satisfaction. Aussi M. de Giers chargeait-il aussitôt M. de Mohrenheim de faire savoir à notre ministre combien il se félicitait de son attitude si mesurée, si sage, si conforme aux vues de l'empereur. En même temps, il exprimait à M. de Laboulaye, dans les termes les plus chaleureux, sa vive reconnaissance pour le service ainsi rendu à la Russie : « Mon pays, ajoutait-il, saura dès qu'il en aura l'occasion rendre à son tour service à la France. »

Nous allions d'ailleurs apprendre, dès le lendemain, de la bouche même d'Alexandre III, combien avait su lui plaire le langage de notre ministre des Affaires étrangères.

CHAPITRE IX

Politique extérieure de la Russie.
Reprise de sa liberté d'action.

La réception diplomatique tenue par Alexandre III au Palais d'Hiver dans la matinée du 1/13 janvier 1887 nous donna l'occasion de constater quelle satisfaction lui causait l'attitude de notre gouvernement. S'adressant successivement, selon l'usage, pendant ce cercle de cour, à chacun des représentants étrangers en suivant leur rang d'ancienneté, l'empereur, avant d'arriver devant M. de Laboulaye, s'approcha de sir Robert Morier, placé avec les membres de sa mission immédiatement à notre gauche. Nous pouvions ainsi, les uns et les autres, ne perdre aucune des paroles échangées : « Quelles sont, » demanda le tsar à l'ambassadeur anglais, « les dernières nouvelles de la santé de la reine? D'après une lettre que ma femme vient de recevoir de sa sœur *(sic)* son état aurait inspiré ces jours derniers quelques inquiétudes. » — « Je suis heureux de pouvoir répondre à Votre Majesté, » repartit sir Robert, « qu'un télégramme parvenu ce matin à mon ambassade nous apporte les indications les plus rassurantes. »

Mettant alors rapidement fin par quelques formules banales à ce court entretien, le tsar aussitôt se tourna vers notre ambassadeur avec une affabilité marquée. Après avoir reçu de celui-ci les félicitations et les vœux habituels, il lui adressa plusieurs phrases des plus aimables pour sa personne et pour celle du président Grévy. Puis, appuyant à dessein sur chacun de ces mots lentement prononcés :

« Je suis particulièrement content de vous dire combien j'apprécie l'attitude de votre pays et le langage tenu par M. Flourens aux délégués bulgares. Ce langage net et droit, d'une correction parfaite, est vraiment digne de la France. Aussi ai-je le ferme espoir qu'il contribuera grandement à prévenir les difficultés et à arranger les choses. Malheureusement, ajouta-t-il en haussant encore la voix, je ne pourrais en dire autant de tous les autres cabinets d'Europe. »

— « Mon gouvernement », s'empressa de répondre avec simplicité M. de Laboulaye, « se félicitera toujours des occasions qu'il aura de marcher d'accord avec celui de Votre Majesté. »

En affectant de parler assez haut pour se faire entendre d'une partie de la salle et à plus forte raison de nos voisins, l'empereur ne tenait pas seulement à s'exprimer devant les représentants des puissances dans les termes les plus flatteurs pour la France, il voulait en même temps faire connaître publiquement lui-même à l'ambassadeur d'Angleterre, tout en évitant de lui adresser directement des paroles désagréables pour le cabinet de Londres, combien la conduite de celui-ci venait de le froisser.

Tandis qu'Alexandre III tenait ce discours, j'observais le groupe des grands-ducs, réunis à l'autre extrémité de la salle dans les grandes embrasures des fenêtres donnant sur la Néva. Les propos du souverain paraissaient les intriguer fort et, de loin, je considérais particulièrement l'œil espiègle du cesarevitch, — bien différent alors du regard attristé qui devait me frapper dix ans plus tard chez Nicolas II. — Le jeune prince semblait évidemment chercher à deviner, sinon à saisir, les phrases de son père qui ne parvenaient pas jusqu'à ses oreilles. Je ne tardai pas d'ailleurs à recevoir la preuve que je ne me trompais pas.

En effet, deux jours après, au théâtre Michel, pendant un des entr'actes, le grand-duc Nicolas Michaïlovitch, m'apercevant dans un couloir, courut après moi, et m'ar-

rêtant au passage : « Vous pouvez certainement, me dit-il, m'éclairer sur un point qui nous a tous fort intrigués dans notre coin, avant-hier au Palais d'Hiver. Placé derrière M. de Laboulaye vous avez dû fort bien entendre tout ce que lui a dit l'empereur en présence du corps diplomatique? »

Je me fis naturellement un plaisir de reproduire mot à mot l'entretien. « Merci, » me dit en riant Nicolas Michaïlovitch, dont les sentiments pour la France étaient bien connus, « ce que vous me racontez m'intéresse agréablement. Je serai enchanté de pouvoir le répéter au grand-duc héritier qui, pendant ce colloque, me confiait tout bas : « Je suis curieux de savoir ce que l'empereur dit en « ce moment à M. de Laboulaye. Celui-ci a l'air si satis- « fait, et sir Robert si contrarié !... »

Le soir même du 1/13 janvier, M. de Laboulaye avait adressé au Quai d'Orsay un télégramme résumant en quelques mots l'incident qu'à mon retour du cercle de cour j'avais, de mon côté, noté dans tous ses détails. Notre ambassadeur y faisait en même temps allusion à « l'impression très vive produite sur les témoins de la scène, et interprétée par ceux-ci, ajoutait-il, d'une manière qui dépassait peut-être la pensée impériale ».

***

Le lendemain du 1er janvier russe, à une soirée chez lady Morier, j'ai retrouvé le délégué à Saint-Pétersbourg des comités slavophiles de Moscou, M. Tolstoï, dont j'avais eu l'occasion de faire la connaissance depuis mon arrivée en Russie. Dès qu'il m'aperçut, il vint à moi, et, m'attirant dans un coin d'un des salons, ne me cacha pas qu'il s'était rendu à l'ambassade d'Angleterre avec l'espoir de m'y rencontrer. Il désirait, ajouta-t-il, me « faire une communication intéressante pour nos deux pays ».

« Permettez-moi donc, » dit-il, « de reprendre une conversation que nous avions entamée au printemps dernier chez la marquise Paullucci. Ce que je souhaitais tant alors commence à se réaliser. Nous sommes en train, avec mes amis slavophiles, de triompher des adversaires de notre parti, les trop cosmopolites diplomates chargés de la politique extérieure de la Russie. Je ne crois pas qu'il soit trop tôt pour chanter victoire, bien que le résultat paraisse si beau qu'on a tout d'abord peine à y croire. Voici ce qui vient de se passer :

« M. Katkoff, appelé il y a quelque temps de Moscou à Gatchina par ordre de l'empereur, a remis récemment à Sa Majesté, qui le lui avait demandé, un rapport de quarante pages, longuement et soigneusement élaboré.

« Dans ce document, qui vient de recevoir l'entière approbation d'Alexandre III, M. Katkoff exposait, avec les vœux et les *desiderata* du peuple russe, ses vues personnelles sur la politique extérieure de l'empire. Il est temps, indiquait-il, de rompre définitivement avec une politique traditionnelle qui nous fait sentir chaque année davantage l'hégémonie allemande ; hégémonie d'autant plus inadmissible que l'Allemagne est intimement liée à l'Autriche, dont les intérêts sont sur tant de points opposés aux nôtres. Il faut donc que la Russie reprenne sa place et retrouve son indépendance. Pour atteindre ce but, vers lequel tant d'intérêts la sollicitent, ne doit-elle pas se rapprocher de plus en plus de la France, le seul pays d'Europe n'ayant avec elle aucun point de conflit, ni même de contact, comptant les mêmes adversaires et éprouvant pour elle une sympathie réelle et sincère. Trop souvent nos diplomates ont parlé à Saint-Pétersbourg un langage dicté de Berlin par Bismarck et se résumant en ces deux points : 1° la Russie ne peut avoir pour alliée la France, pays républicain aux tendances radicales, foyer de révolutions ; 2° chez nous les révolutionnaires, les nihilistes, les régicides appartiennent en général au parti slavophile

qui devient ainsi un danger permanent pour le régime monarchique et la dynastie impériale. Si donc, concluaient-ils, l'empereur tient à sauvegarder ses principes de gouvernement et sa personne même, il doit nécessairement s'appuyer sur les puissances les plus intéressées avec lui à cette sauvegarde et les plus fermement décidées à abattre les révolutionnaires : l'Allemagne et l'Autriche.

« Ce sont là, poursuivait le rapport de M. Katkoff, deux erreurs que M. de Bismarck est parvenu à inculquer dans le cerveau des diplomates russes. Erreurs, en effet, car où voit-on la France, quelle que soit sa politique intérieure, propager des idées révolutionnaires au delà de ses frontières? Bien au contraire, sa politique extérieure, pleine de sagesse et de raison pendant ces dernières années, ne seconde-t-elle pas, maintenant surtout, les vues de la Russie? Aussi est-ce avec elle, devenue la nation d'Europe la plus sympathique au peuple russe, que nous avons besoin de marcher la main dans la main.

« Quant au parti slavophile, comment admettre, ainsi qu'on s'efforce de l'insinuer à Sa Majesté, que ses principes soient opposés à ceux de la monarchie absolue des Romanoff. L'empereur sait trop bien que la masse de la nation, particulièrement dans ce parti, considère la Russie comme incarnée dans une seule personne, celle du tsar. Son attachement au monarque va même jusqu'à l'enthousiasme quand elle le voit demeurer fidèle à une politique purement russe. Sa Majesté n'en a-t-elle pas eu récemment encore une preuve en constatant la joie avec laquelle ses sujets ont accueilli sa lettre au prince Alexandre de Battenberg. Combien d'entre nous, entendant ce jour-là Alexandre III parler vraiment en souverain de la Russie, se sont écriés : « Maintenant, nous avons un tsar ! »

« Vous voyez, je ne saurais trop vous le dire », reprit Tolstoï avec conviction, « combien les conclusions de ce rapport sont intéressantes pour vous, Français. S'adressant solennellement à l'empereur, lui parlant au nom des

vrais Russes « pour la gloire de son empire et dans l'intérêt de sa dynastie », Katkoff signalait respectueusement l'avantage qu'il y avait à rompre avec la politique suivie depuis trop d'années et à rechercher l'amitié de la France.

« L'empereur, il y a deux jours, a daigné répondre par écrit au rapport en question. En remerciant chaudement l'auteur, il approuve pleinement ses vues sur la politique extérieure et le félicite dans les termes les plus élogieux de l'élévation de ses sentiments et de ses idées. »

« Cette réponse d'Alexandre III » — me faisait observer Tolstoï après avoir achevé ces précieuses confidences — « présente une importance d'autant plus grande que Sa Majesté a pour habitude de ne prendre un parti définitif qu'après avoir étudié longuement, avec sa clairvoyance et son bon sens, les rapports qui lui sont présentés ; chaque fois qu'il consent à s'entretenir d'un sujet grave avec une haute personnalité, il l'écoute avec autant d'attention que de bienveillance. Mais il est bien rare alors qu'il ne montre pas tout d'abord devant son interlocuteur une certaine indécision qui l'empêche de prendre rapidement parti. Aussi est-il assez facile à ses ministres, quand leur avis est contraire à celui donné ainsi au souverain, de reprendre l'avantage. Il y avait là un écueil que Katkoff s'est efforcé d'éviter en exposant cette fois tous ses arguments avec autant de netteté que de précision. Ce n'est donc qu'après en avoir approfondi à tête reposée, dans tous leurs détails, les développements et les conclusions que Sa Majesté a donné sa réponse. Brillant succès pour le porte-parole des slavophiles et pour les partisans chaque jour plus nombreux chez nous d'une entente avec la France. Actuellement nous pouvons considérer l'influence de Katkoff comme à son apogée.

« Que dans votre pays, on se pénètre bien de cette idée, — et vous, qui vivez depuis quelque temps déjà parmi nous, la partagez sans doute, — ni le langage tenu par les diplomates russes, ni les communiqués officiels ou officieux

du *Journal de Saint-Pétersbourg* ne reproduisent exactement les véritables sentiments de la Russie. Pour les connaître, ce sont les journaux de Moscou qu'il faut lire.

« J'ai tenu, m'a-t-il dit en terminant, à vous mettre exactement au courant de faits dont je suis certain, parce qu'il nous faudra maintenant travailler en commun. Veuillez donc en donner connaissance à M. de Laboulaye, à qui j'eusse été particulièrement heureux d'être présenté ce soir. »

Je ne peux négliger de citer en passant une phrase incidemment prononcée par Tolstoï : « Il s'agirait maintenant pour nous d'arriver à faire remplacer M. de Giers par le comte Ignatieff à la tête du département des Affaires étrangères. Mais sachant avec quelles précautions il faut manœuvrer pour atteindre un tel but, M. Katkoff n'a pu devant Sa Majesté faire, d'une façon même détournée, allusion à cette éventualité. » Cette pensée n'avait rien qui pût me surprendre de la part d'un slavophile militant. Je ne pouvais, quant à moi, que paraître y prêter une oreille distraite afin de n'avoir pas à la relever.

Ces confidences que je viens de reproduire telles que je les ai notées le soir même en rentrant chez moi, portaient en elles un si parfait accent de vérité et laissaient voir chez leur auteur une satisfaction si complète que, tout en faisant la part du fanatisme moscovite, je ne pouvais douter, quant au fond, de leur exactitude. Ne confirmaient-elles pas l'évolution que, depuis plusieurs semaines, nous avions vue s'opérer dans l'attitude d'Alexandre III à notre égard?

Je n'ai pas besoin d'insister sur l'intérêt avec lequel M. de Laboulaye accueillit le lendemain matin, dès que je lui en fis part, ces nouvelles encourageantes, peu faites d'ailleurs pour le surprendre. Comme je lui communiquais les regrets qu'avait exprimés Tolstoï de n'avoir pu causer avec lui-même : « Je préfère beaucoup au contraire, me dit-il, que ce soit vous qui ayez eu cet entretien. Un tête-

à-tête prolongé entre l'ambassadeur de France et M. Tolstoï, dans un milieu si rempli d'observateurs, eût été sans doute remarqué. Or, je ne voudrais éveiller en quoi que ce soit les susceptibilités de M. de Giers avec qui je suis et dois rester dans les termes les plus confiants. Celui-ci continuera, j'en suis convaincu, de travailler comme nous à préparer pour l'avenir un rapprochement entre nos deux pays, quoi qu'en puisse penser Katkoff et ses amis. Sans manifester la même ardeur apparente que ces derniers, il évitera de rien casser et surtout de froisser Berlin. Certes, l'action d'un homme entier dans ses idées, décidé dans ses vues, allant droit à son but comme le directeur de la *Gazette de Moscou*, doit contribuer puissamment à amener Alexandre III à donner à sa politique extérieure une direction nouvelle. Mais la diplomatie prudente et raisonnée de M. de Giers, tendant peu à peu vers le même but, ne peut qu'avoir sur l'esprit de l'empereur une influence décisive. Continuez donc, mon cher ami, avec la même discrétion que vous avez observée jusqu'ici, à vous tenir au courant de l'état des choses, chaque fois que vous aurez l'occasion de voir un de nos Moscovites. Quant à moi, je vais dès aujourd'hui porter ce que vous venez d'apprendre à la connaissance de M. Flourens. »

A ce moment la porte du cabinet de l'ambassadeur s'ouvrit pour laisser entrer notre second attaché militaire. Depuis plusieurs années à l'ambassade, ayant acquis grâce à ce long séjour à Saint-Pétersbourg une expérience des affaires de la Russie que lui facilitait sa connaissance approfondie de la langue du pays, le capitaine Moulin nous rendait les plus grands services par les renseignements qu'il se trouvait à même de recueillir dans des milieux militaires et exclusivement russes où les autres membres de notre mission pénétraient moins facilement. Il avait notamment avec Katkoff des relations personnelles dont il était fier. « Si ma mémoire ne me trompe pas, demanda aussitôt à Moulin M. de Laboulaye, n'êtes vous pas allé

le mois dernier chez le directeur de la *Gazette de Moscou?* Depuis votre retour il se serait passé des faits nouveaux qui ne peuvent manquer de vous intéresser. »

L'ambassadeur, mettant alors l'attaché militaire au courant de l'entretien que j'avais eu la veille au soir chez sir Robert Morier, lui demanda ce qu'il en pensait : « Évidemment, repartit celui-ci, ce sont bien là les vues de Katkoff ; mais je suis fort surpris que, pendant ma visite, lui, qui me témoigne tant de confiance, ne m'ait parlé ni du rapport en question, ni même de la pensée qu'il aurait eue d'en soumettre un à l'empereur. » Comme je lui faisais remarquer que les faits relatés étaient dans leur ensemble assez récents et qu'il n'était encore question de rien il y a un mois : « Qu'importe ! dit-il, Katkoff m'aurait mandé depuis lors pour m'en parler. Je crains que M. Tolstoï, en bon slavophile qu'il est, n'ait pris un peu vite ses désirs pour des réalités. Veuillez donc, monsieur l'ambassadeur, me donner le temps de me renseigner avant d'écrire quoi que ce soit à Paris. »

Ce ne fut que huit jours plus tard, le 22 janvier, après la publication dans la *Gazette de Moscou* d'un exposé des idées de Katkoff, correspondant à celles que m'avait indiquées Tolstoï, que M. de Laboulaye se décida à en entretenir le Quai d'Orsay. Envoyant le texte de cet article qui se terminait par cette phrase : « Des relations franchement établies contribueront plus au maintien de la paix que de fausses alliances et coalitions, » l'ambassadeur ajoutait : « Dans le journal de Katkoff, cette dernière phrase formule bien la conclusion à laquelle est arrivé le parti dont il est le chef. Ressaisir sa liberté, tel est en effet le programme que le directeur de la *Gazette* propose au gouvernement russe et qu'il aurait, si je dois en croire des renseignements confidentiels venant de bonne source, exposés dans un rapport officiel lu avec intérêt par l'empereur. »

Lorsque cette dépêche lui parvint dans les derniers jours de janvier, M. Flourens avait reçu depuis quarante-huit

heures, par les confidences de hauts personnages russes de passage à Paris, les mêmes informations qui m'avaient été apportées le 14 du mois par M. Tolstoï. Celles-ci présentaient pour M. de Laboulaye, comme pour le gouvernement français, un intérêt d'autant plus grand qu'elles se trouvaient pour ainsi dire liées à une indication également confidentielle recueillie d'autre part et de source semi-officielle par notre ambassadeur. L'entente entre les trois empires, lui avait-on affirmé, ne serait bientôt plus qu'un souvenir, de sérieuses raisons donnant lieu de croire qu'elle ne serait pas renouvelée du côté de la Russie (1). De là, pensait M. de Laboulaye, les préoccupations du chancelier et ses projets d'augmentation des effectifs de l'armée allemande, projets motivés, disait-on à Saint-Pétersbourg, par l'infériorité militaire des Autrichiens vis-à-vis des Russes, dictés plutôt encore, suivant l'opinion courante à Berlin comme à Paris, par l'intérêt qu'attachait Bismarck à attaquer la France avant que celle-ci eût achevé la reconstitution de son armée.

D'abord ému par des dépêches plutôt sombres émanant de Mohrenheim, M. de Giers n'avait pas tardé à être rassuré par celles de l'ambassadeur russe en Allemagne. Le comte Schouvaloff, tout en reconnaissant qu' « il pouvait bien y avoir quelque chose dans l'air », ne constatait, assurait-il, aucun symptôme alarmant dans les dispositions de l'empereur Guillaume et de son chancelier. M. de Giers lui ayant fait part de ces impressions, M. de Laboulaye avait jugé l'occasion favorable pour demander à son interlocuteur si, dans le cas où la France serait attaquée par l'Allemagne, la Russie conserverait encore sa liberté d'action. Dans la pensée de notre ambassadeur, il était essentiel que le gouvernement russe, pour se trouver en mesure de nous prêter alors un appui tout au moins moral,

(1) Il s'agit là du traité du 18 juin 1881 arrivant à échéance le 18 juin 1887 (cf. chap. XII).

ne fût pas tenu par des obligations réciproques avec une tierce puissance. Il fallait éviter également qu'en raison de difficultés toujours menaçantes dans les Balkans et même en Asie, ses forces militaires se trouvassent immobilisées, lui liant ainsi les mains pour une éventuelle intervention.

La question, bien que posée incidemment et à titre tout personnel, ne manquait pas d'être embarrassante. « Sans doute, se contenta de répliquer M. de Giers, mon pays aurait alors *son mot à dire...* à la condition toutefois — et il appuya sur cette dernière phrase — que vous ne soyez pas les agresseurs. ...Mais un des plus sérieux dangers pour la paix, » ajouta-t-il après un court silence, « est dans le maintien à la tête du cabinet anglais du marquis de Salisbury qui pourrait bien se servir de l'Italie comme d'un instrument contre vous. » Cette réponse n'apportait guère à l'ambassadeur l'éclaircissement qu'il cherchait.

« La politique de prudence que nous suivons à l'égard de l'Allemagne, » concluait M. de Laboulaye dans un rapport relatant ce dernier entretien, « nous impose, je le sais, la plus grande réserve ; je m'applique à ne pas m'en départir pour ne pas me mettre en contradiction avec mon collègue de Berlin. Mais il est un non moindre danger que je dois signaler : ce serait de glacer par notre attitude la source du courant qui se dessine ici en notre faveur. Les patriotes russes nous en voudraient de l'échec de leurs aspirations vers l'indépendance. » Et dans cette communication, écrite quelques jours avant ma rencontre avec Tolstoï et se terminant par une demande d'instructions, M. de Laboulaye signalait une brochure publiée récemment à Paris, répandue dans les deux langues en de nombreux exemplaires à Pétersbourg et à Moscou et dont on s'occupait depuis quelques jours dans les salons politiques comme dans les colonnes des journaux. Sous le titre : *Quelques mots sur le général Skobeleff*, l'auteur anonyme plaidait chaudement la cause de l'alliance franco-

russe, vœu de tous les patriotes des deux pays. S'élevant vivement contre l'hégémonie de la puissance allemande, il présentait celle-ci comme l'ennemie commune qu'il fallait absolument abattre. « C'est en province surtout que cette opinion se dessine, » faisait observer l'ambassadeur. « A la tête du parti marche actuellement M. Katkoff, l'un des hommes qui passe pour avoir le plus d'influence sur l'empereur. Il est naturel que les esprits ardents se tournent vers la France comme vers un auxiliaire précieux (1). »

***

Si les manifestations qui se succédaient à Berlin, au Parlement et dans la presse, causaient à Paris, surtout dans les cercles gouvernementaux, une assez vive émotion, elles n'impressionnaient pas au même degré les milieux diplomatiques de Saint-Pétersbourg. Nous n'ignorions pas que le prince de Bismarck, préoccupé avant tout d'obtenir le vote du « septennat militaire », laissait courir des bruits belliqueux à seule fin de tenir en éveil les susceptibilités du parti national allemand. Mais avec une sage prudence, tout à leur honneur, le ministre des Affaires étrangères et le président du Conseil français cherchaient à éviter ce qui pouvait exciter encore ces mêmes susceptibilités. C'était cependant pousser la réserve à l'excès que de voir dans la correspondance de Laboulaye le désir d'inciter le gouvernement à hâter une entente avec la Russie. La réponse adressée quelques jours après par M. Flourens à notre ambassadeur pouvait en effet laisser croire à une telle interprétation de sa part.

« La France veut la paix, » déclarait-il, « et vous pouvez donner à tout le monde l'assurance que nous ne serons les agresseurs dans une lutte, ni contre l'Allemagne, ni contre une autre puissance quelconque. Nous ne répon-

(1) Dépêches de Laboulaye des 8 et 12 janvier.

drions par la guerre qu'à une provocation portant atteinte à nos intérêts ou à notre honneur... Mais rien ne fait prévoir jusqu'ici des complications de ce genre. Hier, au cours d'une longue conversation avec M. Herbette, le chancelier a plusieurs fois affirmé nettement qu'il ne nous attaquerait pas. Je ne vois plus alors d'où pourrait naître un conflit. Toutes ces rumeurs viennent de la nécessité où se trouvent les puissances d'engager de lourdes dépenses pour transformer leurs armements, et du besoin qu'aurait le cabinet de Berlin de trouver là quelque argument électoral. »

Les événements ont fait éclater depuis lors la clairvoyance avec laquelle la situation était jugée par M. Flourens, dont les instructions pouvaient se résumer ainsi : « Nous apprécions les sympathies qu'on manifeste à notre égard autour de vous. Mais n'y faites pas appel en vue d'arrangements immédiats et n'encouragez pas chez vos interlocuteurs des initiatives de ce genre. Si M. de Giers vous faisait des ouvertures directes, vous diriez que vous n'avez pas d'instructions et que vous allez m'en référer. Aussi, ne puis-je regretter qu'à demi la réponse évasive faite récemment à une question que vous aviez posée. Si cette réponse avait été plus catégorique, nous en aurions peut-être éprouvé quelque embarras. Tout échange de vues sur un sujet aussi délicat me semble pour le moment prématuré. »

« Ce qu'il nous faut désirer, » ajoutait-il, — « et en cela M. Flourens se trouvait en plein accord avec les patriotes russes — c'est que la Russie recouvre sa liberté d'action... Assurément, nous ne devons pas, comme vous le dites, glacer par notre accueil la source du courant qui se dessine en notre faveur, mais il ne faut pas non plus précipiter ce courant dont la direction risquerait fort de nous échapper. Je ne saurais trop vous recommander une prudence et une discrétion de tous les instants. Il importe que nous soyons très bien avec Pétersbourg, mais si l'Allemagne

avait le sentiment que nous devions l'éloigner de la Russie et prendre sa place dans les alliances futures, j'aurais lieu de craindre que cette attitude ne fût de nature à attirer précisément les dangers qu'elle aurait pour objet de conjurer. »

Recommandations essentiellement sages, mais peut-être superflues s'adressant à un diplomate prudent et réservé comme M. de Laboulaye. En tout cas, elles faisaient nettement ressortir une pleine concordance de vues entre le ministre et le représentant de la France en Russie. Sous une apparence de calme en face du langage agressif de la presse allemande, elles laissaient percer quelque inquiétude, bien naturelle chez ceux qui avaient à cette heure en France la responsabilité du pouvoir, inquiétude qu'allait encore développer dans les semaines à venir une situation chaque jour plus tendue. Le sang-froid dont notre ambassadeur ne se départit pas durant toute cette crise, rendit alors au pays un service signalé.

En remerciant M. Flourens de lui avoir adressé les instructions demandées, M. de Laboulaye ne manqua pas de montrer combien il était en tous points d'accord avec lui quant à l'attitude à tenir. « La seule question que j'aie posée à M. de Giers, en indiquant qu'elle venait de moi, expliquait-il pour répondre à l'observation de son ministre, ne visait pas le point de savoir quel usage la Russie ferait de sa liberté d'action, mais si une entente avec l'Allemagne n'avait pas déjà engagé cette liberté. Il me semblait de mon strict devoir de chercher à éclairer mon gouvernement sur ce point. Quoi qu'il en soit, je m'efforcerai de me maintenir en équilibre dans les limites étroites qui me sont assignées sans me dissimuler, d'ailleurs, les difficultés de ma tâche (1). »

M. de Giers apprenait quelques jours après à M. de Laboulaye que le comte Paul Schouvaloff, chargé par son

(1) Laboulaye à Flourens, 31 janvier.

souverain de deux démarches identiques, l'une auprès du chancelier, la seconde auprès de l'empereur Guillaume pour connaître leurs dispositions relatives à la France, avait reçu de part et d'autre des réponses explicites dans le sens du maintien de la paix. Aussi notre ambassadeur, en remerciant le ministre russe de cette marque de sympathie de la Russie à laquelle nous étions très sensibles, en avait-il profité pour lui déclarer formellement, une fois de plus, que, de notre côté, nous ne serions jamais les agresseurs contre personne.

CHAPITRE X

L'alerte de janvier-février 1887.

Au milieu de tant d'incertitudes, l'activité, que depuis plusieurs mois nous observions dans les préparatifs de guerre des grands États du continent, venait de reprendre de plus belle. L'Europe passait par des alternatives d'inquiétude et d'accalmie, et le malaise moral qui en résultait l'avait maintenant gagnée presque tout entière. De cette situation la Bulgarie portait évidemment une part de responsabilité, du fait qu'en ouvrant de nouveau la question d'Orient, elle avait réveillé entre les pays intéressés de vieux antagonismes à moitié assoupis.

Mais la cause principale venait de Berlin. Depuis le traité de Francfort, l'Allemagne victorieuse, loin de diminuer ses charges militaires, n'avait cessé de les accroître, agissant comme une vaincue impatiente de préparer sa revanche. Bien que son armée comme ses armements fussent devenus, en nombre et en qualité, les plus puissants de l'Europe, le chancelier de fer voulait plus encore. Il tenait maintenant à obtenir du Reichstag le vote du septennat militaire, c'est-à-dire de nouvelles augmentations de crédits et d'effectifs qu'il réclamait alors pour sept années consécutives. Sans doute cherchait-il, comme le faisait remarquer M. Herbette, à mettre une fois pour toutes, de son vivant, les affaires militaires hors des atteintes des discussions parlementaires. « Si le septennat », disait-il, « est appelé ici l'éternat, c'est que du

point de vue de l'empereur et du mien, en raison de nos grands âges, il équivaut à l'éternité. »

Aussi déclarait-il bien haut qu'un refus entraînerait la dissolution immédiate du Parlement et qu'après de nouvelles élections, si satisfaction ne lui était pas accordée, ce serait, selon toute probabilité « la guerre inévitable ». En même temps, pour atteindre son but, il faisait fomenter dans la presse, avec l'aide de ses fameux « reptiles », une agitation destinée à exciter la fibre chauvine de l'opinion publique allemande et à entraîner le Reichstag.

Devant ce nouvel effort allemand ce n'était pas pour la Russie, la France et l'Autriche le moment de négliger la poursuite des réformes depuis longtemps projetées par leurs états-majors respectifs. Sans doute, on avait pu, tout récemment, entendre, lors des réceptions du 1er janvier, le président Grévy affirmer à l'Élysée, devant les représentants de l'Europe, le ferme désir qu'avait son gouvernement d'éviter tout conflit, et, à Berlin, le vieil empereur aspirant, après un règne glorieux, à terminer sa vie dans la paix, proclamer bien haut que « l'année 1887 se passerait dans la plus constante tranquillité ». De son côté, le comte Herbert de Bismarck n'avait pas manqué de prodiguer à l'ambassadeur de France, comme son père et son souverain l'avaient fait l'un et l'autre au comte Schouvaloff, les déclarations les plus apaisantes. Malgré toutes ces belles paroles, la presse germanique n'en continuait pas moins sa campagne d'excitation belliqueuse. Tout achat de matériel, toute construction de baraquements dans nos départements frontières, toute modification dans une de nos garnisons de l'Est, étaient représentés par elle comme des provocations de notre part. On prenait notamment prétexte de la popularité croissante de notre ministre de la Guerre pour nous prêter des idées de revanche prochaine, alors qu'au contraire nous faisions tout pour ne donner prise à aucun soupçon de cette nature, ne répondant même pas à l'envoi de nouvelles forces allemandes dans

notre voisinage par des mesures analogues. Sans rien sacrifier de sa dignité ni de son indépendance, la France restait fermement attachée à la paix.

Et cependant, en Angleterre, certains journaux se plaisaient à marquer les coups. Sans cesse partaient de Londres des nouvelles tendancieuses, fausses pour la plupart, destinées à jeter sur le Continent, et particulièrement à Paris, l'alarme dans les esprits. S'inspirant du langage du marquis de Salisbury qui, dans son adresse au Parlement, laissait apparaître ses appréhensions, le *Morning Post* mettait en doute les idées pacifiques de la France. « Si celle-ci était sincère, disait ce journal, ne devrait-elle pas ajourner des préparatifs de guerre qui excitent les soupçons de toute l'Europe? » En même temps, à Saint-Pétersbourg, les feuilles slavophiles s'indignaient et traitaient de « machiavélique et méprisable » cette autre affirmation du *Times* particulièrement troublante, qu'une convention à la fois dirigée contre la France et contre l'Autriche, venait d'être signée entre l'Allemagne et la Russie.

D'ailleurs l'ambassadeur du tsar à Berlin, au cours d'un cordial entretien avec notre représentant, démentait formellement cette nouvelle. Il confirmait, en outre, des renseignements rassurants quant aux dispositions de l'Allemagne, dont M. de Giers venait de faire part à M. de Laboulaye. « L'article du *Times*, observait le comte Schouvaloff, n'est que la reproduction d'une fable imaginée dans certains cercles politiques de Berlin par les adversaires du septennat militaire. » Évidemment les partisans de cette loi, comme ceux qui la combattaient, ne savaient qu'inventer pour pousser à son adoption ou à son rejet. Peut-être aussi la recommandation adressée naguère par M. de Giers aux journaux russes, « d'observer plus de convenance » à l'égard de l'Allemagne avait-elle été considérée dans le public comme la preuve d'une entente intime entre les deux cours? « Ce qui est certain, assurait Schouvaloff à Herbette, c'est que nous désirons, nous Russes,

vivre en bons termes avec Berlin, sans nous dissimuler, toutefois, le peu de sympathie qui, malgré la correction des rapports entre les deux gouvernements, existe certainement entre les deux peuples. Au fond, notre situation à ce point de vue est la même que la vôtre. Nous n'avons pas besoin de l'alliance de l'Allemagne. Alors, pourquoi la rechercherions-nous, surtout contre la France avec qui nous nous sentons tant d'affinités? Tous ces bruits qui courent, croyez-moi, ne sont que chimères. » La nouvelle politique adoptée par Alexandre III ne perçait-elle pas dans ce langage de son ambassadeur?

En laissant l'organe de la Cité lâcher des paroles imprudentes, le cabinet tory espérait peut-être trouver dans un conflit général le moyen de se dégager des difficultés qui l'étreignaient sur les frontières afghanes comme en Égypte. Telle était la question qu'à Saint-Pétersbourg se posait M. de Laboulaye. L'Autriche, dans son secret désir de substituer en Bulgarie son influence à celle de la Russie, eût peut-être cédé aux excitations qui lui venaient de Londres, si elle n'avait été retenue en même temps par des observations adressées de Berlin. Tout en prodiguant au Ballplatz des démonstrations d'amitié, le prince de Bismarck avait soin de rappeler à Vienne les principes adoptés à Skierniewicz en 1884 par les trois souverains, en vue de « sauvegarder solidairement l'intérêt supérieur de la paix ». En cherchant de la sorte à priver l'Angleterre du concours qu'elle se flattait de rencontrer en Autriche, peut-être voulait-il surtout empêcher cette dernière puissance de faire jaillir la redoutable étincelle qui risquerait de mettre en feu l'Europe encore si remplie de matières inflammables? Il est évident que si l'Autriche et la Russie se trouvaient alors entraînées dans deux camps différents, l'Allemagne aurait à se prononcer pour l'une ou pour l'autre; et nul ne doutait que ce fût pour l'Autriche malgré le désir du chancelier de ne pas se brouiller avec Pétersbourg. C'était la fin certaine de l'entente des trois empires, sans

aucun espoir d'un renouvellement; d'où, chez Bismarck, une pensée qui devait dominer toute autre : écarter l'éventualité menaçante d'une alliance franco-russe. C'est pourquoi, profitant d'une supériorité momentanée dans ses armements pour intimider la France, il s'efforçait d'amener celle-ci à proclamer bien haut ses intentions antibelliqueuses. Il espérait qu'alors la Russie, ne pensant plus pouvoir compter sur elle et se croyant isolée, se tairait et reculerait.

Ce plan, percé à jour, est heureusement déjoué. Contrairement à l'attente du chancelier allemand, la France s'applique à observer le silence. De Saint-Pétersbourg, nos attachés militaires se plaisent à signaler, dans leur correspondance avec la rue Saint-Dominique, l'intérêt chaque jour croissant témoigné par Alexandre III à ce qui nous touche et les marques certaines de sympathie et de confiance dont est l'objet notre armée de la part des officiers et particulièrement du grand état-major russe.

Alors, suivant les circonstances, Bismarck affecte à notre égard les attitudes les plus diverses. Tantôt, c'est en termes élevés qu'au Reichstag il parle de la France, « grand et puissant pays, ayant un passé guerrier et valeureux, avec, de tout temps, des chefs d'armée habiles »... « On ne doit pas, dit-il, estimer au-dessous de sa valeur la puissance de la France. Ce serait une erreur de la considérer comme vaincue du fait qu'elle se trouverait en ligne contre l'Allemagne... Si nous l'avons battue une fois, ce n'est pas une raison pour que nous la battions de nouveau... » Tantôt il insiste sur les tendances belliqueuses du général Boulanger et les dangers que ferait courir au maintien de la paix sa présence possible à la tête du gouvernement de la République. Parfois, au contraire, il s'efforce de rassurer l'opinion, non seulement en France, mais en Europe.

C'est ainsi qu'à diverses reprises il affirme à des agents diplomatiques accrédités à Berlin que « l'Allemagne n'attaquera pas sa voisine de l'Ouest aussi longtemps qu'elle-

même ne sera pas attaquée ». Il le répète devant le Reichstag, ajoutant que « son pays ne cherche à se constituer au détriment de la France aucun agrandissement de territoire ». Et, comme s'il voulait faire valoir auprès de nous des circonstances atténuantes, concernant le passé, il rappelle du haut de la tribune ses négociations de paix de 1871. « A cette époque — je dois le dire sincèrement — je n'étais pas porté à prendre Metz. J'étais seulement partisan de la frontière de langues. Si, malgré cela, j'ai dit : « Gardons « cette place forte, » c'est que les autorités militaires de mon pays m'avaient alors montré qu'elle représentait pour nous 100 000 hommes. Or, je vois aujourd'hui, pour notre sécurité future, autant d'importance qu'il y a seize ans, à ce que vous ne refusiez pas les 100 000 hommes de plus dont nous avons besoin pour le moment où la guerre éclatera. Plus nous sommes forts, plus la guerre est improbable, tandis que je croirais celle-ci absolument certaine le jour où la France aurait quelque raison de se considérer supérieure à nous. »

***

Dans les premiers jours de février, notre ambassade recevait à Saint-Pétersbourg le résumé d'un entretien tout récent de M. Herbette avec le chancelier, indiquant les dispositions de celui-ci vis-à-vis de la France.

« Eh bien, » avait dit le prince, sans autre préambule, après avoir fait asseoir l'ambassadeur auprès de lui dans son cabinet, « aurons-nous la paix ou la guerre? » — « C'est une question à laquelle beaucoup mieux que moi Votre Altesse est à même de répondre, » s'empressait de répliquer Herbette, qui lui exposait aussitôt les raisons pour lesquelles il croyait fermement à la paix. « Comment la guerre éclaterait-elle, alors qu'il n'existe aucun désaccord entre les deux pays? La France n'a nulle intention d'attaquer l'Allemagne et considère avec pleine confiance vos affirmations solennellement répétées que l'Allemagne n'atta-

quera pas la France. » — « Sans doute », observait Bismarck, « tant que vous aurez au pouvoir des hommes aussi prudents et raisonnables que Freycinet et Jules Ferry ! » Mais il se hâtait d'ajouter que tout serait à redouter si la direction des affaires passait un jour dans les mains de Boulanger. Et, comme il se lançait alors dans une charge à fond contre le général et ses idées de revanche qui obligeaient l'Allemagne à prendre toutes ses précautions, l'ambassadeur profitait de la circonstance pour donner sur nos armements et sur les fameux baraquements les explications les plus rassurantes.

« Nous n'avons aucune envie de faire la guerre, ripostait le chancelier ; je l'ai dit au Reichstag. Nous avons pris plutôt *trop* que pas assez de territoires à la France. Nous avons aussi trop de Polonais et de Danois... L'Allemagne a tout le prestige et toute l'influence qu'elle peut désirer. Une autre raison d'un ordre plus spécial nous ferait redouter un conflit, c'est l'âge et l'état de santé de l'empereur. Tout de notre part, vous le voyez, milite en faveur de la paix ; son maintien dépend de vous. »

Après avoir pris acte de ces déclarations, M. Herbette ne pouvait manquer de protester, de son côté, des sentiments pacifiques de la France, sentiments profondément sincères, mais reposant sur d'autres motifs que ceux de l'Allemagne. Développant sa pensée, il insistait notamment sur « le profond attachement à la paix de notre régime politique et sur les dispositions calmes et laborieuses du peuple français. Aucune fraction de notre parlement, ajoutait-il, aucun cabinet ne pourrait lancer la France dans une guerre contre l'Allemagne qu'en cas d'atteinte à l'honneur ou aux intérêts vitaux du pays. »

En consignant le lendemain ses impressions dans un rapport à Paris (1), l'ambassadeur concluait de la sorte : Notre attitude devra demeurer prudente, mais sans que

(1) Herbette à Flourens, 29 janvier.

nous cessions de poursuivre l'aménagement de nos forces avec patience et méthode. La paix dépend de notre sang-froid et de l'idée qu'on se fait à Berlin de notre relèvement et de notre patriotisme.

***

S'il passait alternativement d'un optimisme confiant à la crainte des éventualités les plus graves lorsqu'il parlait de la France, Bismarck se déclarait plus rassuré en ce qui concerne la Russie. « Si nous n'avions à compter, disait-il devant son Parlement, que sur les circonstances qui peuvent se produire vers l'Est, il ne serait pas nécessaire de nous décider pour un projet comme celui qui vous est soumis. » Et il ajoutait que, de ce côté, il ne s'attendait ni à une guerre, ni même à une politique hostile. Il ne croyait pas davantage le cabinet de Pétersbourg à la recherche d'alliances ayant pour objet une attaque contre l'Allemagne. Démentant une fois de plus la conclusion d'un pacte entre les deux empires du Nord, il couvrait de fleurs l'empereur Alexandre ; ce qui faisait dire à Berlin, dans les milieux politiques comme dans la presse, que « toutes ces caresses étaient faites pour faciliter quelques négociations en cours ». Elles étaient destinées surtout à tranquilliser le tsar, à qui les préparatifs militaires allemands apparaissaient comme une menace dirigée contre la Russie autant que contre la France.

Sans chercher à obtenir de Pétersbourg des engagements formels contre nous, le chancelier travaillait selon toute vraisemblance à nous isoler complètement en Europe. Telle était la pensée de notre ambassadeur à Berlin. D'ailleurs celui-ci ne voyait guère d'espoir dans la possibilité d'une aide effective du tsar, au cas où l'armée allemande nous attaquerait. C'est qu'il constatait avec tristesse qu'aucune voix, *pas même celle de la Russie*, ne s'était élevée parmi les grandes puissances pour réprouver la perspec-

tive d'un conflit qui, sans motif avouable de la part de Berlin, viendrait à éclater entre l'Allemagne et la France. Aussi estimait-il que non seulement nous devions nous tenir sur nos gardes, mais que, dans cette redoutable éventualité, nous n'avions à compter que sur nous-mêmes.

Au point de vue militaire et en ce qui concernait, du moins, le début des hostilités, M. Herbette pouvait avoir raison. Mais il montrait ainsi vis-à-vis de la Russie un manque de confiance que M. de Laboulaye, dans ses dépêches, s'efforçait de combattre (1). N'avions-nous pas à Pétersbourg toutes raisons d'admettre, d'après des déclarations répétées, que si nous étions l'objet d'une agression la Russie conserverait sa liberté d'action? D'où notre ferme espoir que, suivant l'expression de M. de Giers, Alexandre III « aurait à dire son mot ».

M. de Laboulaye venait, d'ailleurs, d'être mis par des confidences intimes au courant de nouveaux mais vains efforts tentés par Berlin pour s'assurer la neutralité de la Russie en cas d'une guerre avec la France. L'ambassadeur d'Allemagne à Saint-Pétersbourg, en remettant au tsar une lettre que Guillaume Ier lui écrivait à ce sujet, l'avait, dans une audience prolongée, entretenu de la question. Mais, contrairement aux appréhensions manifestées par Herbette, Alexandre III s'était nettement refusé à prendre un engagement quelconque de cette nature. Il semblait donc bien que si, dans ces temps troublés, il se trouvait en Europe une puissance disposée à nous témoigner ses sympathies mieux qu'en paroles et même

(1) D'après les Allemands, M. Grévy aurait partagé ce manque de confiance. A la suite d'un entretien avec le président de la République, le comte Münster écrivait de Paris le 16 juin à Bismarck : « Le président m'a dit ne pas croire personnellement à l'assistance de la Russie dans le cas d'une guerre franco-allemande. Il estime même que ce serait une grave faute d'engager la France dans une alliance offensive et défensive avec la Russie, et est convaincu que celle-ci abandonnerait la France au moment décisif. » (*Documents officiels allemands*. Édition Costes, p. 342 du t. V.)

à nous prêter son appui, c'était, à n'en pas douter, la Russie.

C'est que celle-ci se rendait bien compte que, si elle nous laissait écraser, la coalition se reformerait contre elle. « Nous ne reviendrons en aucune manière à la politique de 1870, s'accordaient à proclamer les principaux organes officieux. Devant un conflit franco-allemand, c'est une neutralité attentive que nous observerions. Que les Français le sachent bien ! Nous ne permettrions pas une seconde défaite de leur pays ! »

« Ce langage, faisait observer M. de Laboulaye, répond bien au sentiment général de la Russie. Nul ne peut ignorer maintenant, et Bismarck moins que personne, combien, chez le peuple russe, l'antipathie est grande contre l'Allemagne et combien est vive, au contraire, la sympathie pour la France. »

Le directeur des Affaires politiques du Quai d'Orsay émettait une semblable pensée lorsque, à la même époque, il écrivait personnellement à M. Herbette : « Bismarck a beau faire des avances à la Russie, et celle-ci a beau les écouter, la confiance réciproque est faible. » Tout en ajoutant que notre attitude vis-à-vis du gouvernement russe réclamait une grande réserve, il reconnaissait, étant donné l'impossibilité de nous appuyer à ce moment sur l'Angleterre, que nous nous trouvions poussés par les circonstances à nous entendre avec Saint-Pétersbourg. M. Francis Charmes ne se dissimulait d'ailleurs pas la gravité de la situation : « Vous êtes à l'avant-poste du péril, disait-il à notre ambassadeur à Berlin, nous comptons sur vous ! »

Mais que pouvait faire auprès de la Wilhelmstrasse le représentant de la République, malgré son habileté et la dignité de son attitude? L'agitation violente provoquée par Bismarck était de celles qui ne s'arrêtent que d'elles-mêmes. Le chancelier souhaitait-il ou non la guerre, lorsque, jouant avec le feu, il en agitait ainsi le spectre

en vue d'obtenir des élections favorables à ses projets? En réalité, ni lui, ni surtout l'empereur Guillaume n'avaient intérêt à se lancer dans une aventure dont l'issue restait douteuse. Ne devaient-ils pas se dire qu'une complète victoire, aussi glorieuse pour leurs armes qu'ils pouvaient l'espérer, les rendrait tellement forts qu'une ligue de l'Europe entière, à laquelle l'Angleterre serait probablement la première à adhérer, se dresserait peut-être alors devant eux pour en diminuer et tout au moins en limiter les profits (1). D'ailleurs Bismarck ne laissait-il pas percer sa pensée lorsque plus tard il écrivait dans ses *Souvenirs*, en faisant allusion à l'alerte de 1887, et même aux projets belliqueux qu'on lui avait prêtés en 1875 : « La guerre ne se serait pas terminée par un traité de paix conclu en tête à tête comme en 1871, mais par un congrès, comme en 1814. La France vaincue aurait siégé à ce congrès, dirigé peut-être alors par un nouveau Talleyrand (2). »

***

Quels qu'aient été les efforts déployés au cours de cette première campagne, la majorité du Reichstag repoussa les projets du septennat et, contre la volonté du chancelier de fer, les partisans du triennat l'emportèrent. Aussi, mettant à exécution ses menaces, Bismarck faisait-il prononcer immédiatement la dissolution et préparer des élections nouvelles. Dans ces conditions, ce n'était plus sur les membres du Parlement mais sur l'ensemble des électeurs qu'il lui fallait agir désormais. Alors commence une seconde campagne, infiniment plus violente et plus dangereuse

(1) Lorsque, à la fin de 1891, se négocièrent les accords franco-russes, M. de Giers déclara à M. Ribot « savoir combien l'Allemagne regrettait de n'avoir pas profité en 1887 de l'occasion qui s'offrait alors à elle d'attaquer la France ». (*Livre Jaune sur les origines de l'alliance*, p. 19.)

(2) Bismarck, *Pensées et Souvenirs*, t. II, p. 282.

que la première. Ayant engagé une grosse partie, le chancelier la joue avec tous les moyens dont il dispose : « Toute la presse gouvernementale, écrit M. Herbette, à commencer par l'officieuse *Gazette de l'Allemagne du Nord*, se met à l'œuvre pour représenter les craintes de guerre comme immédiates. » Les nouvelles les plus fantaisistes se succèdent concernant les prétendues intentions agressives de la France, les préparatifs d'attaque et de défense faits de part et d'autre. Le chancelier prend lui-même la direction des manœuvres alarmistes. « L'Allemagne n'attaquera pas la France, avait-il dit à la tribune au commencement de janvier, mais la France peut à tout instant attaquer l'Allemagne. » Il avait eu soin d'ajouter que tout dépendait des hommes qui seraient chez nous au pouvoir, reconnaissant à Goblet, à Ferry et à Freycinet la volonté de maintenir la paix. Et, reprenant le thème développé dans un récent discours, puis devant notre ambassadeur : « Pourquoi le général Boulanger, disait-il, s'il arrivait au pouvoir, ne tenterait-il pas la guerre? »

Le monde des affaires se sentait excédé déjà par ces paroles énervantes et par la série de fausses nouvelles qui les accompagnaient, quand un vent de panique soufflé par le banquier de Bismarck, Bleichröder, vient bouleverser la Bourse de Berlin. Aussitôt se propage l'annonce d'un vaste emprunt proposé par le gouvernement prussien et destiné à couvrir les dépenses militaires. Les polémiques de presse une fois épuisées, on se hâte de passer aux actes. Les Allemands résidant en Suisse et à Anvers reçoivent l'avis de se tenir prêts à rejoindre leurs corps. L'exportation des chevaux est interdite, des ordres de mobilisation se préparent, plusieurs classes de réservistes sont appelées. Pleins de zèle, les jeunes officiers complètent leurs équipements. Des concentrations de troupes sont signalées sur les territoires russe et autrichien ; on parle même d'armements en Belgique, en Suisse, en Danemark. « Rien n'arrête pendant quelques jours ce *crescendo*

insensé, le public se croit à la veille d'une conflagration générale et la panique est à son comble (1). »

***

Malgré le parfait silence et le calme si digne qu'en dépit de quelques agitations autour du général Boulanger, la France s'appliquait à garder, il était impossible à ceux qui la gouvernaient de ne pas sentir, devant le danger menaçant, leurs inquiétudes se transformer peu à peu en angoisses. Notre ministre des Affaires étrangères se souvint peut-être à ce moment de certaine démarche que, douze ans auparavant, sous l'inspiration du duc Decazes et avec le concours du prince Gortschakoff, le général Le Flô avait tentée près du précédent tsar. Sans doute, n'avait-il pas oublié non plus l'amicale et heureuse intervention dont Alexandre II, convaincu par les accents émus mais fermes du représentant français, s'était alors chargé auprès de l'empereur Guillaume, faisant échapper ainsi la France au péril d'une attaque brusquée de l'Allemagne. Quoi qu'il en fût, Flourens, à son tour, vit le salut de son pays dans cette Russie, sur l'appui moral de laquelle M. de Laboulaye l'avait toujours engagé à compter et se tourna vers Saint-Pétersbourg.

Dans une lettre particulière (2) dont tous les termes reflétaient le plus ardent patriotisme, il chargea alors l'ambassadeur de France d'exposer sans retard à Giers, et, s'il pouvait l'aborder, à l'empereur lui-même, toute la gravité de la situation.

« Accumulant, » écrivait-il, « ruse sur ruse et prétexte sur prétexte, l'Allemagne a concentré une puissante armée à portée de fusil de la France, tandis que celle-ci, confiante dans les paroles publiquement et solennellement

(1) Herbette à Flourens, 10 février.
(2) 15 février.

réitérées de Bismarck, n'a pas rappelé un réserviste, n'a pas mobilisé un homme. Si donc la Russie tombait dans le piège simultanément tendu à elle et à nous, en se laissant entraîner dans une grande guerre en Orient; si, par suite, l'éventualité de son concours venait à nous manquer, ce serait pour la France l'attaque immédiate sur sa frontière de l'Est avant même d'avoir pu se mettre sur la défensive. »

Par la voix de Laboulaye, Flourens faisait appel « à la grandeur d'âme et à la loyauté » d'Alexandre III. Il ne demandait pas à l'empereur de conclure une alliance, ni de s'engager dans une guerre; il lui demandait seulement de rester les mains libres. « Tant que la Russie demeurera libre, » insistait-il, « nous conserverons l'espoir d'éviter une lutte désormais inégale pour la France, parce que la France a eu foi dans des engagements pris à la face de l'Europe et n'a pas voulu être soupçonnée de prendre le rôle de provocateur... »

Laboulaye ne suivit pas l'exemple du général Le Flô qui, par l'entremise du prince Gortschakoff, avait fait déposer entre les mains du souverain la correspondance reçue de Paris. Il comprit que si les événements rappelaient — dans une mesure plus grave encore — ceux de 1875, les personnages et les caractères n'étaient plus les mêmes. De son côté, M. de Giers, circonspect à l'excès, n'ayant ni l'envergure ni l'autorité d'un Gortschakoff, n'eût pas osé, comme son prédécesseur, engager le représentant de la France à se rendre au palais impérial sans passer par toutes les formalités préliminaires d'une audience et à exposer lui-même les choses à l'empereur. Alexandre II, plus facile d'accès, moins monarque oriental que son successeur, prenait ses décisions de façon plus rapide et plus ferme. En outre Laboulaye, malgré l'estime en laquelle le tenait déjà Alexandre III, n'avait pas encore eu le temps d'acquérir auprès du souverain

l'extrême confiance dont jouissait jadis, après plusieurs années de séjour, le général Le Flô. Celui-ci avec ses allures franches et militaires et grâce aux fréquentes occasions que sa double situation d'ambassadeur et d'officier général lui donnait de l'approcher, était alors considéré presque comme un ami par l'empereur. Le Flô comme Laboulaye eurent donc raison d'agir chacun à sa manière, en tenant compte de la différence des temps et des circonstances.

Notre ambassadeur, dès le reçu de la lettre de Flourens, s'empressa de se rendre auprès de M. de Giers. Le télégramme qu'il adressa à Paris, en sortant de cette visite, rend fidèlement compte de son entretien :

« Le courrier m'a apporté la lettre qui me fait part de vos patriotiques angoisses. M. de Giers, que je me suis empressé de voir et à qui j'ai exposé que, dans les circonstances présentes, les nations comme les hommes avaient besoin d'un témoignage sympathique et loyal de leur conduite, a très bien accueilli ma démarche. Il m'a promis de faire connaître à l'empereur quelle était notre situation en face d'une armée réunie à notre frontière et quelles seraient nos inquiétudes si le gouvernement russe, se laissant entraîner dans une guerre en Orient, perdait actuellement sa liberté d'action.

« Le ministre des Affaires étrangères de Russie, Votre Excellence l'aura déjà remarqué, est un homme très prudent, timoré même, qui évite toujours avec le plus grand soin toute parole pouvant engager pour l'avenir la politique de son souverain. De ce qu'il m'a dit antérieurement, de ce qu'il m'a répété encore avec plus de force, il doit résulter néanmoins pour nous la conviction que le cabinet de Saint-Pétersbourg, intéressé à suivre en ce moment ce qui se passe du côté de l'Ouest, ne se prêtera à aucune aventure qui détournerait d'un autre côté son attention. »

Puis, après avoir communiqué quelques indications ras-

surantes émanant du comte Schouvaloff au sujet des intentions de l'Allemagne : « Vous savez, a-t-il ajouté, que le comte Schouvaloff est un homme très fin et en mesure, mieux que personne, d'être bien informé. S'il y avait quelque chose, il serait bien difficile de le lui cacher et nous en serions aussitôt avertis. Dans le cas où cela arriverait, je vous préviendrais sans retard de ce que nous aurions à faire. »

Ce que M. de Laboulaye avait maintes fois répété au Quai d'Orsay se trouvait ainsi confirmé. Le gouvernement russe comme l'empereur se montraient résolus à conserver leur liberté d'action en gardant les yeux tournés vers l'Europe occidentale. C'était bien la politique conseillée par Katkoff et par le parti slavophile. M. de Giers ne doutant pas qu'elle ait été adoptée par son maître, sentant peut-être aussi sa situation menacée, s'en rapprochait chaque jour davantage. Vis-à-vis du représentant de la France, il n'avait consenti qu'une seule promesse : celle d'observer et de nous tenir au courant. Il n'y avait à s'attendre ni à plus de confidences, ni surtout à plus d'engagements de sa part. Mais nous en savions assez par ses affirmations réitérées pour être certains que sa vigilance s'exercerait à notre profit.

***

Les élections eurent lieu le 21 février dans tout l'empire germanique, apportant une majorité favorable au septennat. C'était partie gagnée pour le prince de Bismarck qui tenait désormais dans la main un Parlement docile. Si ce résultat tant désiré avait été obtenu par une pression gouvernementale inouïe, il était également dû à l'appui du *Cartel noir* (schwarze Kartell). Ce syndicat électoral formé par l'union des nationaux libéraux et de l'ensemble des conservateurs s'était engagé, aussitôt la dissolution, à ne

soutenir que les candidats décidés à voter la loi militaire. Une aide non moins puissante était venue de Rome ; en prodiguant ses conseils au parti catholique, le Saint-Siège répondait aux vœux du chancelier. Celui-ci avait donc des raisons de se déclarer satisfait ; mais, comme il restait au dedans comme au dehors autant de sujets de craintes que de motifs d'énervement, il s'agissait encore pour le gouvernement impérial d'arriver à calmer les esprits et à rassurer l'Europe.

Si les cabinets étrangers étaient restés muets devant le scandaleux spectacle des agissements de Bismarck, on pouvait du moins se rendre compte à des signes non équivoques combien les sentiments intimes des puissances se montraient peu favorables à cette « politique égoïste et hypocrite qui faisait litière des droits et des intérêts de tous (1) ».

A l'intérieur de l'empire, les menées du chancelier étaient, surtout dans les plus hautes sphères, très sévèrement jugées. La dissolution et les excès de la campagne électorale qui l'avait suivie soulevaient les plus vives critiques de la part de l'héritier du trône. Le souverain lui-même était loin de les avoir approuvés. On parlait de ses inquiétudes, de ses anxiétés qui avaient exercé sur sa santé l'influence la plus fâcheuse. Dans l'empire d'Allemagne comme au delà de ses frontières, les esprits pondérés s'accordaient à blâmer les dangers du système de provocation employé contre la France, tandis que, par son sang-froid, notre pays avait su s'acquérir au contraire l'estime des autres nations. Et, en présence du calme des Français, naissait la pensée que nous étions peut-être mieux préparés à la guerre que nous ne le disions et ne le croyions nous-mêmes. « On avoue maintenant à Berlin, écrivait M. Herbette, n'avoir jamais cru sincèrement à nos intentions agressives. On rit aujourd'hui de ces baraquements

(1) Herbette à Flourens, 25 février.

que la presse et le gouvernement allemands représentaient comme portant, tel le fameux cheval de Troie, une armée d'invasion dans leurs flancs. » C'était là de ces fables dont le maréchal de Moltke et le petit-fils de l'empereur, le jeune prince Guillaume, à l'esprit toujours agité, s'étaient servis pour monter la tête du vieux monarque. Leurs efforts d'ailleurs n'avaient pas été vains.

Heureusement le général d'Abzac, passant par Berlin au commencement de mars, fut invité par Guillaume Ier, qui le connaissait depuis longtemps, à venir s'entretenir au palais avec lui. Interrogé sur les prétendus armements de la France, il s'efforça de démontrer à l'empereur que tous ces racontars étaient de « véritables bourdes » et que nous n'avions fait aucun préparatif en vue d'une campagne effective contre l'Allemagne. Ces explications parurent rassurer le kaiser qui saisit l'occasion pour affirmer une fois de plus sa résolution de ne pas déclarer la guerre à la France : « Ce serait de ma part, dit-il au général, une imprudence d'autant plus manifeste que les dispositions de la Russie à l'égard de l'Allemagne deviennent aujourd'hui plus douteuses. Le tsar est, il est vrai, resté dans les mêmes dispositions que ses prédécesseurs vis-à-vis de la cour de Berlin, mais il n'est plus, comme eux, le maître absolu de l'opinion du peuple russe qui se ruera sans doute un jour ou l'autre sur les Allemands. Voilà plus de raisons qu'il n'en faut, conclut-il, pour que nous ne nous engagions dans une guerre avec la France que contraints et forcés. » Le prince impérial Frédéric, que le général d'Abzac vit également pendant son séjour à Berlin, formula devant lui les mêmes jugements, notamment en ce qui concernait la Russie. Et, en quittant la capitale allemande, le général résumait ainsi devant notre ambassadeur les impressions que lui avaient laissées ses entretiens : « Ne nous préoccupons pas outre mesure, pour le moment, des bruits de guerre. *C'est surtout de la Russie qu'on a peur ici.* Aussi, est-ce en vue d'une éventualité se produisant de ce côté

qu'on tient à augmenter les armements (1). » Curieux contraste entre ces confidences recueillies auprès de la famille impériale et les paroles prononcées quelques semaines auparavant par le chancelier devant le Reichstag, alors qu'il se déclarait plus rassuré sur les frontières de l'Est que sur celles de la France.

Une semaine plus tard, l'arrivée de M. Ferdinand de Lesseps, apportant à M. Jules Herbette de la part de la grande chancellerie les insignes de grand-croix de la Légion d'honneur, ne fit qu'accentuer encore la détente déjà provoquée par la venue du général d'Abzac. Ce fut alors le prince de Bismarck qui, dans l'hôtel de Parizer Platz, insista devant le « Grand Français » et en présence de l'ambassadeur sur la force et la sincérité de ses sentiments pacifiques. Ce langage, que M. de Lesseps fut heureux de rapporter à Paris, Bismarck pouvait le tenir le 11 mars sans crainte d'avoir à le démentir le lendemain, tant il était sûr de la soumission et de la discipline des nouveaux élus de son Parlement. Ce fut en effet le 12 que le Reichstag vota, en troisième lecture à une imposante majorité, la loi militaire et les crédits demandés.

Rien n'empêchait le chancelier de proclamer, s'il le voulait, comme le plus sûr garant de la paix ce résultat auquel il avait tout sacrifié. Mais il avait trop réveillé le chauvinisme allemand et les haines contre l'étranger pour que cette paix ne fût pas désormais à la merci d'un incident fortuit ou d'une imprudence nouvelle. L'orage qui, trois semaines auparavant, avait été si près de fondre sur l'Europe ne pouvait donc paraître que momentanément écarté.

S'il n'éclata pas cette fois, c'est qu'il régnait encore à Berlin un vieil empereur de quatre-vingt-dix ans, désireux de ne pas voir troubler les dernières années de sa vie par les risques d'un conflit européen ; c'est qu'il y avait sur le

(1) Herbette à Flourens, 4 et 6 mars.

trône de Russie un souverain sage, résolu à tout tenter pour maintenir la paix. Et ce fut surtout parce que, sous la présidence d'un chef d'État plein de bon sens, sous la direction d'un président du Conseil et d'un ministre des Affaires étrangères profondément patriotes et conscients de leurs responsabilités, les Français, devant les provocations du dehors, surent garder ce calme dont nous avons montré la dignité et la grandeur.

CHAPITRE XI

Menées allemandes contre un rapprochement franco-russe. — Découverte d'un complot nihiliste à Saint-Pétersbourg. — Provocations allemandes contre la France. — Antagonisme entre Giers et Katkoff.

Pendant cette crise si grave qui avait mis la paix de l'Europe en danger, l'attention de la Russie s'était surtout concentrée sur la politique occidentale. Chacun sentait que du résultat des élections au Reichstag et de l'éventualité d'un conflit entre la France et l'Allemagne dépendait le rôle à jouer par le cabinet de Saint-Pétersbourg.

Nous avons vu combien celui-ci, malgré tous les ménagements observés par Berlin à son égard, s'était montré réservé vis-à-vis du gouvernement allemand. Ni Alexandre III, ni son ministre des Affaires étrangères n'avaient perdu leur sang-froid. Appréciant à leur juste valeur les déclarations et les menaces du chancelier, gardant confiance dans le maintien de la paix, ils cherchaient avant tout à éviter que les événements qui se préparaient ou se développaient en Orient leur fissent perdre la liberté de leurs décisions et de leurs mouvements. Dès le lendemain des élections allemandes, l'optimisme de M. de Giers ressortait de ses entretiens avec notre ambassadeur. Comme tous les esprits clairvoyants, il n'avait pas un instant douté que l'agitation de ces dernières semaines n'eût son origine en Allemagne. N'en voyait-il pas la preuve dans la coïncidence du retour du calme avec la cessation des nouvelles alarmistes venues de Berlin. Le vote

du septennat allait, selon lui, exercer maintenant une influence apaisante sur l'esprit de Bismarck, celui-ci ayant obtenu ce qu'il voulait, c'est-à-dire une armée plus forte encore et soustraite pour des années au contrôle parlementaire. De la part de l'Autriche, Giers déclarait n'avoir à craindre pour le moment aucune agression : « Elle n'osera pas ! disait-il ; et comme nous sommes décidés à ne pas l'attaquer, toute préoccupation doit être écartée de ce côté. Pas plus que nous, chacun peut le voir, l'Autriche ne fait de préparatifs d'armements. »

« La France et la Russie doivent garder leur pleine liberté d'action, » écrivait en même temps le journal les *Novosti* dans un article inspiré, selon toute apparence, par la chancellerie impériale. « Si l'une ou l'autre, en effet, s'engageait à conserver sa neutralité, l'Allemagne en profiterait, si c'est la France pour expulser la Russie des Balkans, et si c'est la Russie, pour déclarer la guerre à la France. » Cette même feuille, insistant sur les raisons qui rapprochaient les deux pays dans leur politique extérieure, reconnaissait nos bons procédés à l'égard de Saint-Pétersbourg. « Au milieu de la crise orientale, ajoutait-elle, la Russie a trouvé à l'ouest de l'Europe une alliée. C'est même uniquement son immixtion dans les affaires d'Orient qui a fait dénoncer par Berlin la France comme l'ennemie du repos de l'Allemagne. » Quelque absolu que fût ce jugement, nous avions intérêt à le voir adopter par l'opinion russe. Toutefois fallait-il modérer tant soit peu le ton de certains organes de presse, trop enclins à propager la croyance que l'idée de la revanche et de la reprise de nos provinces perdues était profondément ancrée au fond du cœur de tous les Français.

Si, du point de vue gouvernemental, l'horizon apparaissait maintenant sous une clarté pacifique, les organes de la presse slavophile affectaient au contraire de considérer comme probable une rupture entre l'Allemagne et la France. Il semblait même que, loin de la redouter, ce parti

politique la désirait presque, tant était grande sa confiance dans notre relèvement. Peut-être aussi en tâchant de faire pénétrer dans les esprits des prévisions contraires à celles de M. de Giers, ces journaux cherchaient-ils à affaiblir la situation de ce ministre et à amener l'empereur à le remplacer par un homme d'État moins porté vers l'Allemagne, et surtout plus rapproché de leurs doctrines?

Pendant ce temps, le parti allemand, sans cesse agissant à Saint-Pétersbourg, se plaisait à répéter que « la Russie ne saurait compter sur la France avec laquelle le cabinet de Berlin trouverait toujours un moyen de s'entendre ». N'allait-il pas, dans son ardeur à dénigrer notre pays, jusqu'à propager les inventions les plus fantaisistes. C'est ainsi que, pour justifier sans doute ses émoluments, un certain Catacazi, agent d'informations interlope aux gages de la police russe, avait annoncé au gouvernement impérial, en y mêlant le nom de notre ambassadeur à Vienne, M. Decrais, l'ouverture de pourparlers entre la France et l'Allemagne au sujet du Luxembourg. Il s'agirait, soutenait-il, de l'abandon du grand-duché à la France en échange de notre neutralité dans les affaires d'Orient. En même temps, à Paris, des agents de Berlin se livraient à un jeu analogue, donnant à entendre que l'Allemagne, quand elle le voudrait, saurait s'arranger avec la Russie.

Après avoir démasqué de suite cette double intrigue, c'est à la déjouer que nous devions nous appliquer à Saint-Pétersbourg. Il nous fallait y veiller d'autant plus que les fables en question, — aussitôt démenties d'ailleurs par notre ambassade, — n'avaient qu'un objet : faire naître dans l'esprit d'Alexandre III et dans celui du cabinet de Paris des doutes sur la loyauté réciproque des deux gouvernements.

Mais comme des calomnies de ce genre il reste souvent quelque chose, le tsar, devant son entourage, s'en était montré tant soit peu ému. M. de Laboulaye avait trouvé trace de cette préoccupation dans les questions embarrassantes que venaient parfois, à brûle-pourpoint, lui poser

des familiers de l'empereur. « Pourquoi », lui avait dit certain soir, pendant un bal de cour, le général Tchérévine, un des hommes ayant le plus l'oreille de son souverain, « pourquoi parlez-vous toujours en France de la revanche? Ce mot ne devrait-il pas être rayé de votre dictionnaire? » — « Ce qu'il faut voir dans nos aspirations », se borna à répliquer M. de Laboulaye, en éludant sa réponse, « c'est le double désir de conserver la paix et d'assurer à notre politique une indépendance nous permettant de marcher d'accord avec la Russie dans les questions qui peuvent se présenter. » De même, à quelques jours de là, le comte Voronzow-Dachkoff, ministre de la cour, lui aussi ami personnel du tsar, avait profité d'une visite à notre ambassadeur pour lui demander son opinion sur l'éventualité d'une triple alliance entre la Russie, la France et l'Allemagne. « Le prince de Bismarck », répondit M. de Laboulaye, « n'admettrait certainement pas une entente à trois, dont l'Allemagne ne serait pas le pivot. »

Quoi qu'il en fût, les efforts du parti allemand pour faire avorter le rapprochement en train de s'opérer entre la France et la Russie demeuraient généralement vains. Le général de Schweinitz lui-même venait d'en faire l'expérience, en se voyant refuser une entrevue qu'il avait essayé de se ménager avec Katkoff. Ce n'était donc pas seulement les agents plus ou moins avoués du cabinet de Berlin, mais les membres mêmes de l'ambassade allemande qui cherchaient à mettre à profit tout incident ou toute circonstance de nature à détourner de nous les dispositions favorables d'Alexandre III. A propos du voyage de M. de Lesseps leurs insinuations venaient s'appuyer sur les commentaires tendancieux de certains journaux allemands, autrichiens et même anglais qui s'appliquaient à représenter le « Grand Français » comme porteur de propositions secrètes. Le *Morning Post*, sans doute à l'instigation d'agents officieux de Berlin, n'était-il pas allé jusqu'à prétendre que l'éminent voyageur avait pour mission de

discuter avec le chancelier allemand, sur la base du *do ut des*, l'échange de la neutralité de la France à l'égard de l'Allemagne contre l'appui de celle-ci en faveur des aspirations françaises en Égypte. Aussi notre ambassadeur avait-il été invité par M. Flourens à calmer les préoccupations manifestées à cette occasion par M. de Giers. Ce voyage, lui assura-t-il, ne cachait aucun but politique. Il s'agissait d'une simple visite de Lesseps à son ami Herbette, celui-ci l'ayant choisi comme parrain pour la remise des insignes de la dignité à laquelle il venait d'être promu.

Puis c'étaient des imprudences de langage émanées de publicistes slavophiles, qui provoquaient des observations de la part des autorités allemandes. D'autres fois encore, des correspondances plus ou moins officieuses, désagréables pour le cabinet de Berlin et adressées de Saint-Pétersbourg à des journaux étrangers, dénaturaient sciemment la pensée de M. de Jomini, connu pour leur inspirateur habituel. Les récriminations auxquelles ces procédés servaient de prétextes ne manquaient pas d'émouvoir le souverain russe, toujours désireux de ne pas froisser ses parents Hohenzollern. Mais si, dans ces différentes circonstances, il nous était encore possible de remettre les choses au point, la partie devenait pour nous plus difficile quand des événements imprévus risquaient de rapprocher la cour de Saint-Pétersbourg de celle de Berlin. C'est ce qui se produisit le jour où fut découvert un redoutable complot nihiliste tramé contre la vie du tsar.

***

Le 1/13 mars, date anniversaire de l'assassinat d'Alexandre II, l'empereur, accompagné du tsarévitch, devait se rendre de sa résidence momentanée du palais Anitchkoff à l'église de la forteresse Saint-Pierre-Saint-

Paul pour assister à un office commémoratif. De ma fenêtre, donnant sur le canal de la Moïka, à cinquante mètres environ du Pont-de-Police, j'attendais le passage probable du cortège impérial. Peu de temps après l'heure fixée pour la cérémonie religieuse, ne voyant paraître ni équipage, ni escorte, j'envoyai mon valet de chambre à la Perspective Newski, où se manifestait une certaine agitation, pour tâcher d'en connaître la cause. « On parle d'arrestations d'individus suspects, revint-il me dire au bout de quelques instants, et l'on croit que l'empereur aura suivi jusqu'à la forteresse un autre itinéraire. » Ces renseignements, quoique succincts, étaient rigoureusement exacts. Une demi-heure plus tard, en effet, on apportait à l'ambassade, où je m'étais aussitôt rendu, la nouvelle de la tentative d'assassinat dont Alexandre III avait failli être la victime.

Par des avis venus de Berlin, de Paris, de Rome, et surtout de Londres, le gouvernement russe était mis depuis plusieurs jours sur les traces d'un complot tramé contre l'empereur. La police impériale, merveilleusement organisée quand il s'agissait de veiller sur la vie du monarque, n'avait pas tardé à dépister les criminels et à mettre à temps la main sur eux. Six arrestations venaient d'être opérées, dont l'une précisément au coin du Pont-de-Police. Il s'agissait de jeunes gens assez novices ou assez prêts à tout pour s'être promenés tenant sous le bras des engins chargés de dynamite et, assurait-on, empoisonnés de strychnine dont l'un avait, ce qui fut confirmé plus tard, la forme d'un livre portant l'inscription : *Code des lois*. N'ayant aucune donnée précise sur le choix de l'itinéraire que jusqu'au dernier moment la police, par excès de précaution, laissait d'habitude ignorer au souverain lui-même, ils s'étaient postés à trois endroits différents sur le chemin que devait primitivement suivre l'empereur, et qui, sans que celui-ci s'en doutât, ne fut modifié par ordre des autorités que lors du départ du palais.

Ce fut seulement au retour de la forteresse qu'Alexandre III connut le danger auquel il venait d'échapper. Un rapport le mit au courant des premières indications recueillies sur les individus arrêtés, étudiants pour la plupart, mais d'origines les plus diverses : fils de paysans, de nobles, de prêtres, et même de hauts fonctionnaires. L'émotion dans la ville était générale, mais peut-être moins en raison de l'attentat criminel même que de l'incertitude qui planait sur la personnalité des coupables. Je dînai et passai, comme il m'arrivait souvent, cette soirée au Yacht-Club et pus constater combien de visages, dans ce milieu aristocratique, trahissaient une véritable angoisse. J'entendais, à travers des apartés et des conciliabules, parler d'arrestations opérées parmi les élèves des différentes écoles, non seulement dans le clan universitaire, mais aussi aux Écoles des « pages » et des « cadets ». On sentait chez les hauts fonctionnaires de la cour, chez les personnalités militaires qui m'entouraient, le souci de n'attirer l'attention sur aucun des leurs et surtout la préoccupation de savoir si quelque proche parent, un frère, peut-être un fils, ne se trouvait pas compromis, même par de simples relations d'écoles, avec des camarades suspects. A côté de l'indignation que chacun affectait de ressentir contre les criminels, une sorte de terreur régnait.

Bien que plusieurs noms d'inculpés aient circulé, quelques jours plus tard, dans des milieux attenant au gouvernement, des semaines s'écoulèrent encore durant lesquelles la presse russe garda, par ordre, le silence le plus complet. Ce fut seulement une quinzaine de jours après l'exécution des condamnés, c'est-à-dire dans la seconde partie de mai, que le *Messager officiel* finit par donner au public quelques indications sur les phases du procès et sur son dénouement. Porté devant la cour spéciale du Sénat dirigeant, ce procès avait duré du 15 mars au 19 avril. Quant aux accusés, le *Messager officiel* citait une douzaine de noms d'hommes et

de femmes (1), pour la plupart étudiants — ou du moins l'ayant été — et appartenant, comme on nous l'avait confié dans les premiers jours après leur arrestation, à presque toutes les classes sociales de la Russie. Tous ceux reconnus soit comme les instigateurs du crime (2), soit comme ayant pris la part la plus active au complot, eurent à subir « la peine de mort par voie de pendaison ». A côté d'eux quelques complices secondaires, dont le concours avait été plus ou moins utile dans la préparation de l'attentat, et notamment un fils de prêtre, des desservants d'église et une sage-femme, avaient vu leur peine commuée en travaux forcés à temps ou à perpétuité.

***

Une telle épreuve, survenant à l'occasion d'une des rares venues du tsar dans sa capitale, n'était pas faite pour l'encourager à sortir plus souvent de sa résidence habituelle de Gatchina. Nous avons déjà parlé des précautions organisées aux abords de ce palais dès le début du règne en vue d'assurer la sécurité de la famille impériale. Et cependant le premier mouvement d'Alexandre III, le jour qui suivit la découverte du complot, donna la preuve de son sang-froid et même de son courage.

Un bal que le grand-duc et la grande-duchesse Vladimir devaient offrir le 2 mars russe en l'honneur de l'empereur et de l'impératrice ne fut pas décommandé. Bien plus, les souverains résolurent de s'y rendre. Au moment où mon traîneau parvenait sur le quai devant la porte du palais, deux agents de police signifièrent rapidement à mon cocher

(1) Gueneraloff, cosaque du Don, un paysan du Kouban, un bourgeois de Tomsk, le fils du conseiller à la cour Kolscher, le fils du conseiller d'État actuel, Orkinoff.

(2) Chevireff, appartenant à une famille de marchands, fut reconnu le principal instigateur.

l'ordre de faire place à un équipage qui venait de couper les files. J'en vis descendre Leurs Majestés arrivant comme de simples mortels sans escorte et sans apparat, mais reconnues de toute la foule qui s'inclinait sur leur passage. Quelques instants plus tard, j'apercevais dans un des salons Alexandre III prenant part au thé de l'impératrice et de Maria Pawlowna. Assis à côté des ambassadeurs, il faisait effort pour mettre, avec une apparence de bonhomie, de l'entrain dans la conversation. Néanmoins il était impossible pour les assistants de ne pas être frappés de la pâleur et de l'air triste et préoccupé de la tsarine.

Le *Messager officiel*, resté muet jusqu'alors, avait, dans son numéro du 16 mars, fait une allusion au complot, annonçant en même temps l'arrestation de trois étudiants de l'Université de Saint-Pétersbourg. Aussi M. Flourens prit-il occasion de cet article pour charger le représentant de la France d'exprimer à M. de Giers les sentiments du président et du gouvernement de la République : indignation profonde partagée par la France entière à l'égard des misérables auteurs de la conjuration, mais satisfaction unanime à la nouvelle que le souverain russe avait pu échapper à un aussi redoutable danger. En déclarant à M. de Laboulaye combien « ces élans de sympathie touchaient Leurs Majestés », Giers l'avait vivement remercié des avertissements et des renseignements précieux fournis quelque temps auparavant par les autorités françaises. Mais peut-être le ministre russe eût-il été bien inspiré en bornant là l'expression de sa reconnaissance et en constatant d'une façon moins marquée que « les idées révolutionnaires n'étaient pas aussi enracinées à l'intérieur de la Russie que dans « certains pays du dehors » d'où arrivaient les ordres mettant en mouvement des instruments aveugles ». « C'est pourquoi, avait-il ajouté, nous nous sommes naguère fâchés avec vous au sujet de Krapotkine. » Et il en profitait pour relever le fait de la rentrée de ce redou-

table agitateur en Russie (1). Ainsi M. de Giers semblait partager l'erreur signalée l'année précédente par un écrivain russe auteur de ces lignes : « On constate avec étonnement l'indifférence que provoque le nihilisme à Saint-Pétersbourg et combien peu on le redoute. Le nihilisme est démodé, ce qui est pour lui le pire des enterrements. Je sais qu'on s'en occupe encore beaucoup à l'étranger, mais dans l'intérieur de l'empire on le croit vaincu, et à Pétersbourg on ne se donne plus la peine de réfléchir à ce qu'il est devenu. » En affectant trop souvent de considérer la France comme le principal foyer révolutionnaire de l'Europe, les dirigeants des vieux États monarchiques avaient le tort de fermer les yeux devant le mouvement socialiste qui s'étendait de plus en plus chez eux. Les récentes élections allemandes venaient suffisamment de le prouver.

Aussi, répondant à des insinuations de la presse prussienne qui tendaient à imputer aux anarchistes français l'acte du 1er/13 mars, le journal russe le *Svet*, mieux inspiré, en recherchait-il plutôt l'origine en Allemagne : « Il faut attribuer un crime à ceux auxquels il profite, et, certes, ce ne serait pas à la France. » Et, quelques jours après, répliquant à une feuille de Berlin, *le Nouveau Temps* écrivait : « On pourrait presque croire que ces individus ont été envoyés en Russie de l'étranger par quelqu'un d'intéressé à provoquer la confusion dans ce pays. » « On s'applique chez nos voisins, faisait d'autre part observer M. Katkoff dans la *Gazette de Moscou* (2), à saisir le moment psychologique pour agiter le spectre révolutionnaire et empêcher qu'il ne s'établisse de bons rapports entre la France et la Russie. »

Il y avait, en effet, pour les empires du Centre une occasion à ne pas laisser échapper. C'est pourquoi la question des anarchistes revenait immédiatement à l'ordre du jour

(1) Laboulaye à Flourens, 21 mars.
(2) Numéro du 8/20 mars.

dans le public et dans les journaux germaniques. De son côté, la presse de Vienne trouvait le moment opportun pour « parler de la solidarité des puissances conservatrices ». L'Autriche et l'Allemagne avaient vraiment beau jeu à dénoncer de nouveau la France comme le foyer des révolutions et à faire répandre cette idée par des agents officiels et officieux. On les voyait en effet partout, ces agents observateurs, parfois même provocateurs, qui, sous l'impulsion de Bismarck, s'étaient peu à peu répandus en masse, soit d'eux-mêmes, soit par ordre, dans les divers milieux de la société russe. Cette véritable invasion avait sévi surtout sous le règne d'Alexandre II. Ouvriers, commerçants, industriels, banquiers, parfois fonctionnaires et même officiers allemands qui, installés depuis de longues années sur le territoire de l'empire, avaient fini par obtenir une naturalisation, tous travaillaient de concert et vers le même but. Leur influence, chaque jour grandissante, ne s'employait pas seulement à poursuivre pacifiquement l'annexion économique des provinces baltiques et à ébranler l'action russe dans les Balkans ; ils allaient répétant partout que l'Allemagne et l'Autriche représentaient, seules encore en Europe, les vieux principes conservateurs qui font la force des monarchies. Ce parti germanique, remarquablement organisé dans presque toute la Russie, notamment à Pétersbourg, trouvait un puissant appui, souvent même une direction, auprès de toute une coterie de fonctionnaires de la cour, adversaires résolus de ce qu'ils appelaient « l'esprit occidental ». Des encouragements, en admettant qu'ils en eussent besoin, leur arrivaient des marches mêmes du trône, sur lesquelles, depuis le début du siècle, tant de princesses allemandes, par suite de leur mariage avec des grands-ducs, étaient venues s'asseoir.

Quelques jours après la découverte du complot, notre ambassadeur voyait déjà se développer cette campagne qu'il s'agissait d'arrêter sans retard : « Ne serait-il pas opportun, écrivait M. de Laboulaye au Quai d'Orsay, de

prévenir dès maintenant dans leur germe les difficultés que peut susciter à notre politique la présence sur le territoire français d'étrangers glorifiant — comme ils viennent de le faire dans une réunion récemment tenue à Paris, — l'assassinat de l'empereur Alexandre II? Et pourtant nous ne devrions pas oublier certaine recommandation adressée par M. de Giers à l'un de mes prédécesseurs : « Gardez chez « vous nos nihilistes. C'est là que, hors de la Russie, ils « sont encore le mieux surveillés et qu'il leur est le moins « facile de nous nuire. » Le ministre russe aurait eu raison d'ajouter : « A la condition toutefois qu'ils soient muselés. »

***

Tandis qu'en France et en Russie les gouvernements évitaient tout ce qui pouvait risquer de troubler la paix, l'Allemagne ne montrait pas qu'elle eût renoncé à sa politique de provocation.

Bientôt, en effet, un nouvel incident — cette fois incident de frontière — allait pendant plusieurs jours faire de nouveau redouter un conflit. Durant ces dernières semaines, les violations de territoires étaient devenues fréquentes de la part des douaniers allemands dans la région des Vosges. Celle qui eut lieu le 20 avril n'aurait présenté qu'une importance relative, si elle n'avait pris une gravité particulière du fait des circonstances qui l'accompagnaient.

M. Schnæbelé, depuis de longues années commissaire spécial de surveillance à la gare frontière française de Pagny-sur-Moselle, était considéré comme un consciencieux fonctionnaire bien noté pour son zèle et son habileté à remplir ses devoirs professionnels. Étaient-ce ces qualités qui le rendaient suspect aux Allemands? Toujours est-il qu'à la suite d'un rapport des autorités de Strasbourg le signalant à l'attention de la cour de Leipzig, celle-ci l'avait compris dans des poursuites pour tentatives d'espionnage;

elle délivrait en même temps un mandat d'arrêt contre lui pour le jour où il viendrait à pénétrer sur le sol de l'empire. Schnæbelé ignorait sans doute ces mesures prises lorsque, le 18 ou le 19 avril, il reçut une communication officielle de M. Gautsch, son collègue allemand d'Ars-sur-Moselle, localité lorraine la plus proche. Cette lettre lui donnait rendez-vous sur la frontière dans le but de régler d'un commun accord une affaire de service. Il s'agissait de déterminer l'emplacement exact d'un poteau-frontière qui venait d'être renversé.

Considérant à bon droit une telle convocation comme un sauf-conduit, le commissaire français s'y rendit sans hésiter. Mais, à peine s'était-il aventuré de quelques mètres sur le territoire lorrain, que soudain il se sentait assailli brutalement par deux agents qui dissimulaient sous des blouses grises leur véritable qualité. Après avoir réussi à se dégager et à reculer sur le sol français (1), il s'y voyait poursuivi, renversé, arrêté, traîné menottes aux mains à Novéant, puis transporté jusqu'à la prison de Metz pour y être écroué préventivement et mis au secret. Aussitôt informé, notre garde des Sceaux, d'accord avec son collègue des Affaires étrangères, chargeait le procureur général de Nancy de se rendre à Pagny en vue de procéder sur place à une enquête.

Tout d'abord deux questions principales se posaient. Le commissaire de surveillance français avait-il passé la frontière sur un appel officiel de son collègue, — ce qui sans nul doute le mettait sous la sauvegarde de ce dernier, — et pouvait-il être prouvé qu'il y eut guet-apens? D'autre part, sur quel territoire, allemand ou français, l'arrestation avait-elle été opérée? Cette affaire relevant ainsi du droit international, c'était au point de vue diplomatique, plus favorable que tout autre à un arrangement, qu'il s'agissait de se

(1) Ce récit de M. Schnæbelé fut confirmé par plusieurs témoins qui travaillaient dans les champs au moment de l'incident en question.

placer pour le régler sans retard. Aussi notre représentant à Berlin fut-il immédiatement chargé par M. Flourens de présenter à la Wilhelmstrasse la réclamation de la France.

Grâce à la prudence que notre chargé d'affaires, M. Raindre, apporta dans ses premières démarches, en attendant le retour de l'ambassadeur en congé, toute complication grave put être écartée dès le début. Au cours de l'enquête et des négociations menées ensuite parallèlement à Berlin et à Paris, MM. Herbette et Flourens firent également preuve de tact et de sagacité. Leur action était, d'ailleurs, aidée par le calme dont ne se départit pas le gouvernement français, notamment le président du Conseil, et aussi — comme le constate M. de Freycinet dans ses *Souvenirs* — par « la fécondité des ressources jointes à la science juridique du président de la République ». M. Grévy sut en outre arrêter certaines paroles imprudentes du général Boulanger, évitant ainsi que, dans l'éventualité d'un conflit, une part de responsabilité pût être rejetée sur le ministre de la Guerre français.

A la première nouvelle de l'incident, l'émotion avait été d'autant plus vive à Paris et parmi les populations de nos départements frontières que les esprits croyaient à un apaisement complet dans l'état des relations franco-allemandes. Elle s'était traduite immédiatement par une baisse considérable des valeurs de bourse et un ralentissement marqué dans les opérations commerciales entre les deux pays. Aussi fut-ce un soulagement général quand, dans les tout derniers jours d'avril, la France apprit le règlement définitif de la question. Malgré l'attitude peu conciliante prise par le comte Herbert de Bismarck et les arguties opposées, au début, par les autorités et les juristes allemands, le chancelier dut finalement s'incliner, comme il s'y était engagé à l'avance, devant la preuve indéniable de l'illégalité de l'arrestation. Il fut reconnu que la lettre de Gautsch, qui donnait rendez-vous à Schnæbelé, aurait dû constituer pour les fonctionnaires des deux pays un

sauf-conduit certain (1). On ne pouvait dire, pourtant, que le prince de Bismarck eût apporté quelque bonne grâce au cours de cette négociation. Persistant dans ses accusations d'espionnage et même de haute trahison contre l'agent français, dont, insinuait-il, on n'ignorait pas à Paris les agissements, il ne cessa de soutenir que l'arrestation avait été opérée sur le territoire allemand, et s'attacha jusqu'au bout à justifier la conduite des autorités impériales. Quoi qu'il en fût, le chancelier, se rendant compte en même temps de l'exaspération que des difficultés de ce genre produisaient dans les masses profondes de la nation française, donna le 29 avril l'ordre de relâcher le commissaire de surveillance. Celui-ci ne reprenait, pas plus d'ailleurs que son collègue allemand d'Ars sur-Moselle, possession de ses fonctions.

La France sortait avec honneur de ce différend. En restant sur le terrain juridique elle avait déterminé dans toute l'Europe un mouvement général de sympathie en sa faveur. En Russie, notamment, l'opinion publique avait attentivement suivi toutes les phases successives de cette affaire. La presse russe blâmait unanimement les procédés du cabinet de Berlin qu'elle considérait comme une « manœuvre provocatrice ». Dans les sphères officielles on se réjouissait de la solution intervenue ; on rendait hommage à la sagesse et à l'habileté du gouvernement de la République ainsi qu'à la prudente réserve observée par nos journaux de toutes nuances. M. de Giers s'était exprimé devant notre ambassadeur dans les termes les plus flatteurs pour notre ministre des Affaires étrangères. « Le sang-froid dont a su faire preuve la diplomatie française, disait-il, a été particulièrement remarqué et apprécié. »

De ce pénible incident il restait, à Pétersbourg comme à Paris, l'impression que si Bismarck avait cédé, c'était en

(1) Note du 28 avril remise par Bismarck à Herbette.

raison de la mauvaise posture où il venait de se mettre dans une question de droit international. Vis-à-vis d'un pays comme l'Allemagne, nous ne devions donc pas nous sentir, pour l'avenir, à l'abri d'autres difficultés du même genre, dont le règlement toujours pénible ne fait qu'exciter les esprits et aigrir les rapports entre les peuples.

C'était pour la presse moscovite une occasion de nous faire entendre les paroles les plus amicales. L'organe de M. Katkoff, protestant contre l'augmentation toujours croissante des armements allemands, établissait un parallèle entre le langage sympathique à la Russie tenu par les journaux français et l'attitude hostile des feuilles de Cologne et de Berlin. « Les rapports étroitement amicaux du baron de Mohrenheim avec les membres du Cabinet de Paris, observait la *Gazette de Moscou*, répondent plus que jamais en ce moment à la situation internationale de notre pays et à ses intérêts nationaux. Dans toute l'Europe, la France est seule à se conduire avec nous d'une façon correcte et désintéressée. En dépit de ses institutions si différentes des nôtres, son gouvernement, fermement opposé à toute propagande révolutionnaire, sait se comporter à l'égard des traditions monarchiques des autres États avec un loyal respect qui pourrait servir d'exemple. »

Ainsi l'Allemagne, si mauvaise psychologue à toutes les périodes de l'histoire, n'arrivait avec ses provocations répétées qu'à s'aliéner les sympathies des autres nations. Sa politique contribuait même à resserrer les liens qui déjà se nouaient au-dessus de sa tête entre ses deux puissantes voisines de l'Est et de l'Ouest.



L'antagonisme entre Giers et Katkoff avait pris dans ces derniers temps un caractère de plus en plus aigu. Divers incidents récents contribuaient particulièrement à enveni-

mer ces démêlés que livrait à la plus large publicité la *Gazette de Moscou*, soutenue par les encouragements chaleureux de plusieurs confrères russes. En même temps, les attaques réitérées de journaux allemands contre la presse slavophile amenaient de la part de cette dernière de cinglantes ripostes, dans lesquelles le ministre russe des Affaires étrangères se voyait sévèrement malmené.

M. de Giers s'était particulièrement ému du retentissement d'un article publié dans une des principales revues moscovites. L'auteur, M. Tatischeff, reprochait vertement à la diplomatie russe, à laquelle il avait naguère appartenu, d'être inféodée à l'Allemagne. Aussi la confiance du ministre dans la politique qu'il avait suivie depuis dix ans s'en trouvait-elle tant soit peu ébranlée. Celui-ci avait même confié à M. de Laboulaye, au moment où une agression allemande contre la France était le plus à redouter, que si l'événement justifiait ces craintes, il donnerait aussitôt sa démission : « Je considérerais alors, disait-il, avoir mal conseillé mon souverain et ajouté trop de foi aux déclarations pacifiques de M. de Bismarck. »

Les communiqués du *Messager officiel* concernant les rapports de l'Allemagne et de la Russie avaient tout particulièrement le don d'exaspérer Katkoff. « Se préoccuper ainsi de ménager les intérêts germaniques, s'écriait-il, au lieu d'envisager uniquement ceux de son pays, n'est-ce pas trahir d'une façon criminelle ses devoirs de citoyen? » « A la politique gouvernementale pleine d'égards pour le cabinet de Berlin », son journal opposait alors les vues personnelles de l'empereur qui, « loin de suivre, disait-il, la voie indiquée par les communiqués diplomatiques, pratique la politique nationale des ménagements dus aux intérêts russes proprement dits. » Ce langage recevait l'approbation de la plus grande partie de la presse. *Le Nouveau Temps* était le premier à féliciter Katkoff de s'employer avec tant de patriotisme à la surveillance des intrigues d'une puissance voisine et de lutter dans ce sens, même au risque de

tomber en disgrâce. « On ne peut, ajoutait-il, faire davantage un crime à M. Katkoff de ses doctrines panslavistes qu'à M. de Bismarck de ses idées pangermaniques. »

Évidemment, des polémiques de cette nature sans cesse répétées rendaient embarrassante la situation du ministre des Affaires étrangères. Aussi, celui-ci, se sentant directement visé, s'employa-t-il à obtenir en haut lieu l'envoi d'un avertissement à la *Gazette*, c'est-à-dire à son rédacteur en chef. Mais si l'avertissement en question fut rédigé, Pobedonozew sut convaincre l'empereur des inconvénients de lui donner le jour. C'était là une preuve nouvelle de l'influence à la fois exercée par le chef du Saint-Synode et par celui du parti slavophile. Toutefois, Alexandre III, désireux de ménager l'amour-propre de M. de Giers, aurait convenu devant lui que le langage de Katkoff dépassait, en effet, les bornes permises, « bien qu'il faille tenir compte, ajoutait-il, du mauvais état actuel de sa santé qui le rend impressionnable et nerveux. » Dans ces conditions, il semble à l'empereur que le mieux serait de faire inviter par un personnage qualifié le directeur de la *Gazette* à observer dans ses articles une réserve plus grande. Mais celui-ci a vent de cette démarche et veut la devancer. Il consulte le ministre de l'Intérieur de passage à Moscou et, sur son conseil, part en hâte pour Gatchina où il obtient une longue audience de son souverain.

D'après des indiscrétions des amis de Katkoff, l'empereur, après une douce admonestation, aurait abordé quelques-uns des sujets intéressant le plus l'avenir de la Russie, montrant au cours de l'entretien la fermeté de ses résolutions : abandonner définitivement l'entente des trois empires, pour conserver, en vue du maintien de l'équilibre européen, la pleine indépendance de son pays. C'était évidemment là, comme l'écrivait à Paris M. de Laboulaye, le point le plus important. Mais ceux qui, le lendemain, faisaient courir le bruit de la démission de M. de Giers oubliaient-ils qu'en Russie un ministre ne se retire que sur

l'ordre du monarque? Or le tsar n'avait pas dissimulé à son interlocuteur — et le silence gardé les jours suivants à ce sujet par la *Gazette de Moscou* semblait bien en être la preuve, — sa volonté de ne pas se priver des services de son ministre. Il se disposait même, affirmait-on, à lui conférer le grand cordon de l'ordre de Saint-Vladimir, accompagné d'un rescrit où éclaterait son entière confiance. On disait le rescrit déjà prêt, on en citait même les termes quand, au dernier moment, à la stupéfaction générale, la nouvelle se répandit que l'empereur venait de modifier ses intentions. De nouveau la situation de M. de Giers s'en trouvait diminuée, tandis que Katkoff, après s'être senti pendant quelques jours sous le coup d'une disgrâce possible, se reprenait à espérer le triomphe de ses idées politiques. Ses partisans exultaient.

Entre les deux courants qui se manifestaient, Alexandre III, alternativement poussé vers l'un ou vers l'autre, était loin d'avoir la tâche facile. Il penchait évidemment par inclination naturelle vers la politique de Katkoff, tout en s'appliquant à la modérer. Mais, la considérant plutôt différente de celle de Giers que réellement contraire, il recherchait les moyens de les concilier toutes les deux. Avant tout, on ne saurait trop le répéter, il tenait à son indépendance à l'extérieur et à la liberté de ses mouvements, afin de rester maître d'agir suivant les circonstances et pour le plus grand bien de son pays.

Pour nous, qui souhaitions l'adoption des idées de Katkoff par l'empereur, il importait que celles de Giers s'en rapprochassent chaque jour davantage. Mais, chez ce vieil adepte de l'entente avec l'Allemagne, un tel revirement ne pouvait s'opérer que par étapes. Sa nature quelque peu méfiante, sa prudence naturelle s'y résoudraient seulement à mesure que son patriotisme aurait conscience de la communauté des intérêts de la Russie et de la France plus encore que des sympathies de plus en plus marquées entre les deux pays. Sinon quelle pouvait

être la personnalité destinée à remplacer Giers démissionnaire ou congédié? Certes, Katkoff aurait poussé volontiers à faire passer le comte Tolstoï du département de l'Intérieur à celui des Affaires étrangères. Toutefois, en admettant même que Tolstoï s'y prêtât, cette combinaison entrerait-elle dans les vues de l'empereur? On avait toutes raisons d'en douter. Alexandre III ne savait-il pas que l'arrivée de cet homme politique à la tête de la diplomatie russe serait un tel défi porté à l'Allemagne que les chances de conservation de la paix s'en trouveraient diminuées?

D'après les renseignements parvenus à notre ambassade, les noms les plus souvent prononcés pour la succession de Giers étaient ceux du comte Schouvaloff et du prince Lobanoff. Aussi désirions-nous sincèrement le maintien du ministre actuel. N'était-il pas à craindre, en effet, que l'ambassadeur du tsar en Allemagne, *persona grata* à la cour de Berlin, n'arrivât au Pont-des-Chantres plus favorable encore que son prédécesseur à la politique traditionnelle de la Russie à l'égard de l'empereur allemand. Quant à Lobanoff, après un séjour prolongé auprès de François-Joseph, il était considéré comme trop ami de l'Autriche et des Autrichiens pour que ses chances pussent être réellement sérieuses.

A Paris, M. Flourens, tout en reconnaissant comme nous les services rendus par Katkoff à la cause franco-russe, voyait avec une appréhension parfois exagérée l'ardeur des sentiments du parti slavophile pour notre pays. Certaines manifestations particulièrement bruyantes en faveur du général Boulanger lui avaient semblé, comme d'ailleurs à nous-mêmes et à beaucoup de nos amis russes, à la fois intempestives et dangereuses. Un cercle panslaviste de Moscou était allé récemment jusqu'à décider l'expédition à notre ministre de la Guerre d'une épée d'honneur portant cette inscription : « Qui vive? La France! Dieu favorise les audacieux. Paris, février 1887. » La devise et la

date étaient bien faites pour rappeler les bruits de guerre de ces dernières semaines. Mais si l'épée partit de Moscou, des mesures furent prises pour l'arrêter en route, car elle ne parvint jamais à son destinataire.

Aussi, sans doute influencé par le baron de Mohrenheim, notre ministre des Affaires étrangères donnait-il son entière adhésion à la ligne de conduite de M. de Giers. « C'est bien là, écrivait-il à M. de Laboulaye (1), celle que nous désirons voir suivre à la Russie et que nous sommes décidés à suivre nous-mêmes... Je ne trouve pas d'inconvénients à ce que vous entriez en relations, même suivies, avec M. Katkoff, mais il est bien entendu que vous ne devez pas vous prononcer sur *le démêlé qui le sépare de M. de Giers et que je regrette.* » — « Nous devons, répondait Laboulaye, être reconnaissants à l'empereur Alexandre et à son ministre des Affaires étrangères de la façon à la fois ferme et prudente avec laquelle l'attitude de l'empire russe a été rectifiée dans des circonstances où les destinées de la France pouvaient se trouver en cause. Mais nous ne saurions oublier non plus le rôle actif et vigilant que la presse moscovite n'a cessé de jouer sous le souffle ardent de Katkoff pour soutenir l'âme de l'empereur, — isolé quoique tout-puissant, — et éclairer son esprit sur les véritables sentiments du pays. Que Katkoff, en poussant toujours en avant, ne se soit pas senti suffisamment suivi par la diplomatie impériale, que le passé de M. de Giers lui laisse encore redouter la possibilité d'un retour en arrière, il n'y a rien de plus naturel. »

« D'autre part que Giers, qui poursuit avant tout une œuvre de paix, craigne de voir couper le câble qui, pendant si longtemps, unissait son pays à l'Allemagne et recherche, pour sauvegarder sa réputation d'homme d'État, une solution permettant à Pétersbourg d'entretenir de bons rapports à la fois avec Berlin et Paris, cela se comprend

(1) Flourens à Laboulaye 14 avril.

également. Chacun est à sa place et pense comme il doit penser. Il n'est donc pas indifférent pour le maintien de la paix qu'Alexandre III réussisse le plus longtemps possible à équilibrer ces deux courants au moyen de concessions réciproques (1). »

(1) Laboulaye à Flourens, 22 avril.

CHAPITRE XII

Accords liant les puissances entre elles au printemps de 1887. La Triplice.

Nous avons essayé déjà, dans la première partie de ces *Souvenirs*, de retracer les causes et les phases de l'évolution qui s'est produite depuis la mort d'Alexandre II dans le groupement des États européens. A l'heure où l'Allemagne renouvelle, en ce printemps de 1887, son alliance dite « Triplice » avec l'Autriche-Hongrie et l'Italie, et où la Russie se dégage de l'influence allemande, le moment paraît venu de jeter une vue d'ensemble sur le but commun poursuivi par ces puissances, sur leurs tendances particulières et les accords qui les liaient entre elles.

Les conventions qui ont fait la « Triplice » — et dont nous n'avons esquissé que les traits principaux au chapitre Ier — étaient alors, comme celles qui les ont immédiatement précédées et suivies, imparfaitement connues quant à leur texte et aux négociations d'où elles étaient sorties. Elles n'ont été complètement dévoilées, nous l'avons dit, que par l'ouverture des archives de Berlin et de Vienne aussitôt après la guerre mondiale de 1914-1918.

Si, jusque-là, nous connaissions l'existence de la plupart d'entre elles, ce n'était pas seulement par les allusions, toujours plus ou moins vagues, parues dans quelques organes officieux ; nous le devions en outre aux déclarations et aux confidences faites par certains hommes d'État des empires centraux, tantôt devant leurs Parlements respectifs, tantôt au cours d'entretiens diplomatiques ou

privés. A la fin du dix-neuvième siècle et au commencement du vingtième, on était encore au temps de cette diplomatie secrète dont on abusa tant et si bien que, depuis lors, on est tombé dans l'excès contraire. Il était presque toujours entendu, aux termes d'un des articles de chacun de ces pactes, que ceux-ci devaient demeurer secrets, et la façon dont cette clause fut observée fait honneur à la fois aux souverains, aux ministres et aux quelques hauts fonctionnaires qui se trouvaient être les seuls initiés.

Tout d'abord, de quelle nature étaient les liens qui jusqu'alors avaient uni l'Allemagne et la Russie? Dans quelle mesure les combinaisons successives appelées à réduire à néant la Triple-Entente du Nord avaient-elles pu, même en apparence, coexister avec celle-ci? Enfin, quelle valeur avaient, en réalité, ces entrevues répétées, ces démonstrations amicales, ces protestations de solidarité et de fidélité, dont les chefs d'État et les ministres, au cours de ces dernières années, s'étaient montrés si prodigues?

***

« La Triple-Alliance que primitivement je cherchais à établir après le traité de Francfort et sur laquelle, en 1870, étant à Meaux, j'avais déjà sondé les cours de Vienne et de Saint-Pétersbourg », écrit Bismarck dans ses *Souvenirs*, « était une alliance des trois empereurs avec l'arrière-pensée que l'Italie monarchique viendrait s'y joindre. Cette alliance avait en vue le conflit qui, d'après nos appréhensions, devait se produire sous une forme ou sous une autre entre ces deux tendances des nations européennes que Napoléon appelait la tendance républicaine et la tendance cosaque. » Mais, quelques lignes plus loin, le chancelier allemand s'empressait d'ajouter qu'il préférait, conformément aux idées actuelles, « les désigner maintenant sous ces deux vocables : systéme de l'ordre et république sociale. »

La conception de ce que Bismarck appelait « l'alliance des trois empereurs », ainsi née dans son cerveau, avait été acceptée par Alexandre II dans la crainte des complots nihilistes. On peut ajouter que ce sentiment influa toujours sur les déterminations de ce monarque. Celui-ci, d'un caractère faible, se sentait naturellement d'autant plus enclin à maintenir des relations intimes avec sa famille de Berlin qu'il voyait dans une union étroite entre les trois grandes puissances monarchiques et conservatrices de l'Europe une garantie pour la défense de son trône et de sa dynastie. Les attentats dirigés en 1878 et 1879 contre Trepoff et Mezenzoff, puis contre le gouverneur de Moscou, le prince Krapotkine, enfin contre sa personne elle-même devaient, malgré les tendances nouvelles de son peuple, le confirmer dans cette politique jusqu'à la fin de son règne.

Dès 1866, la *Gazette de Moscou* avait prôné l'idée d'une alliance russo-allemande dans laquelle, au lendemain de Sadowa, il ne pouvait encore être question de faire entrer l'empereur François-Joseph. « La marche des événements », disait ce journal, « a fait naître des intérêts qui invitent la Russie et la Prusse à s'unir plus étroitement que par le passé. » Si l'on éprouve aujourd'hui quelque étonnement en lisant ces lignes tracées par la plume de Katkoff, on peut les expliquer par le désir non dissimulé du futur chef du parti slavophile d'obtenir de Berlin l'engagement de laisser à la Russie les mains libres dans les Balkans.

Ce fut surtout l'attitude bienveillante qu'observa le cabinet de Saint-Pétersbourg à l'égard de la Prusse en 1870 et 1871 — en retour sans doute de l'aide prêtée en 1863 par celle-ci contre l'insurrection polonaise, — qui fit apparaître la cordialité des rapports entre les deux gouvernements. Depuis lors, la Russie n'était cependant pas sans éprouver, au fond d'elle-même, un regret d'avoir laissé grandir outre mesure, par la défaite de la France, la puis-

sance de ce nouvel empire allemand si impatient de diriger la politique de l'Europe. Quoi qu'il en soit, la recherche de sa propre sécurité, le besoin de s'assurer l'appui des deux grands monarques voisins contre un mouvement révolutionnaire éventuel devaient l'emporter dans l'esprit du tsar sur toute autre considération extérieure, même sur le sentiment de sa rivalité avec l'Autriche en ce qui concernait l'Orient. L'entrevue des trois empereurs à Berlin, au mois de septembre 1872, fut comme la confirmation officielle d'une telle politique. A son tour, l'année suivante, Guillaume Ier, désireux de donner à son neveu une marque éclatante de ses sentiments d'affection, se rendait en Russie où, pendant deux semaines, à Pétersbourg comme à Moscou, les fêtes succédèrent aux fêtes, les bals et les réceptions brillantes aux dîners et aux représentations de gala. Ces manifestations répétées marquaient donc de part et d'autre la résolution d'affirmer aux yeux de tous le système d'entente auquel l'histoire pourra donner le nom de « concert des trois empereurs », plutôt que celui d'une véritable alliance à trois offensive ou défensive qui, en réalité, semble n'avoir jamais été signée.

Cette politique reposant sur une union étroite entre Pétersbourg et Berlin, suivie par l'empereur Nicolas et même avant lui par Alexandre Ier, surtout à la fin de son règne, eut pour derniers représentants en Russie Alexandre II et son chancelier. Mais si, jusqu'à sa mort, ce souverain s'efforça d'y rester fidèle, il n'en fut pas de même du prince Gortschakoff, les incidents de 1875 ayant, on le sait, amené peu à peu certain refroidissement dans ses relations avec le prince de Bismarck ; celui-ci ne pouvait pardonner à celui-là de s'être laissé attribuer le mérite d'avoir conservé la paix à l'Europe.

On sait comment des deux chanceliers ce refroidissement gagna les deux peuples, quand la Russie se vit enlever en 1878, par le traité de Berlin, les principaux avantages qui lui avaient été reconnus à San-Stefano. Sans

être dénoncée, ni rompue, l'entente perd dès lors, parmi les sujets du tsar, un grand nombre de ses partisans, à commencer par Katkoff, dont l'influence allait grandissant. C'est que désormais le peuple russe, notamment dans ses éléments slavophiles, se sent las de subir l'hégémonie de cette Allemagne qu'il n'aime pas. Se refusant à aliéner plus longtemps sa liberté de mouvements, il ne cache pas, nous l'avons déjà relaté, le désir de voir son gouvernement la recouvrer dans l'intérêt à la fois de son action en Orient et de son rôle à tenir dans la politique continentale.

Déjà, avant le congrès de Berlin, avait été signée entre Vienne et Saint-Pétersbourg — le 15 janvier 1877 — une convention datée de Reichstadt, conséquence de l'entrevue d'Alexandre II et de François-Joseph dans cette ville, le 8 juillet de l'année antérieure. Précédant de quelques mois seulement la guerre russo-turque, elle assurait à la Russie la neutralité de l'Autriche-Hongrie pendant la durée des hostilités qui se préparaient. En échange de cette promesse, le gouvernement du tsar approuvait à l'avance ce que le traité de Berlin ne fit que confirmer dans la suite : l'occupation autrichienne de la Bosnie et de l'Herzégovine (1). Mais cet accord, destiné à rester secret, devait être bientôt percé à jour par Bismarck dont le système d'information et d'espionnage était sans rival. « Les négociations directes qui eurent alors lieu entre les gouvernements russe et autrichien, écrira-t-il plus tard dans ses *Souvenirs*, constituent une nouvelle phase de la politique de Gortschakoff, politique peu favorable à l'alliance conservatrice des trois monarchies (2). »

En considérant les causes permanentes de rivalité entre

(1) Ces stipulations viennent d'être citées tout récemment encore, dans la publication du ministère allemand des Affaires étrangères : *Politique extérieure de l'Allemagne* 1870-1894, t. IV (traduction Audouin), éditée à Paris chez Costes, p. 112. *Correspondance*, nº 727. *Mémoire* rédigé par le conseiller Bucher.

(2) Bismarck, *Souvenirs*, publiés en 1899, t. II, p. 275.

Pétersbourg et Vienne, Bismarck se rendait bien compte de la fragilité que présenterait un pacte d'alliance conclu pour une période déterminée entre les trois empires. En outre, il s'expliquait aisément que « le traité de Francfort fût la limite au delà de laquelle la Russie, sentant à son côté une Allemagne si forte, ne permettrait pas une diminution nouvelle de l'influence de la France ». Convaincu toutefois de la nécessité de ne pas rester isolé et de lier à l'Allemagne soit l'Autriche, soit la Russie, il pesait, à la veille du congrès de Berlin, les avantages et les inconvénients de l'une et de l'autre de ces combinaisons. De là, de longues hésitations dans son choix.

Au fond, la crainte d'une coalition qui se formerait contre l'Allemagne fut toujours la « bête noire » du chancelier. Ce n'était pas l'éventualité d'une lutte contre la France seule qui l'effrayait, mais celle d'une attaque sur les deux fronts à la fois que rendrait inévitable, pensait-il, une alliance de la France et de la Russie. N'avait-il pas redouté de même, quelques années plus tôt, que Vienne ne le lâchât pour s'entendre avec Paris? D'où la nécessité, à ses yeux, d'attacher à lui l'Autriche afin de ne pas se trouver isolé en Europe. De là aussi, à certains moments, notamment sous les ministères Waddington et Ferry, ses tentatives de rapprochement avec la France. N'était-ce pas dans cette même pensée, qu'avant le congrès de 1878, il alla jusqu'à en proposer la présidence à M. Waddington, alors chargé à Paris du portefeuille des Affaires étrangères?

Il parle, dans ces mêmes *Souvenirs* (1), d'une ouverture que, vers cette époque, lui aurait faite directement le comte Schouvaloff, en vue de la conclusion d'une solide alliance offensive et défensive russo-allemande. Il avait alors, dit-il, répliqué à l'ambassadeur russe qu'en limitant son objectif à cette alliance, c'est-à-dire en sacrifiant de la sorte à

(1) Même volume des *Souvenirs*, chap. XXVIII, p. 265 et suiv.

la Russie ses bonnes relations avec les autres puissances, l'Allemagne risquerait de se trouver, par rapport à celles-ci, dans une position bien dangereuse. « La situation géographique et la constitution autocratique de votre pays, lui faisait-il observer, vous permettraient, en effet, plus facilement qu'à l'Allemagne, de dénoncer un tel pacte, puisque la décision de la Russie ne dépendrait que des seules dispositions d'esprit du tsar régnant. » Et, en relatant cette conversation, le chancelier ajoute qu'il finit par renoncer à toute option entre l'Autriche et la Russie, se bornant à « recommander », à défaut de l'alliance des trois empereurs, le maintien de la paix entre eux.

Mais, à la suite du congrès de Berlin, Bismarck ne tarde pas à s'apercevoir du changement qui vient de s'opérer — et pour cause — dans les sentiments de la Russie à l'égard de l'Allemagne. Malgré les formes qu'il cherche à mettre pour ne pas s'aliéner Alexandre II, n'est-ce pas contre l'extension de l'influence russe dans les Balkans que tendent en réalité ses efforts? Pour barrer dans la péninsule les progrès du slavisme, il y favorise l'action et les ambitions autrichiennes. Sans doute, croyant à la puissance de sa grande voisine du Nord plus qu'à celle de l'empire des Habsbourg, il eût préféré s'appuyer sur la première. Il n'y fallait plus songer maintenant. Une communication adressée sur un ton presque menaçant par Alexandre II à son oncle Guillaume à l'occasion de l'attitude des représentants allemands à la Commission internationale de délimitation siégeant à Novi-Bazar, montre assez l'amertume ressentie par la Russie pour faire hésiter plus longtemps le chancelier de fer (1). La crainte d'un

(1) Lettre du 15 août 1879. Quelques années plus tard, au cours d'un entretien particulier avec le grand-duc Vladimir, le comte Herbert de Bismarck lui avait rappelé cet incident : « Oui, interrompit le grand-duc, je me souviens très bien de cette *malheureuse* lettre de mon père en 1879. » (Rapport de H. de Bismarck adressé de Pétersbourg, Berlin le 19 novembre 1883.

rapprochement entre Saint-Pétersbourg et Paris, préconisé déjà par le parti germanophobe et slavophile de Moscou, doit hâter sa détermination. Il sait aussi quelle influence chaque jour croissante les Skobeleff, les Milioutine, les Lobanoff exercent sur l'esprit de leur souverain. Aussi est-ce contre le gré de Bismarck que Guillaume Ier, tenant à éviter une brouille avec son neveu, va, pour répondre à l'invitation de celui-ci, le rencontrer en Pologne russe, à Alexandrovno. Vaine démarche sans doute, car malgré le mystère qui plana sur les sujets traités au cours de cette entrevue, on peut dire, à en juger par la suite des événements, que rien ne fut modifié pour cela dans les dispositions du tsar.

« Dès lors, ajoute Bismarck (1), je dus prendre très résolument des précautions défensives contre la Russie pour sauvegarder notre indépendance... Les raisons qui, dans notre situation politique, nous commandaient une alliance avec l'Autriche me paraissaient si impérieuses que je l'aurais cherchée, quant à moi, par n'importe quel moyen, en dépit même de l'opinion publique. »

Les motifs donnés par Bismarck pour expliquer sa détermination étaient-ils vraiment sincères? Il n'est pas sans intérêt, en tout cas, de rapprocher de cet exposé une conversation rapportée quelques années plus tard par notre ambassadeur à Berlin : « M. Bleichsröder, écrivait M. Herbette le 3 janvier 1888, se vantait dernièrement devant moi d'avoir dit au chancelier en 1879 : « Nous allier à « l'Autriche, c'est nous lier à un cadavre ! » Et Bismarck lui aurait répondu : « Je le sais, mais je ne puis faire autre- « ment. » A la vérité, il n'existait dans les différents partis politiques allemands aucune opposition sérieuse à la conclusion d'un tel pacte.

« L'intimité entre nous et l'Autriche, confiait alors le chancelier allemand à l'ambassadeur de France, M. de

(1) Mêmes *Souvenirs*, t. II, p. 279.

Saint-Vallier (1), quelque déplaisante qu'elle paraisse aux gens de la Néva, est et sera de plus en plus la base de toute ma politique... Si nous restons unis à la Russie par la parenté et l'amitié des souverains, nous sommes liés à l'Autriche par une même origine, une communauté de races, de langue, de mœurs et d'intérêts... Je veux qu'il n'y ait pas entre nous un point de désaccord. Tout doit rapprocher dans une étroite intimité les deux empires germaniques du Nord et du Sud ; on le comprend à Vienne maintenant que s'éteignent les souvenirs brûlants du canon de Sadowa. Nous avons dans les Autrichiens des alliés qui peuvent compter sur un constant appui, un ferme concours, une solide alliance de notre part. »

Dès la fin de 1878 on peut donc considérer comme rompue l'entente des trois empereurs et comme déjà formée l'alliance à deux qui sera signée à Vienne le 7 octobre 1879 (2). Pacte réel, celui-là, mais qui n'empêchera pas l'Autriche de subir cette hégémonie allemande que la Russie se refuse à supporter davantage. Dans une dépêche adressée au Quai d'Orsay le 7 avril 1880, M. de Saint-Vallier expliquera qu' « en nouant ses nouveaux rapports avec l'Autriche, Bismarck visait moins une alliance qu'une influence dominante à exercer sur la politique de l'empire austro-hongrois »... « Cette sorte de mainmise, ajoutait-il, ne peut être assurée d'une manière durable que par le maintien du tête-à-tête. Mais le « bund » (le lien) de l'Allemagne et de l'Autriche n'exclut pas les « gute verhœltnisse » (bons rapports) de l'Allemagne et de la Russie. On peut faire à celle-ci une place à côté, une position d'amie de second rang (3). »

Ce traité de 1879, prolongé d'abord pour cinq années

(1) M. de Saint-Vallier à M. Waddington, 27 juin 1879. Voir *les Origines de la Grande Guerre*, de Bourgeois.

(2) Pribram, *Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie*, p. 11.

(3) Saint-Vallier à Freycinet, 7 avril 1880.

à partir du 21 octobre 1884 (1), devait rester en vigueur jusqu'en 1889, « si aucune négociation en vue de modifier certaines de ses modalités n'était ouverte dans le cours d'octobre 1887. » Purement défensif, il est désigné au préambule comme « alliance de paix et de défense réciproques ». Conformément à son caractère pacifique et « pour éviter toute fausse interprétation », il demeurera secret tant que les armements de la Russie ne deviendront pas une réalité menaçante pour les parties contractantes (article 4). En fait, ses termes restèrent ignorés jusqu'au 3 février 1888, date à laquelle il fut publié officiellement à Berlin et à Vienne, à la seule exception de l'article 3 qui en fixait la durée (2).

Comme aucun des accords signés dans la suite par l'Allemagne avec quelque puissance que ce fût ne porta véritablement atteinte à sa validité, on peut dire que l'alliance du 7 octobre 1879 est demeurée jusqu'à la guerre mondiale la base fondamentale de la politique extérieure des deux empires centraux, notamment dans leurs rapports avec le gouvernement du tsar. Tandis, en effet, que nul article des pactes successifs de la Triplice ne mentionne la Russie, celle-ci est, au contraire, nettement nommée dans le traité de 1879. « Si contre le désir sincère des deux hautes parties contractantes, est-il dit à l'article premier, l'une de celles-ci est attaquée par la Russie, les deux empires s'engagent à s'assister réciproquement avec la totalité de leurs forces militaires et à ne conclure la paix qu'en commun et d'accord. » L'article 2 déclare bien qu'en cas d'attaque d'un des États contractants par une puissance autre que la Russie, le second contractant non seulement n'assistera pas l'agresseur contre son allié, mais

(1) Prolongé ensuite pour cinq ans, du 21 octobre 1884 au 21 octobre 1889, par un protocole signé à Vienne le 22 mars 1883 (Pribram, p. 40).

(2) Voir plus loin les raisons de cette publication à l'occasion de la tension des rapports russo-allemands au début de 1888. Chap. XVIII.

encore observera vis-à-vis de son cocontractant une attitude de neutralité bienveillante; il a toutefois soin d'ajouter que si la puissance agressive était soutenue par la Russie, la clause d'assistance de l'article premier jouerait immédiatement.

Par conséquent, le traité en question vise la Russie seule. Au cas où la France attaquerait l'Allemagne sans que le tsar se mît de la partie, l'Autriche n'aurait en aucune façon à joindre ses forces à celles de son alliée. Purement défensive, sans même garantir le *statu quo* territorial des deux États signataires, l'union en question, est-il déclaré, « ne menace personne », mais tend à consolider la paix européenne créée par les stipulations du traité de Berlin. Il semble donc qu'il s'agisse là de la paix en Orient.

***

Cette alliance avec l'Autriche-Hongrie, sur laquelle Bismarck en 1879 avait arrêté son choix, était loin de satisfaire son besoin d'hégémonie. Il lui fallait en outre obtenir d'autres puissances certaines garanties déterminées, notamment leur neutralité en cas de guerre, garanties constituant à ses yeux une sorte de contre-assurance. Voyant la Russie lui échapper, c'est elle qu'il essaya d'abord de retenir à l'aide d'un accord. Tel était donc son but en signant avec Sabouroff et Szechenyi le traité du 18 juin 1881 que, dans la suite (27 mars 1884), il faisait renouveler pour trois années, c'est-à-dire jusqu'au 18 juin 1887.

Quelle était la teneur de cet acte diplomatique sur l'existence et le contenu duquel les parties contractantes s'étaient promis mutuellement le secret (1) et qui remplaçait (2) deux accords séparés également secrets conclus

(1) Article 5.
(2) Article 6.

en 1873 entre l'Autriche et la Russie et entre la Russie et l'Allemagne (1)?

Prévoyant le cas où l'un des trois empires se trouverait en guerre avec une quatrième puissance, cet arrangement du 18 juin portait que les deux autres États cosignataires « maintiendraient à son égard une neutralité bienveillante et voueraient leurs soins à la localisation du conflit ». Cette stipulation jouerait même si la quatrième puissance était la Turquie, mais alors « dans le seul cas où un accord préalable aurait été établi entre les trois cours sur les résultats de cette guerre (2). Aucun concours militaire ne se trouvait prévu au traité ».

En outre, non seulement la Russie et l'Allemagne s'y déclaraient résolues à « respecter les intérêts découlant de la nouvelle position assurée à l'Autriche-Hongrie par le traité de Berlin », mais encore les trois États signataires s'engageaient à ne rien modifier — sans entente entre eux — au statut territorial de la Turquie d'Europe (3). Fidèles au principe de la fermeture des Détroits, ils devaient veiller à en faire assurer la stricte observation par le sultan sous

(1) L'accord russo-allemand, conclu à Pétersbourg en avril 1873, ne portait pas la signature de Bismarck ; l'autre avait été signé à Vienne le 6 juin de la même année au nom du tsar et de l'empereur François-Joseph. Ils étaient l'un et l'autre le résultat de l'entrevue que les trois empereurs avaient eue en 1872 à Berlin, où n'avaient été échangées que des promesses toutes personnelles (article 6 du traité du 18 juin 1881.) — Voir Pribram et *les Origines de la Grande Guerre,* de Bourgeois.

(2) Article 1er du traité du 18 juin 1881. Il était encore dit dans ce même article (paragraphe 3) : « Pour le cas spécial où l'un des États signataires obtiendrait de l'un de ses deux alliés un concours plus positif, la valeur obligatoire du présent article resterait dans toute sa vigueur pour le troisième ». Ce troisième paragraphe fut supprimé en 1884.

(3) Article 2. Dans la rédaction du traité signé à Berlin, le 27 mars 1884, pour remplacer celui du 18 juin 1881, aux mots « Turquie d'Europe » furent substitués ceux de « Péninsule des Balkans ». La seconde modification apportée en 1884 était la suppression du troisième alinéa du premier article du traité initial reproduit à la note 2 de la présente page.

peine, pour celui-ci, d'une rupture pouvant entraîner la guerre ou de la perte des bénéfices de sécurité assurés par le traité de Berlin à son *statu quo* territorial (1). Toutefois un protocole additionnel, après avoir autorisé l'Autriche à s'annexer, quand elle le jugerait opportun, la Bosnie et l'Herzégovine, prévoyait, en revanche, l'éventualité de la réunion — sans opposition des puissances, — de la Roumélie orientale à la Bulgarie, « si cette question venait à surgir par la force des choses (2). » Toutes ces clauses, à la vérité, ne visaient encore que l'Orient.

Mais le chancelier allemand, désireux de maintenir la cordialité des relations de son pays avec chacun des deux autres empires, toujours l'un et l'autre en rivalité du côté des Balkans, cherchait sans cesse à entourer ses multiples combinaisons de précautions supplémentaires. C'est ainsi que deux déclarations ministérielles, secrètes elles aussi, échangées entre Vienne et Berlin quelques jours avant la signature de l'acte du 18 juin (3), avaient nettement stipulé que : « L'accord projeté ne pourrait en aucun cas déroger au traité du 7 octobre 1879. » Bien au contraire, celui-ci « resterait obligatoire et serait observé conformément à son contenu et aux intentions des deux parties contractantes, comme si le premier n'existait pas ». C'était dire, — et l'on s'empressait d'ailleurs de l'ajouter, — que « le traité de 1879 continuerait à régler l'attitude des deux puissances sans subir ni restrictions ni modifications par suite du nouveau traité projeté avec la Russie ».

Renouvelé une première fois en 1884 (4), l'arrangement signé par les trois cours arrivait à expiration en juin 1887.

(1) Article 3.
(2) Pribram, p. 21 (Protocole annexe) (4).
(3) 18 mai 1881. Voir Pribram, p. 14 et 15.
(4) Le traité de 1884 ne portait pas la clause de renouvellement par tacite reconduction. Il en était de même de la clause insérée en 1881 au paragraphe 3 de l'article 1er. (Voir note 2 de la page 230).

Ce traité secret du 18 juin 1881 était donc celui dont parlait, sans avoir connaissance de ses clauses, M. de Laboulaye, quand, à la date du 21 mai 1887, il écrivait à M. Flourens : « Depuis longtemps il n'était plus douteux, mais l'on peut affirmer aujourd'hui que le traité de la Triple-Alliance atteindra son échéance en juin prochain sans être renouvelé de la part du tsar.

C'était bien de la Russie qu'était venu le changement : « Sans me faire plus d'illusions que mon souverain sur les véritables intentions de l'Autriche, » avait déclaré dès le mois d'avril Giers à Schweinitz et à Bülow, « je préférerais personnellement l'entente à trois. Je crois en effet que, sous bien des rapports, il serait bon de continuer à construire sur la même base. Mais telle n'est pas la manière de voir de l'empereur Alexandre. Il n'est pas opposé à entretenir les meilleures relations avec l'Autriche, mais, se plaçant au point de vue de la politique intérieure, il considère tout accord avec Vienne comme contraire aux désirs de l'immense majorité de la nation. Ce traité, même strictement secret, lui ferait, pense-t-il, trop de tort devant le peuple russe et devant l'histoire, s'il venait à s'ébruiter (1). Pour l'Allemagne c'est tout autre chose. »

Bismarck n'insista pas. A l'insu du cabinet de Vienne et à la date prévue du 18 avril, Schouvaloff et lui signèrent à Berlin, au nom de leurs souverains, un nouveau traité dont l'ouvrage de Pribram et le recueil des documents officiels publié ces dernières années par le gouvernement allemand donnent le texte complet (2).

« Dans le cas où l'une des hautes parties contractantes, est-il dit à l'article 1er, se trouverait en guerre avec une

(1) Cette opinion était partagée par les deux Schouvaloff. Le grand-duc Vladimir s'y était rallié.

(2) Pribram, Traduction de M. Jordan (Costes, éditeur), p. 409 et t. V de *la Politique extérieure de l'Allemagne* (1870-1894), traduction Jordan également éditée chez Costes. Dépêche de Bülow à Bismarck du 19 avril 1887, document 147, p. 280.

troisième grande puissance, l'autre maintiendrait à son égard une neutralité bienveillante et vouerait ses soins à la localisation du conflit. » Mais à ce premier paragraphe reproduisant les termes du traité à trois de 1881, venait s'ajouter ce texte nouveau :

Cette disposition ne s'appliquerait pas à une guerre contre l'Autriche ou la France dans le cas où cette guerre résulterait d'une attaque dirigée contre l'une de ces deux dernières puissances par l'une des hautes parties contractantes.

Ce qui revenait à dire que l'Allemagne et la Russie conserveraient chacune leur liberté d'action dans le cas où l'agression ne viendrait ni de la France ni de l'Autriche. Elles ne seraient même plus engagées à maintenir, alors l'une vis-à-vis de l'autre, la « neutralité bienveillante » dont il est question dans la première phrase de l'article (1).

Le traité en question, conclu pour trois ans sans clause de tacite reconduction et sur l'existence et la teneur duquel les deux contractants se promettaient toujours mutuellement le secret (2), renfermait à ses articles II et III des déclarations auxquelles l'empereur Alexandre ne pouvait qu'attacher le plus grand prix. L'Allemagne reconnaissait les droits historiques acquis à la Russie dans la presqu'île des Balkans et notamment la légitimité de son influence prépondérante en Bulgarie et en Roumélie orientale. Quant à l'accord préalable entre les parties signataires exigé par

(1) Cet acte, qui prévoyait surtout des éventualités se produisant en Orient, entrait complètement dans les vues du Cabinet de Pétersbourg. — La Russie non seulement restait libre de soutenir, le cas échéant, la France attaquée par l'Allemagne, mais encore se trouvait, si elle-même était l'objet d'une agression de l'Autriche, assurée de la neutralité bienveillante de l'Allemagne à son égard. Or, on était bien convaincu à Paris comme à Pétersbourg que ni la France ni la Russie ne serait l'agresseur. Une lettre adressée le 28 juillet 1887 à Guillaume Ier par Bismarck montre celui-ci d'un avis contraire.

(2) Articles 4 et 5.

le traité du 18 juin 1881 pour toute modification apportée au *statu quo* territorial de la Turquie, il était étendu cette fois à toute la péninsule.

Bien plus, par un protocole additionnel et « *très* secret », l'Allemagne s'engageait à prêter son concours à la Russie pour le rétablissement en Bulgarie d'un gouvernement régulier et légal, promettant formellement de *ne donner en aucun cas son consentement à la restauration du prince de Battenberg*, condition faite plus que toute autre pour flatter les sentiments personnels d'Alexandre III. Enfin le cabinet de Berlin assurait sa neutralité bienveillante et son appui moral et diplomatique aux mesures que le tsar jugerait nécessaire de prendre pour défendre l'entrée de la mer Noire et « garder la clef de son empire (1) ».

La signature de ces arrangements suivait d'environ quatre mois celle du deuxième traité de la Triplice passé à Berlin le 20 février précédent entre l'Allemagne, l'Autriche et l'Italie (2). C'est ce pacte, publié depuis quelques années seulement, dont nous allons nous appliquer maintenant à étudier la genèse et les clauses.

***

A la suite du traité de Berlin, Bismarck s'était préoccupé des mesures à prendre pour que l'Italie, — dont il faisait pourtant peu de cas de la force militaire, — ne se trouvât pas, lors d'un conflit européen, dans un camp opposé à celui de l'Allemagne. Aussi avait-il signé le 20 mai 1882, avec les cabinets de Vienne et de Rome, le fameux pacte à trois dont il a été parlé plus haut, connu sous le nom de « Triplice ». C'est ce traité, plusieurs fois renouvelé dans la suite, qui allait constituer, pendant plus de trente ans, la formidable coalition en face de laquelle devait se dresser

(1) Pribram, p. 412.
(2) Pribram, p. 59.

la double alliance franco-russe. Mais, pour arriver à ses fins, le chancelier allemand avait évité de faire des avances au cabinet de Rome, s'attendant, non sans raison, à voir celui-ci venir un jour à lui.

En général, pour les hommes d'État italiens qui se succédaient au pouvoir, la politique de leur pays devait tendre avant tout à conserver avec l'Angleterre une amitié solide et durable ; à leurs yeux, la situation et l'avenir de l'Italie dans la Méditerranée étaient à ce prix. Mais, en même temps, de graves motifs les poussaient vers les puissances centrales. A l'intérieur, c'étaient les préoccupations que causaient dans la péninsule les progrès faits par les idées avancées autant que la crainte de la contagion de nos institutions républicaines. De là, pour la dynastie de Savoie, le besoin de trouver un appui auprès des principaux États monarchiques de l'Europe. D'autre part, au point de vue de sa politique étrangère, l'Italie, s'acharnant depuis notre installation en Tunisie à nous attribuer ses propres tendances impérialistes, prétendait se garder contre des soi-disant appétits français dans l'Afrique du Nord.

Cependant les puissances centrales ne manifestaient, ni l'une ni l'autre, beaucoup d'empressement à entrer en négociations secrètes avec « des gens aussi peu sûrs », suivant l'expression du chancelier allemand, que Depretis et Mancini. Bismarck affectait, vis-à-vis de l'ambassadeur du roi Humbert, de considérer les choses de haut. « Pour vous, le chemin de Berlin passe par Vienne », lui disait-il en réponse au désir qu'exprimait le cabinet de Rome d'adhérer par des accords formels à la politique conservatrice et pacifique des deux empires. « Entendez-vous en premier lieu avec le Ballplatz ; nous verrons ensuite ici à accueillir favorablement vos arrangements. »

L'Italie savait donc que, pour arriver à s'entendre avec l'Allemagne, il lui fallait avant tout rassurer l'Autriche sur la pureté de ses intentions et écarter toute cause de désaccord avec elle. Était-ce là besogne aisée, alors qu'il existait

entre les deux pays tant de points de friction : doctrine italienne de l'irrédentisme, question romaine, rivalité des deux États dans l'Adriatique? Elle sentait que le développement de sa puissance navale et de sa sphère d'influence dans la Méditerranée, devenu sa principale préoccupation, ne rencontrerait guère d'opposition du côté de l'Autriche-Hongrie, si celle-ci pouvait compter sur le respect du *statu quo* dans ses provinces côtières. Ce fut à lui donner des sûretés sur ce point que s'appliqua le cabinet de Rome, en lui proposant tout d'abord un traité de garantie. Kalnoky s'y refusa formellement et répondit par l'offre d'un traité de neutralité. En ce qui concernait le maintien de l'intégrité des possessions italiennes, pouvait-il, en effet, se faire le garant de la possession par l'Italie de la ville des papes? C'était un engagement auquel la catholique Autriche ne jugeait pas possible de souscrire.

Il semble établi maintenant que le gouvernement du Quirinal, ignorant sans doute le caractère purement défensif de l'alliance secrète austro-allemande de 1879, aurait alors conçu le dessein de fortifier des garanties territoriales qu'il recherchait par un pacte d'alliance plus étendu, dans lequel les cas prévus d'assistance militaire eussent été tout à son avantage. Dans ces conditions, les négociations entamées à Vienne devaient être forcément longues et laborieuses. Il fallait, pour leur donner une chance d'aboutir, que l'Italie se décidât à rabattre une partie de ses prétentions, Kalnoky se refusant, comme pour la question des garanties, à se trouver par des engagements enfermé dans l'alternative de prendre part à une guerre soit entre la France et l'Allemagne, soit entre l'Italie et la France. Finalement le cabinet de Rome s'y résigna tandis que, sous l'action de Bismarck, essentiellement désireux de lier l'Italie de façon qu'elle ne se jetât pas un jour dans l'autre camp, l'Autriche consentait de son côté à abandonner quelques-unes de ses objections de principe.

C'est ainsi que le premier traité de la Triple-Alliance

avait été signé à Vienne le 20 mai 1882. « Augmenter les garanties de la paix générale, fortifier le principe monarchique, assurer par cela même le maintien de l'ordre social et politique dans les États contractants, prémunir ces États contre les dangers qui pourraient menacer leur sécurité et le repos de l'Europe, » tels étaient, suivant les formules mêmes du « Préambule », les seuls buts que, par sa nature essentiellement conservatrice et défensive, poursuivait le pacte en question. Aux termes de l'article 1er Kalnoky, Reuss et Robilant s'étaient engagés, au nom de leurs gouvernements, à « n'entrer dans aucune alliance dirigée contre un des États cosignataires. » Dans le cas où l'Allemagne comme l'Italie se verraient attaquées, sans provocation directe et pour quelque motif que ce fût, par la France, les deux autres parties contractantes seraient tenues de prêter à la puissance attaquée secours et assistance avec toutes leurs forces (1). Si la France, on le voit, se trouvait franchement visée et nommée, il n'en était pas de même de la Russie, vaguement désignée plus loin comme « puissance non signataire ». C'est que Bismarck, en vue de ménager ses vieux alliés de Saint-Pétersbourg, auquel son empereur était resté personnellement attaché, préférait — bien que le traité dût demeurer secret, — ne pas sortir des formules circonlocutoires.

Les articles III et IV méritent d'être textuellement cités : « Si une ou deux des hautes parties contractantes venaient, sans provocation directe de leur part, à être attaquées ou à se trouver engagées dans une guerre avec deux ou plusieurs grandes puissances *non signataires* du présent traité, le *casus fœderis* se présenterait simultanément pour toutes les hautes parties contractantes. » Et l'article 4 ajoutait : « Dans le cas où une grande puissance *non signataire* menacerait la sécurité des États de l'un des contractants et où la partie menacée se verrait par là forcée de lui faire la

(1) Article 2.

guerre, les deux autres s'obligent à observer à l'égard de leur alliée une neutralité bienveillante. Chacun se réserve, dans ce cas, la faculté de prendre part à la guerre et, s'il le juge à propos, de faire cause commune avec ses alliés (1). »

Toutes ces formules pouvaient se résumer ainsi : Pour que les deux autres puissances contractantes viennent au secours de l'Allemagne ou de l'Autriche attaquée *par la Russie*, il faudrait que celle-ci fût elle-même assistée d'une autre puissance *non signataire* (la France par exemple). Dans le cas de la Russie seul agresseur, les deux puissances de la Triplice non attaquées ne seraient obligées qu'à observer vis-à-vis de leurs alliés une neutralité bienveillante. Les alliés se concerteraient bien, le moment venu, sur les mesures militaires à prendre, mais, dès à présent, ils s'engageaient — dans tous les cas de participation à une guerre — à ne conclure ni armistice, ni paix, ni traité que d'un commun accord entre eux. Enfin Bismarck, sur les suggestions de Kalnoky, avait consenti à ce que la durée du traité fût fixée à cinq ans.

Si, dans ce pacte, l'Allemagne avait tenu à ménager la Russie, les Italiens avaient eu à cœur d'éviter toute apparence de défiance à l'égard du cabinet de Londres. « Amis et alliés de l'Angleterre, disait Crispi, nous n'avons rien à craindre sur mer ; si le cas contraire se produisait, nous ne serions pas maîtres de nos côtes (2). » L'Italie sentait, en effet, que l'Allemagne et l'Autriche-Hongrie, peu disposées l'une et l'autre à soutenir ses ambitions dans la Méditerranée, ne seraient pas, à plus forte raison, en mesure de protéger son littoral contre les attaques d'une flotte étrangère. Elle craignait aussi de se voir éventuellement entraîner dans une guerre avec la Grande-Bretagne, même dans le cas où celle-ci aurait pour alliée une puissance autre que la France, la Russie par exemple.

(1) Pribram.
(2) Pribram, *les Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie*, p. 218.

Cette éventualité et ces craintes signalées à Kalnoky par l'ambassadeur d'Autriche à Rome (1) n'avaient sans doute pas grande chance de se réaliser ; mais l'Italie pouvait-elle savoir à l'avance quelles modifications se produiraient par la suite dans le groupement des grandes puissances et de quel côté elle-même se trouverait rangée plus tard, puisqu'elle semblait résolue à toujours conformer son attitude à ses intérêts du moment?

Au cours des négociations de Vienne, Kalnoky, bien que dans les relations les plus amicales avec le cabinet de Londres, s'était refusé à prévoir par un protocole additionnel, comme le lui proposait Robilant, l'accession de la Grande-Bretagne à la Triple-Alliance. Il consentit toutefois à échanger avec Berlin et Rome des déclarations ministérielles qui furent signées les 22 et 28 mai, spécifiant qu'en aucun cas les stipulations du traité d'alliance conclu quelques jours auparavant « ne pourraient être envisagées comme étant dirigées contre l'Angleterre ».

***

La réconciliation entre l'Autriche et l'Italie était plus apparente que réelle. Les gouvernements s'étaient rapprochés plus que les peuples et l'on peut dire que, pendant les années qui suivirent, le fossé qui les séparait ne fut jamais comblé. Loin de se calmer, les aspirations irrédentistes, comme la soif ardente d'expansion coloniale qui dévorait l'Italie, se révélaient sans cesse dans des manifestations parlementaires et des articles de presse, bien faits pour inquiéter Vienne et préoccuper Berlin. L'occupation militaire de Massaouah opérée en 1885, sans entente préalable avec les cabinets alliés, constituait pour cette raison,

(1) Pribram, *les Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie*, p. 218.

malgré l'approbation discrètement donnée par l'Angleterre, un acte contraire au traité de 1882.

En même temps, on se plaignait à Rome de n'avoir pas retiré de la Triple-Alliance les avantages escomptés en compensation des déceptions subies au congrès de Berlin. « Notre politique des mains nettes, déclarait un jour Crispi, nous a laissé en 1878 les mains vides (1). » Ainsi l'Autriche et l'Italie ne se montraient guère satisfaites l'une de l'autre, et leurs deux gouvernements avaient peine à se cacher l'un à l'autre leur amertume.

Aussi, lorsqu'en 1885 Robilant, devenu ministre des Affaires étrangères, chargea l'ambassadeur d'Italie à Vienne de faire des ouvertures en vue du renouvellement de la Triplice, le moment parut mal choisi pour une semblable démarche. Kalnoky répondit à son interlocuteur, — peut-être non sans raison, — que, de son côté, l'Italie, en semblant approuver chez elle certains mouvements irrédentistes et révolutionnaires, n'avait pas agi dans l'esprit du traité, c'est-à-dire en vue « du maintien de l'ordre social et politique dans les États alliés ». L'Italie allait-elle s'imaginer maintenant que le cabinet de Vienne prendrait fait et cause en sa faveur dans des questions intéressant aussi peu l'Autriche que celles de la Tunisie, du Maroc et de la Tripolitaine? « Si Robilant exigeait, disait Kalnoky, que notre appui dans un pareil cas allât jusqu'à une intervention active contre la France, c'est-à-dire dût avoir pour conséquence une guerre sur terre et sur mer à propos de

(1) Ce n'était pourtant pas faute d'avoir tout tenté pour en revenir les mains pleines, m'avait dit M. Waddington, alors que j'étais attaché à son ambassade à Londres. « Pendant le Congrès de Berlin, racontait-il, Corti et Nigra s'étaient attiré une verte réplique de Bismarck. Celui-ci, obsédé d'entendre ces plénipotentiaires réclamer sans cesse pour leur pays — comme l'Italie se plaît parfois à le faire après une défaite — des avantages tels que des territoires en Afrique : « Mais enfin, s'était-il écrié, quelles raisons « avez-vous actuellement de solliciter quelque chose? Votre pays, « que je sache, ne vient pas d'être battu ! »

la Tripolitaine, nous devrions — et l'Allemagne elle aussi, je le présume — rejeter catégoriquement pareille prétention (1). » N'étaient-ce pas d'ailleurs les imprudences de la diplomatie du Quirinal et certaines menées italiennes sur les frontières d'Algérie qui avaient hâté l'installation de la France à Tunis? Aussi Kalnoky ajourna-t-il sa réponse à l'ambassadeur d'Italie, pleinement d'accord avec Bismarck pour estimer que, le traité de la Triplice demeurant en vigueur jusqu'au printemps de 1887, il n'y avait pas encore lieu de pourvoir à son renouvellement.

Mais les événements qui se précipitèrent en 1885 dans la péninsule des Balkans, à la suite de la révolution de Philippopoli, et dont nous avons déjà relaté le développement (2), devaient faciliter quelques mois plus tard le succès d'une nouvelle démarche du cabinet de Rome. La reprise des rivalités traditionnelles entre la Russie et l'Autriche-Hongrie en Orient ne pouvait manquer, en effet, de faire apprécier peu à peu par les deux empires du centre leur alliance avec l'Italie pour le jour où un conflit armé viendrait à éclater en Europe. Toujours hanté par la crainte d'une coalition, contre laquelle il aurait à se défendre, à la fois sur ses deux fronts de l'Ouest et de l'Est, Bismarck crut prudent de se montrer accommodant vis-à-vis du gouvernement italien lorsque, au début de 1887, il se vit en face des difficultés extérieures que lui-même avait suscitées. Quelque peu de considération qu'il manifestât pour la force militaire de l'Italie, il voyait, — qu'il s'agisse d'une guerre allumée entre la France et l'Allemagne ou entre l'Autriche-Hongrie et la Russie, — le succès des armes attaché au plateau de la balance sur lequel l'armée italienne porterait son poids.

(1) Note de Kalnoky sur un de ses entretiens avec Reuss, octobre 1886, relatée par Pribram. Kalnoky ne cachait pas au cabinet de Berlin que, dans l'état actuel des choses, l'Autriche devait réserver toutes ses forces pour la défense de ses intérêts balkaniques.

(2) Chapitre II.

Robilant comprit de suite l'avantage qu'il pouvait en tirer. Affectant de paraître las d'une « alliance improductive pour son pays », il préféra laisser ses deux alliés faire les premiers pas. C'était donc cette fois l'Italie qui formulait ses exigences. Elle déclara ne consentir à la prolongation de l'alliance à trois que si le futur pacte contenait des clauses nouvelles et déterminées : les unes relatives à la protection de ses intérêts dans la Méditerranée, d'autres à l'extension possible de sa sphère d'influence dans les parages nord-africains et dans ceux de la péninsule des Balkans, notamment en Adriatique et sur la mer Égée.

Après de longs et d'assez pénibles pourparlers, Kalnoky, sous la pression du chancelier de fer, finit par céder. Le deuxième traité de la Triple-Alliance, signé à Berlin le 20 février 1887 par Bismarck, Szechenyi et de Launay, confirma et maintint en vigueur dans toute son étendue, jusqu'au 30 mai 1892, celui du 20 mai 1882 (1).

Toutefois, suivant les procédés chers au chancelier allemand et appréciés des hommes d'État italiens, ce fut par une série d'actes secrets passés à la date du 20 février et aussi quelques jours auparavant, mais non inclus dans le traité lui-même, que le cabinet de Rome reçut, tout au moins en partie, les satisfactions par lui demandées.

Comme le fait avec raison remarquer Pribram (2), ces arrangements, auxquels avait coopéré l'Allemagne, assuraient à l'Autriche-Hongrie et à l'Italie, et par conséquent indirectement à la Triple-Alliance, l'aide de la flotte anglaise en cas soit d'attaques de la France dans la Méditerranée occidentale, soit de menaces de la Russie contre Constantinople et les Détroits.

Le premier en date, sorte de convention méditerranéenne

(1) Le fait du renouvellement du traité fut porté par des communiqués de presse à la connaissance du public ; mais ce second traité resta secret comme le premier.

(2) *Traités politiques secrets de l'Autriche-Hongrie*, p. 282. (Traduction de M. Jordan.)

italo-britannique, consistait en un échange de notes effectué à Londres le 12 février entre lord Salisbury et le comte Corti. Il portait principalement sur les points suivants : maintien du *statu quo* dans la Méditerranée, l'Adriatique, la mer Égée et la mer Noire. En cas d'impossibilité de ce maintien, toute modification à venir devrait être précédée d'un accord entre les deux puissances. Celles-ci se promettaient, en outre, autant que le comporteraient les circonstances, appui mutuel dans la Méditerranée « pour tout différend venant à surgir entre l'une d'entre elles et une tierce puissance ». L'Italie appuyait ainsi l'œuvre de l'Angleterre en Égypte comme l'Angleterre se déclarait prête à seconder l'action de l'Italie « en cas d'envahissement d'une tierce puissance sur tout autre point du littoral nord-africain, notamment dans la Tripolitaine et la Cyrénaïque ». Le 24 mars, Kalnoky adhérait à cette convention qui devenait ainsi austro-italo-britannique et devait être complétée plusieurs mois plus tard (1).

(1) Les conventions des 12 février et 24 mars furent complétées par deux notes du 12 décembre et 16 du même mois de la même année, échangées entre la Grande-Bretagne et l'Autriche-Hongrie et par une troisième adressée le 16 décembre au cabinet de Vienne par l'ambassadeur d'Italie.

Ces notes précisent l'attitude commune des trois puissances en prévision des éventualités pouvant se produire en Orient :

Maintien de la paix et exclusion de toute politique agressive ;

2° Maintien du *statu quo* en Orient fondé sur les traités à l'exclusion de toute politique de compensation ;

3° Maintien des autonomies locales établies par ces mêmes traités ;

4° Indépendance de la Turquie vis-à-vis de toute influence étrangère prépondérante ;

5° Impossibilité pour la Turquie de céder à une autre puissance ses droits suzerains sur la Bulgarie, ni d'y tolérer une occupation militaire. De même, constituée par les traités, gardienne des Détroits, la Turquie ne pourra céder, sur ce point, ses pouvoirs à une autre puissance ;

6° Désir des trois puissances de s'associer la Turquie pour la défense commune de ces principes ;

7° Accord à intervenir entre les trois puissances pour faire respecter l'indépendance et l'intégrité de l'Empire ottoman ;

L'existence et le contenu du présent accord ne devaient être

Les autres traités séparés, signés le même jour que la Triple-Alliance, c'est-à-dire le 20 février, demeuraient également secrets. Celui conclu entre l'Autriche-Hongrie et l'Italie indiquait le désir des deux pays de conserver aussi longtemps que possible le *statu quo* en Orient. Comme dans le pacte italo-britannique, tout changement apporté à la situation actuelle soit par la nécessité d'une occupation temporaire, soit pour une autre raison, ne pourrait avoir lieu qu' « après une entente préalable intervenant sur les bases d'une compensation réciproque de nature à donner satisfaction aux prétentions et aux intérêts des deux parties ». N'était-ce pas pour l'Italie la reconnaissance d'une égalité de droits dans les Balkans — condition à laquelle elle tenait essentiellement — tandis qu'elle s'engageait simplement en retour à observer une neutralité bienveillante à l'égard de l'Autriche dans l'éventualité d'une guerre entre cette dernière puissance et la Russie.

Dans l'arrangement passé entre l'Allemagne et l'Italie, même maintien du *statu quo* en Orient, ne s'appliquant pas toutefois à la question égyptienne au sujet de laquelle les deux contractants réservaient leur liberté d'action. Était également exclue la clause relative aux nécessités d'une occupation temporaire insérée dans l'accord austro-italien.

Mais ce qu'on n'avait voulu dire ni dans le traité de la Triple-Alliance du 20 mai 1882, ni dans celui du 20 février 1887, faisait ici l'objet de l'article 3. Jusqu'alors l'Allemagne n'avait promis de venir au secours de l'Italie qu'en cas d'une attaque française non provoquée ; cette fois elle s'engageait à prendre part à côté de son alliée à une guerre *même offensive* (1). De plus, elle ne s'opposait

révélés ni à la Turquie ni à d'autres puissances sans consentement antérieur des trois puissances susdites.

(1) S'il arrivait que la France fît acte d'étendre son occupation, son protectorat ou sa souveraineté sous une forme quelconque sur les territoires nord-africains, soit du vilayet de Tripoli, soit de

pas à la « recherche par l'Italie de garanties territoriales à l'égard de la France pour la sécurité des frontières du royaume et de sa position maritime (1) ». Dans la pensée des signataires, s'agissait-il là de l'occupation éventuelle de Nice, de la Corse, ou de quelques points sur nos côtes de Tunisie et d'Algérie?

Enfin pour tâcher d'enlever à ces traités, aux yeux de la postérité, une apparence purement belliqueuse, un dernier acte du même jour, portant les mêmes signatures, déclarait que les trois monarchies, en 1887 comme en 1882, visaient essentiellement, en les concluant, au maintien de la paix en Europe.

***

L'Italie, sous l'inspiration de Bismarck, avait voulu ajouter une précaution nouvelle à celles déjà prises. Un accord entre les cabinets de Rome et de Madrid, analogue aux précédents par sa forme comme par sa teneur et ses formules, réglait l'attitude du gouvernement de la reine régente, « désireux de fortifier le principe monarchique et de contribuer au raffermissement de la paix. » L'Espagne s'engageait notamment (article 1er) « à ne se prêter envers la France — en ce qui concerne entre autres les territoires nord-africains — à aucun traité ou arrangement politique quelconque, directement ou indirectement dirigé contre l'Italie, l'Allemagne et l'Autriche ou contre l'une ou l'autre de ces puissances ».

l'Empire marocain, et qu'en conséquence l'Italie crût devoir, pour sauvegarder sa position dans la Méditerranée, entreprendre elle-même une action sur lesdits territoires nord-africains ou bien recourir sur le territoire français en Europe aux mesures extrêmes, l'état de guerre qui s'ensuivrait entre l'Italie et la France constituerait *ipso facto*, sur la demande de l'Italie et à la charge commune des deux alliés, le *casus fœderis* avec tous les effets prévus par les articles 2 et 5 du 20 mai 1882, comme si pareille éventualité y était expressément visée (art. 3 du traité séparé italo-allemand du 3 février. PRIBRAM, p. 63).

(1) Article 4.

Au sujet de l'application de cet arrangement — secret comme les autres et conclu pour quatre années — le gouvernement italien se réservait le soin de se concerter ultérieurement et, selon les circonstances, avec les cabinets de Vienne et de Berlin.

Tel était, dans l'ensemble, cet écheveau de combinaisons, de pactes d'assurance et de contre-assurance conclus sous l'inspiration de Bismarck dans un mystère tel que chacun d'eux n'était connu que des États qui l'avaient signé. Dans la conception du chancelier allemand, ils tendaient tous vers ce même but : l'encerclement de la France et, si possible, son complet isolement.

***

Tandis que le traité austro-allemand de 1879 devait être porté à la connaissance de l'Europe par les publications faites simultanément à Berlin et à Vienne, le 3 février 1888, dans les feuilles officielles des deux empires, celui de la Triplice ne l'a jamais été. Aussi apparut-il toujours aux yeux de la France et de la Russie comme revêtant vis-à-vis d'elles un caractère à la fois mystérieux et menaçant. Notre ambassadeur en Allemagne déclarait ne voir que « convoitises » dans cette union de l'Italie avec les empires centraux. « Qui donc oserait affirmer sérieusement, disait-il, que l'Italie ait à craindre une attaque de notre part ? Ce serait absurde. Aussi les pactes signés par le cabinet de Rome répondent-ils à d'autres mobiles. La satisfaction d'ambitions quelconques dont nous ferions les frais doit être inscrite quelque part pour prix de la collaboration éventuelle des troupes italiennes... Les hommes d'État de la péninsule ne sont pas coutumiers de marchés de dupes. »

A vrai dire, malgré les apparences et la croyance généralement répandue, les puissances centrales n'avaient ni plus ni moins assumé la garantie des possessions italiennes

que l'Italie celle des territoires de ses deux cosignataires. Tout ce que l'Italie avait obtenu comme véritables et sérieux avantages était, d'une part, de se trouver assurée désormais contre toute attaque armée de l'Autriche-Hongrie devenue son alliée, et, de l'autre, d'être soutenue par toutes les « forces militaires allemandes et autrichiennes au cas d'une offensive de la France ». Le journal *l'Opinione* s'étant fait l'écho des bruits qui couraient au sujet de prétendues garanties, notre ambassadeur, M. Decrais, avait cru devoir demander au cabinet de Vienne des explications sur cette indiscrétion de la presse italienne : « Indiscrétion ! s'était écrié Kalnoky, dites plutôt absurdité ! Voyez-vous l'Italie garantissant, par exemple, à l'Autriche ses possessions contre la Russie, et à l'Allemagne l'Alsace-Lorraine contre la France? C'est une invention par trop bête !... » Mais tout cela, en somme, n'était que jouer sur les mots.

Au résumé, en dehors des pactes accessoires relatifs aux questions de la Méditerranée, du nord de l'Afrique, et de l'Orient, nous nous trouvions, au printemps de 1887, en présence de trois traités principaux réglant les relations réciproques des puissances monarchiques du continent européen et arrivant prochainement à la date prévue pour leur expiration ou leur renouvellement :

1° L'alliance austro-allemande conclue le 7 octobre 1879 et prolongée pour une période nouvelle de cinq années en 1884. Il était dit, toutefois, à l'article 3 de ce second traité, que celui-ci se trouverait renouvelé à dater de 1889 pour cinq années encore si, au cours du dernier mois de l'avant-dernière année, c'est-à-dire, en l'espèce, en octobre 1887, aucune négociation n'avait été ouverte pour y apporter des modifications (1).

(1) Nous avons montré dans le présent chapitre que ce traité est resté jusqu'à la guerre mondiale de 1914 le fondement de la

2° Le traité *secret* signé à Berlin entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et la Russie, le 27 mars 1884, en vue de prolonger et compléter celui du 18 juin 1881 (Pribram, page 17) sans stipulation de renouvellement, par tacite reconduction. C'est donc le 18 juin 1887 qu'il arrivait à son terme. S'il ne fut pas renouvelé entre les trois empires, il fut à cette même date remplacé par un autre conclu seulement entre les cours de Berlin et de Pétersbourg et dont Pribram fait connaître les clauses (1) que nous avons résumées.

3° Le traité de la Triple-Alliance conclu à Vienne entre l'Autriche-Hongrie, l'Allemagne et l'Italie en date du 20 mai 1882. Il venait d'être renouvelé pour cinq ans par un nouvel acte passé à Berlin le 20 février 1887 pour aller jusqu'au 30 mai 1892.

En même temps un arrangement, depuis quelque temps en voie de négociation, intervenait entre l'Espagne et l'Italie. Il s'appliquait au maintien du *statu quo* dans la Méditerranée.

politique extérieure des empires centraux dans leurs rapports avec la Russie.

(1) PRIBRAM, *Annexes*, p. 409.

CHAPITRE XIII

Polémiques rétrospectives concernant les rapports entre les trois empires. — Révélations du général Le Flô sur les événements de 1875. — Mort de Katkoff. — Deuxième voyage de Déroulède en Russie.

Si, en mai 1887, tout danger immédiat pour le maintien de la paix paraissait écarté, il n'était guère de nation en Europe qui n'eût à se débattre, tout au moins à l'intérieur, avec de sérieuses difficultés. L'Angleterre est toujours aux prises avec la question irlandaise; l'empire austro-hongrois se trouve encore en face de conflits sans cesse ravivés entre les nationalités diverses qui le composent, notamment entre Tchèques et Allemands. A Berlin, si Bismarck éprouve la satisfaction d'avoir fait voter par un parlement docile de nouvelles charges militaires, le peuple considère avec amertume la forte note à payer, c'est-à-dire la perspective de durs impôts. Les Allemands voient avec tristesse les forces de leur vieil empereur décliner chaque jour et le terrible mal dont se meurt l'héritier de la couronne faire de rapides et lamentables progrès. Les esprits avertis ne songent pas sans appréhension aux surprises que peut réserver, après la disparition de ces deux princes au jugement pondéré, l'arrivée au trône d'un jeune souverain aussi turbulent qu'agité. En Russie, le procès des nihilistes a pris fin, sans avoir abattu le fanatisme révolutionnaire, mais en laissant, par suite, la monarchie inquiète. Quant à la France, tranquillisée momentanément à l'extérieur, elle voit s'ouvrir une nouvelle crise ministérielle,

le cabinet Goblet venant, après cinq mois d'une existence difficile, d'être renversé sur une question d'ordre financier. Chute prévue, pour ainsi dire, depuis son avènement, car, à l'exception de Flourens élément de force, et du général Boulanger, élément de désordre, Goblet, modéré par tempérament mais radical par crainte des partis avancés, s'était entouré de collègues aussi dépourvus que lui-même de prestige et d'autorité.

Parmi les incidents plusieurs fois soulevés au sein du Conseil, en raison du peu d'entente existant entre les membres du gouvernement, un des derniers concernait la Russie et même, en quelque sorte, l'ambassade de France à Saint-Pétersbourg. Notre second attaché militaire, le capitaine Moulin, était alors à Paris en congé. Voyant en lui un officier à la fois intelligent et désireux de plaire à son ministre, le général Boulanger n'avait pas craint de le charger, à l'insu de ses collègues du cabinet, d'une mission confidentielle et délicate, en lui remettant une lettre écrite tout entière de sa main et destinée au ministre de la Guerre du tsar. Mais il n'avait pas su compter avec la prudence de Moulin. Dès le lendemain, celui-ci, pris d'un scrupule et jugeant sage de dégager sa responsabilité, trouvait moyen de mettre Goblet ou Flourens, peut-être même ces deux ministres, au courant de son mandat. Comment cette confidence fut-elle ébruitée? Par quelle suite d'indiscrétions l'incident, exagéré, défiguré, donnant lieu parfois à de fâcheux commentaires, défraya-t-il pendant quelques jours les conversations dans quelques milieux politiques et diplomatiques? Quoi qu'il en fût, il était aussi difficile pour le président du Conseil et le ministre des Affaires étrangères que pour le président de la République d'admettre un semblable procédé. Sous quelle forme et dans quelle mesure des observations furent-elles adressées au général-ministre pour cette manière de correspondre aussi imprudente qu'inusitée? Ce qui est certain, c'est que la lettre fut supprimée avant même d'être emportée par

notre attaché militaire. Certes, cette tentative mort-née ne constitua qu'un des griefs secondaires qui s'ajoutèrent à ceux plus graves relevés alors contre Boulanger, mais le bruit, même éphémère, qu'elle fit à cette époque, semblait devoir être rappelé dans ces *Souvenirs*.

***

Comme si les événements qui surgissent d'eux-mêmes ne suffisaient pas à exciter l'opinion, certaines personnalités en Europe semblaient vouloir compliquer encore la situation en soulevant de violentes polémiques sur des questions irritantes appartenant au passé. Cette lutte de plumes éclata surtout entre Saint-Pétersbourg et Berlin. Las d'entendre rappeler sans cesse les procédés d'ingratitude et de trahison que la Russie accusait l'Allemagne d'avoir multipliés à son égard, Bismarck ne voulut pas supporter plus longtemps les durs reproches dont l'accablaient à ce propos certains organes de la presse moscovite. Celui d'avoir fait remettre la Bosnie et l'Herzégovine dans les mains de l'Autriche après le congrès de 1878 avait le don de l'exaspérer. Pour répondre à ces attaques rétrospectives, il n'hésita pas à faire publier dans une de ses feuilles officieuses (1) le texte complet de la convention austro-russe de Reichstadt de 1877, dont, par ses puissants moyens d'information, il avait eu connaissance en son temps.

Il n'était pas fâché, d'ailleurs, de démasquer devant le monde la politique de Gortschakoff. Par cet arrangement, disait-il, le chancelier de l'empire russe avait acheté la neutralité de l'Autriche-Hongrie dans la guerre prête à éclater entre la Russie et la Turquie, en échange de l'engagement pris de ne pas s'opposer à l'occupation éventuelle des deux provinces en question par les troupes de François-Joseph. En rappelant à sa grande voisine de l'Est ce « mar-

(1) *Gazette de l'Allemagne du Nord.*

ché de dupes », Bismarck tenait à lui prouver que c'était elle qui, à l'insu de l'Allemagne, avait concédé ces avantages à ses rivaux. Lui-même, loin d'être pour quelque chose dans les déceptions du cabinet de Pétersbourg, s'était-il jamais montré disposé à contrecarrer la politique russe dans les Balkans? Peut-être même prétendait-il, comme certains le supposaient, faire croire à la possibilité entre l'Allemagne et la Russie d'une alliance nouvelle ayant pour effet d'isoler complètement la France au moment critique? Il semble, en tout cas, probable qu'il cherchait avant tout à rentrer dans les bonnes grâces du tsar et à calmer chez le peuple russe les passions nationales et anti-allemandes. Mais s'il avait été simplement sincère, perspicace et tant soit peu psychologue, il eût empêché sa presse officieuse d'exaspérer ces mêmes passions.

A quelques jours de là, dans la *Gazette de Moscou*, un ancien diplomate, M. Tatischeff, secrétaire de l'ambassade russe à Vienne en 1876 et 1877, venait à ces révélations d'en opposer de nouvelles. Il affirmait, au cours d'un long article, que c'était Bismarck qui, le premier, avait eu l'idée de pousser l'Autriche vers l'Orient. Il s'appliquait en même temps à faire ressortir la loyauté avec laquelle avait toujours agi la Russie : « En s'efforçant, écrivait-il, de rejeter sur les diplomates russes la responsabilité de l'occupation de la Bosnie et de l'Herzégovine par l'Autriche, le chancelier allemand prétend sans doute prouver à la nation russe le tort qu'elle avait de ne pas montrer plus de confiance en lui, Bismarck, que dans les représentants officiels du tsar. » Il complétait ces confidences en établissant que, dès 1866, Bismarck faisait des ouvertures à Vienne par le canal de M. de Taufkirchen, diplomate bavarois, en vue d'une entente entre l'Autriche et la Prusse, tendant à obtenir en faveur de la première des compensations en Orient. La veille du congrès de Berlin, ajoutait-il, le chancelier répondait ironiquement à M. d'Ubril qui lui demandait d'exercer son action concilia-

trice sur le cabinet de Vienne : « Pourquoi ne laisseriez-vous pas l'Autriche, puisqu'elle le désire, s'empêtrer dans la partie occidentale de la péninsule des Balkans? »

Tandis qu'à toute cette polémique le gouvernement russe se contentait d'assister sans prendre aucun parti, M. de Laboulaye, comme conclusion d'une dépêche qu'il adressait à ce sujet au Quai d'Orsay, montrait la Russie « s'affirmant de plus en plus dans le sens d'une indépendance absolue ».

Enfin d'autres révélations également inattendues, publiées le 21 mai par le *Figaro*, produisaient à Berlin une certaine émotion en même temps que des impressions diverses à Saint-Pétersbourg. Provenant, — non sans causer de l'étonnement à ceux qui le connaissaient, — de l'ancien ambassadeur en Russie, le général Le Flô, elles étaient relatives à la fameuse démarche faite en 1875 par le tsar auprès de l'empereur d'Allemagne, en vue du maintien de la paix en Europe.

Le général racontait d'abord comment, au retour d'un congé en France à la fin d'avril de cette même année, il avait apporté de la part du maréchal-président au prince Gortschakoff, jusqu'alors assez incrédule à cet endroit, la preuve des préparatifs de l'Allemagne tendant à nous surprendre par une attaque brusquée. Ses principales dépêches échangées avec le duc Decazes pendant ces jours troublés, étaient reproduites *in extenso*. On y trouvait fidèlement retracés les graves entretiens de notre représentant avec le chancelier russe et avec l'empereur, les paroles rassurantes d'Alexandre II sur les intentions pacifiques de son oncle Guillaume, en même temps que ses sévères jugements concernant « les ruses et les agissements de Bismarck »; sa promesse spontanée de nous avertir lui-même le jour où il nous verrait sérieusement menacés, enfin sa parole donnée d'apparaître à Berlin, où il devait se rendre à quelques jours de là, « comme un élément calmant porteur de conseils de modération et de paix. »

La partie la plus émouvante de cette publication se rapportait à l'initiative heureuse de Le Flô, lorsque, répondant au désir du prince Gortschakoff, il remit à celui-ci, pour être placé sous les yeux de l'empereur, tout le dossier relatif aux noires intentions de l'Allemagne. Au milieu de tous ces documents ressortait la lettre admirable par laquelle notre ministre des Affaires étrangères, signalant les dangers que couraient la France et l'Europe, émettait l'espoir qu'Alexandre II empêcherait « l'iniquité de s'accomplir », et nous rapporterait de Berlin les assurances les plus pacifiques. Cette communication confidentielle et sincère marquait vis-à-vis du souverain russe une preuve de confiance qui constituait un véritable coup de maître. « Ce que je vous ai dit, avait déclaré le lendemain le tsar parlant à notre ambassadeur, je ne l'oublie pas et je le tiendrai. » Son concours moral et son énergique intervention se trouvaient donc assurés. On sait, en effet, que le monarque et son chancelier furent à Berlin tout ce qu'ils avaient promis d'être. Bismarck lui-même n'essaya pas de discuter ; il se contenta d'attribuer les mauvais desseins à de Moltke et de les désavouer.

Forcément désagréables pour l'Allemagne, de telles indiscrétions, quelque rétrospectives qu'elles fussent, risquaient, en mettant en scène Alexandre II et Gortschakoff, d'éveiller les susceptibilités de la cour de Russie. C'était d'autant plus vraisemblable que l'ancien ambassadeur à Saint-Pétersbourg avait cru pouvoir, pour cette publication, se passer de l'assentiment du cabinet russe comme de l'autorisation du gouvernement français. Aussi M. Flourens jugea-t-il nécessaire de faire remettre les choses au point, au moyen d'un communiqué de l'agence Havas. Cette note officieuse rejetait sur le général l'entière responsabilité d'un « procédé regrettable et de nature à amoindrir la confiante sécurité que la France entend toujours assurer aux cabinets étrangers dans leurs rapports avec elle ». Dictée par un sentiment de prudence et de délicatesse envers

Saint-Pétersbourg, cette note ne pouvait que recevoir et reçut en effet une approbation presque générale. C'est par Katkoff et ses amis qu'elle fut le moins bien accueillie. Aussi M. de Laboulaye, toujours désireux de ne froisser personne, crut-il bon de faire donner au chef du parti slavophile les explications les plus apaisantes afin que celui-ci cessât d'interpréter le sens de cette note comme une satisfaction donnée à l'Allemagne au détriment de la Russie.

Si le général Le Flô tenait à mettre au jour toute la vérité, il ne devait pas, semble-t-il, faire le silence sur une haute intervention qui, dans cette circonstance, avait précédé celle du tsar. Ignorait-il donc, ou avait-il oublié, la lettre si pressante en vue du maintien de la paix adressée alors par la reine Victoria à l'empereur Guillaume et le langage énergique tenu dans le même temps au Parlement par le cabinet britannique (1)? Au moment où la Triple-Alliance manifestait des velléités de flirt avec l'Angleterre, l'occasion n'eût-elle pas été favorable pour rappeler au cabinet de Londres que, naguère encore, il s'exprimait à notre égard dans les termes les plus bienveillants?

Quoi qu'il en fût, l'effet produit en Russie par ces révélations n'altéra en rien nos bons rapports avec nos futurs alliés. Il semble même, au contraire, qu'en apportant ces preuves des sentiments pacifiques de l'empereur défunt et de son chancelier, comme de leurs généreux efforts pour détourner de l'Europe un orage si gros de menaces, l'ancien ambassadeur ait tenu à rendre un hommage bien fait pour plaire au successeur d'Alexandre II et à son peuple. Telle fut sans doute la pensée qui poussa un vieux soldat toujours fidèle à son devoir et à la discipline à se permettre un acte contraire aux usages diplomatiques. N'en jugeait-il pas aussi les conséquences utiles à son pays, surtout au

(1) Lord Derby était alors ministre des Affaires étrangères. Très ami de la France, il employa son intervention active et son influence en notre faveur.

lendemain de l'alerte de janvier 1887 qui présentait avec celle de 1875 une si grande analogie.

C'est ce rapprochement entre deux situations analogues que ne manquèrent pas de faire alors ressortir les principaux organes de la presse indépendante de Saint-Pétersbourg et de Moscou : mêmes armements intensifs de l'Allemagne, même redoublement de précautions de la France, mêmes accusations injustifiées de la presse germanique vis-à-vis des intentions soi-disant belliqueuses de notre pays, même attitude calme et fière du gouvernement et du public français. « Si pourtant on peut observer une différence », disait le *Nouveau Temps*, « c'est que l'Allemagne se montre aujourd'hui plus arrogante que jamais envers la France. »

A ce propos, M. de Laboulaye faisait remarquer une fois de plus que le gouvernement russe, instruit par l'expérience, comprenait en 1887, mieux encore qu'en 1875, les dangers qu'il avait à redouter de l'hégémonie allemande. Pouvait-il échapper à tout observateur averti que ce besoin de domination éprouvé par l'empire des Hohenzollern était tel que toute alliance avec lui ressemblerait étrangement à des liens de vassalité. C'était bien maintenant le sentiment d'Alexandre III. « Plus ferme et d'un esprit plus logique que son père », écrivait notre ambassadeur, « le tsar actuel paraît avoir rompu tout à fait avec d'anciennes traditions *pour reprendre sa liberté d'action* en vue de travailler au maintien de la paix et de *ne pas laisser diminuer la valeur* de la France. » Ajoutant que les paroles soulignées étaient celles dont se serait servi le souverain dans une de ces annotations qu'il avait l'habitude d'écrire en marge des rapports soumis à son examen, « nous pouvons juger par là », concluait-il, « l'étendue de la nouvelle étape franchie sur le chemin qui doit rapprocher la France de la Russie. » Et, en effet, comme le signalait M. de Laboulaye, entre les deux empires du Nord se creusait chaque jour davantage le fossé où s'accumulaient les nouvelles causes

de conflit : droits considérables établis à l'entrée de la houille, du coke, et des fers en Russie ; mesures radicales fermant en quelque sorte le territoire à l'invasion de la race allemande ; usage général et obligatoire de la langue russe, interdiction aux ressortissants étrangers (et cette décision visait directement les Allemands) d'acquérir désormais des biens immeubles dans des régions déterminées comptant parmi les plus riches de l'empire russe (1). Ce n'était là d'ailleurs que des prescriptions ordonnées en réponse aux expulsions en masse exécutées en quelques jours dans ses provinces frontières par le gouvernement allemand, et surtout à la baisse du rouble dont les financiers berlinois étaient non sans raison rendus responsables. Chaque jour, apportant de nouveaux griefs, tout semblait à ce moment pour la presse occasion de récriminer contre l'Allemagne et contre les procédés auxquels celle-ci ne se faisait pas scrupule de recourir.

***

La principale question qui s'était posée dans les cercles politiques de Paris durant la dernière crise ministérielle avait été celle du maintien de Boulanger au ministère de la Guerre. Freycinet et Floquet venaient d'échouer successivement dans la formation d'un nouveau cabinet pour s'être obstinés à vouloir conserver rue Saint-Dominique ce ministre aussi populaire dans certains milieux radicaux qu'il l'était peu auprès des modérés. Si Rouvier finit par aboutir, c'est qu'il tint à se débarrasser de cet encombrant personnage.

Flourens qui, seul de tous les membres du précédent ministère, garda son portefeuille dans la combinaison, était parvenu, depuis son avènement au pouvoir, à conquérir l'estime de l'étranger. Grâce à son attitude pleine de tact et de mesure, il avait su triompher de circonstances

(1) Royaume de Pologne et province de Bessarabie.

souvent difficiles. Aussi, le gouvernement impérial et la presse russe applaudirent-ils unanimement à son maintien. C'était seulement en ce qui concerne Boulanger que l'opinion se trouvait divisée. D'un côté, *le Nouveau Temps*, qui menait campagne en sa faveur, était allé jusqu'à présenter l'arrivée du général Ferron à la guerre comme le triomphe d'intrigues allemandes. La *Gazette de Moscou*, au contraire, approuvait pleinement la composition du nouveau gouvernement : « La direction du Quai d'Orsay restant dans les mêmes mains, disait-elle, rien ne sera changé à la politique extérieure de la France. Les titulaires de la Guerre et de la Marine suivront sans doute la voie tracée par leurs devanciers en augmentant les forces militaires du pays. Quant aux finances françaises, la haute compétence de l'homme d'État à qui elles sont confiées apporte des garanties à la solidité du cabinet. »

Quelle était l'impression produite sur l'esprit de l'empereur par ce nouveau changement ministériel? Imbu du principe autocratique, n'ayant aucune considération pour le régime parlementaire, Alexandre III, dont la mentalité, nous l'avons déjà dit, rappelait sur bien des points celle du tsar Nicolas, n'était cependant pas aussi absolu que celui-ci dans ses jugements relatifs aux pays étrangers. Sans doute, au fond de lui-même, pensait-il que son grand-père était allé un peu loin en traitant le roi Louis-Philippe de souverain révolutionnaire. Mais il éprouvait une réelle amertume chaque fois qu'il revoyait la France livrée aux mains du parti radical. Souhaitant dans l'intérêt de son pays une France forte, il déplorait la désorganisation et le désordre qu'apportaient dans notre administration ceux qui s'inspiraient avant tout de l'intérêt électoral ou ministériel du moment : gaspillage des deniers de l'État, système de délation des fonctionnaires, sectarisme, haines de classes, persécutions religieuses, tendances antimilitaristes. Aussi l'arrivée au pouvoir d'un homme modéré, tel que Rouvier, était-elle de nature à lui donner confiance en

un retour au bon sens et aux idées saines dans notre pays.

Ce dont on se félicitait particulièrement à Saint-Pétersbourg, c'était d'avoir échappé au danger, alors plus imaginaire que réel, d'un cabinet présidé par Floquet dont les dépêches de l'agence Havas avaient d'abord mis le nom en avant. Suivant les rites parlementaires, généralement ignorés en Russie, le président de la Chambre des députés avait, en effet, été mandé le premier à l'Élysée. Il est facile de comprendre l'effarement causé par la perspective d'une telle désignation. Pour tout Russe mal au courant des habitudes politiques de l'Occident, était-il admissible que le choix du chef de l'État français pût se porter sur l'homme qui, à Paris en 1867, avait salué l'empereur Alexandre II du cri historique ou légendaire de : « Vive la Pologne! monsieur »? Je me rappelle avoir été abordé sur le quai de la cour, au début de cette crise ministérielle, par l'ambassadeur de Russie à Londres, le baron de Staal, avec qui j'avais gardé les meilleures relations depuis mon séjour en Angleterre. « C'est impossible ! » me dit-il avec une pénible émotion, après avoir fait allusion à cette éventualité. Sachant qu'il ne s'agissait jusqu'alors que d'une consultation présidentielle, je m'étais hâté de rassurer mon interlocuteur. « J'espère bien, reprit celui-ci, que l'événement vous donnera raison. Vous savez combien je tiens aux rapports cordiaux entre nos deux pays. Comme sincère ami de la France, je ne saurais trop vous le répéter : n'est-ce pas, surtout pas de Floquet ! »

Exactement renseigné par notre ambassade sur les réels sentiments de la Russie et de son souverain, M. Flourens n'avait pas appris sans appréhension l'intention prêtée au général Boulanger d'entreprendre un voyage à Pétersbourg dès qu'il qu'il aurait quitté le pouvoir. « Si ce projet devait se réaliser, mandait-il aussitôt à notre ambassadeur, efforcez-vous d'empêcher autant que possible que des réceptions soient données en son honneur. Veillez à prévenir tout ce qui pourrait provoquer des manifestations

intempestives et être mal interprété par les gouvernements étrangers comme par nos adversaires politiques en France. »

M. de Laboulaye s'empressa de donner tout apaisement au Quai d'Orsay : « Ce voyage », répondit-il, « m'apparaît aussi comme absolument inopportun. Si le général s'entoure dès maintenant de renseignements puisés à bonne source, il comprendra vite, j'aime à le croire, combien sa présence ici compliquerait la situation. Sans doute sera-t-il alors amené à renoncer de lui-même à ce projet dont l'accomplissement dépend, d'ailleurs, de l'autorisation de son successeur à la Guerre. Enfin, l'empereur, à ce que vient de m'assurer M. de Giers, ne le recevrait qu'au cas où l'ambassadeur de France en ferait la demande. J'ajoute que le ministre des Affaires étrangères a déjà prescrit au baron de Mohrenheim de faire tout ce qui serait en son pouvoir pour empêcher le départ en question. »

Les avertissements de notre représentant ne demeurèrent pas vains. Nous avions en effet, quelques jours plus tard, la satisfaction d'apprendre que le général renonçait à son dessein.

***

Il est certain qu'une visite de Boulanger en Russie fût alors venue bien mal à propos. L'arrivée d'un ministre de la Guerre déchu, voyageant sans mandat officiel, eût été certainement considérée par le tsar comme un acte d'indiscipline militaire. Et puis, n'était-ce pas une démarche de nature à exciter les méfiances de Berlin et, par suite, opposée aux vues du monarque russe? S'efforçant avant tout de prévenir une nouvelle menace de guerre, désireux de ne pas aller pour le moment plus loin dans son détachement d'avec l'Allemagne et son rapprochement vers la France, Alexandre III s'appliquait à maintenir la direction de sa politique à égale distance des deux pays.

Cette politique de bascule et de contrepoids, qui pouvait faire de lui une sorte d'arbitre de l'Europe, correspondait

entièrement aux conceptions de son ministre des Affaires étrangères. Considérée comme une garantie de la paix, elle pouvait, en ce qui nous concerne, suivant les expressions mêmes de M. de Laboulaye, « présenter assez d'avantages pour nous empêcher d'éprouver de sérieuses inquiétudes chaque fois que, dans ce jeu intermittent, le plateau de la balance pencherait en faveur de l'Allemagne. »

Ainsi s'affirmait la volonté de l'empereur, devant laquelle chacun en Russie devait s'incliner et, finalement, s'inclina.

Au point de vue gouvernemental c'était là comme une revanche pour M. de Giers, dont récemment encore la position avait paru menacée. Quant à Katkoff, à qui ces procédés d'une excessive prudence vis-à-vis de Berlin ne pouvaient que déplaire, il éprouvait forcément, en se soumettant, une amère déception. Son silence indiquait toutefois qu'il ne tenait pas à s'exposer à une nouvelle disgrâce. Quoi qu'il en soit, la France aimait à conserver en lui un ami et un avocat. Aussi M. de Laboulaye, avec son tact habituel, crut-il bon d'agir par un geste délicat sur l'esprit aigri du grand publiciste slave. Un déplacement de quelques jours qu'il eut à faire à Moscou lui en fournit l'occasion. Salué dès son arrivée à la gare par un rédacteur de la *Gazette*, il alla simplement, et sans que personne pût s'en étonner, déposer, quelques heures avant son départ, sa carte chez Katkoff momentanément absent de la ville. Enfin, pour n'éveiller aucune susceptibilité chez M. de Giers, il eut soin, dès son retour dans la capitale, de le mettre au courant de cette démarche, si naturelle d'ailleurs que personne n'aurait été en droit de s'en étonner.

***

C'était la dernière occasion qui s'offrait à un représentant de la France de donner au chef du parti slavophile une marque de sa sympathie. Atteint d'une maladie grave

qui fit tout d'un coup de rapides progrès, Katkoff s'éteignait quelques semaines plus tard, au commencement d'août, à l'âge de soixante-neuf ans (1).

Depuis plusieurs jours que tout espoir de le sauver semblait perdu, les journaux de Berlin présentaient sa mort comme un événement capable de ramener la Russie à ses sentiments d'autrefois à l'égard de l'Allemagne. « Vous semblez oublier, ripostait aussitôt un des principaux organes de la presse de Saint-Pétersbourg (2), que ce n'est pas la plume d'un publiciste slave, mais bien l'antagonisme chaque jour plus accentué entre l'action de la diplomatie bismarckienne et les intérêts russes qui a modifié les relations entre nos deux pays. » A la vérité, cette disparition était pour la Russie un coup d'autant plus cruel que, suivant de deux années à peine celle d'Aksakoff, elle la laissait privée de ses deux publicistes les plus illustres. En ce qui nous concerne, pouvait-elle mettre en péril la cause française auprès de l'opinion publique et du souverain? « Sans doute, si Katkoff était mort six mois plus tôt, faisait observer notre ambassadeur. Mais aujourd'hui, les positions sont trop bien prises pour que nous ayons un changement à redouter. »

Devenu depuis de longues années l'avocat convaincu d'un rapprochement franco-russe, Katkoff s'était, au contraire, au début de sa vie de publiciste, montré partisan d'une entente avec Berlin, et même, sous le règne précédent, d'une alliance entre les trois empereurs. Son patriotisme seul, empressons-nous de le dire, fut la cause de ses évolutions. Profondément sincère dans ses convictions, il s'appliquait toujours à défendre la politique qui lui semblait la plus profitable aux véritables intérêts de son pays.

Ce n'était pas, d'ailleurs, le seul changement qu'on avait pu, durant le cours de sa carrière, observer dans ses vues.

(1) A Znamenskoï.
(2) Les *Novosti*.

Après avoir terminé ses études en Allemagne, où son esprit s'était empreint des doctrines des philosophes germaniques, il avait manifesté des opinions franchement libérales. Ce fut, semble-t-il, la révolution polonaise, bien faite pour blesser ses sentiments de vrai Moscovite, qui, dès son retour dans sa ville natale, modifia complètement ses idées premières. A partir de cette époque, en effet, il entreprit dans sa fameuse *Gazette* la publication d'une série d'articles destinés à exciter le gouvernement impérial contre la Pologne insurgée. S'attaquant en même temps et avec la plus grande énergie à tout ce qui était révolutionnaire, en un mot au parti nihiliste qui se formait en secret, il devenait bientôt le défenseur le plus acharné de la patrie russe confondue dans son esprit avec la personne même du tsar. C'était assez pour attirer sur lui cette estime et cette faveur sans cesse croissantes que lui témoignèrent successivement Alexandre II et Alexandre III et dont ce dernier monarque ne se départit jamais à son égard. Incarnant en lui, bien que simple journaliste, les tendances et les ambitions de la majorité de ses compatriotes, il avait acquis par son prestige personnel une influence parfois décisive sur la politique de son pays : « La grande voix de Katkoff, s'écriait le général Tcherneieff le lendemain de sa mort, ne retentira plus hélas pour soutenir notre nation dans ses doutes et ses hésitations. »

Ses sentiments nationalistes engendrèrent ainsi sa haine contre l'Allemagne le jour où il ne put lui pardonner ce traité de Berlin qui arrachait à la Russie les bénéfices de ses victoires. Pouvait-il en être autrement chez l'homme qui avait en 1877 poussé son souverain à courir au secours des frères slaves de la péninsule des Balkans? Bismarck, dans ses *Souvenirs*, n'a pas caché l'inquiétude que lui inspirait une semblable influence. « La vraisemblance d'une guerre se produisant de deux côtés à la fois, écrivait-il (1), va

(1) *Souvenirs* de Bismarck, chap. xxx, p. 207.

légèrement perdre de son crédit par suite de la mort de Katkoff après celle de Skobeleff. Il n'est plus nécessaire d'admettre qu'une attaque de la France contre nous doive appeler la Russie sous les armes avec la même certitude qu'une attaque russe appellerait la France. » Il est certain que ce fut l'amour de Katkoff pour son pays, dont seuls le guidaient les véritables intérêts, qui fit de lui l'apôtre du rapprochement avec nous.

Il était naturel que le sentiment commun unissant, dans ces dernières années surtout, les deux grands patriotes français et russe, poussât le président de la Ligue française à venir assister aux funérailles de Katkoff. Le voyage de Déroulède qui, cette fois, ne devait étonner personne, présentait aux yeux de l'opinion moins d'importance que celui de l'an passé. Le gouvernement impérial lui-même l'envisageait sans grande appréhension. Il ne fut pas fâché pourtant, sous le prétexte d'une irrégularité plus ou moins réelle trouvée par les autorités russes dans les passeports des voyageurs (car un membre de la Ligue, M. Goupil, accompagnait son président), de les voir retenus tous deux à la frontière le temps nécessaire pour leur faire manquer d'un jour la cérémonie. Précaution exagérée sans doute, car leur présence, loin de provoquer quelques troubles au cours des obsèques, n'aurait pu qu'en relever l'éclat. Rien ne fut négligé, d'ailleurs, pour prévenir des manifestations tapageuses. C'est ainsi que le prince Dolgorouki, gouverneur général de Moscou, reçut l'ordre de faire entendre à Déroulède, aussitôt son arrivée, des conseils de prudence et d'interdire à la presse locale la reproduction des discours de notre compatriote.

Il faut reconnaître que les diverses mesures prises se trouvèrent singulièrement facilitées par la bonne volonté de Déroulède lui-même. Malgré sa fougue naturelle, ce bon Français redoutait trop tout ce qui pouvait nuire à la France pour risquer de froisser les sentiments de l'empereur. Cette attitude fut également celle de notre colonie,

instruite par l'expérience de l'année précédente. Pourtant, quelques personnalités isolées organisèrent des réceptions en son honneur ; et encore le firent-elles avec autant de tact que de discrétion.

Arrivés trop tard pour assister aux obsèques, MM. Déroulède et Goupil se bornèrent « à prendre part aux prières solennelles dites « des neuf jours », à déposer des couronnes sur la tombe du célèbre patriote russe et à prononcer des paroles émues sans se laisser entraîner par leurs ardeurs habituelles (1) ». Ce ne fut qu'à Nijni-Novgorod, où ils se rendirent ensuite, que le président de la Ligue se vit l'objet d'une réception vraiment chaleureuse et dont les échos retentirent dans la grande presse. Un banquet lui fut offert sous la présidence du gouverneur de la province, le général Baranow. Les autorités civiles et plusieurs hautes notabilités de la région y assistèrent, des toasts et des discours soulevèrent les applaudissements des convives, mais, malgré les craintes de M. de Giers, Baranow se contenta de faire entendre quelques phrases courtoises pour ses hôtes et pour la France.

Sans favoriser en aucune façon les manifestations de ce genre, notre ambassade ne pouvait que s'en féliciter. Chaque fois que Déroulède prenait la parole, son langage à la fois éloquent et poétique, toujours agréable à des oreilles russes, produisait sur l'auditoire la plus heureuse impression. A Saint-Pétersbourg, où se rendirent enfin les voyageurs, les réceptions furent encore plus calmes et plus mesurées. Une trentaine de convives seulement assistèrent à un banquet privé dans la maison du général Komaroff, ancien gouverneur de la Transcaspienne. Là encore, il fallut rendre à notre compatriote cette justice que dans ses discours il ne sortit pas des limites de la modération. Le 23 août, il repartait avec son compagnon pour la France, ne laissant derrière lui aucun de ces incidents fâcheux

(1) Laboulaye à Flourens, 22 août 1887.

qu'avait un instant redoutés le gouvernement impérial.

Aussi fut-ce peut-être par un scrupule exagéré vis-à-vis du cabinet de Paris, et aussi de l'opinion publique allemande, que M. de Giers ne crut pas devoir ouvrir sa porte à Déroulède, lorsque celui-ci, se présentant avant son départ à sa maison de campagne de Finlande, en vue de lui rendre une visite de courtoisie, insista pour être reçu. Mettant confidentiellement, plusieurs jours après, notre ambassadeur au courant de son attitude, le ministre russe l'expliqua par la situation spéciale que la présidence de la Ligue faisait à M. Déroulède à l'étranger comme chez nous. « Mais je ne voudrais pas, prit-il le soin d'ajouter, que mon refus de le recevoir pût être en quelque façon considéré comme un acte disgracieux à l'égard de la France et d'une haute personnalité de votre pays. »

On devait s'attendre à ce qu'en Allemagne on prît occasion de ce voyage pour inventer de nouveaux griefs contre la Russie. N'alla-t-on pas jusqu'à prétendre à Berlin que le tsar avait accordé de l'avancement et des décorations aux généraux qui venaient d'accueillir et de fêter Déroulède ! Affirmation absolument contraire à la réalité puisque le général Baranow avait failli se voir retirer son poste de gouverneur de Nijni-Novgorod pour avoir offert un banquet à son hôte français.

D'ailleurs, si Alexandre III approuvait chez ce dernier le caractère patriotique de ses sentiments, il n'en était pas de même en ce qui concernait certains de ses actes politiques. Ne disait-il pas, au cours d'une audience qu'il accorda quelques mois plus tard à notre ambassadeur : « Quelque sympathiques qu'aient été les manifestations dirigées par Déroulède pendant votre dernière crise ministérielle, elles n'en étaient pas moins regrettables au point de vue de l'ordre et de la discipline. » On peut dire toutefois, sans se tromper, que les deux séjours en Russie du président de la Ligue, en 1886 comme en 1887, furent loin d'être inutiles à la cause française.

Malheureusement certains organes de la presse parisienne, aussi bien conservateurs qu'avancés, ne faisaient pas toujours entendre la note juste dans leurs appréciations relatives aux affinités entre les deux pays. Erreur fâcheuse, étant donné la susceptibilité des Russes à la mentalité si différente de la nôtre, surtout dès qu'il s'agissait d'envisager des questions de politique intérieure. Quelques articles violents de journaux radicaux semblant viser les idées d'un Pobedonotzeff ou même d'un Katkoff, des manifestations tapageuses de feuilles en vue telles que le *Figaro*, de prétendues révélations sur les choses de la Russie, des avances exagérées et maladroites, étaient vus sur les bords de la Néva d'un aussi mauvais œil que les allées et venues et les discours de certains politiciens sans mandat et d'un patriotisme moins éclairé que celui de Paul Déroulède. Enfin des attaques injustes et déplacées contre la mémoire du grand patriote moscovite produisaient naturellement une pénible impression. N'étaient-elles pas inopportunes, alors que nous nous efforcions de garder le plus de ménagements possible vis-à-vis de ce parti slavophile aussi éloigné des doctrines de nos hommes politiques d'extrême gauche que sincèrement attaché à la cause du rapprochement entre nos deux pays?

Le comte d'Ormesson, momentanément chargé d'affaires, ne manquait pas d'en faire la juste observation dans sa correspondance avec le Quaï d'Orsay ; il avait même soin d'ajouter : « Plus de froideur et de raison, un peu moins de sentimentalité aveugle eussent convenu beaucoup mieux à nos mutuelles relations et été plus conformes aux sentiments intimes professés à notre égard en Russie. »

Il aurait été désirable en effet que notre presse tout entière eût abordé ces sujets délicats avec le même tact que *le Temps* et *la République française*. Les articles de ces deux feuilles, montrant l'erreur que commettrait le public français en considérant un accord entre les deux pays basé sur des questions de sentiment plutôt que sur des intérêts

communs, ne pouvaient déplaire ni au gouvernement impérial, ni à l'opinion slave. Les répliques des journaux officieux et même indépendants de Pétersbourg et de Moscou étaient suffisamment conçues dans le même esprit pour ne laisser sur ce point aucun doute.

Quelques organes de la presse russe animés d'un esprit regrettable ne craignaient pas de s'exprimer à notre endroit dans des termes que la passion rendait parfois injurieux. Parmi ces écrits, la plupart hostiles à l'alliance française, l'un d'eux faisait à Saint-Pétersbourg l'objet des commentaires les plus vifs. C'était une brochure signée du prince Nicolas Galitzine, connu pour la violence de ses sentiments contre la France et son régime politique. Sous le prétexte de répondre à des articles du *Figaro*, dont l'un intitulé : « les Théories de Katkoff, » émettait quelques jugements aboutissant — il faut le reconnaître — à l'absurde, cet extraordinaire écrivain étalait avec grossièreté son aversion pour notre pays. Dans le fait que la publication en question sortait des presses de l'imprimerie du ministère de l'Intérieur, les adversaires de notre cause prétendaient voir une approbation tacite de certains membres du gouvernement impérial. Le langage tenu par M. de Giers au cours de ses entretiens avec nos représentants démentait suffisamment une semblable interprétation.

La lecture de la préface du prince Galitzine donnait à elle seule l'idée de cette lamentable littérature. De vieux lieux communs, choisis parmi les plus démodés, étaient exhumés pour la circonstance : guerre de Crimée, intrigues françaises pendant l'insurrection de la Pologne, Sedan, la Commune, les excès du radicalisme... Mais ce qu'on bafouait davantage encore et avec aussi peu d'esprit que de tact, c'étaient les sympathies franco-russes. « A l'idée d'une alliance avec la Russie, était-il dit, la presse de Paris tape déjà d'une manière inconvenante sur ses tambours et ses cymbales. » Les envois à Moscou de délégations et de couronnes sur la tombe de Katkoff, l'accueil gracieux réservé

en Russie aux hommages et aux hommes, tout cet ensemble de marques de sympathie était tourné en ridicule et présenté comme une honte et une injure pour celui auquel elles s'adressaient. « L'éminent patriote russe, s'écrie l'auteur, aurait-il désiré ou même pensé que sa tombe serait écrasée par les couronnes des radicaux français? Ironie du sort! grimaces de l'histoire! les démagogues rouges se tenant devant le sépulcre d'un homme qui a lutté de toute son âme et de tout son talent, pendant un quart de siècle, contre le radicalisme!... »

Dans ce débordement d'invectives, on ne retrouvait en rien l'esprit éclairé de Katkoff, mais bien les traditions de cet ancien parti de la « vieille Russie », adversaire résolu de ce qu'il appelait avec mépris « les idées occidentales, idées de faux progrès et de fausse liberté qui, sous le masque du bien-être populaire, n'apportent dans l'antique et solide édifice social que troubles et violences ». Ainsi s'exprimait quelques semaines plus tard un autre porte-parole antifrançais, le prince Metchersky. Esprit brouillon, dénué, disait-on, de toute moralité, ce triste personnage était alors occupé à transformer en feuille quotidienne la publication hebdomadaire dont il était le rédacteur en chef.

Ce journal, le *Grajdanine* qui se vantait d'être russe et *exclusivement russe*, émettait la prétention de devenir un jour le véritable organe des saintes doctrines et de représenter les idées, alors dominantes, que préconisait Katkoff et que l'on savait en faveur en haut lieu. De là peut-être ses relations étroites avec le ministère de l'Intérieur et même avec certains bureaux des Affaires étrangères, où Metchersky était connu et reçu; de là aussi les subsides que, dès son entrée en campagne, il aurait, d'après certaines rumeurs, obtenus de l'État et même de la Caisse impériale. Nous allons le voir en même temps s'appliquer à reprendre la meilleure part de l'influence et de la clientèle de la *Gazette de Moscou*. Ses tendances en politique

intérieure pouvaient évidemment suffire à expliquer ses puissantes protections. Mais comment adoptait-il vis-à-vis de la France, pour laquelle le cabinet de Pétersbourg ne ménageait pas ses sympathies, une hostilité de plus en plus marquée? N'allait-il pas jusqu'à poursuivre en nous le principal fauteur de ces « idées occidentales », source à ses yeux de tous les maux dont souffrait la Russie. Malveillant pour notre pays, imbu d'un esprit théocratique poussé à ses extrêmes limites, « ses articles consistaient surtout en critiques contre l'école moderne, en glorification de l'absolutisme et du droit divin. » Toutefois cette campagne, quoique nettement gallophobe, ne paraissait en aucune façon inspirée par des sympathies germanophiles. En réalité, ses sentiments demeuraient purement russes.

Il n'était pas sans intérêt de rappeler ce mouvement dirigé en sens opposé aux tendances nouvelles du gouvernement impérial. Peut-être celui-ci le considérait-il au fond comme un frein utile pour modérer le courant qui entraînait alors vers nous les sympathies de la Russie presque tout entière. Résistance vaine qui devait être vite emportée par la force irrésistible de ce véritable flot. Pendant ce temps, en effet, les manifestations en notre faveur ne se ralentissaient pas ; elles étaient même parfois exagérées par certains reporters, au risque de créer des complications qui eussent pu devenir regrettables si les gouvernements français et russe ne s'étaient efforcés en toute occasion de remettre les choses au point.

Tel fut notamment l'incident du banquet offert en octobre à bord de l'*Uruguay*, à un sincère ami de notre pays, le grand-duc Nicolas Michaïlovitch, pendant un de ses fréquents séjours chez nous. Un toast chaleureux pour la France, prononcé par ce prince en réponse à celui qu'un de nos officiers venait de porter à la Russie, fut singulièrement dénaturé par la presse. Plusieurs journaux — notamment à Berlin, — interprétant mal les paroles du cousin germain de l'empereur, les présentaient comme des

propos offensants pour l'Allemagne. L'émotion d'abord assez vive à Pétersbourg se calma seulement le jour où le baron de Mohrenheim, interrogé par M. de Giers, transmit à la Chancellerie impériale, la véritable version. « Nous sommes en mesure, fut-il alors publié dans l'officieux journal de Saint-Pétersbourg, de déclarer de la façon la plus formelle que les paroles prêtées à l'auguste voyageur sont de pure invention. »

CHAPITRE XIV

Manœuvres de la garde impériale à Krasnoïé-Sélo.
Campagne allemande contre les finances russes.

Le réveil de l'esprit militaire dans un pays sur le concours duquel la Russie espérait pouvoir compter un jour entraînait tout naturellement vers la personne du général qui l'avait provoqué un élan de sympathie chaque jour grandissant. Certes, le tsar devait réprouver, dans la suite, des actes d'indiscipline émanant de celui qui, la veille encore, était le chef de l'armée française. Mais, au printemps de 1887, ces actes isolés n'étaient pas assez marqués pour modifier les dispositions du souverain russe.

Dans certains corps d'officiers, notamment ceux de la garde impériale, où dominait un élément appartenant aux classes aristocratiques et aisées, il était d'usage de convier, les jours de fête des régiments, à des repas somptueusement servis dans les mess, des attachés militaires et parfois même certains membres du personnel diplomatique des ambassades étrangères. Parmi ceux-ci les Français, toujours bien accueillis par l'armée russe, se voyaient plus particulièrement favorisés depuis que des tendances nouvelles s'étaient manifestées dans la politique extérieure suivie par Alexandre III. En cette même année 1887, j'eus maintes fois l'occasion de constater par moi-même, dans la plupart des régiments de la garnison de Saint-Pétersbourg, le degré de sympathie qu'on éprouvait pour la France. Ce sentiment se traduisait le plus souvent par des manifestations bruyantes, exubérantes même, développées, il est vrai, par

les vins généreux, surtout le champagne, qui coulaient à flot dans les verres ; épreuves parfois difficiles pour des Français désireux d'allier à leurs habitudes de tempérance le légitime désir de faire, comme invités, honneur à ceux qui les recevaient si cordialement.

Combien de fois j'ai causé de la joie aux braves soldats chargés de me servir en leur passant subrepticement derrière la table mon verre encore plein qu'ils s'empressaient de remplacer par un vide sans que mes voisins, distraits par les vapeurs du vin, pussent s'apercevoir de mon petit manège. Dans ce genre d'agapes, le souvenir qui m'est resté le plus vivace est celui du banquet offert par les chevaliers-gardes au tsarévitch, le dernier soir de grandes manœuvres de la garde impériale à Krasnoïé-Sélo. Le commandant de ce régiment, le colonel Nicolaief, m'avait convié en ami à cette fête qu'honoraient de leur présence, — outre l'héritier du trône, — plusieurs grands-ducs, certains chefs de corps et quelques attachés militaires étrangers. Tenant en outre à me faire assister aux derniers exercices de cavalerie fixés au lendemain matin, il m'avait prié d'accepter l'hospitalité pour la nuit dans une des chambres du baraquement qu'il occupait au camp.

Le dîner terminé par une série de toasts portés au souverain et d'acclamations répétées en l'honneur du futur empereur, j'étais resté dans la salle en compagnie de tous les officiers du régiment et de quelques-uns de leurs camarades appartenant à d'autres corps de la garde. Se retrouvant ainsi dans l'intimité, dégagés de toute gêne après le départ de Nicolas Alexandrovitch et de sa suite, nos aimables hôtes s'en donnaient à cœur joie. Tout devenait prétexte à cris frénétiques et à hourrahs. Un des capitaines des chevaliers-gardes, qui donnait le mieux l'exemple de l'entrain et de la bonne humeur, était le grand-duc Nicolas Mikhaïlovitch, l'auteur du récent incident de l'*Uruguay*. Connu pour aimer notre pays et particulièrement notre littérature, il se laissait proclamer volontiers « très parisien ».

Imposant tout d'un coup silence aux assistants, et s'avançant vers moi le verre en main : « Criez tous, clama-t-il d'une voix forte, vive la France ! vive l'armée française ! » Puis s'adressant aux musiciens et aux chanteurs du régiment : « Jouez et chantez *En revenant de la revue.* » Dans le même instant je fus entouré par la plupart des convives entonnant en chœur, avec accompagnement des instruments, le refrain du chant boulangiste. Alors, sur un nouveau signe du grand-duc, je me sentis saisi par plusieurs soldats et promené en triomphe à travers la salle au milieu de cris étourdissants, parmi lesquels je distinguai à plusieurs reprises celui de : « Vive Boulanger ! » et, en même temps que tous ces vivats, d'autres clameurs encore... celles-là peu sympathiques aux empires du centre. « N'acclamez-vous pas aussi la France ? s'empressa de dire en souriant un jeune officier à l'un de mes collègues de l'ambassade d'Angleterre resté comme moi à cette fête nocturne et auprès de qui j'étais revenu m'asseoir. — « Mais avec plaisir, » répondit celui-ci, et se tournant gaiement vers moi en levant son verre : « Vivent les Français ! »

Tel était déjà à cette époque l'enthousiasme que soulevait dans l'armée la cause franco-russe et que la simple présence d'un secrétaire d'ambassade français dans un milieu militaire un peu surchauffé suffisait maintenant à déclancher. Or ne fallait-il pas pour que de semblables manifestations pussent se produire dans la garde impériale que leurs auteurs eussent la certitude de ne pas être désavoués ensuite par leur gouvernement et par leur souverain ?

Dans un rapport adressé de Krasnoïé au ministère de la Guerre à Paris sur les manœuvres en question, notre premier attaché militaire, le colonel Briois, constatait, lui aussi, le même état d'esprit. Comme d'habitude, l'empereur, l'impératrice, plusieurs grands-ducs et grandes-duchesses avaient passé la dernière semaine des manœuvres au camp, et le futur Nicolas II, avec qui je dînais

chez les chevaliers-gardes le 19 août, avait fait ce même jour ses débuts dans le service actif au régiment Preobrajensky. « Si les souverains ne se départirent pas alors de la réserve qu'ils tenaient à observer vis-à vis des étrangers, écrivait Briois, il n'en fut pas de même dans leur entourage... Les officiers de notre mission ont trouvé près de leurs camarades russes un accueil plus cordial encore que de coutume : attitude d'autant plus remarquée qu'on ne se cachait pas, au contraire, dans les régiments pour montrer le peu de sympathie qu'inspirait personnellement et par la nation qu'il représentait, l'attaché militaire allemand. » Parlant pour lui-même et pour son adjoint, le capitaine Moulin, le colonel Briois se félicitait hautement des prévenances dont ils venaient d'être tous deux l'objet. « On nous a accablés de protestations d'amitié pour la France, et en même temps nous entendions maintes fois l'expression d'une haine profonde pour l'Allemagne. » Les observations des représentants de notre armée concordaient donc pleinement avec les miennes. Ce qui, d'autre part, à ces réceptions frappa tous les convives, ce fut la froideur avec laquelle Alexandre III fêta l'anniversaire de la naissance de François-Joseph. A cette occasion le représentant autrichien est invité, de tradition, à déjeuner au camp, à la table impériale, et vers le fin du repas, le monarque se tournant de son côté, porte à haute voix le santé de son « auguste allié ». « Cette année, remarqua le colonel Briois, la santé — si elle a été portée, — le fut dans des termes si brefs et si contenus que les assistants ont pu se demander si le tsar avait fait autre chose que de lever son verre. »

Les fêtes militaires de Krasnoïé, toujours imposantes, le sont surtout dans leur partie religieuse. C'est ainsi qu'à la fin de la journée, quand l'empereur passe l'inspection du camp, un signal donné par tous les canons tirant en salve arrête subitement les vivats. Aussitôt les musiques entonnent l'hymne national russe ; auprès quoi, au milieu d'un profond silence, un simple soldat s'avance vers le

souverain et récite la prière du soir. Rarement il me fut donné d'assister à un spectacle aussi impressionnant, en raison de sa simplicité, et plus encore même que celui de la bénédiction des drapeaux qui a lieu trois jours plus tard.

Les observations principales faites au point de vue militaire par le colonel Briois durant ces manœuvres étaient les suivantes : « Soldat en général excellent, d'une admirable résistance à la fatigue. Unités inférieures très bien dirigées. Commandement supérieur laissant un peu douter de lui. » Puis, sur les cavaliers il s'exprimait ainsi : « Les officiers russes ne montent pas bien à cheval ; ils sont mal assis et voltigent sur leurs selles. C'est là leur point faible. » Évidemment, en raison de la longueur de la mauvaise saison et de l'état défectueux des routes, le goût du cheval n'est pas en honneur dans le nord de la Russie. Mais, en revanche, notre attaché militaire se montrait prodigue d'éloges à l'égard des cosaques : « Excellents chevaux quoique petits, cavaliers, par contre, généralement grands et écuyers consommés. Quant à l'artillerie à cheval, elle me produit une parfaite impression. » Ce qui, d'après lui, constituait une des qualités les plus caractéristiques de l'armée russe, c'étaient ses très bonnes dispositions « instructives » qui, à un moment donné, ajoutait-il, présenteront leur intérêt, et trouveront sans doute leur emploi. »

A la vérité, les excercices du camp de Krasnoïé-Sélo constituaient plutôt une série de parades exécutées devant la cour par des régiments de la garde impériale que de véritables grandes manœuvres. C'était dans les provinces de l'intérieur — et pour 1887 en Pologne — que celles-ci se déroulaient à la fin de la belle saison. Suivant une règle généralement adoptée, les officiers étrangers n'étaient pas admis à les suivre. Seul, le général de Werder, en sa qualité d'aide de camp, avait, les années précédentes, l'habitude d'accompagner l'empereur. Le colonel Vuillaume qui lui succéda, mais avec le simple titre d'attaché militaire de l'ambassade d'Allemagne, sans conserver auprès de la

personne d'Alexandre III les mêmes fonctions que son prédécesseur, n'eut plus, en conséquence, à jouir des mêmes privilèges. Aussi devions-nous savoir gré aux autorités supérieures de l'armée russe d'avoir fait une exception cette année-là en faveur du colonel Briois. Si celui-ci ne fut pas admis à titre officiel aux manœuvres en question, il se vit accorder pourtant, seul de tous ses collègues du corps diplomatique, les facilités nécessaires pour se rendre en Pologne et circuler librement, quoique discrètement, sur le terrain. N'était-ce pas la meilleure preuve du désir qu'on avait. en haut lieu, de mettre le représentant de l'armée française à même de voir de plus près les troupes de ligne et par conséquent d'apprécier la situation et la véritable valeur de l'armée russe.

***

Ce n'était pas seulement au point de vue politique que la Russie s'appliquait à reprendre vis-à-vis de Berlin sa liberté d'action. Elle tenait également à secouer l'emprise financière allemande.

Ses efforts pouvaient être facilités par une amélioration dans sa situation économique que plusieurs indices favorables laissaient depuis quelque temps prévoir : résultats avantageux de la foire de Nijni-Novgorod, progrès dans la qualité des marchandises qui s'enlevaient rapidement malgré la hausse des prix, bonne récolte de céréales dans la plupart des gouvernements producteurs, augmentation du chiffre des exportations, balance commerciale plus satisfaisante, excédents appréciables dans les recettes des chemins de fer.

L'ensemble de ces heureuses conditions était en effet de nature à contre-balancer dans une sensible mesure la sévère campagne menée depuis plusieurs mois par le marché de Berlin contre la monnaie nationale russe. Or, la pensée dominante du ministre des Finances se trouvait être préci-

sément le relèvement vers le pair de la valeur du rouble dont la dépréciation avait été si préjudiciable à tous les intérêts. Pour y arriver, M. Vyshnegradski envisageait tout d'abord une « vaste opération financière organisée sur de très larges bases. » Telle fut du moins la réponse qu'il fit à un représentant du Crédit Lyonnais (1) venu de la part de cet établissement pour lui soumettre l'idée d'une opération qui, dès le début, lui apparut trop limitée. Aussi des pourparlers se nouèrent-ils bientôt et simultanément à Saint-Pétersbourg et à Paris, en vue de négocier sur plusieurs places étrangères, et notamment la nôtre, un emprunt pouvant atteindre un milliard de francs. Mais fut-ce le peu d'attraits que présentaient alors les fonds russes pour la plupart des pays, ou bien la possibilité d'un emprunt intérieur prochain qui détourna les capitalistes et surtout les spéculateurs? Toujours est-il que le projet finit par échouer.

A tort ou à raison, dans le public, on faisait retomber une part de la responsabilité de cet échec sur la haute banque internationale et israélite qui comptait généralement peu de sympathie en Russie. On prétendait même qu'une de ces maisons, peut-être la plus importante de Paris, aurait pressé sur ses coreligionnaires pour les éloigner de certaines valeurs russes qu'on essayait alors d'introduire chez nous. Tout autre était l'explication donnée par M. Vyshnegradski. Si le projet, suivant lui, avait été ajourné, c'est qu'après une étude plus approfondie de la situation budgétaire de l'empire, celle-ci ne lui semblait pas pour le moment nécessiter un emprunt. Il jugeait même prématuré d'en préparer déjà les voies et moyens. Mais le jour où l'utilité de cette opération paraîtrait démontrée — faisait-il dire par ses officieux aux financiers français, — ce serait à la place de Paris, sans rejeter pourtant l'appui offert par plusieurs

(1) Il s'agissait de M. Kleinmann, directeur des agences étrangères du Crédit Lyonnais à Paris.

autres, qu'il s'adresserait de préférence, heureux de créer ainsi un lien de plus entre nos deux capitales.

Un tel langage n'était certes pas fait pour plaire à l'Allemagne où en parvenaient les échos. Aussi les financiers de Berlin, tels que Bleichrœder, essayaient-ils de démontrer à ceux de Saint-Pétersbourg qu'il n'y avait rien à faire pour eux à la Bourse de Paris. « Vous vous apercevrez à vos dépens, leur disaient-ils, que vous ne pouvez vous passer de nous. »

Alors, comme toujours, les Allemands allèrent trop fort et péchèrent par manque de psychologie. Des mesures prises brutalement contre les valeurs russes à la suite du passage d'Alexandre III à Berlin, passage dont nous aurons à parler plus loin, excitèrent l'indignation générale en Russie. Des journaux, comme *les Novosti* et *le Nouveau Temps*, s'élevèrent avec violence contre d'aussi mauvais procédés. « C'est là, écrivaient-ils, une regrettable lutte, engagée au détriment des « consommateurs ». Tout emprunt russe sera désormais impossible à réaliser en Allemagne. Si l'on ne veut pas chez nous faire face aux nécessités actuelles par de nouveaux impôts, il faudra nouer de nouvelles relations financières au dehors et mettre à profit les sympathies actuelles du peuple français à notre égard. Aussi, ajoutait avec satisfaction *le Nouveau Temps*, la Russie marchant vers le but qu'elle poursuit reprendra-t-elle sa liberté d'action en s'affranchissant du joug financier de Berlin. Elle pourra grouper autour d'elle tous les éléments isolés pour les opposer à la Triple-Alliance. La lutte économique étant inévitable, il n'y a plus de concessions à consentir. »

Nul ne se dissimulait à Saint-Pétersbourg que ce n'était pas à l'influence du vieux Guillaume, dont les aspirations pacifiques s'accentuaient avec le nombre des années, mais plutôt à l'hostilité du chancelier qu'étaient dues les décisions auxquelles s'arrêtait la Banque d'Allemagne. On avait tort, disait-on en Russie, de faire passer celles-ci pour

de justes représailles en réponse à un certain oukase de date déjà lointaine n'autorisant que sous certaines conditions tout à fait normales les prêts sur des titres allemands. On se demandait alors si Bismarck ne cherchait pas à prendre des garanties en cas d'un rapprochement cordial entre les deux cours du Nord. Peut-être était-on plus près de la vérité en considérant ces mesures comme dirigées contre le ministre slavophile et anti-allemand, ami de Katkoff, qu'était Vyshnegradski. En tout cas « une des principales conséquences de ces difficultés entre Berlin et Pétersbourg, » écrivait le comte d'Ormesson au Quai d'Orsay », sera sans doute la reprise des tentatives déjà faites pour nouer des relations financières entre Pétersbourg et Paris ».

Il semblait invraisemblable qu'une telle éventualité ait pu échapper à la perspicacité d'un Bismarck. Ce qu'on peut dire pourtant c'est que celui-ci agissait comme s'il ne l'avait pas prévue.

CHAPITRE XV

L'entrevue de Berlin du 18 novembre 1887 et ses suites.

Depuis le milieu de l'été 1887, il avait été question, à plusieurs reprises, d'une entrevue prochaine des empereurs Guillaume et Alexandre. Mais celui-ci — et l'opinion russe avec lui — était devenu plutôt sceptique sur les avantages à retirer de ces conversations directes de souverain à souverain. Les plus récentes, notamment celles de Skierniewicz et de Kremsier, lui avaient laissé d'assez médiocres souvenirs. Cette fois pourtant, l'occasion que le tsar n'avait pas recherchée pouvait se présenter d'elle-même à l'aller ou bien au retour du déplacement que, presque chaque année, il faisait avec la tsarine et ses enfants à Fredensborg, auprès du roi et de la reine de Danemark. A la fin du mois d'août, la famille impériale s'était, en effet, embarquée pour Copenhague ; mais la voie de mer qu'elle avait choisie excluait, du moins à l'aller, une rencontre sur un point quelconque du continent.

Pendant quelques semaines encore, l'entrevue resta problématique. A tout instant, la nouvelle en était donnée, mais presque aussitôt démentie par les journaux officieux. Certaines divergences de vues entre les deux pays, assurait-on dans les milieux diplomatiques, rendaient le prince de Bismarck peu favorable à un projet de ce genre (1).

Lorsque, vers le 10 septembre, Guillaume I[er] s'en fut à Stettin en vue d'assister à des manœuvres militaires, son

(1) Raindre à Flourens, 5 et 11 septembre 1887.

grand maréchal de la cour prit, dans l'aménagement du château royal, toutes les précautions nécessaires pour le cas où, poussé par un caprice, le tsar viendrait saluer son grand-oncle au passage. Mais Alexandre III ne profita pas de l'occasion et laissa Guillaume repartir sans l'aller trouver. Aussi, le 23 du même mois, notre chargé d'affaires en Russie écrivait-il à M. Flourens que la « question demeurait toujours pendante ». Peut-être le tsar y faisait-il encore quelques objections? Et cependant M. de Giers, ajoutait le comte d'Ormesson, « n'y serait pas opposé dans l'espoir qu'une rencontre pourrait amener une détente favorable au règlement des difficultés bulgares ». Le ministre russe émettait toutefois l'avis que ni lui, ni surtout Bismarck, n'y participassent et qu'elle ne dépassât pas la portée d'une visite intime. Telle semblait également, d'après les renseignements venus du Parizer Platz, l'opinion personnelle du chancelier allemand.

Bientôt un incident fortuit faisait encore ajourner l'exécution du projet. Deux des jeunes grands-ducs, notamment le tsarévitch, étaient pris de la rougeole, et les médecins jugeaient prudent de ne les autoriser à se mettre en route qu'une fois tout risque de complications écarté. L'empereur désirant ne pas laisser sans lui l'impératrice en Danemark avec ses enfants malades, c'était sans doute un retard de plusieurs semaines, c'est-à-dire la remise du départ à la mi-novembre, époque où la voie de mer ne serait plus à employer, la navigation sur la Baltique et surtout dans le golfe de Finlande devenant particulièrement pénible à cause des brouillards et de l'encombrement des glaces. Restait, il est vrai, la voie de Suède. Mais le choix de ce dernier itinéraire eût pu faire attribuer à Alexandre III le désir d'éviter l'Allemagne, alors qu'au contraire, d'accord avec son ministre pour laisser à sa démarche un caractère familial, il tenait à donner à son oncle, fort affligé depuis quelque temps de l'état alarmant du prince impérial, une marque personnelle de respect et d'affection. Enfin, une

dernière raison, que l'entrevue allait bientôt révéler, acheva de décider le tsar à s'arrêter à Berlin. Il s'agissait d'un petit compte à régler avec Bismarck dont, au cours du séjour en Danemark, on s'était efforcé, à l'aide de preuves en apparence irréfutables, de lui démontrer la duplicité.

Pour que la famille impériale russe pût se trouver le 24 novembre à Gatchina où serait célébrée, avec toute la cour, la fête de l'impératrice, il était nécessaire de réduire au minimum la durée du séjour à Berlin. Combinaison facilitée d'ailleurs par l'état de santé des enfants d'Alexandre III encore en convalescence et celui du monarque nonagénaire à qui toute fatigue devait être épargnée. Cependant, Guillaume Ier, pour qui les questions d'étiquette avaient toujours la plus haute importance, veillait lui-même aux préparatifs de la réception. « Quand on lui parle de son fils, » notait l'ambassadeur de France, « il répond par des recommandations relatives au séjour du tsar. » Ces prévenances ne pouvaient que flatter la cour de Russie. C'est ainsi, faisait observer le *Journal de Saint-Pétersbourg*, que le souverain allemand « témoigne, une fois de plus, son attachement aux traditions monarchiques autant qu'aux liens de famille qui l'unissent à la maison impériale des Romanoff. »

Si le kaiser, malgré ses préoccupations et ses chagrins, manifestait cet empressement pour son petit-neveu, il n'en était guère de même de la part de son chancelier. Le bruit courait encore, trois jours avant l'entrevue, que si celui-ci devait se résigner à venir à Berlin tandis que Giers restait à Pétersbourg, ce serait à contre-cœur et sur l'ordre formel de son maître. En effet, la veille de l'arrivée seulement, Bismarck, déférant au désir impérial, s'adressait au comte Schouvaloff pour solliciter une audience du tsar.

Tous les soins possibles avaient été pris à l'avance pour faire présenter l'événement au public par les organes officieuxcomme un acte de courtoisie affectueux et dénué de tout caractère politique. Ce n'était pas cependant par des avances gracieuses que la presse allemande préparait la

conversation entre les deux souverains. « S'attaquant », écrivait M. Herbette, « à la direction personnelle donnée par Alexandre III à la politique de son pays, certains journaux, tels que la *Gazette de Cologne*, ne craignaient pas, contrairement aux précédentes déclarations de Bismarck, de montrer les armements de l'Allemagne comme dirigés contre ses voisins de l'Est. Évidemment, l'amitié témoignée par la Russie à la France faisait d'elle l'adversaire du jour, en attendant que nous-mêmes recevions quelques coups. » « Quand le tsar est arrivé à Berlin, confiait quelques semaines plus tard Schouvaloff à Herbette, la presse des deux pays se trouvait montée à un tel diapason, je sentais tellement la crise à son état aigu que je préférais ne plus sortir de chez moi (1). » Aussi d'Ormesson, en présence de cette disposition des esprits, insistait-il, de son côté, auprès de M. Flourens, sur la nécessité d'éviter, à Paris, toute manifestation qui serait immédiatement exploitée contre nous et servirait d'argument puissant aux partisans d'un rapprochement entre les deux empires du Nord. N'était-ce pas là, pour la France, le sérieux écueil que présentait le voyage à Berlin?

En réalité, si, grâce à la vigilance de la police allemande tout entière sur pied et renforcée par de nombreux agents russes envoyés pour la circonstance, tout se passa dans un calme complet, la population berlinoise témoigna au tsar, à son passage dans les rues de la ville, plus de courtoisie que d'enthousiasme et même de sympathie. Elle réservait ses acclamations pour son vieil empereur.

« La journée d'hier s'est terminée sans incident, » relatait le lendemain Herbette à Flourens. « Alexandre III est arrivé à l'ambassade de Russie à 11 heures du matin, en voiture découverte, accompagné du prince Guillaume qui était allé le chercher à la gare. Après avoir rendu presque immédiatement à celui-ci sa visite et avoir déjeuné à

(1) Herbette à Flourens, 6 janvier 1888.

cette même ambassade, il a fait, toujours en voiture découverte, une promenade dans la capitale allemande. A son retour, il a reçu, pendant une heure, le prince de Bismarck qu'il avait mandé auprès de lui. Enfin, à 5 heures eut lieu, au palais, sous la présidence de l'empereur Guillaume, un dîner de cent couverts, auquel assistaient, autour des hôtes impériaux, les princes de la famille royale, les hauts fonctionnaires de la cour, le prince et la princesse de Bismarck, les notabilités militaires de Berlin, la suite du tsar et le personnel de l'ambassade de Russie. Aucun membre du corps diplomatique n'y était convié, sauf, je crois, le ministre de Danemark. Je me suis inscrit de bonne heure à l'ambassade, mais n'ai pas été appelé en audience. »

En se bornant à cette démarche auprès des souverains russes, l'ambassadeur de France se conformait aux instructions reçues de Paris en même temps qu'à l'attitude observée par les représentants des autres puissances, ceux-ci n'ayant été non plus invités à se rendre auprès de l'empereur Alexandre.

Était-il vraiment intéressant de savoir, comme on en discuta longuement alors dans les cercles diplomatiques, si, au dîner du palais, le tsar, avant de vider son verre, n'avait regardé que la famille impériale, ou si ses yeux s'étaient arrêtés également sur Bismarck, ou bien encore s'il avait eu, comme certains l'affirmaient, la même attention courtoise pour le comte de Stolberg, le maréchal de Moltke, le général de Werder et plusieurs autres grands personnages? Eut-on jamais l'assurance que la mauvaise humeur manifestée les jours suivants par le chancelier venait du rang qu'il occupait à ce fameux repas? Le grand maître de la cour ayant persuadé à l'empereur qu'il fallait appliquer ce soir-là l'étiquette des réceptions de famille, la première place avait été donnée au ministre de la maison du roi, le comte de Stolberg, la bête noire de Bismarck. Mais ce n'étaient là que détails secondaires à côté du fait important de la journée : la conversation échangée entre Alexandre III

et le chancelier allemand. Que s'étaient-ils dit dans ce tête-à-tête dont l'influence sur le maintien de la paix, ou tout au moins sur les relations entre les deux empires du Nord, pouvait être considérable? L'attente devrait sans doute être de quelques jours avant de connaître ce qui transpirerait à Pétersbourg, comme à Berlin, des confidences faites à leur entourage par l'un et l'autre des deux interlocuteurs.

Selon le programme préalablement arrêté, le tsar et les siens quittèrent Berlin dès le 18 au soir. Pour le retour, étant adoptée la ligne de chemin de fer Berlin-Virballen, les autorités russes jugèrent indispensable de prendre, le long de cette route, les précautions les plus minutieuses. Le général Tchérévine, chef de la police particulière de Sa Majesté, connu pour son dévouement à toute épreuve envers ses souverains, se trouva naturellement chargé de cette délicate mission. Vingt-cinq mille hommes environ, choisis dans l'armée parmi les plus sûrs, furent mis en mouvement de manière à prévenir, par une surveillance vigilante de la voie ferrée, toute tentative criminelle. C'est ainsi que le train impérial ramena de Berlin la famille d'Alexandre III entre deux rangées de factionnaires espacés de deux cents mètres sur un parcours de neuf cents verstes. Par mesure de prudence, de nombreuses arrestations avaient été opérées depuis quelques jours en Allemagne parmi les socialistes les plus notoires. De cette façon, rien d'anormal ne se produisit sur un chemin si bien gardé, et les augustes voyageurs purent rentrer sains et saufs dans leur palais de Gatchina.

Cet heureux retour causa dans le pays une satisfaction que la presse ne manqua pas de souligner : il fut même salué à la Bourse de Saint-Pétersbourg par une hausse dont le marché financier avait grand besoin. Et pourtant, non seulement le public russe, mais aussi le monde des affaires et même les milieux diplomatiques restèrent plusieurs jours dans l'ignorance des résultats de cette entrevue qui allait, pendant des semaines, défrayer les conversations des chan-

celleries et des salons, et faire l'objet de longs commentaires dans les colonnes de la presse.

En attendant, les différents journaux se livraient simplement à quelques vagues appréciations variant suivant leurs tendances. « Les témoignages des sentiments réciproques de cordialité unissant les deux cours et survivant à toutes les épreuves, » écrit l'officieux *Journal de Saint-Pétersbourg*, « auront certainement été précieux aux deux augustes souverains. Souhaitons que les bonnes impressions ressenties par la société russe puissent se refléter dans les relations des deux empires. » En même temps la *Gazette de Moscou*, en constatant le resserrement des liens amicaux russo-allemands, se félicite de l'audience prolongée, accordée par Alexandre à Bismarck, audience qui indubitablement aura servi à éclaircir les récents malentendus. Mais si telle est la note dominante dans les principales feuilles russes, le *Grajdanine* s'indigne au contraire de voir l'ancien journal de Katkoff tenir un semblable langage. « La place de cet article, dit-il, ne saurait être que dans les colonnes d'une feuille allemande. »

« Au fond, » écrivait d'Ormesson, « ce ne sont jusqu'ici qu'informations confuses au sujet des paroles échangées pendant cette fameuse rencontre. On se contente d'épiloguer sur la durée de l'audience. » Discussions puériles pour savoir si elle fut de dix minutes, de trois quarts d'heure ou d'une heure entière. De quelques renseignements sérieux se dégageait seulement cette opinion raisonnée que si l'entrevue ne pouvait modifier profondément les rapports entre les deux pays, elle amènerait du moins une certaine détente dans leurs relations de tous les jours. Ne serait-ce pas toutefois à la condition qu'à Berlin on ne contestât pas à la Russie le droit de conserver une attitude indépendante et conforme à ses intérêts essentiels? Quoi qu'il en fût, à sa première réception diplomatique qui suivit le retour d'Allemagne, Giers déclarait aux représentants étrangers que tout s'était bien passé à Berlin. Notre empereur, dit-il, n'aborda,

dans son entretien avec le chancelier, aucune question de détail concernant la politique internationale pas plus sur l'affaire bulgare que sur toute autre ; Bismarck se montra très pacifique et Alexandre III est rentré fort satisfait (1).

On n'en resta pas longtemps à ces appréciations par trop anodines. C'est de la *Gazette de Cologne* que partent, quelques jours plus tard et sans doute sur un ordre de la chancellerie impériale, les premières nouvelles à sensation : « Les difficultés actuelles auraient surtout leur origine, » insinue-t-elle, « dans des malentendus criminellement créés entre les deux gouvernements par des falsifications de pièces diplomatiques, et aussi, à un moindre degré, par des calomnies nées à la cour allemande en haine du prince de Bismarck. » Ainsi la grande feuille rhénane et, après elle, d'autres organes officieux, donnent à entendre que les adversaires du chancelier ont travaillé jusqu'alors avec apparence de succès à présenter celui-ci à Alexandre III comme personnellement acharné contre l'influence et les intérêts de la Russie, et cela, contrairement aux intentions réelles de Guillaume Ier.

Loin de se laisser égarer sur la fausse piste où Bismarck paraissait vouloir entraîner les esprits, M. de Laboulaye avait tâché déjà de se rendre compte de la façon dont les choses s'étaient passées durant ces quelques quarts d'heure de tête-à-tête. Aussi, avant même la publication de l'article en question, obtenait-il des confidences de ceux qu'il savait être les familiers du tsar. « Étant donné leur origine, écrit-il le 7 à Flourens, les renseignements que j'ai rassemblés ne paraissent pas éloignés de la vérité. »

De son côté, Herbette communiquait à Paris, dans plusieurs rapports détaillés, les indications parvenues à sa connaissance. C'est le banquier Bleischrœder, celui de ses informateurs auquel il faisait le plus confiance, qu'il s'était empressé d'aller interroger. Sans doute espérait-il avec

(1) Laboulaye à Flourens, 23 novembre.

raison que, pour conserver aux yeux de l'ambassadeur de France sa réputation d'homme bien renseigné, son interlocuteur ne se ferait pas prier pour répondre à ses questions. En complétant et en contrôlant les unes par les autres les informations, non contradictoires du reste, réunies ainsi à Saint-Pétersbourg et à Berlin, il semble possible de reproduire assez exactement les propos échangés et le véritable caractère de l'entretien.

Bismarck, venu presque contre son gré, est arrivé dans la capitale d'autant plus nerveux que, se sentant en défiance auprès du tsar, il a craint tout d'abord de ne pas obtenir son audience (1). Mais aussitôt mandé à l'ambassade russe, il n'hésite pas à provoquer une explication décisive. Aussi, dès les premiers mots, sollicite-t-il d'Alexandre III la permission de parler avec une entière franchise. Pour commencer, il s'applique à démontrer qu'il s'agit seulement « de malentendus entre les deux gouvernements, notamment dans l'affaire bulgare où la revendication d'influence lui paraît aussi légitime de la part de la Russie que de celle de l'Autriche-Hongrie ». Le cabinet de Saint-Pétersbourg, assure-t-il, ne rencontrera donc pas sur son chemin l'Allemagne qui ne trouve à cela rien à redire (2). C'est alors qu'il demande à l'empereur ce qu'il peut avoir à lui reprocher? — « Votre attitude dans cette question bulgare, réplique aussitôt le souverain, car mes renseignements sont tout autres que les vôtres. J'ai en mains des documents établissant, au contraire, que vous favorisiez le prince de Cobourg. »

Devant cette attaque subite et directe, le chancelier devient rouge et bondit d'indignation : « Si ces documents existent, s'écrie-t-il, ce sont des faux. Pour le démontrer et me permettre d'en poursuivre les auteurs, je supplie Votre Majesté de m'en donner connaissance (3). »

(1) Herbette à Flourens, 24 novembre.
(2) Laboulaye à Flourens, 7 décembre.
(3) Voir plus loin, chap. XVII, les détails relatifs à l'élection de Ferdinand de Cobourg au trône de Bulgarie.

Sans se laisser arrêter par ces protestations, relate de son côté Laboulaye, Alexandre III, à partir de ce moment, aurait — suivant l'expression même de l'impératrice — dit au chancelier tout ce qu'il avait sur le cœur (1). Bismarck répondait en proclamant son amour de la paix, sa loyauté qui ne pouvait laisser de doute pour personne, déclarant avoir montré depuis longtemps jusqu'à quelle limite allait sa patience. « Comme il ne saurait dépendre de moi seul, arguait-il, d'épargner à l'Europe les horreurs de la guerre, ce serait maintenant aux autres à manifester leurs sentiments pacifiques et à s'abstenir de toute provocation (2). » Alors, pour être mis à même de prouver la fausseté des documents en question, il arrache à l'empereur la double promesse de les lui faire donner en communication dès son retour à Pétersbourg et de faire procéder en même temps à une enquête.

— « Et l'Autriche? reprend Alexandre III toujours avec la même vivacité, je ne puis accepter qu'elle contrecarre ainsi mes revendications — si légitimes, vous le reconnaissez vous-même, — à l'égard de la Bulgarie. »

— « Je suis sûr de la sagesse du cabinet de Vienne, riposte le chancelier. L'Autriche ne déclarera pas la guerre à la Russie, mais Votre Majesté sait que dans le cas où elle serait attaquée, nous nous sommes engagés, par traité, à la soutenir (3). »

Il eût été peu vraisemblable qu'au cours d'un tel entretien il ne fût pas question de la France. Laboulaye tenait de

(1) Laboulaye à Flourens, 7 décembre.

(2) Herbette à Flourens, 12 décembre.

(3) Ces dernières phrases sont extraites du récit fait par Bleischrœder à Herbette et que celui-ci — dans sa lettre à Flourens du 24 novembre 1887 — considère comme absolument vraisemblable et confirmé d'ailleurs par ses précédentes informations, notamment par une confidence du ministre de Suisse à Berlin connu pour être très avant dans la confiance de la chancellerie allemande. Les journaux austro-hongrois, plus explicites à ce sujet que les feuilles allemandes, ont également assuré que le *casus fœderis* avait été mentionné par Bismarck.

Giers lui-même que Bismarck venait d'affirmer, une fois de plus, et cette fois, devant l'empereur Alexandre, sa ferme intention de ne pas nous attaquer. « Il m'a été rapporté d'autre part, mais avec moins d'autorité, disait notre ambassadeur, que le chancelier aurait parlé de dangers auxquels l'Allemagne serait exposée de notre côté, » et, après avoir présenté, à ce sujet, un tableau peint des couleurs les plus sombres, il aurait même fini par dire à son auguste partenaire, afin de le mieux convaincre, que si les événements amenaient un jour une crise fatale, il le prendrait pour arbitre, lui demandant de juger de quelle part venaient les torts. « J'accepte, » se serait empressé de répondre Alexandre III.

Les confidents du tsar se sont trouvés d'accord avec ceux de Bismarck pour assurer que si la conversation fut plus calme à la fin, elle avait été pendant un moment des plus vives. « Les deux interlocuteurs élevaient la voix et ne ménageaient pas leurs expressions. Quant au prince, employant tour à tour les calomnies et les menaces à peine déguisées, la douceur et la violence, il s'efforçait de faire jouer tous les ressorts de son habileté (1). »

***

Ces fameux documents, dont Alexandre III n'avait fait lire, le 18 novembre à Bismarck, que des extraits ou des analyses, consistaient, d'une part, en deux lettres soi-disant écrites par Ferdinand de Cobourg à la comtesse de Flandre, puis en deux pièces non signées dont l'une — la seule sur l'origine de laquelle on eût quelque indication, — aurait été remise au prince Ferdinand par le prince de Reuss, ambassadeur d'Allemagne en Autriche. Dans les premières le futur souverain de la Bulgarie mettait sa tante au courant de sa situation, des espérances qu'on lui faisait concevoir,

(1) Herbette à Flourens, 12 décembre.

et du soutien dont il se croyait assuré aussi bien à Berlin qu'à Vienne. Cette correspondance ne faisait-elle pas éclater au grand jour la duplicité de Bismarck qui, tout en se prononçant officiellement contre Ferdinand, aurait officieusement donné à celui-ci l'espoir d'un éventuel appui? Quant à la note de Reuss, elle ne faisait que confirmer ces dispositions bienveillantes, apportant de la sorte un nouvel encouragement aux ambitions du jeune prince et à sa résistance devant l'opposition de la Russie.

On comprend à quel point le chancelier, en présence de ces accusations formelles, tenait à en montrer l'inanité, à en confondre les auteurs, et à prouver au tsar la pureté de ses intentions. Au fond, il connaissait assez la droiture d'Alexandre III pour être certain que si celui-ci lui avait dévoilé le contenu de son dossier, c'était, comme l'affirma plus tard le comte Schouvaloff, non pas dans le but « de lui tendre un piège ou bien une perche », mais pour justifier ses propres doutes, quant à la sincérité de la politique allemande. « Mon souverain, ajoutait l'ambassadeur de Russie, est d'autant plus prêt à croire le chancelier, si celui-ci se lave de tout soupçon, que la forme de ses dénégations est faite pour couper les ponts derrière lui. N'affirmait-il pas, en effet, que ce serait de sa part une indignité que de contrarier secrètement la politique russe en Bulgarie (1)? »

Bismarck, quoique s'efforçant de se contenir devant le tsar, n'avait pu s'empêcher, paraît-il, de lancer dans la conversation les noms de ceux qu'il accusait d'être les véritables auteurs de ces documents apocryphes. Tantôt il incriminait « les orléanistes », désireux, selon lui, d'amener une brouille entre l'Allemagne et la Russie, tantôt il faisait allusion à certaine conspiration tramée contre lui à la cour de Berlin. Il s'agissait sans doute, confiait Bleischrœder à Herbette, des manœuvres d'un parti peu nom-

(1) Considérations exposées à Herbette par Schouvaloff lui-même.

breux mais influent, d'une cabale catholique dirigée par la famille Radziwil. Aussi le chancelier voyait-il là un coup monté en vue de saper son influence. A la vérité, pour savoir exactement d'où venait le coup, il fallait attendre le résultat de la fameuse enquête.

Mais, quelque mouvementée qu'ait été une partie de l'entrevue, il semble certain que, d'un côté comme de l'autre, on se soit montré pacifique. Les explications échangées — franches tout au moins de la part d'Alexandre III — étaient de nature à produire une détente dans les rapports entre les deux pays et à augmenter les chances du maintien de la paix. Tel était le sentiment du gouvernement russe qu'on trouvait reflété dans la presse officieuse, tandis que les quelques journaux qui donnaient à l'entrevue une interprétation contraire se voyaient invités à cesser immédiatement leurs attaques contre l'Allemagne. Le tsar avait indiqué sa satisfaction, paraît-il, dans un télégramme qu'il s'était empressé d'adresser à son frère, le grand-duc Wladimir, aussitôt après avoir congédié le chancelier. Et ce dernier, en sortant de l'audience, se serait vanté, dit-on, auprès de son entourage « de n'avoir pas hésité à déchirer tous les voiles ».

***

La semaine suivante, M. Soldatenkoff, conseiller d'État, apportait de Saint-Pétersbourg à l'ambassade russe à Berlin le dossier complet. Communication en était immédiatement donnée à Bismarck par les soins du comte Schouvaloff ; c'était commencer sans retard l'enquête convenue.

Promptement terminée, celle-ci démontra que nulle correspondance n'avait été échangée entre la comtesse de Flandre et Ferdinand de Cobourg et qu'aucun document, comme celui attribué au prince de Reuss, n'avait émané de lui.

Aussi, enhardi par ce premier succès, le chancelier sollicite-t-il l'autorisation de publier ces pièces. Il insiste auprès

du gouvernement russe pour avoir les noms de ceux qui les ont apportées à l'empereur Alexandre, afin de pouvoir, ajoute-t-il, « les attacher au pilori ». Mais cette seconde prétention est loin de plaire à Saint-Pétersbourg. Il faut même des demandes réitérées de Berlin pour arracher le consentement du tsar à la première de ces requêtes. Au dernier moment, d'ailleurs, des scrupules auraient poussé l'empereur Guillaume à écrire lui-même à la comtesse de Flandre pour l'interroger à ce sujet. Mais si Bismarck a reçu satisfaction en partie, ses efforts, en ce qui concerne sa deuxième question, se briseront contre les résistances d'Alexandre III.

Alors, pour arriver à savoir le vrai, il plaide le faux, faisant mettre en avant de nouveaux noms par les organes de sa presse. Hier, il accusait tour à tour les orléanistes et certains personnages de la cour allemande, hostiles à sa personne. Maintenant, ses journaux officiels et officieux, et notamment le *Reichsanzeiger*, dans une note accompagnant la publication des documents (1), reprochent à leurs inventeurs d'avoir eu pour unique objet de provoquer la méfiance entre les puissances européennes. Ils donnent même à entendre que les faussaires pourraient être utilement recherchés dans les hautes sphères de la diplomatie russe, insinuations que relève vertement le *Journal de Saint-Pétersbourg* au cours d'un article dû, selon toute apparence, à la plume de Jomini. Les personnages incriminés, écrivait-on, sont trop haut placés pour s'abaisser à se défendre contre des soupçons qui ne sauraient les atteindre. A en croire le correspondant du *Daily News* à Saint-Pétersbourg, ces soupçons se seraient même portés sur le baron de Mohrenheim en même temps que sur un publiciste bien connu comme rédacteur de la *Gazette diplomatique*, M. Julius Hansen (2). Enfin, d'après certaines confidences faites à

(1) Laboulaye à Flourens, 4 janvier 1888, et Herbette à Flourens, 3 janvier.

(2) C'est sans doute cette intrigue que M. Ernest Daudet a relatée

M. de Laboulaye, l'intrigue aurait été moins compliquée. Le consul de Belgique à Sofia s'y serait trouvé mêlé et le but à atteindre aurait semblé plus financier que politique. Comme il s'agissait simplement, disait-on, d'émettre un emprunt bulgare en vue de soutenir la cause de Ferdinand de Cobourg, il n'était pas inutile, pour réussir, de faire croire que ce prince pouvait compter sur l'appui de l'Allemagne (1).

Quels que fussent les voiles couvrant encore une si mystérieuse affaire, c'étaient, dans les premiers jours de 1888, les impressions pacifiques qui paraissaient l'emporter. La publication des lettres, ayant calmé et même satisfait le chancelier, produisait tout naturellement une détente. « Elle fournit, sans contredit, lisait-on dans la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, le document le plus important de l'histoire de notre temps. On y voit une preuve convaincante des dispositions loyales du tsar. »

« Ce qui présente de l'importance, disait de son côté le *Nouveau Temps*, c'est la déclaration faite par Bismarck que, si ces documents étaient vrais, ils seraient un témoignage de la duplicité et de la déloyauté de l'Allemagne. C'est le plus remarquable résultat de l'audience accordée par notre empereur au chancelier et de la manière franche dont il a posé la question. » Et le *Journal de Saint-Pétersbourg* ajoutait : « N'avait-on pas poussé un peu loin les appréciations optimistes en allant jusqu'à dire que, depuis quelque temps, le prince de Bismarck n'attendait qu'un prétexte pour prendre position contre la Bulgarie ou, tout au moins, pour se montrer peu disposé à favoriser les ambitions du prince Ferdinand? » Et cependant, le 2 janvier, le *Journal officiel de l'empire allemand* faisait paraître une note rectificative concernant le titre d'Altesse Royale qu'attribuait à ce dernier l'Almanach de Gotha, au lieu de

tout au long dans son *Histoire diplomatique de l'alliance franco-russe* publiée en 1894 (p. 218 et suiv. de la 2e édition de 1898).

(1) Herbette à Flourens, 6 janvier 1888.

celui d'Altesse Sérénissime, le seul auquel il eût droit. Cette note officielle s'empressait même de rappeler que l'élection du prince n'avait été sanctionnée ni par la Porte ni par les puissances.

En somme, la politique alors observée par Bismarck à l'égard du cabinet de Saint-Pétersbourg et donnant lieu à des interprétations si diverses, pouvait se résumer dans ces quelques lignes tirées de son volume : *Pensées et Souvenirs*, publié quelques années plus tard : « Je me suis toujours efforcé non seulement de nous mettre à l'abri des attaques de la Russie, mais encore de tranquilliser l'esprit russe et de le convaincre du caractère inoffensif de notre politique. Grâce à la confiance personnelle que l'empereur Alexandre III m'a de tout temps accordée, j'ai toujours réussi, jusqu'à ma retraite, à confondre la méfiance que l'on cherchait à lui inspirer... En une circonstance, lorsque, à Copenhague, avec une audace et une effronterie inouïes, on lui fit tenir des lettres fausses, ma seule déclaration suffit à détruire les effets de cette intrigue qui eut un si grand retentissement (1). »

***

Le revirement qui, tout d'abord, s'était produit à Berlin, paraissait avoir en même temps un contre-coup à Vienne. Là aussi, notamment dans la bouche de François-Joseph, ce n'était déjà plus le même langage belliqueux. On semblait maintenant tendre à la conciliation et à la paix. La politique autrichienne dans les Balkans allait-elle donc, comme le prévoyait Herbette, « faire les frais de la réconciliation réelle ou apparente des cours de Berlin et de Saint-Pétersbourg? » Si Bismarck, se disait-on, cherche plus ou moins sincèrement à exercer une action modératrice dans la ques-

(1) *Souvenirs de Bismarck*, p. 304 de la traduction française.

tion bulgare, c'est qu'il a surtout en vue d'éviter un danger qu'il n'est pas désireux d'affronter.

A la vérité, ce n'était pas dans cette affaire que se trouvait le germe du mal dont souffrait l'Europe. Il était dans la politique imposée à l'Allemagne à la fois par sa situation géographique, par ce réseau d'alliances qu'elle dominait après l'avoir tramé, et peut-être aussi par son envie de tout brouiller au dehors. En cherchant à exciter les jalousies et les rivalités de la France, de l'Italie et de l'Espagne, en soulevant entre elles des sujets de querelles, Bismarck n'avait-il pas pour but d'opposer, les uns aux autres, les grands pays de race latine, comme il le faisait, d'autre part, en ce qui concernait la race slave pour l'Autriche et la Russie?

« Le véritable mal actuel, » écrivait M. de Laboulaye, « est le mal engendré par l'*hégémonie allemande.* Également menacées, la France et la Russie en ont reconnu la source. Pourront-elles en conjurer les effets? Il y a là un état de choses intolérable pour les uns et pour les autres. Aussi la question se posera-t-elle de savoir quels seront, des adversaires ou des alliés — on peut dire des vassaux — de l'Allemagne, ceux qui s'en fatigueront les derniers. Formons des vœux pour que l'empereur Alexandre, continuant d'allier la patience à la fermeté, ne laisse pas la malice de ses ennemis le faire dévier de la ligne aussi droite que pacifique qu'il entend suivre. »

***

L'accalmie, un instant espérée, ne devait pas être de longue durée. Les explications provoquées par l'entrevue de Berlin n'avaient pas été suffisantes pour dissiper tous les malentendus et éclaircir l'horizon politique. Bientôt, ce n'était de toutes parts, en Allemagne, que mécontentement et inquiétude en présence des bruits amplifiés d'armements nouveaux attribués à la Russie. N'allait-on pas jusqu'à

parler d'une armée de 100 à 150 000 hommes assemblée en Pologne, quand, en réalité, il s'agissait seulement d'un ensemble de précautions prises par l'état-major général russe, antérieurement même au retour du tsar dans ses États? Ces précautions avaient pour unique objet d'améliorer les défenses des frontières occidentales de l'empire sur certains points débordés par des territoires allemands ou autrichiens (1).

Aux premiers cris d'alarme poussés par la presse bismarckienne avaient répondu les échos des organes à tendances belliqueuses de Vienne et de Pest. Ceux-ci voyaient déjà même un commencement de concentration de l'armée russe et une sorte de provocation exigeant une réponse énergique et immédiate. Les préoccupations du gouvernement autrichien sont telles qu'un conseil de guerre est aussitôt réuni sous la présidence de l'archiduc Albert, appelé à devenir, en cas de guerre, commandant en chef des troupes. Ces délibérations sont bientôt suivies de celles du Conseil des ministres, auxquelles M. Tisza, président du ministère hongrois, est invité à prendre part. On s'y préoccupe aussitôt des mesures de défense à prescrire en Galicie, d'achats d'équipements en vue d'une campagne d'hiver. On se demande s'il n'y aurait pas lieu de réclamer des explications de la Russie par la voie diplomatique. Mais, devant cette agitation et ces clameurs, les journaux de Pétersbourg s'efforcent de conserver leur calme. « Notre gouvernement y reste indifférent, écrit le *Nouveau Temps*. Même dans le cas où l'Autriche augmenterait ses effectifs en Galicie, la Russie se bornerait à renforcer d'autant les siens sur le front autrichien. » Si devant notre ambassadeur Giers semblait s'être ému de cette situation plus que la presse, du moins faisait-il observer qu'il n'avait été saisi jusqu'alors par le cabinet de Vienne d'aucune demande d'explications officielle ou même officieuse.

(1) Laboulaye à Flourens, 14 décembre 1887.

C'est le journal officiel militaire *l'Invalide russe*, qui se charge de rassurer l'opinion étrangère. Il ne s'agit tout d'abord, assure-t-il, que du passage d'une division de cavalerie de la circonscription de Moscou dans celle de Varsovie. Mais quelques jours plus tard (1), il publie un second et long article qui fait grand bruit dans toute l'Europe et principalement dans les empires du centre. Il s'applique, cette fois, à justifier les mesures défensives prises graduellement par le ministre de la Guerre. Il fait notamment ressortir le caractère offensif des armements de l'Allemagne et de l'Autriche au cours de ces dernières années (2). Ce qui confère toute autorité à cette démonstration appuyée sur des chiffres, c'est la personnalité de l'auteur reconnu à la compétence de sa plume pour être le général Kouropatkine, adjoint au chef d'état-major général de l'armée. Afin de donner, en outre, à l'article un caractère quasi officiel, le gouvernement impérial l'avait fait reproduire par le *Journal de Saint-Pétersbourg*, en tête de ses colonnes. « Les puissances qui se sont réunies

(1) 22 décembre 1887.

(2) L'armée allemande qui s'est accrue de 65 bataillons et de 384 bouches à feu, expose *l'Invalide russe*, compte maintenant 2 millions de soldats, formant en première ligne vingt corps d'armée. Le réseau des chemins de fer allemands est devenu plus étendu que celui de l'empire de Russie, s'étant développé depuis 1878 de 4 850 kilomètres nouveaux de voies ferrées, la plupart dirigées offensivement vers la France et vers la Russie. D'importants forts ont été construits sur les frontières.

Quant à l'Autriche, de 23 divisions d'infanterie active elle a porté ses forces à 32, constituant au total 15 corps d'armée, sans compter 4 divisions d'infanterie de la landwehr et des réserves. Des forteresses, notamment celle de Premsyl et de Cracovie récemment construites, constituent de véritables camps retranchés. Un grand nombre de wagons faits pour la voie large sont concentrés à Cracovie, tout prêts à circuler sur les chemins de fer russes. Sur de nombreux points de la frontière ont été construits des baraquements et accumulés des vivres.

La Russie, de son côté, après avoir accru ses forces de cent mille hommes de 1881 à 1885, ne l'a fait depuis lors que dans de faibles proportions.

pour former, au centre de l'Europe, une ligue de la paix, dit encore cet organe officieux, présentent le maintien du *statu quo* pacifique basé sur les traités comme le but exclusif de leur alliance et de leurs armements. S'il en est ainsi, le gouvernement russe ne fait que fortifier ces garanties de paix en prenant, sur ses frontières, les mesures défensives nécessaires pour conserver l'équilibre des forces. »

Le ministre de la Guerre, d'après des renseignements émanés de son département, aurait revu lui-même l'écrit en question avant qu'il fût soumis à l'examen de l'empereur. Corrigé, adouci dans ses termes en certains passages, le texte en fut le plus souvent maintenu par Sa Majesté dans son sens primitif, c'est-à-dire essentiellement pacifique. Tel qu'il fut publié, il n'eut à subir, au dehors, que de rares critiques et reçut même, en Russie, une approbation unanime.

« Toutes ces explications, écrivait Herbette, sont enregistrées sans grande confiance à Berlin. » En effet, les journaux reptiliens poussaient à qui mieux mieux l'Autriche-Hongrie à accroître encore ses forces en vue d'un conflit éventuel. L'Allemagne, déclaraient-ils, admettrait d'autant moins que l'armée autrichienne s'endormît dans son oisiveté, en laissant porter à son alliée seule le fardeau des préparatifs militaires, que cette armée, en dépit de statistiques plus ou moins exactes, n'a guère fait de réels progrès depuis vingt ans. Au fond, ce que voulait le chancelier, c'était faire sentir l'éperon allemand, afin de réveiller à Vienne un zèle un peu hésitant (1).

Mais, tout en inspirant et stimulant cette campagne de presse, Bismarck a soin de protester vivement auprès de l'Autriche contre l'idée qu'on pourrait lui prêter de pousser celle-ci à la guerre. Il l'engage à se mettre seulement en état de défense et à éviter toute attitude provocatrice ; car il est à craindre, insinue-t-il, que le tsar, quelque attaché

(1) Herbette à Flourens, 16 décembre 1887.

qu'il soit à la paix, ne finisse par céder aux entraînements du parti panslaviste (1). Des recommandations analogues étaient, paraît-il, adressées de Berlin sous différentes formes non seulement aux puissances secondaires qui gravitaient alors plus ou moins autour de l'empire germanique, mais parfois même à d'autres encore capables de faire peut-être un jour cause commune avec la France et la Russie ; Pays-Bas, Belgique, Suisse, Roumanie, étaient tour à tour encouragées à préparer la guerre pour assurer la paix. C'était, d'après Herbette, une universelle prédication de la chancellerie impériale en faveur des armements. « On dirait, concluait-il, que Bismarck veut tendre tous les ressorts militaires sur tous les points de l'Europe à la fois. Comment le chancelier pouvait-il, dans ces conditions, se plaindre de voir la Russie, placée en face de la Triple-Alliance, faire acte d'indépendance et de prévoyance? Comment s'étonner qu'elle prenne, au point de vue militaire, les précautions de défense les plus élémentaires pour ne pas se trouver au dépourvu? Cette situation qui n'était due en rien à son initiative ne la forçait-elle pas à se tenir prête contre une coalition possible?

Deux semaines ne s'étaient pas écoulées depuis le début de cette campagne que, contrairement à ce qu'on pouvait attendre, les rapports entre la Russie et l'Allemagne paraissaient déjà moins tendus. C'est que le chancelier, après avoir suivi ses premières impulsions, ne tardait pas à reconnaître qu'il avait trop tiré sur la corde et s'était livré peut-être à un jeu dangereux. Avait-il un instant oublié toutes ses craintes de l'année précédente : le grand âge de son empereur, c'est-à-dire la probabilité de sa fin prochaine, l'état désespéré de l'héritier de la couronne, les dangers que présenterait l'avènement d'un jeune prince, aussi fantasque et inexpérimenté que confiant en lui-même, toutes raisons devant pousser à des vues pacifiques la cour de Berlin?

(1) Herbette à Flourens, 22 décembre 1887.

En réalité, il n'était pas plus arrivé à réchauffer le zèle de l'Autriche qu'à convaincre les puissances secondaires. D'autre part, en ce qui concerne l'Italie, il s'était rendu compte du peu de prestige de cette seconde alliée, désireuse au fond de demeurer dans son inactivité, tant que la France ne bougerait pas.

Ce ne serait donc pas la Triplice, — l'opinion allemande le sentait bien, — qui empêcherait l'empire germanique d'avoir à supporter, presque seul, le poids d'une lutte contre le colosse russe. Ne valait-il pas mieux alors pour l'Allemagne n'entrer en guerre avec sa voisine de l'Est que le jour où la France, qui n'avait encore signé aucun pacte avec Saint-Pétersbourg, serait empêchée par ses affaires intérieures de prendre parti contre les puissances centrales? Et, en admettent même qu'après avoir pris ses précautions et laissé ses frontières occidentales prudemment gardées, il lui restât assez d'hommes et une avance suffisante dans le temps et dans l'espace pour gagner ses premières batailles, quels risques ne courrait pas son armée en entreprenant une longue campagne à travers les territoires vides de la steppe russe. Aussi, tout bien pesé, Bismarck considérait-il que le trône d'un Cobourg « ne valait pas les os d'un soldat poméranien ». Il s'agissait pour lui de résoudre ce problème complexe : satisfaire le tsar sans mortifier l'Autriche, tenir compte des ambitions de la Russie en même temps que des rancunes de la France morcelée, enfin mesurer les possibilités de l'union de ces deux dernières puissances contre leur adversaire commun.

Telles étaient les idées qui, dans les derniers jours de 1887, semblaient prévaloir à Friedrichsruhe. Celles du prince Guillaume et du comte Herbert de Bismarck étaient moins temporisatrices. L'un et l'autre, d'après les renseignements recueillis par notre ambassadeur à Berlin, auraient voulu que les puissances alliées adressassent au cabinet de Saint-Pétersbourg une demande d'explication suivie d'un ultimatum. Mais comment pouvaient-ils croire que l'amour-

propre et l'esprit d'indépendance d'Alexandre III eussent jamais supporté une telle démarche qui, selon toutes probabilités, aurait eu pour effet de mettre le feu aux poudres? Le prince de Bismarck se rendait bien compte de la vanité d'une semblable prétention.

On devait donc considérer comme un coup de maître l'envoi par le tsar de quelques régiments de cavalerie sur les frontières de la Galicie. C'était là, pour la Russie, le meilleur moyen d'opposer un frein aux menaces du cabinet de Vienne et à ses ambitions dans les Balkans. Se sentant incapable, en effet, de supporter de nouvelles charges militaires, l'Autriche ne pouvait persévérer davantage dans une attitude qui n'avait plus l'approbation du chancelier de Berlin.

CHAPITRE XVI

Crise présidentielle en France. — Audience donnée par le tsar à M. de Laboulaye à la suite de l'élection du président Carnot.

En parlant à l'empereur Alexandre, au cours de l'entretien de Berlin, de certaines menées orléanistes tendant à brouiller l'Allemagne avec la Russie, le prince de Bismarck avait jugé le moment favorable pour réveiller chez son interlocuteur de vieilles rancunes de famille. Mais avait-il le droit de représenter comme le résultat de ces soi-disant intrigues l'acte de Ferdinand de Cobourg? Pouvait-il ignorer, avec ses multiples moyens d'information, que si celui-ci avait écouté les avis de ses oncles et cousins de France, il n'aurait jamais quitté sa résidence de Hongrie pour aller, par sa présence à Sofia, porter un défi à la Russie? Sans doute ce que le chancelier allemand cherchait alors à exploiter, c'était la fâcheuse impression causée au tsar par une toute récente manifestation orléaniste — celle-ci ne pouvant que raviver dans l'esprit et le cœur du petit-fils les souvenirs de l'opposition faite par son grand-père Nicolas Ier à l'avènement de la monarchie de Juillet.

Quelques semaines auparavant, M. le comte de Paris venait, en effet, de lancer, du fond de son exil, sous forme d'« Instructions aux représentants du parti monarchiste en France », un véritable manifeste qui, émané d'un esprit pondéré et réfléchi comme le sien, n'avait pas été sans surprendre tous les milieux politiques. Assez goûté des royalistes et des conservateurs dans ses critiques, ce

document l'avait été généralement moins, même chez les partisans du prince, dans son exposé d'un programme nouveau de la monarchie. Le plébiscite et d'autres systèmes impérialistes s'y alliaient à des mesures en flagrante contradiction avec les doctrines inhérentes au régime constitutionnel et parlementaire.

En Russie, l'effet produit n'était pas heureux. Des journaux, tels que le *Nord*, organe de la diplomatie russe, profitaient de la circonstance pour rappeler que « la monarchie orléaniste n'avait à aucun moment compté parmi les amis de la Russie ». « En ne s'écartant pas d'une ligne politique modérée, écrivait à son tour le journal Le *Swet*, la France demeurera pour ses intérêts mêmes, d'accord avec la politique russe. » Quant à M. de Giers, au lendemain de la publication du message du prétendant, il avait insisté déjà auprès du comte d'Ormesson sur les sympathies qu'inspirait, au gouvernement impérial, une République ouverte et sage, mais, » s'empressait-il d'ajouter, « tant qu'elle saura résister aux idées avancées et travailler pacifiquement à maintenir la France au rang qu'elle doit occuper dans l'équilibre européen ». Il ne laissait guère échapper l'occasion d'exprimer aux représentants français combien il avait à se louer de ses relations actuelles avec le cabinet de Paris, notamment avec M. Flourens. « Ce n'est pas en Russie, » déclarait-il encore, quelques semaines plus tard, « que les princes d'Orléans rencontreront de chauds partisans. Les liens qui pourraient se former entre les deux cours ne tiendraient qu'à une solidarité monarchique. » Ainsi cet état d'esprit, que j'ai signalé à l'occasion de l'expulsion des princes, se manifestait une fois de plus avec une singulière netteté.

D'ailleurs, les bonnes dispositions du gouvernement impérial en notre faveur se révélaient déjà dans la façon dont le ministre russe des Affaires étrangères s'exprimait sur les événements intérieurs de la France. Celui-ci n'apportait plus dans son langage les critiques acerbes qu'il faisait

entendre dix-huit mois auparavant. Et cependant, les événements qui se déroulaient chez nous durant les derniers mois de 1887, étaient bien faits pour mettre à l'épreuve les sympathies de nos amis des bords de la Néva.

La malheureuse affaire Caffarel, les tractations auxquelles se trouvait mêlé le gendre du président de la République pouvaient, il est vrai, ne pas scandaliser outre mesure l'opinion russe. Celle-ci, habituée à connaître, sans même regarder hors des frontières de l'empire, les malversations d'une administration corrompue, comprenait que le gouvernement français, soucieux de la dignité nationale, se bornât à éloigner, sans bruit, le personnage coupable. Dès le début de ces regrettables incidents, il y avait eu, dans la presse russe, unanimité pour reconnaître que « l'indignité d'un homme ne saurait entacher l'honneur d'une nation et d'une brave armée ». Se plaçant sur ce terrain, les journaux s'appliquaient à réfuter les articles des feuilles allemandes qui nous attaquaient et à montrer comment celles-ci avaient grossi tout à plaisir.

Ce qui frappa surtout le sentiment général en Russie, ce furent les conséquences qu'entraînait cette affaire dans laquelle le gendre même du chef de l'État était gravement compromis. Sentant, par suite, sa haute personnalité découverte, M. Grévy, abandonné de ses ministres et même de ses amis politiques, avait fait connaître sa résolution de se retirer. Pour le souverain russe et l'ensemble de la nation, le fait apparaissait d'autant plus grave que le président de la République passait aux yeux de tous pour le contrepoids nécessaire à nos trop fréquents changements de cabinet. Maintes fois, Alexandre III avait souhaité pour notre pays une plus grande stabilité ministérielle, maintes fois il s'en était ému devant nos représentants ; il avait même insisté sur ce point de vue de façon toute particulière auprès de M. Waddington lors de son couronnement. Le 5 novembre, un article du journal *le Nord*, dont les inspirations partaient, on le sait, du Pont-des-Chantres,

résumait ainsi avec assez d'exactitude la pensée de la Russie officielle : « La Russie, qui n'a pas à intervenir dans les affaires intérieures de la France, n'a rien à lui demander. Elle se contente, en sa qualité de puissance amie, de souhaiter vivement, pour la politique française, la *stabilité* qui est une garantie, la *modération* qui est une force, et la préoccupation constante de la paix qui est un devoir et une nécessité dans l'état présent de l'Europe ».

Des candidatures mises en avant pour la succession à l'Élysée, aucune n'inspirait à Saint-Pétersbourg une absolue confiance. Celle de Jules Ferry, injustement traité de germanophile, était l'objet d'attaques assez vives dans la presse moscovite. Freycinet avait toujours fait, disait-on, trop de concessions aux radicaux. Flourens se fût trouvé grand favori si son nom avait été sérieusement prononcé à Paris. On se plaisait, aussi bien dans les cercles officiels que dans les articles de la presse russe, à rendre hommage à sa politique ferme, prudente, et à l'habileté diplomatique grâce à laquelle il avait su régler avec l'Angleterre la question de la neutralité du canal de Suez. Partout on lui reconnaissait une position exceptionnelle dans les conseils de la République en même temps qu'auprès des différents cabinets européens. Mais à ce concert presque unanime d'éloges, il y avait une contre-partie dans une coterie aussi remuante que restreinte. Comme toujours, les partisans d'une alliance allemande, répandus surtout dans l'entourage impérial, cherchaient à exploiter la situation contre nous. A l'envi, ils s'appliquaient à signaler au souverain les ferments de désordre que recélait la France dans les clans révolutionnaires et les partis extrêmes de notre Parlement ; ils les opposaient au système d'ordre et de stabilité incarné, suivant eux, par l'empire allemand.

Le nom respecté de M. Carnot, qui sortit le 3 décembre des urnes de l'Assemblée de Versailles, fut accueilli à Saint-Pétersbourg avec une faveur marquée. Cette élection inattendue, dans laquelle l'esprit de parti avait, à la der-

nière heure, cédé le pas à l'intérêt national, apparut, en général, comme le plus heureux des dénouements. « Je suis sûr que nous n'aurons qu'à nous féliciter du résultat du congrès », écrivit à d'Ormesson M. de Giers dans une lettre particulière qu'il lui fit porter aussitôt. Quant à la presse, elle manifesta, d'une façon unanime, sa satisfaction sans mélange, se joignant aux autorités impériales pour féliciter la nation et le parlement français « de l'esprit politique et de la décision dont ils venaient de faire preuve dans des circonstances particulièrement difficiles ». Si les *Novosti* se bornaient à comparer Carnot à « une honnête femme n'ayant jamais fait parler d'elle », la plupart des journaux couvraient de fleurs le nouveau président et voyaient dans son arrivée au pouvoir la fin des dissensions intérieures et des dangers de révolution ». « Son élection, que tout son passé justifie, disait le *Grajdanine*, peu enclin d'habitude à nous faire entendre de gracieuses paroles, sera favorablement accueillie dans l'Europe entière. Elle signifie le maintien du *statu quo* qui s'est traduit par dix-sept années de paix pour la France ». La *Gazette de Moscou* insistait sur « le mécontentement que causerait forcément aux Allemands ce triomphe chez les Français de l'ordre et du bon sens, faisant prévoir en même temps celui de la raison en cas de crise extérieure ». Toutefois, l'ancien organe de Katkoff allait un peu trop loin quand il ajoutait : « M. Carnot peut rendre un rude service à son pays aussi bien qu'à l'Europe, s'il comprend qu'on l'a nommé non seulement à la place de M. Grévy, mais au lieu de M. Jules Ferry. »

Ainsi paraissaient s'évanouir les craintes qu'avait inspirées tout d'abord, en Russie, cette crise présidentielle, provoquée par de si fâcheux incidents.

Mais ce qu'il nous importait avant tout de connaître, c'était l'impression personnelle de l'empereur. Elle trouva bientôt l'occasion de se manifester.

En 1886, la lettre de M. Grévy, notifiant au tsar sa réélec-

tion à la présidence, avait été simplement remise par le général Appert à M. de Giers, qui s'était chargé de la faire parvenir à sa haute destination. Cette fois, le souverain tint non seulement à recevoir lui-même, des mains de notre ambassadeur, la communication du nouveau chef de l'État français, mais encore à témoigner des égards particuliers à notre pays en entourant l'audience officielle qu'il accordait à cette occasion du cérémonial le plus complet.

« Sa Majesté, dès que je fus introduit auprès d'elle, écrivait le 24 décembre, c'est-à-dire le soir même, Laboulaye à Flourens, m'a fait asseoir en face de son bureau. Suivant les instructions de Votre Excellence, j'ai commencé par dire à l'empereur, en lui remettant la lettre du président, que la France, loin de perdre le souvenir de son intervention personnelle du printemps dernier, c'est-à-dire au moment où l'Allemagne accumulait des troupes sur nos frontières, le considérait maintenant comme le gardien et même l'arbitre de la paix en Europe. J'ajoutai que dans cette œuvre il pouvait compter sur notre concours énergique et dévoué. Sa Majesté m'a répondu qu'Elle était heureuse des sentiments que je lui exprimais, car Elle voyait, dans la continuation des excellents rapports existant entre les deux pays, la meilleure garantie du maintien de cette paix. »

Flourens avait recommandé à notre ambassadeur de profiter de ce tête-à-tête pour dissiper lui-même un malentendu qu'avait fait naître, en ces derniers temps, la question d'Égypte. Il s'agissait du retard mis par la Russie à adhérer, après toutes les autres puissances, à la convention de neutralisation du canal de Suez élaborée entre Londres et Paris. Cette difficulté semblait pouvoir être d'autant mieux aplanie par une explication franche et loyale que le gouvernement russe avait renouvelé dernièrement à son agent en Égypte l'ordre de marcher, autant que possible de concert avec le représentant français. En laissant la France — tout en l'appuyant — jouer dans la question

d'Égypte le premier rôle en face de l'Angleterre, la Russie montrait son désir de nous être agréable et de continuer à nous prêter, dans cette partie de la Méditerranée, un concours analogue à celui que nous lui apportions dans les affaires bulgares. Tous les problèmes qui s'étaient posés jusqu'ici touchant le retrait des troupes anglaises, la reconstitution de l'armée égyptienne, le règlement des comptes du gouvernement khédivial, avaient été envisagés de la même manière à Saint-Pétersbourg et à Paris. Récemment encore, les deux cabinets s'étaient trouvés d'accord, avant même de se concerter, pour refuser leur adhésion à l'arrangement passé au début de 1887 entre la Porte et le gouvernement britannique. A cause de certaines objections d'ordre technique (1) soulevées par le consul général russe en Égypte, ou, pour la simple raison que le gouvernement du tsar n'aurait pas été consulté à temps sur certains points de la convention projetée, l'entente franco-russe, qui jusqu'alors avait donné de si fructueux résultats, allait-elle se transformer en un désaccord qui, dans l'état présent de l'Europe, risquait d'être exploité contre nous? La tâche de Laboulaye consistait donc à montrer à l'empereur, dont l'esprit avait été travaillé par les chefs de certains départements ministériels, combien on éprouvait, en France, une impression pénible en face de la résistance de nos amis russes, alors que toutes les autres puissances de l'Europe, même celles de la Triplice, avaient apporté leur acceptation. Mais notre ambassadeur, sachant que devant leur souverain

(1) Plusieurs points préoccupaient particulièrement les départements compétents à Saint-Pétersbourg : la fixation à trois milles marins de la zone neutre maritime, étendue insuffisante, craignait-on, pour garantir le libre accès du canal : puis la difficulté — étant donné le groupement actuel des puissances européennes — de réunir les trois voix prévues comme nécessaires pour la convocation de la commission ; enfin, la limitation à dix ans de la durée de la neutralisation, alors que nous avions considéré la certitude d'une neutralité perpétuelle comme seule de nature à déterminer les Anglais à procéder à l'évacuation.

Giers et Zinovieff (1) avaient émis l'avis de sacrifier toute considération non essentielle à l'intérêt politique de notre entente, sentait par cela même sa mission singulièrement simplifiée.

Mis à l'aise par les premières paroles bienveillantes d'Alexandre III, M. de Laboulaye, après l'en avoir remercié, avait toute facilité pour aborder ce sujet : « Depuis un an, dit-il à l'empereur, il ne s'est élevé entre les deux gouvernements qu'un seul petit nuage. En lui-même, il n'a rien d'inquiétant, mais il peut en résulter des doutes et des conséquences regrettables.

« Nous avons, reprit le tsar, le plus grand intérêt à ce que le canal reste ouvert à nos navires, parce qu'il est le seul moyen de communication avec nos possessions d'Asie, et vous n'avez pas assez tenu compte des observations que nous avions formulées à la conférence ».

Et, comme le souverain se plaignait d'avoir été tenu à l'écart du projet de convention, alors que celui-ci était communiqué à l'Allemagne et à l'Italie, M. de Laboulaye s'empressa de protester contre cette affirmation. « Nous n'avons demandé aucun avis préalable, ajouta-t-il. Si une exception avait pu être faite, c'eût été certainement en faveur de la Russie (2). » « Nous tirerons l'affaire au clair,

(1) Directeur du département asiatique au ministère des Affaires étrangères de Russie.

(2) Le 26 décembre, M. Flourens avait écrit à M. de Laboulaye : « J'ignore si Londres a fait une communication à l'Allemagne avant la signature. Quant à moi, je n'en ai pas même eu l'idée ; et si j'avais cru devoir prendre l'avis d'une puissance quelconque, c'est à la Russie que je me serais adressé, considérant que l'état de nos relations devait m'inspirer une confiance particulière. Il est vrai que l'Italie a été mise au courant, mais c'est sur la demande de son chargé d'affaires à Paris qui m'avait dit qu'en cas d'objections anglaises sur certains points, son gouvernement, s'il connaissait ces points, était en mesure de parler à Londres de façon à faciliter l'accord. Je n'ai pu lui refuser ces explications, ni décliner ses offres, et lui ai fait verbalement connaître l'état de nos négociations. Crispi en a peut-être parlé alors à Bismarck à Friedrichsruhe, mais, à son retour, le projet était définitivement arrêté entre la France et

répliqua Sa Majesté, et j'espère que tout pourra s'arranger à notre satisfaction commune. »

« Voyant l'empereur disposé à m'écouter, poursuit l'ambassadeur dans son rapport, j'ai pensé devoir en profiter pour exposer les avantages que présenterait un rapprochement de la Russie et de l'Angleterre. Il y avait d'autant plus d'opportunité à le faire que l'arrivée de lord Randolph Churchill était annoncée pour le lendemain. La convention de Suez m'offrait justement une transition facile. J'ai donc continué ainsi : « En signant la convention, nous avons cherché à obtenir pour tous, au point de vue de la libre navigation du canal, les conditions les meilleures. Si nous avons dû faire quelques concessions, il faut compter pour quelque chose, dans l'intérêt de la paix générale, l'avantage d'en avoir fini avec cette question. N'avons-nous pas enlevé à l'Angleterre le seul bon argument qu'elle pouvait invoquer pour justifier le maintien de son occupation en Égypte? N'était-il pas utile aussi de faire disparaître, chez elle, tout soupçon qui lui aurait servi de prétexte pour chercher auprès de la ligue de la paix une garantie quelconque contre un péril imaginaire? N'est-il pas toujours imprudent d'augmenter le nombre de ses adversaires alors qu'il n'y a aucune nécessité? Enfin, si le cabinet de Londres peut être tenu en dehors de la Triple-Alliance, ne reste-t-il pas une chance pour que l'Italie, qui sera toujours plus attirée dans son orbite que dans celui de l'Allemagne, se détache elle-même de la coalition? Quant à nous, ai-je conclu, nous sommes tellement convaincus d'avoir servi par cette conduite l'intérêt de l'équilibre que nous nous réjouissons les premiers de tout ce qui pourra améliorer les relations de la Russie et de l'Angleterre.

« L'empereur m'a laissé développer ma thèse et ne m'a

l'Angleterre, sans que l'Italie ait eu le temps de nous faire profiter de ses bonnes dispositions. Cet incident qui paraît avoir éveillé quelques susceptibilités se trouve ainsi réduit à ses proportions véritables. »

pas contredit. Je n'attendais pas davantage. Il a remarqué que la Russie et la France étaient les seules puissances qui fussent sincèrement attachées à la paix, qu'en dehors d'elles il n'y avait plus d'Europe. « Et le principe qui guide leur politique est le bon, ajouta-t-il, puisqu'il repose sur le respect des traités. » Sa confiance dans la bonne cause ne m'a paru ébranlée ni par les menaces, ni par les séductions. Sa résolution de ne céder ni aux unes ni aux autres reste toujours aussi ferme. *Il ne croyait pas*, m'a-t-il dit, *que l'Allemagne prît l'initiative* d'une guerre aussi longtemps que vivrait Guillaume, mais il était obligé de se mettre sur la défensive parce qu'il était moins certain que l'Autriche ne serait pas lancée contre lui. »

« — Nous sommes dans la même situation, » ai-je fait remarquer, « et si le prince de Bismarck n'a pas la liberté de ses mouvements pour nous attaquer directement, il peut très bien se servir de l'Italie contre nous.

« — L'Italie, a repris l'empereur, c'est bien contre vous qu'elle est entrée dans la Triple-Alliance. Ce n'est pas à moi qu'elle en veut, c'est à vous.

« — Ce qui n'empêche pas, » ai-je observé, « qu'elle a le culte de l'ingratitude et qu'elle en fait même la propagande en Bulgarie. »

Il restait à aborder l'histoire de notre dernière crise intérieure. L'empereur m'a demandé beaucoup de renseignements. Les informations que j'étais en mesure de lui donner ont semblé le satisfaire : « Sire, lui ai-je dit, les Français ne sont pas des gens qu'il faut juger sur les apparences. Il y a chez nous ce qu'on voit et ce qu'on ne voit pas. » « Oui, je le sais, reprit l'empereur, il y a la nation qui travaille à côté de celle qui fait de la politique... Mais, c'est égal, vous ferez bien de ne pas recommencer ce que vous venez de faire. A coup sûr, le départ de M. Grévy s'explique et le choix de M. Carnot ne laisse rien à désirer. Il n'y en a pas moins une brèche à votre Constitution. Si vous deviez faire de l'exception une règle, ce serait un détestable principe. »

Notre gouvernement ne pouvait que se montrer satisfait de ces paroles empreintes d'une amicale franchise. « Il y trouve, » écrivit M. Flourens au reçu du rapport de notre ambassadeur, « un indice certain des sentiments d'Alexandre III à l'égard de la France. » En faisant part de son heureuse impression, il s'empressait d'ajouter : « Quant au langage que vous avez tenu, monsieur l'ambassadeur, relativement à la politique européenne et aux derniers événements qui ont eu lieu dans notre pays, je ne puis qu'y donner notre entière approbation. Vous y avez apporté une raison et un tact qu'il m'est agréable de reconnaître (1). »

Dès les premiers jours de janvier 1888, M. de Laboulaye pouvait écrire au Quai d'Orsay que les explications par lui données à l'empereur, complétées dans ses entretiens avec M. de Giers, avaient mis fin à un malentendu né d'une conversation de l'ambassadeur de Russie à Rome avec M. Crispi. Dès lors, l'adhésion du cabinet de Pétersbourg à la convention de neutralité du canal devenait certaine, toute mauvaise impression se trouvait effacée, et le gouvernement russe se plaisait à déclarer que la droiture de nos intentions n'ayant jamais fait de doute pour lui, il ne resterait plus aucune trace de cet incident.

(1) Au cours de l'audience l'empereur avait fait devant notre ambassadeur quelques allusions à Déroulède. Si la personnalité de celui-ci et le but patriotique de sa Ligue, a-t-il dit, avaient ses sympathies, ses manifestations pendant la dernière crise étaient, au point de vue de la discipline, profondément regrettables.

Ces appréciations confirmaient l'attitude de l'empereur pendant le récent voyage du président de la Ligue des Patriotes. Le général Baranow avait failli, paraît-il, perdre sa place de gouverneur de Nijni-Novgorod pour avoir donné un banquet en son honneur.

CHAPITRE XVII

Élection du prince Ferdinand de Cobourg au trône de Bulgarie. Voyage de lord Randolph Churchill à Saint-Pétersbourg.

Pendant toute l'année 1887, l'attitude qu'observait la France dans la question bulgare et à laquelle, lors de la réception du 1er janvier, Alexandre III s'était plu à rendre hommage, était sans cesse restée la même. En se confirmant, elle nous avait gagné de nouveaux titres à la gratitude de la Russie.

Disposés, pour nous rendre agréables à nos amis de l'Est, à leur prêter notre concours sur un point qui leur tenait tant à cœur, nous appliquions en même temps nos efforts, dans l'intérêt de la paix, à écarter de l'Orient des complications d'où pouvait naître un conflit mettant le feu à l'Europe entière. Notre appui n'avait donc pas manqué à la Russie pour faire entendre avec elle des conseils de conciliation et des avertissements modérateurs aux membres du gouvernement provisoire de Sofia. Nous savions quelle défiance justifiée inspiraient au cabinet de Saint-Pétersbourg décidé à ne pas les reconnaître, ces régents qui, sans l'approbation de la Porte ni l'assentiment des États signataires du traité de Berlin, avaient usurpé et conservé le pouvoir. Qu'il se soit agi des cruautés commises par les Karaveloff et les Stambouloff, lors des répressions trop brutales de mars ou de l'élection d'un nouveau prince appelé à occuper le trône laissé vacant par Battenberg, le gouvernement russe nous avait toujours trouvés prêts à entrer dans ses vues et à seconder ses démarches.

La principale difficulté portait évidemment sur le choix d'un candidat qui, tout en remplissant les conditions requises par l'acte de 1878, se montrât lui-même disposé à ceindre cette couronne branlante de la Bulgarie. Il fallait en outre qu'il fût à l'avance assuré des dispositions favorables de son futur peuple comme de l'agrément des grandes puissances. Jusqu'alors, en effet, aucun des prétendants mis en avant depuis la chute du prince Alexandre, ni Waldemar de Danemark, ni Mingrélie, ni Oldenbourg, ni même Ferdinand de Cobourg, présenté une première fois dès 1886 par Stoïlow, n'avaient satisfait à toutes ces exigences. Quel que fût le désir manifesté, un peu trop haut sans doute, par le dictateur Stambouloff, de secouer la tutelle de l'Europe, il était indispensable que les États signataires du traité de Berlin s'entendissent préalablement sur un même nom. Or, un tel accord n'avait pu s'établir encore. On savait seulement que le cabinet russe, le plus directement intéressé, « s'opposait nettement à reconnaître tout prince élu sous l'égide d'un gouvernement irrégulier et par une assemblée dont il n'admettait en aucune façon le légalité ».

Et pourtant ce fut le prince de Cobourg, dont la candidature venait d'être reprise par les dirigeants bulgares malgré l'opposition de Saint-Pétersbourg, de Berlin et de Paris, qui fut désigné par le Sobranié réuni le 7 juillet à Tirnovo.

Si, poussé par sa mère la princesse Clémentine (1), ce jeune homme de vingt-six ans avait accepté son élection, il ne s'y était résolu que sous la réserve expresse de recevoir la double approbation de la Porte et des différents cabinets européens. Aussi la surprise fut-elle grande dans les milieux diplomatiques lorsque, le 24 août (2), on apprit que, cédant sans plus attendre aux sollicitations du gouvernement

(1) Dernière fille du roi Louis-Philippe.
(2) 1887.

bulgare, Ferdinand de Cobourg, parti le 7 du même mois de son château d'Ebenthal en Autriche, venait, après un voyage mouvementé, de faire son entrée solennelle à Sofia. Certes, les acclamations qui l'accueillaient ce jour-là n'étaient pas aussi nourries que celles dont avait été salué un an auparavant le retour de Battenberg. Mais si, malgré cela, son ambition avait peut-être atteint son but, comment son amour-propre n'aurait-il pas été froissé par l'abstention de tous les représentants étrangers invités par leurs gouvernements respectifs à n'avoir avec lui aucune relation, même officieuse? Aussi le comte Kalnoky, peu fier de ce médiocre succès, se défendait-il d'avoir poussé Cobourg à céder à l'insistance des régents, se targuant même de lui avoir prodigué des conseils de prudence.

Quoi qu'il en soit, la surprise n'était peut-être pas aussi complète à Vienne qu'à Berlin. Convaincu que les Bulgares ne se résoudraient jamais à choisir un prince catholique et autrichien, Bismarck, jusqu'à la veille de l'élection, considérait comme mort-née la candidature de Ferdinand. Quant à la Russie, elle ne voyait pas seulement dans cet événement une violation flagrante du traité de Berlin. C'était à ses yeux un défi porté au tsar protecteur et une sorte de bravade vis-à-vis de la France et de l'Allemagne. Giers se disait heureux que, dans cette circonstance, le Quai d'Orsay et la Wilhelmstrasse conformassent leur attitude à celle du Pont-des-Chantres. Il appréciait tout particulièrement les instructions adressées par M. Flourens à notre agent à Sofia, M. Flesch, invité non seulement à ne rien approuver, mais encore, au besoin, à prendre d'office un congé plutôt que de s'exposer à se mettre en rapport avec « le Cobourg ». Le gouvernement de la République lui semblant donc entré tout à fait dans ses vues, il chargeait Mohrenheim d'exprimer à Paris sa satisfaction et ses « remerciements ». Une fois de plus, répétait-il à d'Ormesson, « la politique franche, loyale et amicale de la France contrastait, au regard du souverain russe, avec celle des cabinets

de Londres et de Vienne », plus soucieux l'un et l'autre, malgré quelques protestations de forme, de favoriser les rêves d'un parent de la reine Victoria et d'un client de la cour d'Autriche que de veiller au respect du droit européen (1).

Le gouvernement russe sentait d'ailleurs la Porte peu pressée de parler et d'agir en suzeraine. Pas plus que lui-même, elle ne se montrait disposée à se faire, comme il l'eût souhaité, « le gendarme de l'Europe », en mettant, au nom des puissances, Ferdinand en demeure de ne pas pousser plus loin sa fâcheuse aventure. Cette indécision, cette tendance aux atermoiements était encouragée à Constantinople à la fois par les cabinets de Londres, de Vienne et de Rome. C'était plus particulièrement ce dernier qui excitait le mécontentement du tsar en se faisant, par la voix de son ambassadeur auprès du sultan, le baron Blanc, le porte-parole des trois États hostiles à l'influence russe. Des renseignements parvenus à Saint-Pétersbourg ne laissaient, d'autre part, aucun doute sur l'activité déployée par les agents de Crispi pour entretenir à Sofia des idées d'indépendance. En même temps le comte Kalnoky laissait entendre clairement devant les délégations autrichienne et hongroise que l'Autriche, appuyée sur ses alliés, ne saurait admettre dans les Balkans l'intervention isolée d'une puissance rivale. On comprend les craintes que, dans ces conditions, pouvait avoir Alexandre III de donner à Ferdinand la popularité qui lui manquait encore en lui offrant une occasion facile de se poser devant les Bulgares de tous les partis comme le défenseur de leur dignité nationale. Ne risquait-il pas en outre de compromettre le prestige qui restait encore à la Russie, en autorisant le retour en Bulgarie des bataillons turcs, ces ennemis héréditaires des Bulgares et des Russes?

(1) On a souvent répété que le prince Ferdinand avait agi en Cobourg et non en d'Orléans : « Je suis cadet d'une famille d'archi-cadets, disait-il alors à ses amis, il faut que je me fasse une carrière ! »

Quant à l'Allemagne, elle s'offrait bien pour intervenir comme nous avec la Russie auprès du sultan, en vue de l'amener à protester contre toute violation des droits qu'il tenait des traités, mais son concours éventuel ne rencontrait que peu de faveur chez les Russes et leur souverain. Celui-ci discernait clairement la distinction à établir entre les motifs de l'attitude du cabinet de Berlin et les raisons qui poussaient celui de Paris à lui prêter son appui. Il ne doutait pas que la France tînt sincèrement à lui être, une fois de plus, agréable, en retour de ses procédés amicaux dans la question d'Égypte; toutefois il savait aussi que le gouvernement allemand, tout désireux qu'il fût de trouver dans l'imbroglio bulgare une occasion d'améliorer ses rapports un peu trop tendus avec la Russie, s'y prêterait sans enthousiasme, ayant encore le souci de ne causer à l'Autriche, au sujet de l'Orient, aucune peine, même légère.

Alexandre III s'était donc placé et voulait se maintenir sur le terrain solide de la défense du droit. Il préférait ainsi se montrer, à côté de nous, le champion d'une politique vraiment européenne plutôt que recourir à une menace d'intervention dont les conséquences pouvaient devenir désastreuses pour la cause de la paix générale.

Que de choses en deux années avaient été bouleversées dans l'organisation légale de la Bulgarie, depuis ses conditions de souveraineté et de vassalité jusqu'au régime établi entre elle et la Roumélie orientale! Aussi Giers ne cachait pas qu'au cas où les puissances toléreraient une nouvelle et grave atteinte aux décisions du Congrès de Berlin, il ne resterait plus qu'à envisager le renversement définitif de l'état de choses prévu par l'ensemble du traité. S'en constituer l'unique gardien ne saurait, disait-il, convenir à son pays. C'était faire entendre par là qu'une fois détruite dans une de ses parties, l'œuvre de 1878 devrait l'être tout entière. Ce langage paraissait d'autant plus justifié dans la bouche d'un ministre du tsar, que la

Russie, sans contredit la plus lésée de toutes les puissances, était lasse d'avoir à rappeler trop souvent les autres à l'observation de clauses qu'elles avaient signées ensemble. N'était-ce pas, d'autre part, de cette Triple-Alliance soi-disant destinée à assurer le respect des conventions que venaient aux petits États, toujours prêts à les violer, les plus chaleureux encouragements?

On put donc considérer bientôt comme une satisfaction donnée à l'empereur Alexandre la résolution prise par la Porte de renouveler à Sofia la déclaration déjà faite au prince Ferdinand, au sujet de l'illégalité de sa souveraineté. Giers devait d'autant plus s'en féliciter que cette attitude n'étant due, en réalité, à aucune pression concertée des Puissances alliées, ne pouvait constituer pour la Triplice un succès dont elle eût des raisons de se glorifier. Seule, en effet, des trois associées, l'Allemagne, de plus en plus désireuse de complaire à Pétersbourg, avait appuyé à Constantinople avec la France les vues de la Russie, tandis que l'Autriche et l'Italie, à l'exemple de l'Angleterre, continuaient de demeurer sur la réserve. Sans se soucier maintenant de ce qu'en penseraient ses alliés, le chancelier était allé jusqu'à déclarer dans ses discours « qu'on était tombé d'accord au Congrès de Berlin pour reconnaître à la Russie une influence prépondérante en Bulgarie ». On ne pouvait donc nier, ajoutait-il, que les droits reconnus au tsar en 1878 eussent été lésés.

Il n'en fallait pas plus pour qu'à Pétersbourg certains représentants étrangers et quelques hauts personnages de la cour, partisans de l'alliance séculaire de la Prusse et de la Russie, crussent pouvoir relever la tête. C'était toutefois mettre une trop grande hâte à voir dans les actes et les paroles du chancelier l'indice d'un rapprochement entre les deux empires du Nord, rapprochement dont la France, ils l'espéraient bien, pourrait devenir la victime. Aussi de faux amis nous donnaient-ils charitablement à entendre que nous nous étions laissé duper. « On ne vous a recherchés,

murmurait-on à nos oreilles, que pour rendre les Allemands plus traitables. Dès qu'on pourra se passer de vous, on vous faussera compagnie, après vous avoir brouillés avec tout le monde. » Pour ajouter foi à de telles insinuations, il fallait douter de la loyauté d'Alexandre III ; c'est à quoi se refusaient M. de Laboulaye et ses collaborateurs. Tout ce que nous avions vu, observé, entendu depuis de longs mois apportait à ces propos perfides un formel démenti. Mais s'il semblait impossible d'admettre dans la politique impériale un revirement si contraire aux véritables intérêts de la Russie, c'était à la condition, comme l'indiquaient les rapports de notre ambassadeur, que, de son côté, le gouvernement français ne cessât d'inspirer confiance dans la continuité de sa politique. En ce qui nous concernait, nous avions donc à combattre sur place une puissante coterie qui ne manquerait pas une occasion de profiter de nos fautes.

Heureusement, la masse de l'opinion, surtout dans les milieux éclairés, se rendait compte de la situation véritable : le parfait état des rapports existant entre la France et la Russie avait, plus que toute autre cause, provoqué les coquetteries de Berlin à l'égard de Pétersbourg et les obséquiosités du prince de Bismarck. On pensait également, non sans raison, qu'Alexandre III ne compromettrait pas pour la question bulgare, alors reléguée au second plan, les intérêts essentiels de son pays et l'équilibre européen. Aussi ne se laissait-on guère émouvoir par les cris d'alarme venus de Londres où l'on ne cessait pourtant de répéter que ce serait pour l'Europe une honte de se trouver entraînée à la guerre par une cause aussi médiocre que celle de la Bulgarie.

***

Quelques jours après l'audience du 24 décembre, au cours de laquelle M. de Laboulaye exposait à Alexandre III les avantages d'un rapprochement de l'Angleterre et de la

Russie, notre ambassadeur à Londres, en villégiature chez lord Derby, demandait à ce sincère ami de la France ce qu'il pouvait y avoir de fondé dans les bruits qui couraient touchant l'accession de son pays à la Triple-Alliance. L'ancien chef du Foreign office s'était efforcé de rassurer sur ce point M. Waddington. Il se déclarait convaincu qu'aucun cabinet britannique n'abandonnerait la politique traditionnelle de l'Angleterre, pour prendre avec les puissances continentales un engagement de nature à l'entraîner dans l'engrenage d'une guerre européenne. « Entrer dans la Triplice », expliquait-il, confirmant ce qu'avait dit quelques jours auparavant à notre représentant lord Salisbury lui-même, serait exposer le cabinet actuel à un renversement immédiat et certain. » Quant à la France, l'Angleterre ne demandait qu'à vivre en bonne intelligence avec elle. Peut-être la Russie serait-elle la seule puissance contre laquelle pourrait s'enflammer l'opinion publique anglaise. Encore pour cela faudrait-il de sa part des menaces agressives contre Constantinople, l'Égypte ou l'empire des Indes. Et, comme M. Waddington le questionnait sur l'attitude probable du cabinet de Londres, dans le cas d'une guerre éclatant entre la Triplice d'une part, la France et la Russie de l'autre : « Ce serait le feu mis à l'Europe entière, répliquait lord Derby, et il m'est assez difficile alors de vous répondre. Cependant, tant qu'aucun grave intérêt anglais ne se trouverait directement mis en péril par vous ou par les Russes, notre devoir serait de nous maintenir dans une stricte neutralité. » Et, après avoir mûrement réfléchi : « Une guerre entre les cinq puissances continentales, ajoutait-il, n'amènerait pas nécessairement et *a priori*, j'en suis sûr, l'intervention de l'Angleterre. »

C'est vers la même date que lord Randolph Churchill, après un court arrêt à Berlin, arrivait à Saint-Pétersbourg. Son séjour de deux à trois semaines dans la capitale russe pouvait d'autant mieux être mis à profit par la diplomatie impériale qu'il s'agissait, disait-on, d'une mission plus ou

moins officieuse. Cette mission consistait, d'après de sérieux informateurs, non seulement à percer les véritables intentions — pacifiques ou belliqueuses — de la Russie, mais encore à rechercher la possibilité d'une entente anglo-russe dont lord Randolph passait pour un des partisans les plus convaincus. On allait jusqu'à affirmer que celui-ci, fort sinon de l'approbation de Salisbury, du moins de celle du prince de Galles, aurait été en outre encouragé dans cette voie par le général Boulanger, désireux de voir la France entrer dans une combinaison à trois.

Quoi qu'il en fût, il se vit, ainsi que lady Randolph, une des beautés américaines les plus appréciées à Londres, l'objet d'attentions aussi gracieuses qu'exceptionnelles de la part de la cour ; et, naturellement, la société de Pétersbourg se mit à l'unisson : audience privée chez l'empereur, invitation à une représentation théatrale donnée à Gatchina, suivie d'un souper avec les souverains ; voyage à Moscou, où le gouverneur, le prince Dolgorouki, les comblait de prévenances et organisait en leur honneur une fête des plus brillantes.

Malgré le peu de confiance de la presse russe dans les résultats à attendre de cette visite, les suggestions de M. de Laboulaye, relatives à un rapprochement entre la Russie et l'Angleterre, avaient fait peu à peu leur chemin dans l'esprit du gouvernement impérial. M. de Giers, jusqu'alors assez sceptique à ce sujet, s'était borné, au cours de divers entretiens, à donner tous apaisements au jeune homme d'État anglais (1) sur ses intentions relatives à l'Afghanistan, et surtout à le ramener à une plus juste appréciation de la politique russe en Europe (2). Partageant sans doute l'impression qui se dégageait de la correspondance diplomatique de M. de Staal, il considérait avec lui le cabinet de Londres comme peu disposé à prendre à

(1) Né en 1849, R. Churchill avait alors trente-huit ans.
(2) Laboulaye à Flourens, 12 janvier 1888.

l'avance des engagements vis-à-vis d'une puissance quelconque.

Certains organes de la presse plaidaient cependant en faveur d'un rapprochement anglo-russe. « Si, dès son retour en Angleterre, lisait-on dans les *Novosti*, lord Randolph Churchill arrive à persuader à ses compatriotes que les intérêts britanniques sont menacés non par la Russie mais par l'Allemagne, que le nœud des difficultés se trouve à Berlin et non à Pétersbourg, et que la nation russe ne nourrit aucun des projets belliqueux qu'on lui prête, il aura rendu le plus grand service à la cause de la paix européenne. On ne pourrait qu'applaudir, concluait ce journal, à la formation d'une alliance entre l'Angleterre, la France et la Russie. » Phrase prophétique, un quart de siècle avant 1914 !

Ce fut au cours d'une réception donnée par lady Morier, peu de jours avant le départ de lord Randolph Churchill, que l'occasion s'offrit à l'ambassadeur de France d'avoir avec celui-ci un entretien intéressant dont il s'empressa de rendre compte en ces termes à M. Flourens :

« Vous avez pu, » ai-je dit à mon interlocuteur, « apprécier le caractère du tsar, sa franchise, sa loyauté, et considérer, quand il se dit pacifique, qu'on peut croire à sa parole. Tout en voulant maintenir entièrement son prestige, il ne manifeste aucune intention d'étendre ses États. Ce qui lui tient à cœur, c'est de ne pas laisser diminuer l'héritage qu'il a reçu de ses pères. »

« — Je partage votre opinion sur Alexandre III », me répondit lord Randolph. « Aussi ai-je déjà fait observer à mes amis politiques de Londres que, s'il leur était fait en Égypte la moitié de l'opposition que rencontre le tsar dans l'affaire bulgare, ils ne le supporteraient certainement pas. »

« — L'Angleterre, » ai-je repris, « doit se rendre compte d'une chose qui l'intéresse tout particulièrement, c'est que la Russie, rejetée hors d'Europe, n'est plus la Russie

impuissante, mais la Russie rendue à ses instincts asiatiques et marchant fatalement à la conquête de l'Inde.

« Reproduisant alors une image chère au comte de Nesselrode, fils de l'ancien chancelier de l'empire, je comparai devant lui la Russie à un éléphant que rien n'arrête dans sa course lente, mais sûre : Cet éléphant, ai-je dit, se trouve actuellement enfermé dans une pièce n'ayant qu'une porte et qu'une fenêtre. Il faut que ses larges poumons respirent. Si on lui ferme, du côté de l'Europe, la fenêtre que Pierre le Grand lui a ouverte, il se retournera du côté de la porte qui regarde l'Asie. Peut-être, ai-je ajouté, l'Allemagne jugerait-elle ce mouvement du pachyderme favorable à ses intérêts? Mais je ne comprends par les avantages qu'y trouverait l'Angleterre.

« Mon interlocuteur a paru goûter cette image : « Il y a « cependant, se contenta-t-il de répondre, des intrigues qui « embrouillent tout. »

« Ne voulant pas, sans doute, demeurer en reste avec moi, il m'a parlé à son tour des rapports de son pays avec la France : Nous ne sommes divisés, a-t-il dit, que sur la question égyptienne. Mais vous vous trompez quand vous nous croyez résolus à nous éterniser dans le bassin du Nil. Pas un homme politique en Angleterre n'a dans son programme l'occupation perpétuelle de cette région. Nous voulons seulement y établir un ordre régulier, et il est de l'intérêt que vous poursuivez de ne pas retarder ce résultat par votre opposition. »

Lorsque, à leur retour de Russie, les deux voyageurs s'arrêtèrent à Berlin, la famille impériale et le monde de la cour leur réservèrent un accueil d'autant plus empressé qu'ils savaient les heureuses impressions rapportées par eux de Pétersbourg et de Moscou. De même que Laboulaye, Herbette sut se ménager un entretien avec lord Randolph : « On vous tient en France, lui déclara-t-il notamment, pour un esprit libre et indépendant. Aussi compte-t-on sur vous

pour dissiper bien des malentendus. » — « Qui sait ce que nous réserve l'avenir !... » fut la seule déclaration qu'il obtint. On voit qu'en Allemagne, comme en Russie, l'ancien membre du cabinet de Londres s'en tirait avec nos ambassadeurs par des réponses aussi évasives que peu compromettantes.

Tout donnait donc lieu de penser qu'en dépit des efforts de séduction déployés par les sociétés de Pétersbourg et de Berlin, ce déplacement, qui fit un certain bruit à l'époque, n'exercerait aucune action sur la situation respective des puissances et sur le règlement des graves questions dont se préoccupait alors l'Europe. Ce sera seulement après la mort du vieux Guillaume, et surtout après celle de l'empereur Frédéric, que le prince de Galles, beau-frère de ce dernier, s'efforcera d'opérer un rapprochement entre la Grande-Bretagne et la Russie, en attendant d'agir un peu plus tard dans le même sens sur les hommes d'État français. Albert-Édouard marchera dans cette route parce qu'il y verra nettement l'intérêt de son pays. En outre, il y sera poussé par les sentiments — dénués de toute sympathie — que lui inspirera son neveu Guillaume II, dont les façons tranchantes, et peu respectueuses à l'égard de l' « oncle Bertie », l'ont choqué depuis tant d'années, enfin par les appréhensions que lui causeront l'esprit agité et la politique brouillonne de ce jeune empereur aussi dépourvu d'expérience que rempli de confiance en lui-même.

CHAPITRE XVIII

Rapprochement progressif de la France et de la Russie. — Publication simultanée à Berlin et à Vienne du traité d'alliance austro-allemand de 1879.

Contrairement à ce qui s'était passé l'année précédente, le cercle de cour du 1[er] janvier 1888 ne donna lieu à aucun incident. Le langage tenu par l'empereur aux chefs de mission ne sortit pas, cette fois, de la banalité habituelle à ces réceptions diplomatiques. C'est en s'adressant le même jour à des sociétés russes, comme celle de la « Croix Rouge », ou à de hautes autorités, telles que le gouverneur général de Moscou, qu'Alexandre III parle de sa confiance dans la paix. « Cette paix lui permettra — il en a le ferme espoir — de consacrer, pendant l'année qui commence, toutes les forces de l'État à l'œuvre du développement intérieur de l'empire. »

Pour la Russie, l'an 1888 semblait en effet s'ouvrir sous quelques auspices favorables. L'équilibre du budget venait d'être obtenu grâce à un relèvement des impôts et à la création de droits sur le pétrole et sur les allumettes. C'était un fait nouveau dans l'empire, et, — comme le faisait observer un rapport officiel du ministre des Finances, — d'autant plus significatif dans le sens de la paix que le budget de la guerre, loin d'être augmenté, avait subi quelques légères diminutions. La bonne récolte de l'année écoulée entrainait d'ailleurs une amélioration générale dans la situation économique et dans la balance du commerce extérieur. Aussi les commentaires et les appréciations

de la presse européenne à l'égard de la Russie révélaient-ils une tendance plutôt optimiste.

Il était donc permis d'attendre de ces satisfaisants indices une amélioration des changes en faveur de la monnaie nationale. Or, au contraire, le rouble ne s'était pas arrêté dans sa course descendante. D'une valeur nominale équivalant à quatre francs, il était peu à peu tombé jusqu'à deux francs. Était-ce, suivant l'opinion généralement accréditée sur les bords de la Néva, un signal venu de certains milieux financiers de Berlin prenant leur mot d'ordre à la chancellerie, qui avait déclanché cette spéculation effrénée dont le poids se faisait durement sentir sur les valeurs russes? Les inquiétudes politiques, la rentrée trop considérable de fonds en Russie, enfin des faillites importantes qui s'étaient succédé à quelques jours de distance n'en étaient-elles pas également les causes? En tout cas, on n'hésitait guère, à Saint-Pétersbourg comme à Moscou, à voir la main de Bismarck dans ces manœuvres destinées à entraver le développement de la prospérité de la Russie et la réalisation de la politique indépendante qu'aspirait à suivre, au point de vue extérieur, le gouvernement impérial.

Car c'était bien, — nous l'avons vu, — pour reprendre son indépendance et échapper à cette hégémonie allemande à laquelle le chancelier de fer prétendait soumettre tous les alliés de l'empereur Guillaume, qu'Alexandre III s'était détaché naguère de l'alliance des trois empereurs. Dès les premiers jours de janvier, M. Herbette avait été amené, au cours d'un entretien, à rappeler au comte Schouvaloff le temps encore peu lointain où la Russie gravitait en satellite autour de l'Allemagne : « Aliéner ainsi votre libre arbitre dans les questions européennes, lui disait notre ambassadeur, est-ce un rôle qui puisse convenir à un grand pays comme le vôtre? » — « Soyez tranquille, avait riposté Schouvaloff, nous ne nous laisserons pas domestiquer. Le temps des illusions est passé, et nous sentons

tout le prix et tout l'avantage de notre liberté d'action. »

Quoi de plus naturel que la Russie, encore sans nouvelle alliance et seule en face de la coalition de la Triplice, s'efforçât de ne pas se laisser prendre au dépourvu et de se tenir prête à toute éventualité ! Ce qui n'empêchait pas le cabinet de Berlin, comme le loup de la fable, de reprocher au tsar de venir troubler l'eau. Mais celui-ci, désavouant toute intention agressive, ne poursuivait pas avec moins de résolution et de méthode ses préparatifs de défense sur ses frontières occidentales. Ni les cris d'alarme poussés par la presse germanique, ni les interpellations des parlementaires allemands, autrichiens et hongrois ne réussissaient à l'émouvoir. Foncièrement attaché à la paix, plus préoccupé de mettre de l'ordre dans ses finances que d'accroître ses dépenses militaires, Alexandre III ne demandait à ses voisins que de respecter ses droits comme il respectait les leurs, en restant fidèles aux traités (1).

Quoi qu'il en fût des intentions belliqueuses du parti militaire allemand, les impressions pacifiques reprenaient le dessus à Berlin dans l'opinion publique déjà mieux éclairée sur les véritables dispositions du souverain russe. « A ne pas s'y associer, écrivait M. Herbette, on serait maintenant regardé de travers, comme il y a quelque temps quand on se permettait de ne pas croire à l'imminence d'une guerre. » Un second argument, tiré de la publication des documents apocryphes, contribuait à expliquer ce revirement. Cette publication, disait-on, eût-elle été autorisée par le tsar, si celui-ci n'était convaincu de la loyauté de la politique du chancelier? Alors, Bismarck met à profit cette accalmie. Trouvant le moment opportun pour reprendre sa tactique de l'année précédente, il va prononcer devant la Chambre allemande discours sur discours en vue d'obtenir un nouvel accroissement des forces militaires de l'Allemagne et, du même coup, l'émission d'un emprunt destiné

(1) Laboulaye à Flourens, 6 janvier 1888.

à en couvrir les frais. Il s'agit pour lui de compléter le septennat en prolongeant les années de service dans la landwehr et la landsturm. Les hommes devront servir jusqu'à l'âge de trente-neuf ans dans l'une et quarante-cinq ans dans l'autre. C'est donc l'enrôlement de toute la population allemande, d'où résultera une nouvelle et forte augmentation de charges pour l'État. Mais, tout en jugeant le vote de ces mesures acquis à l'avance, le chancelier est, avec raison, désireux d'en pallier l'effet. Ce sont donc des paroles pacifiques qu'il fait entendre cette fois à son pays et à l'Europe.

Il s'empresse de reconnaître des gages de paix dans l'élection du président Carnot et dans les affirmations de l'empereur Alexandre. Mais, prétend-il, l'excitation du parti radical en France et les menaces des panslavistes en Russie mettent l'Allemagne dans la nécessité de se tenir prête à toutes les éventualités. Il estime que « si la France déclarait à celle-ci la guerre, la Russie sans doute ne s'en mêlerait pas » ; propos que Giers expliquait le lendemain devant Laboulaye en y voyant une allusion au cas où l'agression viendrait de la France seule. « Mais à l'inverse, ajoutait Bismarck, la France se joindrait certainement à une attaque de la Russie contre nous. La force de notre grand pays, concluait-il, est donc la meilleure garantie du maintien de la paix. »

Sans trouver dans ces discours de réelles provocations à notre adresse, M. Flourens avait cependant raison de considérer certain passage comme profondément désobligeant pour nous : celui où le chancelier affirmait que « si c'était la haine qui engendrait les guerres, la France serait en guerre avec *tout le monde* ». Boutade évidemment déplacée de la part d'un homme d'État qui, se défendant d'être agressif, devait déclarer quelques jours plus tard à une haute personnalité étrangère : « Je dois la paix à l'empereur à cause de son grand âge, au prince impérial à cause de son mauvais état de santé, au prince Guillaume à

cause de sa jeunesse, à mon pays, en raison de l'inutilité d'une guerre où il n'aurait rien à gagner. Que ferions-nous donc d'un morceau de la Pologne? Nous avons bien assez de celui que nous tenons de l'autre côté avec l'Alsace-Lorraine (1). »

Ainsi, les assurances sortant de la bouche de Bismarck varient suivant qu'il les lance du haut de la tribune ou qu'il les fait entendre au cours d'un entretien particulier. Il inquiète et il rassure tour à tour, en s'inspirant de l'utilité du moment ou de la personnalité de son interlocuteur. On dirait qu'il s'applique surtout à entretenir le trouble dans les esprits. Toutefois, il définit assez justement la politique du tsar, quand il lui prête, devant le Reichstag, l'intention « d'accentuer la voix de la Russie dès la première crise européenne et, pour cela, d'avancer ses forces aussi loin que possible vers l'ouest ». Puisqu'il reconnaît les intentions pacifiques d'Alexandre III, ce ne pourrait être dans l'intérêt de l'équilibre européen qu'il ferait obstacle à sa politique. C'est, suivant l'opinion sage et raisonnée de M. de Laboulaye, « parce qu'il ne peut supporter la moindre entrave à ses plans d'*hégémonie* et qu'il associe l'idée de « la prépondérance » à celle de « l'existence de l'Allemagne ». Telle semblait être alors la véritable cause du conflit.

« La question intéresse aussi bien la France que la Russie, » déclarait avec le même bon sens notre ambassadeur à Pétersbourg, « car il s'agit de savoir si, en face de l'arrogance chaque jour plus grande de celui qui dirige les destinées de l'empire allemand, il existe, sous le nom d'Europe, une force capable de lui tenir tête. » Resterait-il un doute sur l'intérêt commun qui unit les deux nations que le soin pris par Bismarck dans son discours pour semer entre elles la défiance suffirait à le faire disparaître.

C'est ce que fait ressortir aussi quelques jours plus tard

(1) Propos tenu par Bismarck au ministre de l'Instruction publique roumain, M. de Stourzo, qui le répéta au retour d'une visite à Friedrichsruhe.

la *Gazette de Moscou.* Suivant elle, toutes ces tentatives du chancelier ne produisent que l'effet contraire : celui de rapprocher davantage la France et la Russie ; « solide rapprochement, s'effectuant sans bruit, sans discours à sensation, sans traité secret ou déclaré, mais par la seule force des choses et sur des bases autrement sérieuses que toutes les savantes combinaisons imaginées pour fonder la fameuse Ligue de la paix. » Ce n'est pas en Orient mais en Europe — la France et la Russie l'ont appris l'une et l'autre par l'expérience, — que pourrait se décider leur sort.

C'était alors que le journal les *Novosti* protestait violemment contre les conclusions d'un article de la *Revue des Deux Mondes* qui venait de produire sur ses lecteurs russes un regrettable effet. L'auteur caché sous le voile de l'anonymat, mais vite reconnu pour être M. Étienne Lamy, cherchait à démontrer qu'une alliance ne saurait intervenir entre nos deux pays tant que la France serait en République. L'intérêt de la Russie, disait-il, est de ne se lier qu'avec une France forte. Thèse qui aurait pu présenter pour la cause que nous soutenions d'autant plus de danger qu'elle était exposée par un des plus appréciés de nos écrivains politiques, si les principaux organes de la presse russe ne s'étaient empressés d'en faire justice.

Mais la mauvaise impression causée par cet article avait été heureusement contre-balancée par un discours qu'à quelques jours de là le marquis de Breteuil prononçait à la tribune de la Chambre : « La puissante France, s'écriait-il, est utile à la Russie pour rendre l'Allemagne plus conciliante dans les affaires d'Orient, » et il développait cet argument qu'au point de vue des affaires extérieures, il ne peut y avoir une France monarchique ou républicaine, mais seulement une France animée d'un ardent patriotisme et prête à tous les sacrifices pour la défense nationale.

***

A la veille du jour où l'adoption en bloc de la loi militaire par le Reichstag devait mettre fin aux manœuvres du chancelier, celui-ci surprenait, par un nouveau coup de théâtre, les cercles diplomatiques de l'Europe. Le 2 février était publié, simultanément dans les feuilles officielles de Vienne et de Berlin, le texte du traité d'alliance austro-allemand du 7 octobre 1879. Naturellement ce traité, lorsqu'il fut signé, ne devait pas être communiqué à la puissance tierce qui s'y trouvait particulièrement visée. Mais les secrets, même diplomatiques, ne sont pas toujours rigoureusement gardés, et le tsar, désireux de reprendre sa liberté, en avait peut-être su bientôt assez pour juger bon de se retirer discrètement de l'alliance plus fictive que réelle des trois empereurs.

Toutefois, l'existence du pacte d'octobre 1879, dont nous avons reproduit la teneur au cours d'un précédent chapitre (1), avait été depuis plus d'un an portée à la connaissance du souverain russe. Son texte complet en aurait même, d'après M. Herbette, été communiqué à l'empereur Alexandre par le prince de Bismarck au cours de leur récente entrevue du 18 décembre à Berlin. Mais si ce n'était plus une révélation pour le cabinet de Saint-Pétersbourg, il n'en était pas de même pour le public et la presse des pays intéressés. Aussi l'émotion produite en Russie fut-elle particulièrement vive.

Les deux gouvernements allemand et autrichien assuraient avoir voulu simplement faire ressortir par cette publication le caractère de leur politique défensive et tendant au maintien de la paix. En réalité, n'avaient-ils pas plutôt été guidés par le désir de montrer à l'Europe, surtout à la Russie et à la France, que toute puissance cédant à la

(1) Chapitre XII.

velléité d'attaquer l'Allemagne se trouverait en face d'un bloc formidable de combattants? Mais, une fois de plus, Bismarck, par une erreur de psychologie, obtenait le résultat opposé à celui qu'il cherchait. N'indiquait-il pas ainsi à ses deux voisins la nécessité d'un rapprochement franco-russe comme le seul moyen de rétablir l'équilibre en Europe?

A Berlin, d'ailleurs, l'opportunité de cette divulgation inattendue donnait lieu aux appréciations les plus diverses. « Ceux qui la critiquent, écrivait M. Herbette, expriment la crainte que l'excitation slave n'arrive à son paroxysme, dès que sera connue l'existence d'une telle ligue formée pour un temps indéterminé (1) et visant exclusivement l'empire russe. Les fanatiques de la politique bismarckienne soutiennent, au contraire, qu'il est urgent de prouver combien le sort des deux empires du centre est indissolublement lié. La France et la Russie, ajoutent-ils, n'en deviendront que plus prudentes à l'avenir. » Peut-être les plus sages étaient-ils ceux qui regrettaient de ne pas voir de limite assignée à la durée de l'arrangement, ce qui, concluaient-ils, coupait les ponts à tout rapprochement intime entre l'Allemagne et la Russie.

Depuis quelque temps, les révélations de ce genre semblaient compter parmi les jeux favoris du chancelier allemand. Celui-ci n'avait-il pas déjà, plusieurs mois auparavant, jeté dans la discussion le texte du traité secret austro-russe signé à Reichstadt en 1877, origine première de l'occupation par l'Autriche de la Bosnie et de l'Herzégovine? Sans même consulter Andrassy (2), faisant par conséquent bon marché de l'embarras dans lequel il le mettait, Bismarck avait tenu à montrer alors à la Russie que l'Allemagne

(1) L'article 3 qui fixait provisoirement à cinq ans la durée du traité renouvelable ensuite par périodes de trois ans et par tacite reconduction avait été omis à dessein dans la publication. Son texte ne fut connu qu'après l'armistice de 1918 (Voir chapitre des *Traités*).

(2) Andrassy était pour l'Autriche-Hongrie le signataire du traité.

n'était pour rien dans ses déceptions en Orient. C'était répondre, disait-il, à certains organes de la presse moscovite qui l'accusaient d'avoir fait échec à l'influence russe dans les Balkans en laissant reconnaître, par le traité de Berlin, la mainmise de l'Autriche sur ces deux provinces. Il voulait maintenant compléter cette première démonstration en prouvant que l'entente de 1877 s'était faite entre l'Autriche et la Russie sans l'intervention de l'Allemagne. Au fond, n'était-ce pas une diversion qu'il jugeait habile de tenter dans l'intérêt de l'hégémonie allemande vers laquelle il continuait à concentrer tous ses efforts? En tout cas, en cette occasion comme en tant d'autres, la clairvoyance du grand homme d'État était prise en défaut. On sait, en effet, que cette machination ne devait pas faire dévier d'une ligne la politique du tsar, plus résolu que jamais à conserver son indépendance vis-à-vis de Berlin.

A Saint-Pétersbourg, le gouvernement, qui n'avait été prévenu de la publication en question que deux jours à l'avance par une communication faite à Vienne au prince Lobanoff, la tenait en général pour une tentative d'intimidation sur l'esprit pacifique d'Alexandre III. L'Allemagne, disait-on couramment dans les milieux politiques, voudrait amener le souverain russe à abandonner son attitude expectante pour envisager la possibilité d'une entente nouvelle avec le chef des Hohenzollern (1). Quant à la presse russe, elle affectait de ne voir là qu'un simple avertissement. Se conformant sans doute à un mot d'ordre gouvernemental,

(1) Certaines personnalités politiques allaient même jusqu'à prêter aux cabinets de Berlin et de Vienne l'intention de faire jouer ainsi, par un moyen détourné, une des clauses du traité de 1879. L'article 4 disait, en effet, qu'au cas où les armements de la Russie deviendraient menaçants pour les parties contractantes, celles-ci considéreraient comme un devoir de loyauté de faire savoir, — tout au moins confidentiellement, — à l'empereur Alexandre (il s'agissait en 1879 d'Alexandre II) qu'elles devraient envisager une agression contre l'une d'elles comme dirigée contre les deux pays (Pribram, traduction française, p. 13).

elle montrait autant de réserve que de calme ; ce qui n'empêchait pas plusieurs journaux — et non des moindres — d'exprimer nettement cette pensée : que le traité de 1879 devait nécessairement, et dans un avenir prochain, avoir pour conséquence la conclusion définitive d'un traité d'alliance franco-russe.

Un tel langage n'était guère celui souhaité par le chancelier. Récemment encore, quand il avait espéré provoquer, par la publication des fameuses lettres apocryphes, la disgrâce des conseillers du tsar ennemis de l'Allemagne, Pobedonotzeff et Tolstoï, ceux-ci n'avaient-ils pas été l'un et l'autre l'objet de faveurs impériales particulières à l'occasion du 1er janvier? Ses manœuvres se retournaient donc une fois de plus contre lui.

Alors, voyant échouer le système de l'intimidation, il l'abandonne à nouveau pour reprendre celui des avances à la Russie. « Le cabinet de Berlin et ses journaux recommencent à nous montrer patte de velours, » constatait le *Nouveau Temps*. C'est ce qui ressortait en effet du ton des feuilles berlinoises à l'égard de Cobourg et des instructions nouvelles envoyées par Bismarck au général de Schweinitz.

Schouvaloff n'avait pas une tendance germanophile accusée, mais il était trop prudent et connaissait trop bien l'état respectif de la préparation et des forces militaires de l'Allemagne et de la Russie pour ne pas s'appliquer, par ses efforts personnels et par les conseils prodigués dans sa correspondance diplomatique, à éviter à son pays un redoutable conflit. Nous le voyons donc répondre aux nouvelles avances de Berlin par une série de procédés gracieux. Ce ne sont pas seulement des assurances amicales, qu'au retour d'un déplacement à Pétersbourg il rapporte à Bismarck, mais encore une provision de caviar dont il sait celui-ci très friand (1). Au kaiser il présente en grand apparat un détachement d'un régiment russe venu saluer en Sa Majesté

(1) Herbette à Flourens.

son colonel honoraire ; ce qui procure au vieux monarque l'occasion d'offrir un diner de gala aux officiers et de soulever les applaudissements de la foule en se montrant entouré de ceux-ci à la fenêtre historique de son palais. On pourra voir encore, à quelques jours de là, l'ambassadeur de Russie honorer de sa présence les obsèques d'un vieux soldat prussien décoré de l'ordre de Saint-Georges en 1813. Autant de faits insignifiants en eux-mêmes, si le gouvernement et les journaux de Berlin ne s'emparaient chaque fois de semblables manifestations pour leur donner une importance et un relief exagérés.

A la vérité, dès qu'une détente commençait à se produire entre les deux pays du fait de l'Allemagne, le gouvernement russe, dont les mesures défensives n'avaient en vue que le maintien de la paix, faisait tout ce que lui permettait le souci de sa dignité pour l'accentuer encore davantage. Alexandre III pouvait, malgré les sautes d'humeur du prince de Bismarck, persévérer dans cette politique tant que vivrait son vieux grand-oncle, qui venait de déclarer dans son message et de confirmer lui-même devant le bureau du Reichstag sa ferme résolution de n'entreprendre de guerre agressive contre aucun de ses voisins.

De son côté, l'Autriche sentait tout le danger auquel pouvait l'exposer une guerre. Aussi le chef du cabinet hongrois, parlant sans doute au nom de la double monarchie, venait-il de rassurer son Parlement sur les intentions du gouvernement russe et de faire entendre des déclarations pacifiques. C'est que sans cesse réapparaissait dans l'empire des Habsbourg cette question des nationalités d'où pouvait naître, pour lui, l'épreuve décisive le jour où viendrait à éclater un conflit avec la Russie. En Bohême, la lutte entre Tchèques et Allemands se poursuivait ardente, tandis que les sentiments nationaux se montraient de plus en plus surexcités dans d'autres parties de l'empire, telles que la Croatie et la Dalmatie. Aux dires des journaux locaux,

c'était vraisemblablement vers le tsar que, dans le cas d'une guerre austro-russe, se porteraient les vœux des populations de ces deux provinces. En somme, les races diverses réunies sous le sceptre de François-Joseph, entraînées par leur désir d'indépendance et par l'exemple de la Hongrie, ne pensaient qu'à revendiquer chacune leur autonomie avec leurs droits et leurs privilèges particuliers.

CHAPITRE XIX

Mort et funérailles de Guillaume Ier.

Depuis plusieurs semaines, je me trouvais en congé à Paris, lorsque le 9 mars, c'est-à-dire peu de jours avant la date fixée pour mon retour à Saint-Pétersbourg, arriva la nouvelle de la mort de Guillaume Ier. Le directeur des Affaires politiques, informé de mon prochain départ, me pria de me rendre à son cabinet, afin de me charger de différentes communications confidentielles pour nos ambassadeurs en Allemagne et en Russie. « Vous passerez par Berlin, me dit M. Francis Charmes, au moment des obsèques de l'empereur, spectacle inoubliable auquel M. Herbette tiendra certainement à vous faire assister. J'écris donc à M. de Laboulaye que c'est sur mes conseils que vous lui reviendrez quelques jours plus tard. » Je connaissais assez la bienveillance de mon chef pour être à l'avance certain de son approbation.

Ce qui me frappa d'abord, en arrivant à Berlin le 14, avant-veille des funérailles, ce fut l'étalage invraisemblable de draperies noires sous lesquelles disparaissait la capitale allemande. Depuis que la dépouille du souverain avait été transportée de la chambre mortuaire dans la chapelle ardente aménagée au Dôme, une partie de la population travaillait sans relâche à cette colossale décoration. Le château, la cathédrale, les églises de tous les cultes, les édifices publics et privés, les habitations les plus simples comme les plus fastueuses avaient, sur l'ordre de la municipalité, enveloppé d'étoffes de deuil toutes leurs

façades extérieures. Sur toutes les voies, de larges voiles de crêpe ne recouvraient pas seulement les candélabres mortuaires installés pour la circonstance, mais aussi les aigles prussiennes et les statues élevées à la mémoire des grands hommes, à commencer par le monument de Frédéric II. Puis, comme si la nature avait voulu collaborer avec le peuple pour rendre plus saisissante encore la vision de tristesse que présentait la ville des Hohenzollern, le sol et les toits restaient partout cachés sous une épaisse et blanche couche de neige glacée par un froid de dix degrés.

La circulation était d'autant plus difficile que, — chose incroyable dans ce pays d'autorité et de discipline, — le service d'ordre laissait absolument à désirer. La police, même montée, demeurait impuissante. Ce ne fut donc pas sans peine que je pus parvenir jusqu'au Dôme, où les visiteurs se pressaient toujours, bien que trois cent à quatre cent mille personnes fussent venues déjà, les jours précédents, saluer le corps de leur vieil empereur. Foule plus curieuse que recueillie, désireuse surtout de contempler une dernière fois celui qui, avec l'aide de Bismarck et de Moltke, avait réalisé l'unité allemande. Autour du catafalque, immobiles comme autant de statues, se tenaient les personnages composant la garde d'honneur : aides de camp généraux, chambellans en grande tenue de deuil; puis les gardes du corps brillamment chamarrés, enfin les fameux grenadiers, la tête couverte du légendaire bonnet à mitre datant de plus d'un siècle.

Quant à l'empereur défunt, malgré le masque de la mort qui ajoutait encore à sa pâleur, je retrouvais sur sa figure, au delà de mon attente, ses traits restés depuis vingt ans gravés dans ma mémoire d'enfant. La seule fois, en effet, que j'avais aperçu Guillaume, roi de Prusse, c'était au cours de l'été de 1867, un jour que la calèche impériale le promenait lentement à travers le parc de Versailles. Tout en le regardant maintenant sur son lit de mort, je le revoyais dans mon souvenir, vieillard encore vert, malgré ses 71 ans,

assis à côté de Napoléon III, vis-à-vis de l'impératrice des Français qui, avec Alexandre II, occupait le fond de la voiture. Aujourd'hui, après quatre-vingt-douze années d'existence et un long et glorieux règne, il reposait sans vie, entouré des symboles de sa carrière de soldat, le corps revêtu de l'uniforme du 1er régiment de la garde, son manteau de campagne jeté sur ses épaules. Les insignes de l'Aigle noir brillaient sur sa poitrine, tandis qu'à ses pieds gisait une couronne de lauriers.

Certes, pendant ses dernières années, ce vieux souverain guerrier s'était montré sincère ami de la paix, malgré son chancelier Bismarck et tout son entourage militaire. Mais, après sa disparition et celle de l'empereur presque moribond qui lui succédait, qu'allait-il, avec le jeune Guillaume, advenir de la tranquillité de l'Europe? Ce prince ambitieux et agité ne rêvait-il pas sans cesse à sa propre gloire?... Réflexions troublantes auxquelles il était impossible d'échapper!

Les chefs de mission, et, je le crois aussi, les conseillers, ayant été les seuls membres du corps diplomatique conviés aux obsèques, M. Herbette m'avait aimablement prié de me joindre à mes collègues pour voir, des fenêtres de l'ambassade, passer le convoi funèbre.

Dans un intéressant recueil de *Souvenirs*, intitulé *Choses d'Allemagne*, et publié récemment, notre ancien ambassadeur à Vienne, M. Alfred Dumaine, alors premier secrétaire à Berlin, a trop bien décrit le spectacle auquel ce jour-là nous assistions ensemble pour que je puisse mieux faire que de reproduire son récit :

« Du cortège défilant sur le Pariser-Platz, » écrit-il, « devant le balcon-terrasse de l'ambassade, la vision restait fort inférieure à ce qu'on attendait. Les troupes de la garde, le cercueil en velours rouge ridiculement surmonté d'un casque d'or à plumes blanches, le groupe des rois, d'après l'annonce solennelle du programme maigrement composé de ceux de Belgique, de Roumanie et de Saxe que précédait en

hussard rouge le prince Guillaume, tout était confus, indistinct, en plein désordre, sous des bourrasques de neige et par un froid meurtrier. Seul, Léopold II de Belgique, par sa claudication et le balancement de son grand corps, se faisait remarquer. Le reste s'estompait dans le brouillard glacial, sous un ciel sinistrement sombre. La nature, bien mieux que les ordonnateurs de cette immense solennité funéraire, se chargea d'en marquer le caractère lugubre. »

Ces impressions, si justement rendues par ces lignes, étaient bien celles que nous ressentions tous.

Ajoutons cependant à cette description que si « le groupe des rois » se trouvait restreint, il était suivi de la plupart des héritiers des grands et des petits trônes de l'Europe. C'est d'abord le prince de Galles, beau-frère du nouvel empereur, l'archiduc Rodolphe d'Autriche, représentant le fidèle allié de la veille et du lendemain, le jeune prince royal d'Italie, Victor-Emmanuel, complétant par sa présence la figuration de la Triplice. Au milieu d'eux, le césarevitch, envoyé par Alexandre III avec son oncle Vladimir Alexandrovitch et une suite brillante, pour témoigner de l'attachement et de l'affection unissant de longue date les Romanoff aux Hohenzollern. Puis, un peu plus loin, mêlés aux nombreux princes allemands parents ou alliés de la maison de Prusse, les vieux grands-ducs Michel et Nicolas, venus aux obsèques en qualité de neveux de l'empereur défunt et de feld-maréchaux allemands. Près d'eux, la mission spéciale française ayant à sa tête les généraux Billot et de Sesmaisons.

Du balcon où nous étions placés, le jeune Maurice Herbette, notre futur ambassadeur à Bruxelles, nous signalait au fur et à mesure, le programme en mains, avec l'animation de ses seize ans, les noms de tous ces grands de la terre. Mais les deux cordons de troupes entre lesquels défilait ce brillant cortège, ne réussissaient guère mieux ce jour-là que la police la veille à contenir la masse de curieux et de camelots encombrant non seulement les rues, les places et les carrefours, mais encore les fenêtres, les murs même, tout

ce qui, en un mot, pouvait supporter le poids de corps humains.

Quand, au bout du Parisez-Platz, la dépouille impériale arriva sous la porte de Brandebourg, nous pûmes voir un mouvement se produire dans la tête du cortège. C'étaient les rois et les princes étrangers qui se retiraient, ayant conduit Guillaume Ier jusqu'à la sortie de sa capitale. On avait voulu leur éviter la longue course à accomplir encore pour atteindre le mausolée des Hohenzollern à Charlottenbourg. En même temps, — et toujours avec le même défaut d'ordre, — une partie de la foule s'écoulait de toutes parts.

Dans son château, non loin du mausolée, attendait le nouveau maître de l'empire, accouru de San-Remo, malgré ses souffrances, à la première nouvelle de la mort. Mis par son entourage au courant de certaines combinaisons et intrigues, il avait tenu à les déjouer, à refréner les impatiences et à montrer, par son retour précipité, sa ferme volonté de régner lui-même. Malheureusement la gravité de son mal lui interdisait de paraître à aucune des solennités. Et pourtant ceux qui passaient à cette heure devant son palais pouvaient l'apercevoir derrière une fenêtre, en grand uniforme de général, grave et pâle, saluant du regard et du geste la dépouille de celui qui le précédait de quelques semaines seulement dans la tombe.

Outre cet absent involontaire, il en était deux autres, volontaires ceux-là, que chacun s'étonnait de ne pas voir marcher derrière le cercueil, les jugeant dans leur vie, comme plus tard dans l'histoire, inséparables de leur vieux souverain. Comment, en effet, Bismarck et Moltke, ap avoir accompagné au Dôme les restes de l'empereur, avaient-ils pris aussitôt le chemin de leurs retraites? Était-ce en raison de leur émotion, de leur fatigue, bien naturelle à leur âge, ou bien affectaient-ils de considérer leur rôle terminé jusqu'à ce que leur nouveau souverain maître les rappelât auprès de lui?

Une fois toutes les cérémonies achevées, je poursuivais ma route vers la Russie, non sans avoir remercié M. Herbette et ses aimables collaborateurs de leur si cordial accueil.

***

La nouvelle de la mort de Guillaume Ier était parvenue à Saint-Pétersbourg au milieu des pavoisements, le jour anniversaire de la naissance du tsar. C'était au palais Anitchkoff, au moment où, revenant du service religieux, il se mettait à table avec sa famille, qu'Alexandre III en avait été informé. Décommandant aussitôt illuminations et réjouissances, il s'était rendu avec l'impératrice chez l'ambassadeur d'Allemagne, désireux de lui exprimer de vive voix la part qu'ils prenaient tous deux au deuil des Hohenzollern et de tout leur empire. Puis, en même temps qu'il adressait au nouvel empereur un télégramme de condoléances émues, le tsar ordonnait la fermeture des théâtres pendant trois jours. Enfin, tenant à se conformer à ce qu'avait fait Guillaume Ier à la mort d'Alexandre II, il prescrivait à la cour de Russie un deuil de quatre semaines.

L'événement, quoique prévu depuis longtemps, produisait à Saint-Pétersbourg une impression d'autant plus profonde que toutes les pensées se portaient en même temps sur l'infortuné malade de San-Remo dont on avait attendu la mort avant même celle de son père. Il est, en effet, certain que si les sentiments de la nation russe à l'égard de l'Allemagne et de son chancelier s'étaient, depuis quelque temps, sensiblement refroidis, l'empereur mort comme l'empereur moribond avaient personnellement conservé, même en dehors de la coterie germanophile, de nombreuses et réelles sympathies.

Aussi avait-on généralement approuvé la décision prise par Alexandre III, dès qu'il fut instruit de l'envoi par François-Joseph de l'archiduc Rodolphe à Berlin, de

désigner à son tour l'héritier de sa couronne pour le représenter aux obsèques. Pour le césarevitch, à peine âgé de vingt ans, c'était la première mission officielle à l'étranger dont le chargeait son père. « Dans ce choix, lisait-on au *Messager officiel russe*, il ne faut pas voir seulement un hommage rendu à la mémoire du défunt. C'est un témoignage des liens d'étroite amitié et de confiance qui unissent de longue date les deux maisons régnantes et auxquels l'empereur Guillaume est resté fidèle jusqu'à son dernier soupir. Ces liens qui se maintiendront non moins fermes sous son auguste successeur constituent, comme par le passé, le gage de relations solides et pacifiques entre la Russie et l'Allemagne, relations si nécessaires pour assurer leur prospérité à toutes deux et pour prévenir toutes complications internationales. »

Étant donné les rapports de famille des Romanoff et des Hohenzollern, les termes de ce communiqué officiel n'avaient rien d'excessif. Si les mots de « confiance » et « d'amitié » étaient tout naturellement prononcés, il n'était question d'aucun lien diplomatique existant ou pouvant s'établir entre les deux empires. Toute allusion de ce genre avait sans doute été évitée à dessein. On était évidemment loin des exagérations de langage relevées quelques jours plus tard dans le discours que le pasteur protestant prononça du haut de la chaire de l'église luthérienne Saint-Pierre-et-Paul le jour et à l'heure des funérailles de Berlin. « Nulle part, » s'écria-t-il avec emphase, entraîné sans doute par son éloquence, en présence des souverains, de toute la cour, du corps diplomatique et des hauts personnages de l'empire, « nulle part le mouvement du cœur de l'empereur Guillaume n'a été plus profond que dans ses relations avec Saint-Pétersbourg. La plus solide amitié, belle comme un chant de héros, a uni alors les cœurs des deux têtes couronnées ! (*sic*). »

« Je ne sais, avait écrit le lendemain M. de Laboulaye à Paris, si Alexandre III a pensé que cette évocation et cette

sorte d'appel politique fussent bien à leur place? Mais je suis certain qu'il attache plus d'importance aux lettres échangées entre le prince de Bismarck et le comte Kalnoky, ainsi qu'au télégramme adressé par le chancelier à M. Crispi pour affirmer la solidité des liens indissolubles fondés sur la communauté d'intérêts des trois nations. »

La presse russe, sans faire entendre de notes discordantes, s'inclinait respectueusement devant la mort et donnait des appréciations analogues à celles du *Messager officiel*. Certains journaux citaient à cette occasion une phrase prononcée, disait-on, par Guillaume I[er] quelques instants avant son agonie : « Montre-toi prévenant à l'égard de l'empereur de Russie, » aurait-il dit au futur Guillaume II, « cela ne peut faire que du bien (1) ». A ce propos une de ces feuilles ajoutait : « Cette parole, espérons-le, aura été entendue et la politique allemande s'appliquera à maintenir les stipulations du traité de Berlin conclu sous les auspices du souverain défunt. La Russie n'a jamais demandé à l'Allemagne autre chose que de respecter leurs relations amicales et de montrer des égards pour ses besoins nationaux. »

Ce furent deux manifestations officielles, dont l'une précéda et l'autre suivit les obsèques qui provoquèrent le plus de commentaires dans l'opinion et la presse russes. Je veux parler de la proclamation de Frédéric III, de son rescrit au prince de Bismarck et des messages au Reichstag qui parurent en même temps.

Dans le premier manifeste, adressé dès le 12 mars au peuple allemand, on relevait tout d'abord, comme on pouvait s'y attendre, l'affirmation très nette de la politique pacifique que le nouvel empereur entendait suivre :

(1) D'après ce qu'a raconté plus tard Bismarck dans ses *Souvenirs*, c'est à lui que l'empereur mourant, croyant à ce moment parler à son petit-fils, avait dit en le tutoyant : « Il te faut toujours rester en bons rapports avec l'empereur de Russie. Là, il n'y a pas lieu de se disputer. » Peut-être les deux phrases ont-elles été prononcées?

« Indifférent à l'éclat des grandes actions qui apportent la gloire, il ne sera satisfait, disait-il, que si plus tard on peut dire de son règne qu'il a été bienfaisant pour son pays. » Une fois parvenu sur le trône, dans un état de santé si précaire, pouvait-il en effet se montrer belliqueux? Aussi attribua-t-on, sans doute avec raison, à l'influence du chancelier le ton des deux adresses envoyées quelques jours plus tard au Reichstag et aux populations d'Alsace-Lorraine et rappelant les traditions militaires des Hohenzollern. Mais, en annonçant directement aux provinces annexées sa résolution de tenir pour irrévocable le retour à l'Allemagne des territoires que celle-ci avait toujours considérés comme son bien, Frédéric III n'affaiblissait-il pas l'heureux effet produit par ses déclarations premières? Bismarck, sachant combien les jours de son maître étaient comptés, avait tenu à marquer que ce nouveau règne serait trop court pour rompre tout lien entre la politique du passé et celle de l'avenir.

M. de Giers, au cours de ses entretiens avec notre ambassadeur, exprimait bien sa confiance dans le caractère pacifique du monarque allemand. Il s'était plu même à admettre un instant la possibilité d'un rapprochement entre celui-ci et son fils. Mais ses illusions s'étaient vite envolées, et il ne pouvait se dissimuler les dangers auxquels, une fois Frédéric III disparu, se trouverait exposée l'Europe. Ce sont ces craintes que M. de Laboulaye résumait ainsi : « Si pendant quelques semaines, les voisins de l'Allemagne peuvent respirer plus librement, ce répit n'est pas suffisamment assuré d'un lendemain pour qu'ils songent à modifier l'orientation de leur politique. C'est cette pensée que partout autour de moi j'entends exprimer (1). »

Le sentiment russe était unanime à reconnaître dans cette circonstance la haute correction du peuple français : « La presse allemande, disait à ce propos le *Grajdanine*, reproche à tort aux Français de n'avoir pas rendu suffisamment

(1) 20 mars.

hommage à la mémoire de Guillaume ; il est incontestable, au contraire, que le gouvernement et l'opinion publique en France ont su montrer le plus grand tact en même temps que la plus parfaite dignité. Exiger davantage serait de l'hypocrisie, ce qui n'est pas de l'intérêt même de l'Allemagne. »

CHAPITRE XX

L'Allemagne, la Russie et la France après la mort de l'empereur Guillaume.

A Saint-Pétersbourg comme à Paris, on ne voyait dans le règne qui s'ouvrait à Berlin qu'une période plus ou moins courte de répit. On se préoccupait surtout de savoir quel rôle allait jouer désormais le prince de Bismarck, la politique suivie par lui jusqu'alors contrastant avec les dispositions et même les volontés connues de Frédéric III. Ni les bruits que le chancelier laissait courir au sujet de sa démission prochaine, ni les motifs invoqués par lui-même pour l'expliquer ne rencontraient réellement de créance. Age, santé, fatigue, antagonisme avec la nouvelle impératrice à propos d'un mariage entre la princesse Victoria de Prusse et le prince Alexandre de Battenberg, dont l'éventualité était remise en question, autant de prétextes qui n'étaient guère pris au sérieux. La presse russe ne se gênait pas pour souhaiter ouvertement la fin du rôle prépondérant joué par le chancelier. Elle inclinait toutefois à penser que si celui-ci devait renoncer momentanément à exercer une influence exclusive, ce serait sans doute en vue de se réserver pour l'avènement au trône du prince Guillaume. On ne voyait donc en général dans son attitude qu'une manœuvre tendant à affermir un crédit ébranlé tout à la fois par le premier rescrit impérial dont l'effet avait porté au dehors, par la création du conseil de la couronne et par les dispositions hostiles à son égard de la souveraine régnante.

Bismarck était mis, d'ailleurs, dans une position parti-

culièrement fausse vis-à-vis de son empereur par une récente incartade du jeune prince héritier. A la fin d'un banquet offert à l'occasion de ses soixante-quatorze ans, il avait vu celui-ci se lever et lui porter un de ces toasts bruyants et imagés auxquels ses auditeurs devaient commencer à s'accoutumer. Mais cette fois, de la part d'un fils, surtout quand ce fils est héritier du trône, le langage paraissait, dans les circonstances actuelles, particulièrement déplacé. Le futur Guillaume II comparait l'Allemagne à un régiment qui, ayant eu son chef tué dans la bataille, son lieutenant-colonel grièvement blessé, se ralliait autour de son porte-drapeau, et, cela disant, il désignait le chancelier.

En réalité, comme il l'a déclaré plus tard dans ses *Souvenirs*, Bismarck n'avait nullement l'intention de se retirer. « C'était, a-t-il écrit, une erreur généralement répandue de croire que l'avènement de l'empereur Frédéric devait forcément être accompagné d'un changement de ministère qui m'aurait donné un successeur. » Et il raconte que, quelques années auparavant, lors d'une grave maladie de l'empereur Guillaume, il avait promis au prince royal, sur une demande formulée et à certaines conditions acceptées par celui-ci, de conserver ses fonctions sous un nouveau règne.

Au point de vue extérieur, Bismarck ne pouvait plus, en raison de l'état physique et des dispositions morales de son souverain, songer à poursuivre une politique qui consistait à brandir une épée, tout en se défendant de désirer la guerre. Aussi, pendant ce règne d'une durée si précaire, s'applique-t-il avant tout à rassurer l'Allemagne. En même temps, il comprend la nécessité de ramener autant que possible à son pays cette Russie que, par ses aspirations à l'hégémonie, il a complètement lassée, mais dont l'alliance lui semble si précieuse. Il y tient en effet comme y tenait son ancien maître. C'est donc vers ce but que vont tendre alors

toutes ses manœuvres auxquelles durant quelques semaines nous allons assister.

L'attitude de Bismarck à l'égard de l'Autriche unie par un pacte à l'Empire allemand, ressemblait à celle d'un mari qui, sachant sa femme incapable de vivre sans lui, en prend plus facilement à son aise dans ses relations conjugales. Avec la Russie au contraire, qu'aucune attache légitime ne lie à l'Allemagne, le chancelier flirte, s'applique à s'attirer ses bonnes grâces. Plus elle semble se refuser, plus il multiplie ses avances sans avoir l'air de se soucier du dépit qu'on peut en éprouver à Vienne. Certes, il ne se trompe pas sur les sentiments de son alliée, en ce qui concerne, du moins, les populations allemandes et hongroises, chez lesquelles est populaire l'union des deux empires. Mais se rend-il suffisamment compte du fond qu'il peut faire sur les autres nationalités, surtout en Bohême? Un député n'a-t-il pas soulevé récemment au Reichrath, parmi les Tchèques, les protestations les plus vives en proposant de transformer en loi d'empire le traité de 1879?

C'est à propos d'Alexandre de Battenberg et de la princesse Victoria, fille de Frédéric III, que se produisit ce qui fut appelé la « crise du chancelier ». Le projet de mariage entre cet ancien prince régnant de Bulgarie, membre d'une modeste famille princière allemande, et cette princesse de la branche aînée de Hohenzollern avait reçu, trois ans auparavant, les encouragements de la reine d'Angleterre et de sa fille, la future impératrice. Mais il avait alors été, l'on s'en souvient, écarté par Bismarck une première fois, dans la double crainte de voir l'influence anglaise s'introduire en Allemagne à la faveur de cette union et d'exaspérer l'empereur Alexandre sans en tirer aucun profit pour Berlin. La ténacité, qui est une des vertus anglaises, venait appuyer chez la reine Victoria le désir de contribuer à l'élévation d'une famille pour laquelle elle éprouvait une sympathie particulièrement vive. Après avoir fait épouser l'aîné des Battenberg à sa fille préférée,

la princesse Béatrice, elle tenait sans doute à relever encore le prestige de cette maison, en faisant du second frère son petit-fils et en même temps le gendre de l'empereur d'Allemagne.

Est-ce pour ce motif qu'au grand étonnement des chancelleries la vieille souveraine, à l'humeur peu voyageuse, revenant à la fin d'avril d'un déplacement à Florence, s'arrêta à Charlottenbourg, résidence du couple impérial? Pendant son court séjour, elle y donnait audience aux plus hautes personnalités de l'empire, notamment au prince de Bismarck, avec qui elle s'était ménagé plusieurs entrevues prolongées.

Malgré certains bruits répandus, il semblait contraire à la fois aux traditions britanniques et au caractère de la reine que celle-ci se fût chargée de négocier elle-même l'accession de la Grande-Bretagne à la Triplice. Alors venait-elle simplement visiter, au lendemain de l'avènement, son malheureux gendre dont l'état ne laissait plus d'espoir de guérison et soutenir, par sa présence, sa fille au milieu de si cruelles angoisses? Si la suite des événements paraît avoir confirmé cette dernière hypothèse, il est possible que le désir de rétablir le calme et la paix dans une famille troublée par une question matrimoniale ait pu pousser aussi la reine à accomplir ce détour pour rentrer dans ses États.

Cette visite ne semblait donc cacher aucune raison politique. Toutefois plusieurs dirigeants du parti slavophile considéraient le projet de mariage comme un moyen pour les adversaires de la Russie de faciliter le retour en Bulgarie d'un souverain qui, par rancune, engagerait définitivement la principauté dans une politique hostile à Saint-Pétersbourg. Afin de compléter la réalisation de leurs plans, insinuait le *Grajdanine*, les russophobes anglais s'emploieraient ensuite à faire disparaître les rapports de vassal à suzerain existant entre la Bulgarie et la Turquie, une telle situation ne pouvant convenir au gendre de l'empereur d'Allemagne.

Évidemment, la presse slavophile s'indignait de l'atti-

tude et des procédés bismarckiens « qui ne peuvent produire sur les esprits que dégoût et mépris (1) ». Aussi remerciait-elle bien haut le tsar d'avoir, à temps, délivré la Russie des étreintes trompeuses de l'alliance austro-allemande. Plusieurs journaux profitaient même de l'occasion pour vanter les avantages d'une alliance franco-russe. « La France et la Russie, disaient les *Novosti*, sont les seules puissances de l'Europe tenant sincèrement à la paix. Nulle autre part il n'est fait d'effort sérieux pour conjurer la honte d'une guerre sans motif. » Le chancelier allemand, ajoutait l'ancienne feuille de Katkoff, souhaite sans doute, pendant que lui-même et son œuvre sont encore debout, faire naître une grande guerre dont la Bulgarie fournirait le prétexte.

Le son de cloche opposé était naturellement donné par les agents de Bismarck et tous les soutiens de la politique allemande. « La *Gazette allemande de Saint-Pétersbourg*, leur principal organe, se livrait à des sorties virulentes contre la France. Tantôt elle proclamait l'impossibilité d'une alliance entre la Russie qui vénère en son tsar le monarque absolu, chef de l'État et de l'Église, et la République, ennemie de la religion, radicale et « versant toujours à gauche par une suite de bonds démesurés »; tantôt elle refaisait le procès de la politique française depuis la guerre de Crimée, sortait tous les vieux clichés : l'attentat de Berezowski, le cri de Floquet, le geste de Gortschakoff se posant en sauveur de la paix de l'Europe, lors de la « prétendue » alerte de 1875. Parfois aussi, elle opposait Katkoff francophile à Katkoff « première manière ». En même temps ces journaux germanophiles, sur un ordre sans doute venu de la Wilhelmstrasse qui les soutenait de ses fonds spéciaux, montraient Bismarck seul défenseur au Congrès de Berlin, comme aussi depuis lors, des véritables intérêts de la Russie.

(1) *Gazette de Moscou.*

A côté de ces manifestations de l'opinion, le gouvernement russe, sans chercher à les refréner, montrait naturellement une prudente réserve. Tout en considérant sans beaucoup de confiance l'évolution apparente du chancelier, il évitait de faire mauvais accueil à des avances ayant au moins le mérite d'être désagréables à l'Autriche. Quant au conflit engagé entre Bismarck et sa nouvelle impératrice, on en suivait de Saint-Pétersbourg les phases sans aucun déplaisir, dans l'espoir de voir l'Allemagne s'écarter de l'Angleterre et, par suite, s'éloigner le danger d'un rapprochement entre les cabinets de Londres et de Berlin. Ce point de vue n'avait pu certainement échapper à la perspicacité du chancelier allemand, pour qui une rupture avec la Russie apparaissait comme le grand mal à éviter.

En somme, nous observions dans les sphères dirigeantes une certaine tendance à envisager avec moins de méfiance la politique allemande, tendance d'autant plus à surveiller par nous que depuis quelque temps les événements qui se déroulaient en France provoquaient dans la presse et les milieux politiques russes des appréciations moins favorables à notre endroit.

***

L'agitation autour du général Boulanger n'avait fait que se développer depuis que celui-ci avait quitté le ministère. Elle ne consistait pas seulement en manifestations tumultueuses remplissant les rues de Paris. En province aussi retentissaient des ovations enthousiastes, sur les bords de la Garonne aussi bien que dans la région du Nord, en Anjou comme dans l'Aisne, partout où le général se montrait ou se laissait décerner des suffrages triomphants : effets d'une popularité incontestable, mais tenant aussi du fétichisme. Quant au programme boulangiste : « dissolution, revision, » ces mots, — alors qu'on ignorait par quoi remplacer ce qu'on voulait supprimer, — appa-

raissaient vides de sens à la masse des Russes comme d'ailleurs à bien des Français, même parmi ceux qui acclamaient le plus leur idole. On se rendait compte que si le parti radical avait inventé Boulanger et s'en servait, celui-ci était parvenu à grouper autour de lui l'ensemble des mécontents qui, à la recherche d'un homme, se seraient jetés au besoin sur le premier venu. Et ce qui surprenait les Russes davantage encore, c'était de voir le comte de Paris lui-même parler dans son programme de revision, de dissolution, et même de plébiscite, comme s'il pouvait trouver dans une de ces solutions une voie conduisant à une restauration monarchique.

Pour apprécier ce mouvement des esprits qui agitait alors la France, les journaux russes étaient aussi divisés que les nôtres. Certains, comme le *Nouveau Temps*, critiquaient les adversaires du général et leurs maladresses qui accroissaient constamment ses chances, chaque élection partielle lui assurant au Parlement des partisans nouveaux. D'autres, au contraire, tels que les *Novosti*, se montraient nettement opposés à Boulanger dont la victoire éventuelle ne pourrait, disaient-ils, qu'affaiblir la France au dehors comme au dedans. « La Russie, écrivait-on encore (1), doit conserver une attitude expectante vis-à-vis de la lutte engagée en France entre la dictature et le parlementarisme. Peu lui importe qui l'emportera. Ce qu'elle souhaite à ce pays ami, c'est un gouvernement solide, capable de lui assurer une situation honorable et forte en Europe et tout d'abord d'écraser l'anarchie. »

Telle était l'impression qui se dégageait non seulement des articles de la grande presse russe, mais aussi de nos entretiens avec les membres du gouvernement et les personnes les plus qualifiées de la société et du monde des affaires. En réalité, nos amis de Saint-Pétersbourg étaient de cœur avec ceux qui, en France, appartenant aux divers

(1) *Gazette de Moscou.*

groupements politiques, surtout aux modérés, voyaient le salut non plus dans une concentration républicaine déjà usée, mais dans un parti, largement ouvert, d'union nationale.

M. de Laboulaye et ses collaborateurs consacraient tous leurs efforts à remettre les choses au point. Mais que de difficultés pour calmer les craintes de nos interlocuteurs et arriver à les convaincre que nous ne marchions ni à la dictature, ni à la révolution, ni surtout à la guerre, comme l'annonçaient certains journaux russes! L'immense majorité du pays, assurions-nous, ne veut ni de l'un ni de l'autre de ces fléaux. Or, cette majorité se compose, comme l'a reconnu lui-même Alexandre III dans un récent entretien avec M. de Laboulaye, de ceux qui préfèrent le travail à la politique. « Une fraction de la France peut s'enthousiasmer pour un homme, — les exemples en sont fréquents dans l'histoire, — mais elle n'entraînera pas l'ensemble du pays plus loin qu'il ne veut aller. » Notre ambassadeur s'attachait notamment à faire remarquer que la Russie devait se préoccuper moins que toute autre nation des événements qui peuvent se passer chez nous. N'était-elle pas certaine, en effet, d'y rencontrer dans tous les partis, quelque divisés qu'ils fussent, des sentiments unanimes à son égard?

Une nouvelle complication venait au même moment ajouter encore des difficultés à notre tâche. Le 30 mars, le ministère Tirard avait été mis en minorité par une coalition de l'extrême gauche et de la droite pour s'être opposé à un projet de revision constitutionnelle dont M. Laguerre, un des plus fermes soutiens de Boulanger, avait réclamé l'inscription à l'ordre du jour. Peut-être aussi en voulait-on au chef du gouvernement de l'esprit de décision qu'il avait montré en mettant d'office à la retraite le général, en raison de ses actes d'indiscipline répétés et de son agitation turbulente.

Après une pénible gestation de près d'une semaine, le

président Carnot avait fini par mettre au jour un nouveau cabinet. C'est à Floquet qu'il confiait le soin de le constituer. M. Flourens, si justement apprécié en Russie, ne se trouvant malheureusement pas compris dans la combinaison, il était fort important, au point de vue de nos bonnes relations avec Saint-Pétersbourg, que le nouveau président du Conseil, dont le nom rappelait au fils d'Alexandre II de pénibles souvenirs, ne fût pas chargé du portefeuille des Affaires étrangères. Comprenant sans doute cette situation délicate, considérant peut-être aussi le ministère de l'Intérieur comme répondant davantage à ses aptitudes et à ses goûts, M. Floquet offrit à M. Goblet le département du Quai d'Orsay. Ainsi fut épargné au baron de Mohrenheim, parfois trop enclin à déployer dans ces circonstances un zèle excessif, le désagrément d'une démarche qu'il s'était trop pressé déjà de laisser prévoir. L'intention de faire une absence de quelques semaines, qu'en bon courtisan il venait de manifester en même temps, avait amené M. de Giers à donner à notre ambassadeur des explications aussi rassurantes qu'amicales (1).

Le départ de M. Flourens était vivement ressenti par M. de Laboulaye. Depuis que ces deux ardents patriotes travaillaient, dans une complète communauté d'idées et d'action, à faire sortir la France de son isolement, les résultats obtenus avaient presque dépassé leurs espérances. A Saint-Pétersbourg, on se plaisait à reconnaître les heureux effets de cette collaboration.

Chargé pendant quinze mois de la direction de notre diplomatie, après avoir été appelé à ces fonctions presque à

(1) Depuis le mois de février de la même année 1888, M. Flourens avait amené une réconciliation entre M. Floquet et le baron de Mohrenheim ; non pas à la demande de l'ambassadeur de Russie, mais, comme celui-ci tint à le faire ressortir, sur l'initiative même de Floquet. Mohrenheim, autorisé par son gouvernement, avait même accepté une invitation à un dîner offert le 25 février au président de la République par M. Floquet, alors président de la Chambre des députés.

l'improviste, M. Flourens avait pu donner la mesure de ses hautes qualités et acquérir dans les chancelleries européennes une situation supérieure à celle de la plupart de ses prédécesseurs. Avec fermeté, tact et modération, il était parvenu à tenir tête à toutes les menaces venues de Berlin. Chaque fois que dans la région des Vosges, à Pagny-sur-Moselle ou à Vexaincourt, avaient surgi des incidents de nature à mettre la paix en danger, il avait su, avant même que les choses ne s'envenimassent, en assurer le règlement à la satisfaction de la France. Ainsi s'expliquait le crédit dont il jouissait au Parlement comme dans l'opinion et qui lui valait d'avoir survécu à deux ministères. La confiance dans une politique française stable et suivie était revenue peu à peu chez Alexandre III et chez ses ministres. Les nombreux amis de notre pays que nous comptions en Russie se reprenaient à espérer avec nous. Aussi, tenant avec raison M. Tirard pour un homme d'État sage et prudent, éprouvèrent-ils une amère déception en voyant confier sa succession à l'un des principaux chefs de ce parti radical qui n'avait une majorité ni à la Chambre, ni au Sénat.

Toute question de personnes mise à part, ce nouveau changement de ministère ne pouvait manquer d'être exploité contre nous par la presse germanique et surtout par la coterie allemande de Saint-Pétersbourg. C'est ce que M. de Laboulaye, après l'avoir maintes fois signalé dans sa correspondance, exposait à M. Goblet, à l'occasion de l'arrivée de celui-ci au pouvoir. « Nous ne devons pas seulement, expliquait-il, inspirer confiance dans la stabilité de notre politique. Il nous faut encore éviter de fournir à nos détracteurs des arguments sur l'insécurité qu'offrent aux gouvernements étrangers le caractère de nos institutions et la possibilité des aventures. » Or, quelque pénible que fût une telle constatation, notre ambassadeur ne craignait pas de montrer à Paris combien la confiance de la Russie se trouvait atteinte par les derniers événements.

L'élection à Marseille de Félix Pyat, les agissements du général Boulanger suivis, au moment de sa mise en réforme, d'une sorte de plébiscite sur son nom, le vote de la Chambre favorable à la revision de la Constitution, autant d'événements interprétés comme le prélude d'un ébranlement intérieur du pays, et semblant de nature à diminuer la valeur de la France au point de vue de la force qu'elle représente dans l'équilibre européen. N'étaient-ce pas là des faits dont devaient se réjouir nos adversaires?

Parmi ceux qui connaissaient bien le caractère de M. de Laboulaye, nul ne pouvait s'étonner de le voir s'exprimer avec une aussi complète franchise dans la correspondance officielle ou particulière qu'il adressait à son ministre. Diplomate averti, fonctionnaire profondément honnête et consciencieux, il était convaincu de ses responsabilités et de l'importance de sa mission. Entouré de toute la considération que lui valaient la sûreté de son jugement, son tact parfait et son sang-froid, il se trouvait dans une position de fortune indépendante qui le mettait d'autant plus au-dessus de toute ambition politique qu'il pouvait, à bon droit, se considérer comme parvenu au faîte d'une brillante carrière suffisamment remplie. Il devait donc inspirer au gouvernement qui l'employait la confiance la plus entière. Aussi, pendant tout le temps que dura sa mission, montra-t-il cette même franchise dénuée de toute flatterie intéressée.

Il est vrai que les conditions dans lesquelles il avait été désigné pour le poste de Saint-Pétersbourg, la situation qu'il s'était acquise, le sentiment que chacun avait, comme lui-même, des graves conséquences qu'entraînerait son départ, toutes ces considérations le rendaient particulièrement fort vis-à-vis du cabinet de Paris et lui permettaient de parler à celui-ci haut et franc. Ayant sa tâche facilitée par de si précieux avantages, il put, dans des circonstances particulièrement difficiles, rendre les plus éminents services. Même en des occasions secondaires, chacune

de ses initiatives ou simplement de ses interventions portait ses fruits et constituait pour lui un succès personnel qui rejaillissait sur son pays. C'est ainsi que l'heureuse issue d'une négociation délicate, habilement conduite par notre diplomatie et à laquelle le gouvernement impérial attachait un grand prix, allait contre-balancer favorablement l'impression fâcheuse laissée par nos derniers événements intérieurs.

***

Vers la fin de l'année précédente, notre ambassade s'était entremise, d'accord avec M. Flourens et le représentant français auprès du Vatican, pour prêter ses bons offices à la fois au cabinet de Saint-Pétersbourg et au gouvernement pontifical. Il s'agissait du rétablissement des relations de la Russie avec le Saint-Siège.

Le refroidissement entre les deux cours remontait au règne du pape Pie IX. Le zèle avec lequel ce souverain pontife, peu disposé par son caractère aux concessions diplomatiques, s'était érigé en défenseur de la nation polonaise, avait profondément déçu l'empereur Alexandre II. Aussi le représentant que depuis longtemps la Russie entretenait à Rome, et dont l'action était strictement limitée aux questions concernant les sujets catholiques du tsar, avait-il été rappelé et son poste supprimé. Dès lors, les intérêts dont il avait la garde s'étant trouvés sans soutien, toutes les affaires qui s'y rattachaient restaient en suspens.

Plus diplomate que son prédécesseur, Léon XIII s'appliquait, dans l'intérêt de la religion, à rétablir partout où il le pouvait l'influence spirituelle du Saint-Siège. Aussi l'occasion de son Jubilé lui parut-elle favorable pour renouer avec la Russie les rapports interrompus. Toutefois, il jugeait avec raison que l'initiative d'une première démarche devait venir non du Vatican mais de Saint-Pétersbourg. Ce fut notre ambassadeur à Rome qui, instruit de ce désir par le pape lui-même, convainquit — sans peine

d'ailleurs — M. Flourens du profit moral que, de part et d'autre, pourrait recueillir la France en s'employant à rendre le service qu'on attendait d'elle. Comme le Saint-Siège et comme M. Lefebvre de Behaine, notre ministre des Affaires étrangères sut comprendre que, plus qu'aucun autre, notre pays se trouvait à même de réussir auprès du tsar. Ayant obtenu l'approbation du président de la République et, sans doute aussi, de ses collègues du cabinet, laissant les parlementaires dans l'ignorance d'une intervention dont l'apparence eut pu paraître compromettante aux yeux de certains comités électoraux, il chargea M. de Laboulaye de se faire auprès de M. de Giers et de son souverain le messager de la pensée du Vatican. C'est ainsi que le 1er janvier 1888, jour même du Jubilé, à la suite de plusieurs entretiens entre l'ambassadeur de France et le ministre russe des Affaires étrangères, un télégramme de félicitations d'Alexandre III venait causer au Saint-Père une joie profonde. Celui-ci, à son tour, s'adressait à la France pour faire, par la même voie, parvenir sa réponse. Dans cette communication, Léon XIII ne se bornait pas à des remerciements ; il proposait à l'empereur de faire ouvrir, en y apportant l'esprit le plus conciliant, des négociations destinées à mettre fin à toutes les difficultés pendantes entre le cabinet de Pétersbourg et le Vatican.

Des pourparlers préliminaires et quasi officieux, entamés tout d'abord à Vienne par l'ambassadeur de Russie, le prince Lobanoff, et le nonce apostolique, Mgr Galimberti, n'étaient pas sans rencontrer quelques difficultés. La première raison en était qu'en Russie le département des Cultes étrangers, confié au prince Cantacuzène-Speranski, relevait du comte Tolstoï, ministre de l'Intérieur. Or, Mgr Galimberti n'ignorait pas les mauvaises dispositions de ce dernier à son endroit ; il se savait qualifié par lui — peut-être à juste titre — d'ami de Bismarck et d'agent de la Triplice ; enfin, il était convaincu que Tolstoï se met-

trait en tout point d'accord avec son confident, Pobedonotzeff, généralement connu comme directeur de la conscience impériale. Aussi ne se croyait-il en aucune façon l'homme désigné pour réussir dans une semblable mission. Tel était également l'avis des dirigeants du Pont-des-Chantres. Mais ce qui semblait surtout pousser le gouvernement russe à traiter directement avec Rome, c'était le désir de ne pas laisser à l'Autriche un moyen de maintenir son prestige sur les Slaves catholiques.

Ces vues s'accordaient d'ailleurs parfaitement avec celles du Vatican. En effet, le cardinal Rampolla ne s'était pas contenté d'attirer l'attention de M. de Behaine sur le déplaisir que causait à l'Autriche et même à l'Allemagne la possibilité d'un rapprochement entre la cour pontificale et le gouvernement du tsar. Il avait en outre insisté sur la force que donnerait à la Russie, à la suite de son entente avec Rome, la certitude de ne pas voir son action sur l'ensemble du monde slave entravée par des difficultés religieuses. C'était cette double considération qui, plus que toute autre, avait fortifié dans l'esprit du Saint-Siège la conviction que le meilleur moyen d'arriver à Saint-Pétersbourg était de ne passer ni par Vienne, ni par Berlin.

Alexandre III s'était donc empressé d'accueillir la proposition pontificale que l'ambassadeur de France avait pris soin de lui transmettre. Aussi, mettant fin sans retard aux conversations ébauchées à Vienne, il désignait, sur les conseils de M. de Giers, un diplomate russe pour régler avec le secrétaire d'État du Vatican les questions depuis longtemps en suspens, et s'établir ensuite définitivement à Rome en qualité de représentant officieux. Ce diplomate fut M. Isvolsky qui reçut en même temps la mission de remettre à Léon XIII la lettre d'acceptation de l'empereur.

L'intervention de la France aboutissait ainsi à un plein succès. La double satisfaction que donnait au Saint-Père, cet heureux résultat et le retour définitif dans la Ville

Éternelle d'un agent du tsar, se traduisait à notre égard par l'expression d'une vive reconnaissance. Du même coup, nous rendions à la Russie un service signalé que l'esprit de justice d'Alexandre III n'était pas près d'oublier. Au point de vue de notre influence, M. de Laboulaye y voyait encore un avantage. « Lorsque le protectorat religieux que nous exerçons en Orient, disait-il, est jalousé, convoité par les autres puissances catholiques, il y a quelque intérêt à noter que, tout en étant notre adversaire sur ce terrain, le cabinet de Pétersbourg est peut-être seul avec le Saint-Siège à ne pas désirer qu'il sorte de nos mains. » Notre attitude dans la question de ses rapports avec Rome était bien faite pour confirmer dans ce sentiment le gouvernement impérial.

CHAPITRE XXI

Attitude des Empires du Centre vis-à-vis de la France et de la Russie pendant le règne de Frédéric III. — Avènement de Guillaume II.

Depuis la mort de Guillaume Ier, la Russie se recueillait. Avait-elle autre chose à faire à côté d'une Allemagne exposée chaque jour à un nouveau changement de règne, d'où pouvaient résulter de si graves conséquences pour la paix de l'Europe? Ne troubler ni la tranquillité d'esprit, ni le repos physique de l'empereur Frédéric, ménager le chancelier, tel était pour le moment le mot d'ordre du cabinet de Pétersbourg vis-à-vis de Berlin. Dans ses rapports avec l'Autriche, c'était toujours la question bulgare qui contribuait le plus à entretenir certaines difficultés. Cependant, le cabinet de Vienne ne se sentant plus aussi soutenu par l'Allemagne, préoccupé même de la nouvelle attitude prise par Bismarck à l'égard du gouvernement russe, se montrait plus enclin à la prudence.

Avec l'Angleterre, les relations de la Russie étaient certainement moins tendues que, quelques semaines auparavant, on avait paru le redouter. L'émotion exagérée, causée par l'envoi comme représentant du gouvernement britannique à Téhéran d'une personnalité aussi importante que sir Drummond Wolff, commençait à se calmer. Les assurances données par le premier ministre anglais à M. de Staal, et à M. de Giers par sir Robert Morier, avaient à peu près dissipé tout malentendu au sujet des questions relatives à la Perse et aux frontières afghanes.

D'autre part, les nouveaux armements en voie d'exécution de la flotte anglaise, qui soulevaient partout d'assez vives préoccupations, avaient amené une partie de la presse russe à formuler des craintes concernant l'accession de l'Angleterre à la Triple-Alliance. Lord Salisbury s'était chargé de les apaiser, affirmant n'avoir pour but, comme continuateur de la politique de Beaconsfield, que de se tenir, dans l'état troublé de l'Europe, aussi prêt que possible à tout événement. Il semblait donc qu'il y eût de part et d'autre un effort pour éclairer et définir les rapports anglo-russes. Tenant à bien préciser la situation, M. de Giers déclarait même ne pouvoir admettre que les cabinets de Londres et de Pétersbourg pratiquassent, l'un vis-à-vis de l'autre, deux politiques différentes, suivant qu'il s'agissait de l'Europe ou de l'Asie. C'était avertir poliment le gouvernement anglais qu'une double politique de ce genre ne présenterait aucune chance de succès, et que la Grande-Bretagne risquerait alors de récolter du côté de l'Inde ce qu'elle aurait semé dans la région des Balkans.

***

En France, les élections municipales qui avaient eu lieu le 6 mai sur tout le territoire, à l'exception de Paris, indiquaient plutôt une accalmie dans les esprits. Le succès des républicains, accentué surtout dans le parti modéré, et le terrain perdu par les adeptes de Boulanger apparaissaient aux yeux des dirigeants de l'Empire et de la grande majorité des journaux russes comme un résultat satisfaisant, « un retour au calme dont devaient se réjouir les amis de la France ». « Aussi bien parmi les conservateurs que parmi les républicains, écrivait le journal les *Novosti*, la confiance dans le général, et, par suite, sa popularité sont certainement en baisse. »

Les appréciations, que faisaient entendre en même

temps des personnages tenant au gouvernement et à la cour ne nous étaient pas moins favorables en ce qui concernait les récentes difficultés franco-allemandes. C'est ainsi que dans des incidents survenus à Belfort, auxquels se trouvaient mêlés des étudiants allemands, et surtout dans l'interdiction faite aux citoyens français de résider et même de pénétrer en Alsace-Lorraine sans être munis de passeports visés par l'ambassade allemande à Paris, la presse russe voyait une série de tracasseries injustifiées. « Une telle exigence, disait le *Nouveau Temps*, devient une véritable vexation pour les Français en raison de leur habitude de voyager sans passeport ; elle expose en outre au désagrément d'un refus de visa toute personne plus ou moins suspecte aux représentants de l'Allemagne. L'adoption d'une semblable mesure, qui fait présager de nouveaux incidents de frontière pour l'avenir, ne légitimerait-elle pas à son tour des représailles du côté français? Loin d'apaiser l'agitation antiallemande dans les provinces annexées, elle ne peut que l'accroître ; en tout cas, elle constitue un retour fâcheux vers le passé et prouve l'irritation bilieuse du prince de Bismarck. »

Il était naturel que les Russes fissent un rapprochement entre ces procédés antifrançais et ceux qu'employait contre eux-mêmes l'Allemagneen empêchant chez elle l'importation des blés de Russie. « N'est-ce pas ainsi, concluait le *Nouveau Temps*, risquer de mettre la paix européenne en danger? Aussi, le moyen le meilleur de rendre difficiles, sinon impossibles, de prochains conflits internationaux, est-il de ne pas nous laisser intimider et de montrer, quant à nous, une grande fermeté. Le chancelier s'attire, en effet, d'amères déceptions s'il croit amener, par son plan de campagne douanier, ses voisins de l'Est à se soumettre. Il se trompe encore étrangement s'il a la prétention, après avoir poussé la France à bout, de la présenter ensuite comme l'agresseur. » Plusieurs grands journaux de Saint-Pétersbourg et de Moscou se montraient particulièrement indi-

gnés d'une assertion de la *Gazette de l'Allemagne du Nord*, d'après laquelle Frédéric III aurait approuvé les représailles contre la France ; geste manquant de vraisemblance et inconciliable, semblait-il, avec le caractère pacifique de cet empereur. « N'est-il pas notoire, faisaient à leur tour observer les *Novosti*, que ce sont au contraire les autorités allemandes qui, dans ces derniers temps, ont commis des actes de violence à l'égard de plusieurs Français. Procédant souvent à leur arrestation d'une façon arbitraire ou illégale, ils vont même parfois jusqu'à tirer sur eux en violant les frontières. Oublie-t-on déjà l'affaire Schnæbelé et celle plus récente encore de Vexaincourt? En réalité l'Allemagne se prête plus ou moins au règlement de chaque incident suivant qu'elle trouve ou non l'heure présente favorable à la guerre. »

C'était bien alors en connaissance de cause que les Russes, las de se voir entourés de tant de Germains indésirables, profitaient de l'occasion pour reprocher à l'Allemagne d'entretenir en dehors de son territoire des espions et des agents secrets, souvent même provocateurs. On connaissait bien en Russie tous les griefs imaginés par la presse germanique contre les voisins de l'Allemagne, aussi bien du côté de la Vistule que du côté du Rhin. A quelles inventions cette presse reptilienne ne recourait-elle pas pour accuser la Russie de promener sa torche incendiaire dans tout l'Orient ! Oubliait-elle combien les conseils de M. de Nelidoff venaient de contribuer à l'apaisement du conflit naissant entre la Turquie et la Grèce? Voilà ce que déclaraient et répétaient la plupart des articles de journaux, qu'ils fussent inspirés ou non par le gouvernement impérial. Nous tenions à les signaler ici parce qu'ils reflétaient aussi exactement que possible l'état réel de l'opinion,

Si le maintien de la paix ne dépendait, comme on le soutenait à Berlin, que de la Russie et de la France, l'Europe avait toute raison de se rassurer. Mais, à l'Est, l'attitude calme et expectante du cabinet de Pétersbourg n'em-

pêchait pas les puissances de la Triplice de faire de lui le bouc émissaire auquel elles s'en prenaient pour justifier l'activité de leurs états-majors et de leurs arsenaux. L'Angleterre même, avec ses accroissements navals, se mettait de la partie. Dans l'empire des Habsbourg, cependant, deux tendances bien différentes se manifestaient. Tandis que les parlements autrichien et hongrois autorisaient leurs gouvernements respectifs à maintenir ou à rappeler sous les drapeaux les troupes de réserve suivant les nécessités de la situation extérieure, à Prague, au contraire, un grand nombre de députés tchèques, manifestant ouvertement leurs sentiments antiallemands, préconisaient une entente entre la Russie, la France et l'Autriche.

Quant au cabinet de Paris, on le considérait avec raison à Saint-Pétersbourg comme bien résolu non seulement à s'interdire toute provocation, mais encore à opposer à celles de l'Allemagne toute la patience conciliable avec l'honneur national. On demeurait convaincu que si, dans un avenir rapproché, une guerre éclatait en Europe, ce ne serait ni à la France, ni à la Russie que pourraient en incomber les responsabilités. Il semblait même qu'à Vienne et à Berlin des esprits avertis et sincères ne se méprenaient pas sur le côté d'où pourrait venir un mouvement belliqueux, à en juger par une phrase échappée au général de Schweinitz et qu'on se répétait à Saint-Pétersbourg : « Nous avons toutes les peines du monde à retenir les Magyars. »

M. de Giers refusait de croire à une guerre prochaine. Les conséquences en seraient si formidables, disait-il, que de pressantes interventions n'attendraient pas que les hostilités éclatassent pour se mettre en travers. Convaincu comme nous que l'étincelle destinée à mettre le feu aux poudres ne jaillirait pas d'un de nos deux pays, il n'osait pourtant émettre tout haut la pensée qu'une guerre générale pût être souhaitée par les puissances soi-disant liguées pour la conservation de la paix. L'état de santé

de l'empereur Frédéric III fournissait aux pacifistes leur meilleur argument.

***

Parmi les sorties auxquelles à cette époque se livraient contre la France quelques hommes d'État de la Triplice, la plus retentissante comme la plus inattendue fut celle du président du Conseil hongrois. Tenant sans doute à donner à l'alliance allemande des gages tout particuliers de sa fidélité, M. Tisza ne trouva rien de mieux que de prononcer devant son parlement des paroles désobligeantes, presque offensantes même, à l'égard de notre pays.

Sans doute, en choisissant l'anniversaire de notre grande Révolution pour ouvrir en 1889 à Paris une Exposition universelle, nos dirigeants n'avaient pas suffisamment prévu l'effet que la célébration de ce centenaire produirait sur les états monarchiques de l'Europe. Ceux-ci, conviés, dès 1886, par le cabinet de Paris, à venir y prendre part, avaient refusé pour la plupart — mais dans les termes les plus courtois — de s'y faire *officiellement* représenter. Cependant partout, en Hongrie comme en Russie et ailleurs, s'étaient dès lors formés des comités officieux tolérés et même encouragés par les différents gouvernements en vue de la participation de leurs nationaux à cette grande manifestation industrielle et commerciale. M. Tisza notamment avait, en mai 1887, promis publiquement sa protection à ceux des industriels hongrois qui désireraient individuellement exposer.

Aussi la stupéfaction fut-elle grande dans toute l'Europe à la nouvelle que le chef du cabinet de Pest, revenant sur ses assurances précédentes, faisait connaître à toutes les Chambres de commerce de Hongrie la défaveur avec laquelle il considérerait désormais l'envoi en France de « produits naturels, objets manufacturés, œuvres d'art de toutes sortes, destinés à être exposés à Paris en 1889 ». « Le point de vue où je me plaçais l'année dernière a changé,

expliquait-il devant le parlement. Ce que je ne disais pas alors, je le dis aujourd'hui : tous les industriels demeurent libres, mais à celui qui me demandera mon avis je donnerai le conseil de s'abstenir. » Et, malgré l'indignation d'un grand nombre de députés, il osait appuyer ces nouvelles déclarations sur des raisons presque injurieuses pour la France. Parlant avec une exagération marquée de l'agitation des esprits à Paris, il envisageait la possibilité de graves dommages dont pourraient avoir à souffrir ses compatriotes, même « d'une insulte quelconque atteignant le drapeau national qu'ils voudraient arborer ». A l'entendre, les autorités françaises étaient incapables de sauvegarder l'ordre et de défendre, le cas échéant, les personnes et les biens des étrangers. « C'est donc Bismarck qui commande en Hongrie ! », s'était aussitôt écrié un interrupteur.

Les paroles malencontreuses de Tisza avaient soulevé naturellement à Paris la plus légitime émotion. Aux explications demandées immédiatement au Ballplatz par notre ambassadeur à Vienne, Kalnoky répondit en exprimant ses regrets de voir l'impression produite par un aussi fâcheux incident. Il eut soin d'ajouter qu'ayant seul, comme ministre des Affaires étrangères de l'Empire, qualité pour diriger la politique extérieure de la Double monarchie, il pouvait certifier que ni le gouvernement de l'empereur François-Joseph, ni lui-même, n'avaient eu l'intention d'offenser, en quoi que ce fût, un pays avec lequel il tenait certainement à continuer « de longues et bonnes relations ». Il communiqua en même temps à M. Decrais une lettre signée de Tisza s'associant à ces sentiments et déclarant que son langage n'avait été inspiré par aucune pensée d'hostilité contre la France.

Malgré ces rectifications, notre gouvernement ne pouvait laisser sans réplique la double affirmation portée devant la Chambre hongroise : que les drapeaux étrangers ne seraient pas en sécurité à Paris, et qu'avant une année il pouvait éclater une guerre européenne dont incombe-

rait à la France la responsabilité. Ce fut dans un langage digne et mesuré que, du haut de la tribune du Palais-Bourbon, M. Goblet fit entendre sa réponse. Il saisit même cette occasion pour insister sur le caractère pacifique de notre politique. « Loin de rechercher des aventures, également éloignée de toute pensée offensive et de tout sentiment de défaillance, s'écriait-il, la France s'occupe avant tout de ses affaires intérieures, se contentant, pour le surplus, de surveiller les événements et de se préparer à faire face à toutes les éventualités... » « Nous ne nous laissons pas davantage troubler par les bruits plus ou moins alarmants du dehors... La France veut vivre en paix avec tous les peuples, tout en demeurant résolue à toujours assurer le respect de sa dignité nationale. »

« Les honneurs du débat restent à la France, » déclarait le lendemain une des principales feuilles anglaises (1). Cette appréciation était d'ailleurs partagée par la grande majorité de la presse européenne qui jugeait sévèrement les intempérances de langage du Premier ministre hongrois.

En Autriche, si plusieurs journaux joignaient leurs critiques à celles du comte Kalnoky, quelques-uns des plus importants attribuaient la querelle faite à la France moins aux sentiments gallophobes d'un homme d'État qu'à nos sympathies pour la Russie. D'autres estimaient — et peut-être avec raison — qu'à Vienne, comme à Pest, on s'était ému de voir l'entrain avec lequel les Tchèques se préparaient à présenter à Paris leurs produits à l'abri des couleurs du drapeau bohémien, « manifestation des plus blâmables, déclarait-on, étant donné son caractère nettement autonomiste. » En réalité, ce qui retenait surtout les sujets de François-Joseph, c'était la crainte de s'associer à la célébration d'un « anniversaire révolutionnaire ». Parler, toutefois, des dangers qu'ils pouvaient courir en se rendant

(1) *Daily News.*

à Paris semblait, dans la plupart des cercles politiques et diplomatiques, un langage aussi ridicule que déplacé.

J'eus d'ailleurs l'occasion de constater alors moi-même cet état d'esprit vraisemblablement assez répandu dans les hautes sociétés de Vienne et de Pest. C'était trois jours après le discours en question. Je me rendais dans ma voiture à une fête donnée aux îles voisines de Saint-Pétersbourg, en compagnie du conseiller de l'ambassade autrichienne, le baron d'Æhrenthal, celui-là même qui, quelques années plus tard, devait être appelé à diriger la politique extérieure de l'empire. Notre entretien tout amical se trouvant amené sur l'incident de l'avant-veille, je ne pus lui cacher la stupéfaction que me causait le langage d'un homme d'État passant jusque-là pour rester maître de sa parole : « Nous ne saurions oublier, nous autres Autrichiens et Hongrois, me dit Æhrenthal sur un ton légèrement solennel, que la fille de notre impératrice Marie-Thérèse fut la malheureuse victime de cette Révolution dont vous voudriez nous faire fêter avec vous le centenaire. » « Évidemment, répliquai-je, on ne peut se rappeler qu'avec douleur la lamentable destinée de la pauvre reine Marie-Antoinette. Mais est-ce une raison pour prononcer au bout d'un siècle des paroles aussi désagréables à l'égard du gouvernement actuel de la France ! Vous avez, il me semble, la rancune plus tenace que jadis votre empereur François Ier. Celui-ci ne pouvait avoir oublié la mort de sa tante sur l'échafaud, quand, en 1810, cédant à des instances répétées, il accorda la main de l'archiduchesse Marie-Louise à l'empereur des Français, qu'il considérait cependant comme un usurpateur »... Après quelques secondes de silence, Æhrenthal mit de lui-même la conversation sur un autre sujet.

Il est certain que nos collègues de l'ambassade d'Autriche se trouvaient dans une situation particulièrement gênante en raison de l'indignation manifestée par l'opinion en Russie. Dans les cercles politiques, dans les salons, dans la

presse on était unanime à condamner la provocation gratuite dirigée de Pest contre nous. « C'est, disait-on, un véritable défi lancé à la France... Tisza ne pouvait-il atteindre son but par des moyens plus délicats, en abritant par exemple son refus de participer à l'exposition derrière des considérations monarchiques qui eussent été comprises? » Le *Nord*, organe officieux du Pont-des-Chantres, s'élevait avec tous les Russes contre « une mentalité si peu conforme à l'esprit de paix et de conciliation qui doit inspirer la conduite des personnages diplomatiques ». L'impression généralement exprimée était que l'incident avait surtout servi à rapprocher à Paris les partis les plus différents. « La France, lisait-on dans un article du *Svet* inspiré sans doute par le gouvernement impérial, est encore loin de la décomposition et de la ruine qu'on lui prédit de Berlin. Elle vient de montrer par sa tenue qu'on peut compter sur elle en cas de besoin. Plus tôt nous laisserons voir notre solidarité avec la France que dirige un gouvernement ayant le respect de lui-même, plus réservée se montrera cette ligue de la paix qui va vraiment trop loin. »

Certains organes de l'opinion voyaient même sans déplaisir éclater un dissentiment entre les cabinets de Vienne et de Paris. « C'est en vain, faisait observer l'un d'eux (1), en reprenant une vieille thèse de Katkoff, que l'Allemagne affecte des sentiments d'amitié vis-à-vis de la Russie, et l'Autriche vis-à-vis de la France. Les Français semblent avoir enfin compris que ni les Autrichiens, ni les Hongrois ne peuvent être à la fois leurs amis et les serviteurs de Bismarck. Ils ne trouveront pas actuellement d'amitié véritable en dehors des Russes... La solidarité de nos deux pays repose sur la marche logique de la politique internationale... La Russie, de son côté, n'écoutera pas les conseils de ceux qui vont répétant qu'on ne peut pas compter sur la France... »

(1) *Gazette de Moscou.*

Quant à M. de Giers, quoique peu satisfait de la date choisie pour l'exposition, il blâmait vivement l'attitude du gouvernement hongrois. « Je redoute l'air de Pest, disait-il, il exerce généralement une mauvaise influence. » Tout en se demandant avec une certaine inquiétude quel but voulait poursuivre Tisza, il reconnaissait que si une nation pouvait être atteinte dans sa dignité par un langage aussi excessif, ce ne pouvait être la nôtre. « De la prudence ! répétait-il à notre ambassadeur. Nous vous en donnons l'exemple, vous le voyez. Il se passe en effet pour vous, comme pour nous, des choses désagréables. Or il vaut mieux, croyez-moi, ne pas y prêter attention que de faire le jeu de nos adversaires. » Il rendait d'ailleurs hommage à l'habileté de M. Goblet dont le discours ferme et prudent venait de mettre fin à l'incident de la façon la plus honorable pour la France. L'esprit de solidarité qui s'était révélé dans tous nos groupes parlementaires, comme chaque fois que la dignité de notre pays est en jeu, avait produit sur lui la plus heureuse impression. « Le dernier mot, disait-il, est resté chez vous au sang-froid, à l'esprit et au bon sens. » En plein accord avec Alexandre III pour continuer à dédaigner toute provocation, il se plaisait à déclarer que « les efforts tentés pour faire sortir la Russie d'une réserve commandée par la situation de l'Europe n'auraient aucune chance de succès ».

Comme l'écrivait M. de Laboulaye, ce n'était sans doute pas un semblable résultat qu'avaient en vue Bismarck et son obéissant admirateur Tisza. Si la question des passeports et celle de l'exposition devaient, dans leur pensée, faire ressortir l'isolement de la France, l'effet était manqué. Les machinations combinées des deux hommes d'État, en montrant à la France et à la Russie l'intérêt qu'on avait à les diviser, ne pouvaient que les encourager à resserrer leurs liens.

***

Le 15 juin 1888 se produisit l'événement redouté de certains États d'Europe, bien qu'escompté par tous. Après un règne de cent jours, le monarque pacifique, l'empereur martyr Frédéric III succombait au cancer du larynx dont il souffrait cruellement depuis tant de mois. Le sceptre de l'empire d'Allemagne passait donc aux mains d'un jeune prince de vingt-neuf ans, à la nature ardente, au caractère autoritaire, passionné pour tout ce qui touchait à la guerre, avide de gloire, et, disait-on « plus militaire que philosophe et plus prussien qu'allemand ».

A l'égard de cette famille des Hohenzollern liée par le sang et l'amitié à celle des Romanoff et atteinte à coups redoublés par la mort, le sentiment qui dominait en Russie était une respectueuse commisération. Aussi, dans les premiers jours du règne, est-on frappé de la prudence et de la réserve qui caractérisent tout ce qu'on dit et écrit à Saint-Pétersbourg sur le nouveau kaiser. Évidemment le mot d'ordre est d'attendre celui-ci à l'œuvre, en lui accordant crédit et confiance. « On peut espérer, se plaît-on tout d'abord à répéter, que le règne de Guillaume II ne mettra pas la paix européenne en danger. »

Au fond, même en Allemagne, la confiance est mitigée. Si, au point de vue extérieur, on compte généralement sur l'expérience et le sang-froid du vieux chancelier pour modérer les ardeurs et les imprudences de son jeune souverain, on n'éprouve pas la même sécurité que par le passé, en ce qui concerne la politique intérieure de l'empire.

Ce qui frappe surtout dès le début du règne, c'est le contraste marqué entre les premiers discours du fils et ceux que tenait son père. Guillaume II ne se dit pas, comme le faisait Frédéric III parlant trois mois auparavant à la nation allemande : « indifférent à l'éclat de la gloire militaire, et satisfait surtout si plus tard on dit de

mon règne qu'il a été bienfaisant pour mon peuple. » C'est à l'armée d'abord, puis au peuple prussien qu'il s'adresse. Devant la première il se déclare avec emphase « fait pour elle comme elle est faite pour lui ». « Du haut du ciel, s'écrie-t-il, les regards de mes ancêtres sont tournés vers moi qui devrai leur rendre compte un jour de ce que j'aurai fait pour le renom et l'honneur de mon armée. » Ses discours au Reichstag et au Landtag prussien révèlent bien chez lui la ferme résolution de se montrer de la race de ces Hohenzollern qui ont fait considérer « la guerre comme l'industrie nationale de la Prusse ». Le roi Frédéric II et l'empereur Guillaume Ier sont ses modèles.

Toutefois, dans son message au Parlement allemand, il paraît tenter un effort pour atténuer, par quelques phrases dues apparemment à la plume du chancelier, l'effet du langage claironnant qu'il a tenu à son armée. « Résolu, dit-il, à combattre pour rétablir la paix si elle venait à être troublée, je ne songe pas à profiter de nos forces pour une guerre offensive. L'Allemagne n'a besoin maintenant ni d'une nouvelle gloire militaire, ni d'aucune conquête nouvelle. » Si dans ce discours, où se trouvaient énumérées toutes les puissances en bonnes relations avec l'Allemagne, il n'était pas question de la France — ce qu'on regrettait à Saint-Pétersbourg — ni de l'Angleterre — ce dont on se consolait facilement, — la Russie ne pouvait être que touchée d'entendre rappeler les sentiments d'amitié et les relations pacifiques existant depuis un siècle entre les deux empires du Nord. « Nul doute, lisait-on dans l'officieux *Journal de Saint-Pétersbourg*, que la politique de l'empire d'Allemagne doive être, comme l'affirme la *Gazette de Cologne*, dirigée dans le même sens que du temps de Guillaume Ier et de Frédéric III. Il est même permis d'espérer que les paroles mémorables prononcées par le premier de ces monarques sur son lit de mort constitueront pour son auguste petit-fils un legs sacré et un guide sûr, quant aux rapports de l'Allemagne avec notre pays. » Mais, en réalité, cet échange de

formules courtoises était loin de faire illusion aux Russes. Ceux-ci savaient que les phrases presque affectueuses venant de Pétersbourg étaient inspirées moins par la pensée d'un rapprochement avec la cour et le cabinet de Berlin, dont les aspirations à l'hégémonie les avaient complètement éloignés, que par le secret désir de causer quelque amère déception à l'Autriche-Hongrie. De ses deux alliées de la Triplice, c'est de cette dernière que Guillaume s'est empressé de parler tout d'abord. « Des relations historiques et des besoins nationaux, proclame-t-il dans son manifeste, unissent l'Allemagne à l'Italie, mais c'est surtout à l'Autriche qu'elle est attachée... Je maintiendrai notre alliance défensive, ajoute-t-il en parlant du cabinet de Vienne, avec la fidélité propre aux Allemands. Je la considère comme la base de l'équilibre européen. »

Où l'on sentait à Pétersbourg, comme ailleurs, l'influence du chancelier, c'était aussi dans l'annonce, propagée un peu partout pendant les premiers jours du règne, d'une visite prochaine de Guillaume II à Alexandre III. Projet d'autant plus caractéristique qu'il n'était encore nullement question d'un voyage à Londres auprès d'une vénérable grand'mère, à laquelle il eût été pourtant naturel pour un petit-fils de réserver ses premiers hommages. N'était-ce pas, en effet, Bismarck qui avait toujours poussé ses maîtres à ménager le tsar et son gouvernement, tandis qu'il ne s'était montré prodigue ni de prévenances, ni de bons procédés à l'égard de l'impératrice, fille de la vieille reine Victoria? A la vérité, on espérait à Saint-Pétersbourg que Guillaume II, malgré sa nature fantasque, son amour de la gloire et du panache et l'ambition qu'il avait de ressembler à Frédéric II, serait retenu dans ses ardeurs juvéniles par les conseils du chancelier. Celui-ci, retrouvant maintenant sa puissance d'autrefois, momentanément éclipsée pendant les quelques semaines du dernier règne, n'éprouvera-t-il pas aussi le sentiment de sa responsabilité? En affectant tout au moins de vouloir maintenir la

paix, désir bien naturel à son âge, Bismarck pourra, pensait-on, opposer un contrepoids à l'action d'une horde de flatteurs trop pressés de montrer au jeune empereur sa formidable armée comme un instrument de victoire dont il pourra disposer à l'heure qui lui plaira.

La Russie se rendait bien compte du but inlassablement poursuivi par la diplomatie allemande : l'isolement de la France. C'est pour l'atteindre que Bismarck a depuis longtemps entraîné et maintenu dans l'orbite de l'Allemagne l'Autriche-Hongrie d'abord, puis l'Italie, les attachant formellement à elle par des traités. C'est dans le même dessein qu'il s'efforce ensuite d'empêcher tout rapprochement entre l'Angleterre et nous, qu'il s'acharne enfin — et c'est la partie la plus difficile de sa tâche — à ramener à lui cette Russie qui maintenant a repris son indépendance, et à empêcher celle-ci de lier partie avec la France. Cette dernière éventualité est bien celle qu'il redoute par-dessus tout !

Mais, naguère plein de déférence à l'égard de son oncle Guillaume Ier, puis en termes amicaux avec son cousin Frédéric III, le tsar ne se sent nullement attiré vers le nouvel empereur d'Allemagne. Le comte Witte, dans ses *Mémoires*, rapporte même qu'Alexandre III, comme plus tard son fils Nicolas II, détestait cordialement Guillaume « en raison de ses manières de cabotin et de son goût exagéré pour les cérémonies à grand spectacle ». On pouvait se demander, d'ailleurs, si, dans les principales maisons souveraines de l'Europe, il se trouvait beaucoup de princes auxquels Guillaume II inspirait quelques sentiments de sympathie. C'est ainsi que, loin d'avoir cherché à gagner les bonnes grâces de son oncle, héritier du trône d'Angleterre, le futur kaiser semblait avoir tout fait pour se les aliéner. Le prince de Galles, qui de tout temps n'avait cessé de déplorer la politique suivie par Bismarck vis-à-vis des puissances étrangères, voyait avec peine en son neveu le fervent disciple du chancelier de fer, alors qu'il eût tant

préféré le savoir sous l'heureuse influence d'un père aux tendances pacifiques et libérales. Il n'ignorait pas la déception qu'éprouvait ce jeune prince de n'avoir pu réaliser son espoir mal dissimulé de succéder directement à son grand-père. Il connaissait les termes dédaigneux dans lesquels il s'était exprimé à diverses reprises pour critiquer non seulement les idées paternelles, mais encore le fidèle attachement gardé par sa mère à sa patrie d'origine. Sans doute aussi se rendait-il compte de l'animosité que lui valaient à lui-même ses procédés affectueux pour le couple impérial allemand? Amené deux fois à Berlin depuis les obsèques du vieil empereur, notamment à l'occasion du mariage de la princesse Irène de Hesse avec le prince Henri de Prusse, Albert-Édouard avait été témoin des scandaleux efforts déployés par un fils impatient de régner en vue d'obtenir l'abdication d'un père presque mourant.

Parmi les souverains d'Europe et leurs héritiers, ce sentiment n'était pas spécial au prince de Galles. Lorsque plus tard, en 1900, je fis partie, comme représentant des Affaires étrangères, de l'ambassade extraordinaire envoyée par la France aux funérailles du roi Humbert, j'eus l'occasion de recueillir certaines confidences de la bouche du général italien attaché à notre mission pendant le séjour de celle-ci à Rome. « Le règne qui commence, me dit-il un jour, verra, j'en ai la conviction, se resserrer les liens d'amitié entre nos deux pays. Notre nouveau souverain, loin d'éprouver de la sympathie pour Guillaume II, a toujours — même dès sa première jeunesse, — eu peine à supporter ses manières cassantes, son ton sarcastique et tranchant. Je serais bien étonné si nous n'assistions pas, d'ici à quelques années, à un changement d'attitude de la cour du Quirinal vis-à-vis de celle de Berlin. »



Quoi qu'il en fût des rêves caressés par Guillaume II et des plans réels de son chancelier, la tranquillité de l'Europe ne semblait pas pour le moment menacée. Les grandes puissances voisines de l'Allemagne se bornaient à observer et à attendre. La France, en dépit du mouvement boulangiste qui ne représentait chez elle qu'une agitation factice, tenait fermement au maintien de la paix. Quant à la Russie, son attitude vis-à-vis des empires du Centre prouvait qu'elle aussi y était plus que jamais attachée. En ne soulevant aucune réclamation contre les préparatifs d'armements de l'Autriche-Hongrie, ne donnait-elle pas, en effet, la meilleure réponse aux injustes accusations dont elle se voyait trop souvent l'objet? Sa longanimité en face des provocations autrichiennes devait apparaître, au contraire, comme une preuve irrécusable de sa modération. Mais la patience ayant des limites, Giers prenait ses précautions.

Si, avec l'approbation du nouvel empereur d'Allemagne, le gouvernement austro-hongrois, pour se créer un prétexte à l'occupation de la Serbie, s'avisait de fomenter une révolution à Belgrade, la Russie devrait-elle demeurer impassible devant une violation aussi flagrante du traité de Berlin et une si grave atteinte portée à son influence dans les Balkans? Or, le ministre russe des Affaires étrangères ne cachait pas au représentant serbe à Pétersbourg qu'au cas où la conduite du roi Milan entraînerait des événements de nature à amener une intervention autrichienne, il s'ensuivrait sans doute des complications internationales dont les conséquences pourraient être redoutables. Le gouvernement de Belgrade, prévenu par son ministre, avait eu soin de communiquer cet avertissement à Bismarck et à Kalnoky. Tout dépendait donc des conseils qui viendraient de Berlin et de la manière dont les suivrait le cabinet de

Vienne. Celui-ci poursuivrait-il sa marche ou mettrait-il au contraire un frein à ses propres ambitions?

L'avis de M. de Giers était que Guillaume II ne voudrait pas inaugurer son règne en risquant de mettre le feu aux poudres. Il considérait même la jeunesse du kaiser comme de nature à inspirer confiance, puisqu'elle le pousserait vraisemblablement à s'entourer de conseils expérimentés. Partageant une opinion assez répandue en Russie, il comptait sur Bismarck pour agir en modérateur et en artisan de la paix.

CHAPITRE XXII

L'Alliance franco-russe.

Ici se terminent mes notes et mes souvenirs relatifs aux événements dont mes fonctions à notre ambassade en Russie m'avaient permis d'être le témoin. A la fin de juin 1888, je passais en effet du poste de Saint-Pétersbourg à celui de Bruxelles (1).

C'était avec un profond serrement de cœur que je quittais en même temps que mes collègues de l'ambassade et mes amis russes, un chef bienveillant sous les ordres de qui j'étais fier de servir. Mais il m'en coûtait particulièrement d'abandonner ce poste alors que nous nous rapprochions du but vers lequel, depuis plusieurs années, tendaient tous nos efforts.

Les préventions d'Alexandre III contre notre régime républicain qui, depuis deux ans, allaient sans cesse s'atténuant, faisaient maintenant place à la confiance qu'inspirait au souverain et à son peuple la loyauté de notre politique extérieure et de nos sentiments.

Cet heureux changement datait surtout de la reprise des relations diplomatiques normales entre Pétersbourg

(1) Ayant exprimé au Quai d'Orsay, lors de mon dernier congé, les raisons de famille qui me faisaient désirer me rapprocher de la France, je venais, depuis plusieurs semaines, d'être nommé secrétaire de notre Légation à Bruxelles. Après avoir prolongé quelque peu, sur la demande de M. de Laboulaye, mon séjour à Saint-Pétersbourg, je ne pouvais ajourner plus longtemps mon départ pour la Belgique où m'appelait le ministre de France M. Bourée.

et Paris, momentanément interrompues à la suite du rappel du général Appert. Sous l'impulsion d'animateurs avisés et sages, tels que Flourens et Laboulaye, la France avait saisi toutes les occasions favorables pour rendre à la Russie des services dont celle-ci s'était toujours montrée reconnaissante.

C'était d'abord, on s'en souvient, à propos de la Bulgarie. Qu'il se soit agi du départ de Battenberg ou de l'élection de Cobourg, d'instructions adressées par le Quai d'Orsay à nos agents diplomatiques quant à la conduite à tenir vis-à-vis de ces deux princes, de l'appui à donner aux démarches de Nélidoff auprès de la Porte, le gouvernement de la République avait prêté chaque fois ses bons offices à celui du tsar. On se rappelle notamment la satisfaction qu'avait exprimée Alexandre III à notre ambassadeur pour les conseils prodigués à Paris par M. Flourens aux envoyés bulgares. Puis, quelques mois plus tard, les soins qu'apportaient les autorités françaises à la surveillance des nihilistes sur notre territoire et à la communication de renseignements concernant leurs agissements, notre aide efficace dans la question du port de Batoum et dans d'autres circonstances encore avaient constitué aux yeux de l'empereur une série de procédés amicaux dont il se plaisait à reconnaître la valeur.

Entre temps, lors des alertes allemandes de 1887 et de 1888, le souverain russe et son ministre des Affaires étrangères n'avaient-ils pas hautement apprécié la tenue ferme et digne du cabinet de Paris et le calme parfait de la nation française en face des provocations venues de Berlin? N'éprouvèrent-ils pas, d'autre part, notre amitié dans de précieuses offres de concours de nos grands établissements financiers (1)?

(1) Nous avons déjà signalé (p. 278) le concours offert à M. Vichnegradski par M. Kleinmann de la part du Crédit Lyonnais en septembre 1887. Dans les derniers jours de mars 1888, M. Flourens avait invité M. de Laboulaye à faciliter à un financier français,

Comme le fera remarquer plus tard M. de Laboulaye, le rapprochement entre nos deux pays n'apparaissait plus en juin 1888 comme « une illusion ou un trompe-l'œil (1) » par lesquels, — avait-on répété trop souvent, — nous nous laissions abuser. Si des esprits sceptiques ou chagrins voulaient douter encore à cette époque de la complète évolution opérée dans la politique de la Russie, dans ses sympathies et ses préférences, tous ceux — Français ou Russes — qui en avaient suivi de près les phases gardaient la conviction que dans notre marche vers l'alliance, la partie la plus dure du chemin était alors parcourue.

Parfois, de nouveaux agissements boulangistes venaient causer encore quelques appréhensions à Gatchina et au Pont-des-Chantres. La mise en réforme du général Boulanger, suivie d'une sorte de plébiscite sur son nom, le vote de la Chambre des députés réclamant la revision de la Constitution avaient provoqué dans l'empire une émotion que nos adversaires s'appliquaient à entretenir et à développer. D'où les craintes d'un ébranlement intérieur de nature à annihiler pendant quelque temps, disait-on, la valeur de la France au point de vue de la force représentée par elle dans l'équilibre européen. Mais M. de Laboulaye avait soin de rassurer ceux qui croyaient voir là les premiers symptômes d'une reprise de fièvre révolutionnaire. « D'ailleurs, ajoutait-il, la Russie n'a pas à se préoccuper ainsi des événements qui se produisent chez nous. N'est-elle pas certaine de rencontrer dans tous les partis, quelque divisés qu'ils soient, des sentiments unanimes d'amitié à son égard? »

Les manifestations populaires franco-russes, les échanges de visites entre les hommes d'État des deux pays, les

M. Denfert-Rochereau, la mission confidentielle qu'au nom du Comptoir d'escompte et d'un consortium d'autres groupes financiers il venait accomplir à Saint-Pétersbourg.

(1) Laboulaye à Ribot, 22 août 1890. Voir Livre Jaune, *Alliance franco-russe*, 1918.

voyages des grands-ducs et de hauts personnages russes à Paris vont devenir de plus en plus fréquents. Si les sujets du tsar, au printemps de 1888, ne chantent pas encore la *Marseillaise*, du moins sont-ils à la veille de la faire jouer par les musiques de leurs régiments et de se découvrir en écoutant religieusement l'hymne de leur alliée de demain. Et déjà tous les Français, sans distinction de couleur politique, ceux même professant les opinions les plus avancées, acclament à Paris le chant national russe : *Boje Tsaria Krani*. On est même obligé parfois de calmer leur zèle russophile.

Dès le mois d'août 1890, M. de Laboulaye considérera le rapprochement franco-russe comme devenu assez réel, assez solide, pour qu'une visite de l'empereur Guillaume au camp de Krasnoïé-Sélo soit incapable de l'entamer (1). Ce rapprochement s'accentuant, s'imposant même chaque jour davantage, le renouvellement de la Triple-Alliance entraînera, dès l'année suivante, les cabinets de Paris et de Saint-Pétersbourg à prendre sans retard, et d'un commun accord, les mesures nécessaires pour prévenir toute surprise. Il s'agissait pour la Russie, comme pour la France, de se concerter en vue de la mobilisation simultanée de leurs forces aussitôt qu'un des États de la Triplice mobiliserait les siennes.

S'il n'entre pas dans le cadre de cet ouvrage de retracer l'historique des négociations qui ont abouti à ces arrangements, rappelons-en du moins ici, en quelques lignes, les phases principales.

Les bases d'une entente franco-russe sont d'abord établies en août 1891 par des échanges de notes entre M. Ribot et le baron de Mohrenheim à Paris, MM. de Giers et de Laboulaye à Saint-Pétersbourg. La visite inoubliable de l'escadre de l'amiral Gervais à Cronstadt, les manifestations enthousiastes qu'elle soulève chez les deux peuples appa-

(1) Laboulaye à Ribot, 24 août 1890.

raissent alors aux yeux de tous comme la consécration publique et officielle de cette entente.

Restait le point le plus important : la convention militaire. Son élaboration commence à la fin de 1891 ; les signatures sont échangées au mois d'août 1892 entre l'aide de camp général Obroutcheff et le général de Boisdeffre, agissant au nom de leurs gouvernements respectifs. Enfin elle devient définitive et exécutoire par suite de l'approbation des deux chefs d'État dans les derniers jours de décembre 1893 (1), au lendemain de l'accueil éclatant fait aux équipages de la division navale russe venue en France sous le commandement de l'amiral Avelane.

(1) Voir pour toutes ces négociations le Livre Jaune, *l'Alliance franco-russe*, publié par les soins du département des Affaires étrangères en 1918.

FIN

INDEX ALPHABÉTIQUE

DES NOMS CITÉS (1)

(1) Les noms de l'empereur Alexandre III et de M. de Giers, revenant continuellement, n'ont pas été portés dans cet index.

*

TABLE DES MATIÈRES

PARIS. — TYPOGRAPHIE PLON, 8, RUE GARANCIÈRE. — 1929. 37432.


3 1158 00310 1291